

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

Le Problème International du Vin

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

André ROUANET DE VIGNE LAVIT

Titulaire des Certificats d'Etudes Supérieures
(d'Histoire du Languedoc, d'Histoire Moderne et Contemporaine
d'Histoire Economique et Géographie Humaine)
Diplômé de Législation et d'Economie Viticole
Diplômé d'Etudes Administratives et Financières
Lauréat de la Faculté de Droit — Prix de la Ville de Montpellier

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

MEMBRES DU JURY

MM. COURTIN, professeur, *Président*.

ANTONELLI, professeur.

DELBEZ, professeur.

} *Assesseurs*

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1, RUE DE SAUVAGES, 1

1935

**LE PROBLÈME INTERNATIONAL
DU VIN**

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

Le Problème International du Vin

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

André ROUANET DE VIGNE LAVIT

Titulaire des Certificats d'Etudes Supérieures
(d'Histoire du Languedoc, d'Histoire Moderne et Contemporaine
d'Histoire Economique et Géographie Humaine)
Diplômé de Législation et d'Economie Viticole
Diplômé d'Etudes Administratives et Financières
Lauréat de la Faculté de Droit — Prix de la Ville de Montpellier

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

MEMBRES DU JURY

MM. COURTIN, professeur, *Président.*

ANTONELLI, professeur.

DELBEZ, professeur.

} *Assesseurs.*

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1, RUE DE SAUVAGES, 1

1935

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International
Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BEQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, Professeur de Droit Commercial.

ANTONELLI, Professeur d'Economie politique.

TISSET, agrégé d'Histoire de Droit.

DELBEZ, agrégé de Droit constitutionnel.

LEMERCIER, chargé de cours de Droit romain.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

VALERY, Doyen honoraire.

DONAT, Secrétaire.

ROCHETTE et DUBOIS, Secrétaires honoraires.



JURY

MM. COURTIN, professeur, *président*.

ANTONELLI¹, professeur

DELBEZ, professeur

| *Assesseurs*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MEMOIRE DU REGRETTE PROFESSEUR
ROCHE AGUSSOL

*qui défendit durant sa vie avec science
et courage la vigne et les vignerons.*

INTRODUCTION

§ I. — LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE SON IMPORTANCE — SA NATURE

Depuis quelques années le monde connaît les affres du malaise économique : de 1820 à 1920 on avait compté douze grandes crises, dites crises cycliques. La doctrine libérale ne les considérait pas comme des maladies de l'organisme économique, mais, au contraire, comme des phénomènes physiologiques, c'est-à-dire significatifs de l'état de santé et provoqués par le progrès économique. L'ordre troublé un certain temps, se rétablissait ensuite par le jeu des lois naturelles, sans qu'il fut besoin d'aucune intervention humaine.

Le malaise qui s'est abattu sur le monde depuis 1929 est-il un nouveau chaînon dans la série des crises cycliques, ou doit-il, au contraire, être considéré comme un phénomène d'une autre nature ?

La généralité de la crise était considérée comme l'une des caractéristiques du mouvement de dépression rythmique ; à l'heure actuelle, tous les pays sont atteints ; les répercussions du déséquilibre se sont constatées à l'égard de toutes les productions industrielles et aussi sur le mar-

ché financier. Toutefois, la crise présente mérite déjà une attention particulière en raison de l'intensité catastrophique de ses effets : élévation sans précédente des barrières douanières, dépréciation de la livre et du dollar entraînant dans leur chute toutes les monnaies secondaires, véritables satellites des grandes unités monétaires, intensité du chômage ; en second lieu la crise industrielle coïncide non seulement avec une crise agricole internationale elle aussi, mais avec un bouleversement général des régimes politiques et des notions spirituelles.

Il semble d'ailleurs que l'on se trouve en présence de transformations essentielles dans la machine économique. Certains auteurs pensent cependant qu'il s'agit d'une crise cyclique ne différant des autres que « par la somme des valeurs qu'elle trouble et la quantité des peuples qu'elle atteint, mais que sa qualité est foncièrement celle que nous avons connue antérieurement » (1).

Cette différence quantitative aurait à son origine l'énorme bouleversement que fut la guerre de 1914-18 (2), ou encore l'exagération du crédit dans les années qui ont précédé la crise et son resserrement subit (3), ou bien, enfin, le fait que les Etats ont voulu enrayer la crise dès son commencement et ont contribué de cette manière à l'aggraver (4).

Cependant, la certitude se fait de plus en plus qu'il ne s'agit pas d'un malaise de la même nature que les crises cycliques du XIX^e siècle et que les lois naturelles ne suffiraient pas à ramener la prospérité.

En effet, des auteurs comme M. LUCIUS (5) ou comme Firmin BACCONIER estiment qu'il s'agit d'une transformation intégrale des bases de l'économie.

(1) Allocution de M. Edouard JULIA devant la Société d'Economie de Belgique, le 19 octobre 1932.

(2) LESCURE (Jean). — Hausse et baisse des prix de longue durée.

(3) HAWTREY, KEYNES, SNIDER.

(4) TRUCHY, DE ROUSIERS.

(5) Pierre LUCIUS. — Faillite du capitalisme. Rénovation du capitalisme.

Au XIX^e siècle l'Europe, en même temps qu'elle organisait la grande industrie, découvrait, grâce au développement des moyens de transports, des débouchés nouveaux quasi illimités ; les théories libérales, division du travail internationale, impossibilité d'une surproduction générale parce que les produits s'échangent contre les produits, nécessité du libre échangeisme, s'établissent d'accord avec les faits. Chacun cherche à produire le plus possible de la marchandise qui lui procure le plus de profit.

Mais, pendant la guerre, les pays acheteurs de produits manufacturés installent chez eux des usines et se mettent à fabriquer d'abord pour la satisfaction de leurs besoins, ensuite pour l'exportation : les anciens clients deviennent concurrents.

En raison des circonstances qui abaissent les coûts de production dans les nations jeunes, celles-ci enlèvent leurs clients aux anciens exportateurs ; ceux-ci sont même menacés sur leur propre marché, ils élèvent des barrières douanières pour résister au dumping extérieur ; bientôt les droits de douane ne suffisant plus, on organise le système des contingentements : le commerce international se restreint de plus en plus ; les industries exportatrices sont frappées de surproduction (1).

Enfin les économies nationales abandonnent les productions excédentaires pour se tourner vers la fabrication des marchandises jusque-là importées : l'économie nationale complexe tend à remplacer l'économie spécialisée.

§ II. - LA CRISE VITICOLE — SES CARACTERES

La crise viticole n'est pas une nouveauté du XX^e siècle : dès l'an 92, l'Empire Romain connut une surabondance de vin qui coïncidait avec une disette de blé ; l'Empereur Domitius ordonna l'arrêt des plantations en Italie et l'arra-

(1) BACCONNIER. — Rubrique: « La vie économique et sociale », dans la *Revue Universelle*.

chage de la moitié des vignes dans les provinces ; dix siècles plus tard, Philippe le Hardi, Duc de Bourgogne, eut à résoudre une crise de qualité ; en 1566, Charles IX rendit une ordonnance inspirée par le système pourvoyeur où il prescrivait que, désormais, la vigne ne pourrait occuper que le tiers des terres cultivables ; en 1730 se produisit en France une crise de surproduction qui amena Louis XV à limiter les plantations.

Pendant le XIX^e siècle les crises viticoles se reproduisirent presque chaque dix ans, mais affectant des formes diverses : de 1852 à 1857, l'oidium, en 1864 le phylloxera ravagèrent le vignoble européen ; ce furent des crises de sous-production caractérisées puisqu'en 1864, le vignoble français produisit seulement dix millions d'hectolitres. En revanche, après la reconstitution du vignoble se produisit une crise de surproduction qui atteignit son apogée sur le sol français en 1875 : la récolte fut de 83 millions d'hectolitres. Enfin, en 1907, une nouvelle crise due à la fabrication des vins artificiels, amena le prix des vins, toujours sur le marché français, à 5 ou 6 francs l'hectolitre.

Toutes les crises viticoles présentent des caractères communs que l'on retrouve encore dans le malaise actuel :

Elles sont fréquentes : de toutes les branches de l'agriculture, il n'en est aucune qui ait été aussi fréquemment menacée de mévente que la viticulture.

Elles sont aiguës, parce que les ressources de la plupart des agriculteurs sont, en général, variées, de telle sorte qu'ils peuvent réparer les pertes subies sur certaines productions grâce aux bénéfices réalisés sur d'autres ventes ; le viticulteur ne s'adonne, en général, qu'à la culture de la vigne et, pour vivre, il ne peut compter que sur la vente du vin.

Enfin, les périodes de hausse des prix sont toujours à l'origine des crises viticoles : « C'est que les produits alimentaires, spéciaux à quelques pays, qui proviennent de plantations arbustives et qui ne sont pas, en général, considérés comme des produits de première nécessité... ont à

supporter les crises les plus difficiles parce que l'adaptation de l'offre à la demande est très lente à revenir une fois l'équilibre rompu, que l'élévation des prix pendant la restriction de l'offre décourage la demande qui se tourne facilement vers des produits de remplacement » (1).

Certaines caractéristiques particulières à la crise présente rendent encore plus difficile sa solution : la crise viticole est mondiale ; elle sévit à l'intérieur des diverses nations productrices de même que sur le marché international.

Simultanément il y a crise pour les autres produits agricoles ; il y a impossibilité pour le viticulteur de porter son activité vers d'autres cultures. Au contraire, la crise du blé, celle du coton, ont été à l'origine des plantations de vignobles dans les territoires d'outre-mer.

Enfin, la crise viticole coexiste avec la crise économique générale ; celle-ci peut être considérée comme une des causes essentielles de la sous-consommation mondiale du vin. En général, les crises agricoles et viticoles ne coïncident pas avec les crises industrielles, leur présence simultanée les complique toutes deux. D'ailleurs, comme le disait André TARDIEU (2), « la crise de la viticulture n'est pas dans ses éléments essentiels différente de la crise générale avec laquelle le monde est aux prises. » L'on retrouve dans chacune, les deux causes classiques : surproduction et sous-consommation, les mêmes origines lointaines : apparition et développement de la production dans des nations autrefois consommatrices, accroissement du rendement, fabrication du produit standardisé et de qualité inférieure..., élévation des droits de douane, exagération des impôts, abaissement du pouvoir d'achat du consommateur mondial.

(1) LAMOR (Henry). — Problème international du blé, Paris 1931.

(2) Séance d'ouverture de la Conférence de Paris.

§ III. — LA CRISE VITICOLE ET LA LOI DE RICARDO

RICARDO avait cependant constaté l'existence d'une rente du sol destinée à s'accroître de plus en plus ; il avait prophétisé que les besoins de l'humanité obligeraient à mettre en culture des terres de moins en moins fertiles, de moins en moins bien situées. Le produit se vendant aux environs du coût de production marginal, les meilleures terres, c'est-à-dire les plus anciennement utilisées, bénéficieraient d'une rente, qui irait en augmentant.

Cet accroissement du revenu aurait dû se produire pour les vieux vignobles, puisque le nombre des terres à vignes est limité, et que les sols susceptibles de produire du bon vin sont rares. Or, l'on constate actuellement que si une rente existe, c'est au profit des pays neufs : Algérie, Australie, Chili ; ces nouveaux vignobles, bien que situés loin des centres de consommation, et sur un sol dont la fertilité ne dépasse pas celle des vieux vignobles européens se trouvent favorisés par une main-d'œuvre à bas prix, par les possibilités culturelles des grandes exploitations, par des impôts moins élevés. Un autre type de rente existe au profit des plaines à grand rendement, ou bien en faveur de certains procédés de culture industrielle, ou bien pour certains cépages, gros producteurs ; mais, la grande quantité produite l'est aux dépens de la qualité.

La situation viticole actuelle donne un double démenti à la théorie de RICARDO : d'une part, comme l'avait remarqué CAREY, ce ne sont pas les terres les plus anciennes qui bénéficient de la rente, mais, au contraire, les vignobles d'origine récente en raison des circonstances fortuites qui ont été signalées plus haut. D'autre part, le prix du vin ne s'établit pas aux environs du coût de production marginal mais au-dessous du prix de revient de la majorité des exploitations.

Les théories de RICARDO et de MALTHUS reposaient sur les deux prémices suivantes : du côté de l'offre des produits

du sol on escomptait une production agricole, qui s'accroît de plus en plus lentement, tendant à se stabiliser. D'autre part, une demande qui augmenterait de plus en plus, la population croissant selon une progression géométrique, selon MALTHUS. Ainsi, les prix payés à l'agriculteur seraient de plus en plus élevés.

La crise actuelle démontre que la production agricole s'est étendue plus vite que les besoins : la terre cultivée a couvert des territoires considérables, le progrès des moyens de transports a permis aux vins exotiques d'atteindre les consommateurs à un prix suffisamment bas. Enfin, la culture intensive a augmenté le rendement de chaque unité de surface.

Du côté de la demande, il y a eu aussi des modifications. Après la guerre, la population du monde n'a pas continué à s'accroître avec l'élan qui rendait possible auparavant le mouvement ascensionnel de l'agriculture mondiale. Le Docteur HENKELMANN signale la diminution de la natalité comme la cause principale de la crise du blé (1).

La population subit dans son développement un arrêt et même une diminution depuis le début du siècle tandis que la production est en pleine vigueur. L'arrêt de la natalité est particulièrement sensible dans les pays consommateurs de vin, c'est-à-dire en Europe. Au contraire l'extension des superficies plantées et les progrès techniques ont accru la production viticole.

Cette absence de consommateurs influence considérablement les situations économiques car ne pouvant plus compter sur l'élevage quantitatif des consommateurs il faut penser à leur élevage qualitatif » (2).

§ IV. — EXISTE-T-IL UN PROBLEME INTERNATIONAL DU VIN ?

Nous constaterons, au cours des développements qui vont suivre, que les divers pays viticoles n'ont pas les mêmes

(1) Revue Internationale de l'Agriculture, novembre 1933.

(2) Docteur HENKELMANN.

préoccupations ; c'est que le problème ne se présente pas avec les mêmes données en Australie et en France, en Allemagne et aux Etats-Unis ; la différence de positions des divers vignobles nationaux résulte de la nature du pays, jeune ou vieux, des salaires plus ou moins élevés qui s'y pratiquent, des possibilités plus ou moins grandes qui s'y rencontrent pour la constitution de grandes exploitations, enfin de l'importance de la consommation nationale par rapport à la production.

Ainsi l'action des gouvernements au cours de la crise actuelle est-elle extrêmement différente selon la nature de chaque vignoble national ; l'on ne peut prétendre indiquer une solution technique applicable à l'ensemble de la viticulture mondiale ; les remèdes qui seront étudiés dans cet ouvrage sont particulièrement vrais au point de vue français ; ils sont d'ailleurs admis par la plupart des pays qui souffrent de la crise de surproduction, c'est-à-dire surtout par les vieux vignobles européens ; au contraire, ils sont moins adaptés à la situation économique des jeunes viticultures d'outre-mer.

Cette étude permettra en tout cas de se rendre compte, une fois de plus, de la difficulté des efforts internationaux.

TITRE PREMIER

CAUSES DE LA CRISE VITICOLE

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE VITICOLE LA POSITION DES DIVERS PAYS

§ I. — ASPECT INTERNATIONAL DE LA CRISE VITICOLE

Lorsqu'un organisme quelconque est atteint dans son intégrité, il développe immédiatement du côté menacé un élément de protection. L'on sait toutes les applications qui ont été faites au point de vue physiologique de cette règle que « la fonction crée l'organe » ; elle joue également pour les collectivités : l'apparition des dictateurs dans la vie des peuples est la réaction nécessaire contre le laisser-aller vers l'anarchie ; n'est-ce pas, d'ailleurs, la crise de 1907 qui a provoqué la constitution de la confédération générale des vignerons.

Depuis quelques cinq ans, on voit les gouvernements de tous les pays viticoles agir en faveur de la vigne et du vin : c'est une véritable floraison de lois de protection et d'organisation, mais les efforts nationaux paraissant insuffisants, les pays viticoles ont essayé de coopérer sur le plan international pour la défense de la source commune de leur bien-être : en 1929 est apparu l'Office International du Vin ; plusieurs congrès se sont réunis à Bucarest, à Bar-

celone et à Rome ; en mars 1932 se tint la conférence de Paris qui groupait les représentants de trente-cinq Etats ; la conférence économique et monétaire de Londres, en juillet 1933, avait constitué un sous-comité du vin ; enfin, en 1934, la viticulture constitua l'une des sections les plus actives du congrès d'agriculture de Budapest et, pour la première fois, une conférence d'experts s'est réunie au mois d'avril à Rome.

La multiplicité et la forme de ces réactions montrent la généralité de la crise viticole actuelle : le malaise est mondial, il s'étend à toutes les nations productrices.

LES PRIX

Il suffit, pour s'en rendre compte, de consulter la moyenne des prix du vin telle qu'elle a été établie par l'Office International du Vin dans son memorandum pour la Conférence de Londres :

	de litre à la production en francs français	
	PREMIER TRIMESTRE 1927	1933
Allemagne	6,70	3,30
Autriche	5,60	2
Bulgarie	2	0,90
Chili	2,20	0,90
Espagne	1,10	0,70
France	1,60	1
Grèce	1,20	0,75
Hongrie	2,40	0,80
Italie	2,15	0,80
Luxembourg	2,50	1,30
Portugal	1,55	0,75
Roumanie	1,45	1,10
Suisse	3,75	1,75
Tchécoslovaquie	2,70	1,80
Tunisie	2,70	1,80
Yougoslavie	1,80	0,80
Total	39,65	19,40
moyenne, francs français	2,49	1,21

Il y a donc eu, depuis 1927, une baisse caractérisée des prix à la production ; cette dépression du marché se marque encore par la chute du commerce international du vin.

(en milliers d'hectolitres)	1914	1932
Espagne	3842	1975
Italie	1509	802
Portugal	1080	754
France	1662	700
Grèce	381	345
Hongrie	812	168
Australie	18	141
Chypre	41	67
Chili	20	52
Allemagne	175	44
Argentine	2	5
Roumanie	0,5	6
Yougoslavie	2,5	40
Total	9545	5099

LE COMMERCE INTERNATIONAL DU VIN

Le même memorandum donne l'exportation en milliers d'hectolitres des principaux pays exportateurs de vin :

Cette déficience générale du commerce du vin laisse présumer une diminution considérable de la consommation dans les pays importateurs ; elle suppose l'apparition dans les pays exportateurs d'un stock supplémentaire que l'exportation n'a pas absorbé.

NATURE DE LA CRISE VITICOLE MONDIALE

Il s'agit d'un déséquilibre entre la production et la consommation que M. BARTHE définissait à la séance d'ouverture de la conférence de Paris : « Au moment où le marché se fermait aux pays exportateurs, on procédait partout à des plantations nouvelles ; en fin de compte, on déclanchait la crise de surproduction en même temps que se développait la crise de sous-consommation... La produc-

tion du vin s'est accrue de 34 millions d'hectolitres en trois ans tandis que la consommation a baissé dans les treize pays offrant au vin le meilleur débouché d'environ 55 litres par tête d'habitant pendant les cinq dernières années. On a également... sacrifié la qualité à la quantité au moment où une campagne injuste et violente était entreprise contre la consommation du vin, et où une fiscalité exagérée, quelquefois prohibitive, venait rendre encore plus difficile l'écoulement des récoltes. »

M. DOUARCHE (1) concrétisait les paroles de M. BARTHE en dénonçant du côté de la surproduction « l'accroissement régulier des surfaces plantées en vignes, le développement de la viticulture dans des régions où elle était jadis inconnue (Chili, Afrique du Sud, Australie) ; le perfectionnement des méthodes de vinification dans les pays de vieille formation vinicole ; l'adoption de nouveaux procédés de culture ; l'emploi généralisé des engrais ; la diffusion des hybrides à grand rendement ; la découverte de nouveaux produits anticryptogamiques... ».

Du côté de la sous-consommation « la carence du marché russe ; la fermeture du marché nord-américain (alors, sous le régime sec) ; les mesures de restrictions adoptées par certains autres pays ; les habitudes de populations immenses accoutumées à consommer des boissons diverses (thé, bière, alcool), enfin, la tendance généralisée à considérer le vin comme un article de luxe, et, corrélativement, l'abus de la fiscalité, l'élévation des barrières douanières et des taxes intérieures... ».

Cependant, il ne faudrait pas croire que les effets de la crise soient les mêmes partout, ni que les diverses causes aient la même importance dans tous les pays. C'est pourquoi il convient d'envisager la position particulière de chaque unité économique.

(1) Bull. O. I. V., Mai 1933.

§ II. — LA CRISE VITICOLE

LA POSITION DES DIVERS PAYS

Sur le marché mondial du vin l'on peut distinguer les pays importateurs, non producteurs ou sous-producteurs et les pays exportateurs. De plus, certains pays producteurs n'exportent à l'étranger qu'une quantité proportionnellement très faible de leur production et absorbent la quasi totalité de celle-ci sur le marché national : le problème viticole présente dans ce cas des données particulières.

LES PAYS EXPORTATEURS

Ce sont, d'une part, les vignobles d'Europe traditionnellement exportateurs : l'Espagne, le Portugal. C'est encore la Hongrie qui, détachée de l'Autriche par le traité de Trianon, se trouve obligée de vendre à l'étranger le surplus de sa production viticole.

D'autre part, les pays de l'Amérique du Sud, autrefois clients des viticulteurs européens, ont planté à leur tour des vignes ; non contents de suffire à leur propre consommation ils sont devenus exportateurs.

Entre ces deux catégories, une lutte sévère s'est engagée pour la conquête des marchés importateurs : tandis que les pays d'Europe ont vu baisser, de jour en jour, leur vente à l'étranger, au contraire, les jeunes vignobles d'outre-mer ont vu grandir leurs débouchés aux dépens des premiers. Jouissant d'une main-d'œuvre bon marché, de territoires immenses, qui permettent la culture industrialisée, aidés par leur gouvernement, soit par des primes, soit par l'institution de caves coopératives dotées des derniers perfectionnements, ces pays ne connaissent la crise que comme la conséquence de leur développement viticole, sans qu'ils en subissent les funestes effets.

Importation

	FRANCE
1916	3304
1929	2900
1931	3780
1932	1870
1933	2800

Production

	FRANCE	ITALIE
1913	44336	52240
1929	62901	41164
1931	57457	33265
1932	47634	46197
1933	49691	32900

La crise viticole mondiale n'a donc pas à l'intérieur de ces deux pays les conséquences qu'elle entraîne dans l'économie des pays exportateurs. Néanmoins, à l'intérieur des frontières de ces deux nations les mêmes causes, que celles, dont l'apparition a provoqué le déséquilibre du marché mondial, se marquent ainsi : l'augmentation de la production, d'abord ; l'Italie passa de 41.000 hectos en 1929 à 46.000 en 1932 ; quant à la France, s'il y a stabilisation de la production métropolitaine, en revanche sa colonie algérienne accroît son vignoble de 11.200 hectares et la production y fait les bonds suivants (1) :

Moyenne 1908-13	7720
Moyenne 1920-25	8231
1932	18315

Il y a donc sur le marché italien, mais surtout sur le marché français une forte augmentation des disponibilités en vin.

La consommation nationale n'a pu absorber la production supplémentaire : en France, par tête d'habitant et par an, le chiffre en est resté aux environs de 140 litres ;

(1) Les chiffres sont extraits du memorandum de l'O. I. V. pour la Conférence de Londres et exprimés en milliers d'hectolitres.

mais l'Italie a vu tomber la consommation individuelle de ses ressortissants, de 118 litres en 1914 à 107 litres en 1932.

Par suite, la crise de surproduction a également paru sur ces deux marchés, le commerce international ne pouvant, en aucune manière, décongestionner leurs excédents : les cours du marché mondial sont, en effet, plus dépréciés que ceux des marchés nationaux français ou italiens.

CHAPITRE II

LA SURPRODUCTION

Les réactions économiques, les effets de la crise, l'importance et la nature de ses causes sont très variables dans les diverses unités nationales : cela tient au compartimentement qui est une des caractéristiques de l'heure. Ainsi le problème du vin en France semble présenter un aspect tout différent de ce même problème au Chili ou en Allemagne.

Cependant, il y a une surproduction mondiale du vin : le mot surproduction peut signifier production plus forte que la consommation, soit parce qu'il y a eu augmentation exagérée de la production, soit parce qu'il y a eu diminution de la consommation, soit, enfin, pour ces deux raisons conjuguées : c'est en ce sens que nous définissons la crise internationale du vin, une crise de surproduction.

On sait la querelle aujourd'hui traditionnelle et à laquelle les événements que nous avons sous nos yeux ont donné un nouveau regain : querelle, qui a pour but de répondre à la question suivante : Peut-il y avoir crise de surproduction générale ? L'application de la règle que les produits s'échangent contre des produits a amené à la conclusion

que la surproduction générale est impossible mais qu'il peut y avoir pléthore d'un produit donné.

C'est aujourd'hui le cas pour le vin ; il s'agit d'une surproduction relative, résultat d'une série de causes conjuguées, d'un côté la stagnation de la demande, de l'autre l'augmentation des quantités produites.

§ I. — L'EXTENSION DU VIGNOBLE MONDIAL

D'après la documentation statistique, établie par l'Office International du Vin, sur la vigne et le vin dans le monde, à l'occasion de la Conférence économique et monétaire de Londres, en 1933, on constate, depuis une dizaine d'années, l'accroissement régulier des superficies plantées dans les pays déjà producteurs en 1900 ; et, par ailleurs, l'apparition de la vigne dans des régions où, avant la guerre, elle était à peu près inconnue :

I. SUPERFICIE CULTIVÉE EN VIGNES (*en milliers d'hectares*)

EUROPE : Moyenne	1923-1927	1929	1930	1931
	6390	6.580	6630	6680

L'augmentation est due aux pays suivants:

1. U. R. S. S.	plus	135.000 hectares
2. Espagne	plus	63.000 hectares
3. Grèce	plus	28.000 hectares
4. France	plus	18.000 hectares
5. Portugal	plus	17.000 hectares
6. Roumanie	plus	13.000 hectares
7. Yougoslavie	plus	25.000 hectares
8. Bulgarie	plus	27.000 hectares
9. Tchécoslovaquie	plus	2.000 hectares

Par contre, les pays suivants ont vu diminuer leur superficie cultivée en vignes:

1. Allemagne	moins	2.000 hectares
2. Hongrie	moins	1.000 hectares
3. Autriche	moins	3.000 hectares
4. Italie	moins	37.000 hectares
5. Suisse	moins	2.000 hectares

ASIE: Moyenne	1923-1927	1929	1930	1931
	—	—	—	—
	37	40	48	50

Chypre a augmenté ses plantations de 13.000 hectares.

AMERIQUE: Moyenne	1923-27	1929	1930	1931
	—	—	—	—
	270	325	350	365

Augmentation:

Etats-Unis (vignoble à raisin) ..	plus	48.000 hectares
Chili	plus	12.000 hectares
Argentine.. . . .	plus	10.000 hectares
Brésil	plus	14.000 hectares

OCEANIE: Moyenne	1923-27	1929	1930	1931
	—	—	—	—
	35	46	46	47

Augmentation: Australie plus 11.000 hectares

AFRIQUE: Moyenne	1923-27	1929	1930	1931
	—	—	—	—
	265	317	340	410

Augmentation:

Algérie	plus	112.000 hectares
Tunisie	plus	14.000 hectares
Union Sud - Africaine	plus	12.000 hectares
Maroc	plus	5.000 hectares

M. DOUARCHE complète les données ci-dessus par les constatations suivantes (1) : « En Europe, seuls les pays à faible production voient diminuer la surface cultivée en vigne, tels l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, la Tchécoslovaquie. Mais les pays gros producteurs maintiennent leurs vignobles quand ils ne l'augmentent pas, tels la France, l'Italie, l'Espagne, la Roumanie, le Portugal, le royaume Yougo-Slave et surtout l'U. R. S. S. où la progression a été de 8.000 hectares dans ces cinq dernières années.

» En Afrique du Nord, développement considérable du vignoble en Allemagne, Algérie, Tunisie et Maroc. De 1900 à 1910 : 180 ; de 1920 à 1930 : 320 ; en 1931 : 390.000 hectares.

(1) Bull. O. I. V., mai 1934.

» De même dans les pays de l'Amérique du Sud. De 1900 à aujourd'hui, l'Argentine est passée de 50.000 hectares à 124.000 ; le Chili de 25.000 à 85.000 ; le Brésil de 5.000 à 14.000 ; l'Uruguay de 1.000 à 12.000 ; en Australie, le vignoble couvrait 15.000 hectares en 1900 et 46.000 en 1931. Enfin, dans l'Union Sud-Africaine, au lieu de 5.000 hectares de vignes en 1900 on en trouve 23.000 en 1931.

» Ainsi pour les six pays viticoles que nous venons d'énumérer, la surface plantée en vignes a augmenté de 207.000 hectares en trente ans, alors que le total du vignoble de ces six pays n'était que de 96.600 hectares en 1900. »

Depuis 1931, ce développement s'est ralenti au moins dans l'hémisphère septentrional, et surtout dans les pays secondaires : d'une part le prix de vente du vin y est tombé au-dessous du coût de production, ce qui a découragé, dans une certaine mesure les nouvelles plantations ; d'autre part, des lois ayant pour but leur limitation, ont été promulguées un peu partout. Mais ces lois quelquefois incomplètes, ont donné des résultats plus ou moins favorables : en France, par exemple, la possibilité de planter dix hectares pour les non-possesseurs de vignes (statuts de la viticulture du 4 juillet 1931), accompagnée de cette épée de Damoclès qu'était la menace d'un arrêt complet des plantations, a eu pour conséquence un accroissement de celles-ci en 1932. D'ailleurs les résultats de ces lois ne se manifesteront pas avant cinq ou six ans : on peut donc prévoir une augmentation générale de la production pour les toutes prochaines années.

§ II. — AUGMENTATION DE LA PRODUCTION VITICOLE MONDIALE

Comme nous le montre le tableau suivant (1), il y a, depuis vingt ans, un accroissement considérable de la production du vin dans le monde :

(1) Annuaire International du Vin (1933).

EN MILLIERS D'HECTOLITRES

<i>Continents</i>	1909	1927	1928	1929	1930
Hémisphère septentrional					
Europe	125357	138660	153727	154047	132550
Asie	190	239	241	239	180
Afrique	8260	6868	14721	14075	15790
Total	133807	147767	168689	168361	148520
Hémisphère méridional					
Amérique	6747	11900	12100	15835	12620
Afrique	341	717	637	670	660
Océanie	239	933	790	750	740
Total	7327	13550	13547	17255	14020
Total général	141134	161317	182136	186616	162540

On remarque essentiellement que le développement de la production se marque surtout dans l'hémisphère méridional ; depuis 1909, elle n'a progressé que d'environ un cinquième dans l'hémisphère septentrional, tandis qu'elle a doublé au sud de l'équateur ; quant à la progression constatée au nord de la ligne, elle provient surtout de l'Afrique du Nord.

A) RENDEMENT A L'HECTARE

Il y a, nous l'avons vu, une extension importante des superficies plantées ; mais un autre élément a contribué au développement de la production : le rendement à l'hectare. Si, en effet, 6.800 hectares produisaient 141.000 hectolitres en 1909, en 1930, 7.200 hectares ont produit 162.000 hectos.

siècle dans la culture de la vigne : c'est d'abord la descente du vignoble des coteaux vers les plaines ; le choix des engrais et le traitement scientifique du sol ; la lutte contre les maladies ; l'emploi des cépages comme l'aramon, d'hybrides gros producteurs ; la culture sur fil de fer... Voilà donc un tas de raisons qui font que le pied de vigne 1933 produit plus de raisin que le pied de vigne de 1900.

D'après M. DOUARCHE (1), cette évolution a son origine dans la crise phylloxérique d'il y a cinquante ans, parce qu'il a fallu substituer à la vigne indigène le plant américain, et, par suite, faire descendre les vignes du coteau vers la plaine, par suite encore, rechercher le rendement maximum. M. SEMICHON (2) déclare aussi que : « le problème viticole est dominé par l'évolution immense qui s'est produite depuis l'invasion phylloxérique. » Cette transformation qui se remarque dans les habitudes des consommateurs, dans les façons du commerce, se constate aussi « dans l'assiette du vignoble, dans la nature des cépages, dans les modes de cultures, dans les systèmes et pratiques de vinification. »

Cet ensemble de méthodes — qui constitue la production intensive — a contribué à la crise de deux manières : d'abord, en jetant sur le marché des quantités exagérées et, ensuite, en fabriquant du mauvais vin, la production de quantité excluant la qualité du produit.

Il faut, semble-t-il, distinguer les procédés qui constituent le progrès en viticulture — qui sont, d'ailleurs, nécessaires à une reprise du marché des vins, puisque l'on conseille de tous côtés au producteur de diminuer son prix de revient — d'autres pratiques dont les unes sont des fraudes qualifiées et dont les autres se rapprochent tellement des premières que leur suppression paraît se justifier pour les mêmes raisons.

(1) Congrès de la Fédération Méridionale du Commerce des vins à Lézignan-Corbières, *Bul. O. I. V.*, mai 1934.

(2) *Bull. O.I.V.*, février 1934.

« Le but à rechercher, a déclaré M. SARDA, député de Bône, à une réunion de la Commission des boissons du mois de janvier, est d'augmenter la qualité des produits pour en accroître la consommation et d'en diminuer le volume pour corriger la surproduction. »

B) PRODUCTION INTENSIVE

La culture intensive nuit donc à la qualité parce qu'elle crée des conditions de production différentes de la culture normale ; par suite, le raisin qui est cueilli sur les ceps dont la production est forcée de cette manière, produit un vin médiocre. Deux de ces procédés ont été l'objet des sollicitudes gouvernementales et internationales : l'irrigation et les hybrides producteurs directs.

L'irrigation. — Cette méthode culturale a été discutée une des premières parce que l'emploi de l'eau a immédiatement attiré les esprits sur l'arrosage, moyen détourné de mouiller le vin. Il est certain que ce système contribue à augmenter la quantité produite aux dépens de la qualité : une note de la Direction de l'Agriculture et du Commerce (Maroc) cite le cas de la région nord-est où tel vignoble « en terrain non irrigué, peut arriver à donner de 70 à 80 hectolitres à l'hectare en moyenne, et où l'irrigation facile et peu coûteuse pourrait plus que doubler cette production au détriment, il est vrai, de la qualité et de la bonne constitution du vin ». Les défenseurs de l'arrosage déclarent que cette pratique est indispensable dans certains cas : dans les terrains trop salés par exemple. Mais, en général, en particulier lorsque la récolte approche, l'irrigation devient inexcusable parce qu'à tendance frauduleuse : c'est le mouillage à la racine », fraude moins apparente mais aussi répréhensible que le mouillage tout court.

Les hybrides producteurs directs. — L'origine des recherches de cépages hybridés remonte à la crise phylloxérique : les vignes américaines vivaient dans le nouveau monde à

l'abri des attaques de l'insecte ; on entreprit de les introduire en France pour garantir le vignoble reconstitué contre une nouvelle attaque du fléau. Les premiers cépages causèrent des déceptions ; « dès lors vint l'idée de créer de toutes pièces des plants susceptibles de les suppléer, de les compléter » (1). Par la suite, les expérimentateurs ont essayé de trouver des hybrides résistant non seulement au phylloxera mais encore aux attaques cryptogamiques : la fréquence des attaques de mildew, la cherté des sulfatages, la période même où ont lieu ces travaux, tandis que d'autres ouvrages, tels la fenaison et la moisson, réclament toutes la main-d'œuvre disponible, ont orienté certains viticulteurs vers les hybrides.

Dans le centre de la France, le noah a donné lieu à d'abondantes plantations ; dans l'Ardèche, le clinton occupe certains coteaux. Mais c'est en Europe centrale, dans la vallée danubienne, que, pour les raisons qui viennent d'être dites, les hybrides se sont propagés au point d'y devenir un fléau.

Or, la qualité des vins produits par ces plans est très inférieure à celle du vin normal ; le goût foxé et étrangement caractéristique provient des croisements de diverses variétés ; il faut mélanger le produit de ces plants avec du vin noble sinon « le propriétaire voit avec épouvante son vin se décolorer, se décomposer, et devenir inapte à la consommation » (2). Le bon vin dans les pays infestés d'hybrides producteurs directs a été lui-même, à cause du voisinage de ces plants, disqualifié aux yeux du consommateur.

(1) Prosper GERVAIS. — Rapport à la Conférence de Paris.

En plus des qualités apparentes déjà citées les producteurs directs sont meilleurs marchés que le plant greffé ; de plus « tous les vieux rossignols qui meublaient encore les pépinières de France et d'ailleurs se sont ainsi écoulées »... évidemment à bas prix (Prosper GERVAIS).

(2) TEODORESCO. — Rapport à la Conférence de Paris.

C'est surtout en Europe centrale que le mal est profond : les plants importés de France (noah, taylor, delaware, othello, isabella, jaquez, etc...), occupent 40 % du vignoble roumain, 30 % du vignoble yougoslave, quelques milliers d'hectares en Hongrie et en Styrie (1).

(1) Rapport TELEKI au Congrès de Barcelone.

Certains auteurs estiment cependant que l'infériorité des vins produits dans des vignes irriguées ou par les hybrides producteurs directs, n'est nullement prouvée.

Vins de vignes irriguées (Extrait d'une étude du Docteur DELON, président de la Fédération des caves coopératives de l'Hérault). — Cette étude veut montrer que le mouillage à la racine est une légende, que le vin produit dans des vignes irriguées peut être aussi fort en degré que dans des terrains normaux, et que le rendement à l'hectare n'y est pas forcément supérieur.

VIGNES IRRIGUEES

	Cépages aramon et carignan
Année 1928	12°3
Année 1929	11°3
Année 1930	10°7
Année 1931	10°
Année 1932	8°5
Année 1933	11°

Rendement moyen des 6 années, 71 hectolitres à l'hectare.

VIGNES NON IRRIGUEES

	Cépages aramon et carignan
Année 1928	10°
Année 1929	9°
Année 1930	9°5
Année 1931	8°5
Année 1932	9°
Année 1933	9°

Rendement moyen des 6 années 135 hectolitres à l'hectare.

Ces exemples me sont donnés par M. Bourrelly, propriétaire à la Méjeanne, qui me les communique en ajoutant ces quelques mots

§ III. — LE DEVELOPPEMENT DE LA VITICULTURE EXTRA-EUROPEENNE

A l'heure actuelle, la pléthore des vins offerts sur le marché mondial ou sur certains marchés nationaux résulte avant tout du développement de la viticulture extra-européenne : en 1907, il s'agissait d'une crise provoquée par la

« Il semble que l'arrosage n'a pas d'influence sur le degré qui dépendrait plutôt de la composition physique de la terre, le mouillage par la racine est simplement une figure de rhétorique qui remplit le rôle de l'âne de la fable, dans la crise viticole ».

A l'exemple ci-dessus, je vais ajouter l'exemple personnel ci-dessous.

CLOS DU FIGUIER (irrigué) Cépage: carignan

Année 1932	9°2	70 hectos
Année 1929	11°	78 hectos
Année 1930	12°	90 hectos
Année 1931	12°1	40 hectos
Année 1933	10°3	35 hectos

(Rendement moyen des cinq années: 60 hectos 60 à l'hectare).

Nous voyons par les chiffres ci-dessus que le « mouillage par la racine » est une légende, que le rendement moyen est, dans le cas de vignes irriguées, de 60 hectos 60 pour mon exemple et de 71 hectos pour celui de M. Bourrelly, alors que la vigne non irriguée placée en meilleur terrain arrive à 135 hectolitres, mais il faut tenir compte que les vignes de ce genre sont très peu nombreuses et que leur superficie sur le territoire de la commune d'Aniane est infime, une des preuves de ceci d'ailleurs est qu le rendement moyen à l'hectare par commune oscille entre 50 et 60 hectolitres.

Vins d'hybrides producteurs directs. — M. Prosper GERVAIS dans son rapport à la Conférence de Paris, pour établir la qualité des vins d'hybrides cite les résultats d'une dégustation de ces vins faits sous l'égide de la Société des Agriculteurs de France en mars 1925. Le jury après examen de 318 échantillons de vin reconnu comme supérieurs à la moyenne 50 échantillons qui constituent de bons vins courants; cependant ce sont des produits nouveaux essentiellement différents par leurs qualités caractéristiques de bouquet et de saveur des vins que produisent nos vignes françaises.

fraude, d'une surproduction artificielle. Aujourd'hui, c'est l'apparition de nouveaux vignobles au-delà des mers, l'accroissement des plantations, l'augmentation plus que proportionnelle de leurs productions, leurs rendements considérables qui ont provoqué le déséquilibre sur le marché mondial du vin.

La cause première de l'apparition de ces nouveaux vignobles, est la crise phylloxérique qui a sévi en Europe : d'où l'insuffisance momentanée de la production européenne et la naissance de nouveaux fournisseurs. A cela s'ajoute l'action de multiples coefficients « que M. G. VALENTINO énumérerait dans son rapport au deuxième congrès international du vin à Barcelone en 1929 : « l'équipement économique croissant des colonies, l'impulsion donnée à l'agriculture coloniale par la métropole, enfin, l'action exercée par les nombreux viticulteurs qui ont émigré à la suite de la crise phylloxérique européenne. »

Nous avons déjà donné l'idée de l'extension des superficies plantées dans les pays neufs depuis un quart de siècle ; il convient maintenant de rapprocher l'extension des plantations et le développement des rendements :

	Superficie	Production
	—	—
ALGERIE:	hectares	hectos
1901	167000	5737200
1911	155000	8833500
1929	226000	12832000
1930	242000	13561000
1931	311000	15856000
1932	351900	18314000
1933	373100	16730000

s'il s'agit d'une colonie, et que la métropole ait édictée des lois dans ce sens, la difficulté sinon l'impossibilité du contrôle, voilà les raisons du développement de la viticulture dans ce pays.

LA PRODUCTION VITICOLE EXTRA-EUROPÉENNE — SON RÔLE DANS LE DÉSÉQUILIBRE MONDIAL

Autrefois, ces pays, en particulier ceux de l'Amérique du Sud, importaient leur vin d'Europe ; à l'heure actuelle, non seulement ils se suffisent pour leur propre consommation, mais encore ils peuvent exporter une partie de leur production : Le prix de revient très bas leur permet d'évincer sur certains marchés les anciens fournisseurs en raison de leur position géographique, à proximité de l'acheteur, ou de leur position économique, à l'intérieur d'un groupement impérial. On constate, par exemple, sur le marché anglais, les variations suivantes :

IMPORTATIONS EN GRANDE-BRETAGNE (1)

EN MILLIERS D'HECTOLITRES

	1913	1929	1930	1931	1932
<i>Total des quantités importées en Grande-Bretagne</i>	557	649	618	618	563
<i>Principaux pays de provenance</i>					
Portugal	173,6	258	229	214	177
France	101,5	120,6	108,6	97,6	771
Espagne	146	100	109	116	113
Italie	14	30	30	29	26
Allemagne	51,7	14	23	29	34
Afrique du Sud	2,6	14	23	29	34
Australie	15,5	105	95	107	118

Sauf l'Allemagne, dont les exportations en Angleterre ont augmenté, tous les autres producteurs européens ont vu baisser leur vente sur le marché anglais. Au contraire, les dominions voient le débouché britannique s'élargir constamment à leur égard.

(1) Bull. O. I. V., février 1933.

En dix ans, tandis que la consommation des vins portugais baissait de 32 %, celle des vins français de 28 %, la consommation des vins australiens, au contraire, faisait un bond de 280 %.

en gallons (4 litres 2)	1923	1932
Portugal..	6200000	4200000
France	2400000	1900000
Australie	65000	2500000

Le Portugal était, pendant ces dix dernières années, le plus important fournisseur de la Grande-Bretagne en chiffres absolus. L'Espagne est restée au troisième rang. La France est passée du second rang au quatrième rang, et l'Australie, en revanche, du quatrième rang au second.

L'on peut craindre que la tendance panaméricaine qui s'est marquée à la Conférence de Montevideo ne donne aux viticulteurs chiliens et argentins des débouchés nouveaux enlevés aux vieux fournisseurs européens. Les vins chiliens, aidés par une forte prime d'exportation, ont pris déjà une place importante, en Europe même, sur le marché allemand : 7 mille deux cents hectolitres en 1930, 8 mille neuf cents en 1931.

Quant à l'Algérie, elle envahit chaque jour le marché français aux dépens des vigneronns métropolitains.

CHAPITRE III

LA SOUS-CONSOMMATION

Au moment où se réalisait l'accroissement de la production mondiale, apparaissait aussi une sous-consommation internationale : l'influence de chacune de ces deux causes est plus ou moins importante dans les divers pays. La crise de sous-consommation qui sévit dans les pays importateurs peut se constater aussi sur le marché de certaines nations viticoles : par exemple, en Hongrie ; au contraire, la crise viticole française provient d'une offre exagérée sans qu'il y ait eu de diminution de la consommation.

Voici les chiffres de la consommation par tête d'habitant pour quelques pays, tels que les donna M. DOUARCHE dans : « La crise viticole mondiale » :

	1925	1929
	—	—
France	155	140
Italie	104	92
Espagne	86	80
Portugal	68	67
Grèce	27	20
République Argentine . . .	62	54

Pays Scandinaves	5	5
Allemagne	3,4	3
Belgique	7	5
Suisse	50	47
Grande - Bretagne	1,7	1,4
Total	569,1	514,4

Soit, pour ces treize pays représentant environ 300 millions d'habitants, une consommation qui a baissé de 55 litres par tête d'habitant en 5 ans.

Le memorandum de l'Office International du Vin à la Conférence de Londres nous donne, d'autre part, les chiffres suivants :

	• 1914	1932
	—	—
France	141,5	145,9
Italie	118	107
Espagne	85	80
Portugal	52	70
Algérie	15,9	75
Australie	4	9
Chili	46	61
Belgique	4,5	3,3
Pologne		0,04
Suisse	54	38

Il ne s'agit que des pays traditionnellement consommateurs de vin, car sur un milliard huit cent millions d'habitants que porte le globe terrestre, plus de la moitié ne boivent pas de vin : sur les quarante pays consommateurs, vingt-cinq ont vu diminuer leur consommation ; quinze autres nations ont réalisé une légère augmentation.

Quelles sont les origines de la sous-consommation ? Il y a eu d'abord l'offensive prohibitionniste de l'après-guerre, enrayée aujourd'hui ; la crise économique mondiale dont les effets se font sentir de différentes manières sur le marché du vin ; la production de vin médiocre, la concu-

rence déloyale, la fraude ; le prix trop élevé de notre produit à la vente au détail ; enfin, et brochant sur le tout, le régime actuel des échanges internationaux, à la fois cause et conséquence des éléments précédents.

§ I. — LA PROHIBITION

Etudiant les obstacles à la consommation du vin, M. Albert SARRAUT déclarait à la Conférence monétaire et économique de Londres (1933) : « Il y a d'abord les obstacles moraux ou mystiques, ceux qu'on rencontre dans les pays à prohibition, à régime sec et ceux qu'on rencontre dans les pays où intervient directement une religion déterminée. » Ces motifs sont d'un caractère extrêmement honorable, certes, mais ils produisent sur la consommation un effet indéniable et fâcheux.

LES INTERDICTIONS RELIGIEUSES

Il s'agit là d'une prohibition de fait qui prend une importance extrêmement grande depuis que les pays où prédomine la religion islamique sont devenus producteurs de vin ; l'on pourrait peut-être obtenir, par des conversations avec les autorités religieuses, étant données « les conditions de l'évolution de la civilisation et les transformations apportées par la science moderne dans les méthodes de vinification, que soient permise aux populations soumises à ces lois la consommation modérée du vin... ». En tout cas, la loi civile devrait s'abstenir de sanctionner les interdictions religieuses : en Tunisie et au Maroc l'infraction de l'indigène est punie pénalement ; bien mieux, le débit où le vin est consommé est fermé (1).

De plus, M. G. COSTE (2) signalait les textes contradictoires

(1) Déclaration de MM. BARTHE et MORARD. — Algérie à la Conférence de Paris.

(2) Ancien président de la C. G. V.

du Coran, au sujet du vin ; celui-ci contient un verset où il est dit que « dans le Paradis les fidèles trouveront des fleuves de vin dans lesquelles ils pourront se désaltérer à volonté ». Une entente des autorités civiles et religieuses devrait accorder aux indigènes fautifs le bénéfice de l'indulgence. Enfin, le jus de raisin peut devenir la boisson par excellence de ces populations ; les contrées où elles vivent devraient s'orienter vers la production du jus non fermenté.

LA CAMPAGNE PROHIBITIONNISTE MODERNE

D'autres formes de l'opposition à l'alcool, qui sont nées aux environs de 1900 et qui se sont épanouies immédiatement après la guerre, ont été bien davantage ressenties par le marché international du vin : elles marquaient, en effet, une reculade subite de la consommation ; en revanche, elles peuvent aussi être combattues plus facilement parce qu'elles n'ont pas à leur base la solidité des puissances sentimentales de l'Islam. Ces formes d'abstinences ont été, soit la prohibition absolue des boissons alcoolisées (Etats-Unis, Finlande), soit une réglementation sévère de la consommation (Pays Scandinaves).

La Finlande

Le décret de prohibition avait paru le 19 mai 1917 et avait été appliqué le 1^{er} juin 1919. Quinze ans d'expérience ont été suffisants pour modifier l'opinion du peuple finlandais : en effet, la loi de prohibition a été abolie par un referendum populaire les 29 et 30 décembre 1931 ; sur un million cinq cent cinquante-cinq mille électeurs inscrits, sept cent soixante-douze mille neuf cent une personnes ont effectivement voté. Les humides ont obtenu une majorité de 72 % tandis que les secs n'obtenaient que 28 % des votes ; ces derniers n'ont obtenu la majorité dans aucune des 38 villes de la Finlande. Le Parlement finlandais, le 19 janvier 1932, a approuvé la loi concernant la liberté de vente et de consommation des boissons alcooliques.

Entre autres constatations défavorables au régime sec, « un comité chargé d'enquêter sur les causes de l'augmentation de la criminalité, a dû déclarer que ce phénomène est entièrement lié à la prohibition » (1).

Les Etats-Unis (2)

La tendance prohibitionniste existe depuis plus d'un siècle aux Etats-Unis ; le citoyen des Etats-Unis d'Amérique était prédisposé à accueillir favorablement la campagne abstinentes pour une raison morale : le puritanisme religieux, et, par une situation de fait, la présence de populations nègres trop amateurs de boissons alcooliques dans les Etats du Sud.

La première société de tempérance fut fondée par 200 fermiers du Connecticut en 1789 ; en 1835, le nombre des associations de ce genre dépassait le chiffre de 8.000 ; en 1895, John D. ROCKFELLER, l'homme le plus riche du monde, fondait « the anti-saloon league », qui devait bientôt dominer l'administration et le Congrès, et obtenir, vingt ans plus tard le vote du 18^e amendement à la Constitution.

Certaines législations d'Etat avaient déjà prohibé les boissons fermentées : l'Etat du Maine en 1846, le Kansas en 1881... Jusqu'en 1918 et, en particulier, pendant la guerre, le mouvement s'accéléra au point qu'en 1918, 32 étaient secs et 16 étaient humides.

En février 1917, la Chambre des Représentants et le Sénat votèrent un amendement prohibitionniste à la Constitution ; 45 Etats contre 3, New-Jersey, Rhode-Island et Connecticut le ratifiaient en 1918 et en 1919 ; le 18^e amendement disait que la « fabrication, la vente, le transport des liqueurs enivrantes, leur importation, leur exportation seront interdits aux Etats-Unis, un an après la ratification de cet article. »

(1) Rapport Valentino, délégué de l'Italie à la Conférence de Paris.

(2) VALERY (Jean). — Le régime de la prohibition nationale des boissons fermentées aux Etats-Unis.

Le Volstead-Act, voté en octobre 1918, interprétait le 18^e amendement en déclarant que la prohibition était étendue à la bière, au vin et à tout breuvage contenant plus d'un demi pour cent d'alcool par volume. Le marché des Etats-Unis était ainsi fermé pour quelques années aux vins du monde entier.

Les Pays Scandinaves

En Suède, en Norvège et au Danemark, sous des formes diverses, la vente des boissons alcooliques a été restreinte : la méthode la plus pratique parce que, d'une part, elle se couvre des principes de la lutte contre l'alcoolisme et parce que, d'autre part, elle peut procurer des bénéfices aux caisses publiques toujours plus ou moins vides — c'est la taxation. Des régimes restrictifs ont été établis par les lois danoises de 1921, norvégiennes du 5 avril 1927 et suédoises du 14 juin 1917 ; depuis, les effets de ces législations se sont atténués ; au Danemark, une loi de 1930 est venue, au contraire, protéger le commerce du vin selon les meilleurs principes des pays viticoles.

Les mesures en question sont dirigées contre l'alcool plutôt que contre le vin ; mais comme la distillation, qui était depuis longtemps la forme sous laquelle les vins de deuxième catégorie sont éloignés du marché normal, est en train de devenir une méthode courante pour décongeler les campagnes pléthoriques, toutes restrictions à la vente des spiritueux atteignent aussi indirectement le cours mondial du vin.

Voici la courbe des importations de vin dans les trois pays scandinaves, les périodes de faible importation correspondant aux succès de l'influence de la prohibition :

DANEMARK

1908	51,7
1920	55,3
1921	32,4
1930	52,8
1931	51,5
1932	32,5

NORVEGE

1910	32,8
1916	77,5
1919	163,6
1920	143,7
1921	53,7
1922	32,7
1926	87,1
1930	43,3
1931	45,5
1932	33,8

SUEDE

1910	30,6
1920	45
1921	28,6
1922	19,5
1925	37,1
1930	59,9
1931	63,7
1932	40,3

LES SUCCÉDANÉS DE LA PROHIBITION

La prohibition manifestement installée a aujourd'hui disparue ; une documentation considérable pour et contre le régime sec s'était constituée ; elle n'a plus d'intérêt pratique à l'heure actuelle ; mais, en fait, les considérations économiques ont entraîné, pour le commerce international du vin des restrictions aussi importantes que celles qui étaient basées sur des arguments moraux. C'est ce que M. Albert SARRAUT appelait à la conférence de Londres « les obstacles matériels ».

M. Raymond DE LUZE, président de la Ligue Internationale des adversaires de la Prohibition, constatait à Londres, en juin 1933 les succès obtenus grâce aux efforts de la Ligue.

Mais il tenait à marquer la nécessité de ne pas ralentir cette action... « Nos adversaires n'ont nullement considéré comme un aveu d'impuissance la défaite de leurs frères américains, les prohibitionnistes considèrent qu'ils ont été battus, non parce que leur cause est indéfendable, mais parce que leur tactique n'était pas suffisamment perfec-

tionnée... Ils n'ont trouvé dans cet échec que motif à un effort à la fois plus intense et plus insinuant en ses procédés. Puisque la liberté n'a pu être finalement supprimée par des attaques franches, c'est aux dessources de réglementations multiples mais uniformément tendancieuses qu'on s'adressera désormais. »

« La situation économique mondiale facilite ses entreprises parce que l'impécuniosité des gouvernements les pousse à demander à nos produits traditionnellement taillables et corvéables à merci les ressources dont ils manquent. L'heure est venue où, à côté de la lutte pour les grands principes de liberté et de modération, nous devons obtenir en nos divers pays de n'être plus constamment sacrifiés aux vicissitudes d'une crise, à la solution de laquelle le maintien du puissant courant d'échange que nous représentons est, au contraire, indispensable. »

§ II. — LA CRISE ECONOMIQUE

L'influence de la crise générale sur le marché des vins présente des aspects différents et d'inégale importance.

D'une part, elle a entraîné une diminution du pouvoir d'achat du consommateur mondial ; d'autre part, elle a provoqué la hausse des prix du vin par une recrudescence du nationalisme économique, chaque pays essayant de protéger le bien-être de ses ressortissants derrière des barrières douanières de plus en plus élevées ; à l'intérieur de chaque nation, il en est résulté l'accroissement des charges sociales, par suite des impôts.

INFLUENCE DE LA CRISE SUR LE POUVOIR D'ACHAT DU CONSOMMATEUR

En diminuant toutes les formes de revenu, la crise a réduit l'importance du budget familial ; chez l'ouvrier, le

grand consommateur de vin, la baisse des salaires encore peu importante par suite de la loi d'inertie du prix du travail, commence cependant à présenter des conséquences appréciables : l'effort d'économie porte d'abord sur la boisson moins nécessaire à l'existence que les aliments proprement dits, moins désirables même à l'heure actuelle que la satisfaction de certains autres besoins (cinéma, sport), qui se sont créés et développés depuis la guerre. De plus, le chômage complet atteint déjà une minorité assez importante ; quant au chômage partiel, il sévit dans de nombreux corps de métiers.

Ce n'est pas surtout la baisse du pouvoir d'achat considérée d'une manière absolue qui empêche la consommation du vin, mais le fait que les besoins nouveaux passant dans l'ordre des désirs du consommateur avant celui de boire du vin, absorbent la quasi totalité de ses disponibilités réduites.

L'influence de la crise générale sur la sous-consommation viticole est particulièrement notable en Pologne : M. IWŃSKI déclarait à la Conférence de Paris : « Il est difficile de prévoir le développement de la consommation du vin en Pologne, tant que ce pays restera frappé par le fléau de la crise qui y sévit d'une façon particulièrement sensible. » D'après M. DE VLADAR, délégué de la Hongrie à la Conférence de Paris, la sous-consommation dans son pays « a pour cause principale l'appauvrissement général du peuple ; en second lieu, le développement du sport, du cinéma, en un mot, le changement radical des divertissements dans les classes sociales englobant la majeure partie de la population. » Il faut ajouter l'exagération des taxes qui atteignaient le vin en Hongrie. Pour beaucoup d'autres pays (colonies françaises, peuples asiatiques, Europe centrale), la faiblesse de la consommation du vin est causée essentiellement par l'insuffisance du pouvoir d'achat des habitants de ces régions : cette pauvreté est, d'ailleurs, permanente, mais elle a été rendue plus aiguë encore par suite de la crise économique.

INFLUENCE DE LA CRISE SUR LE PRIX DE VENTE DU VIN AU CON-
SOMMATEUR : IMPOTS ET DROITS DE DOUANE

La cherté du vin à la vente au détail constitue, dans de nombreux pays, la cause essentielle de la sous-consommation ; d'autres éléments que les impôts ou les droits de douane sont à l'origine de cette élévation du prix. Mais la crise économique en accroissant les charges sociales des Etats les a obligés à augmenter aussi leurs sources de revenu : les impôts. De plus, chaque unité économique, pour se protéger contre la concurrence internationale devenus de plus en plus âpre, s'est entourée de barrières douanières de plus en plus élevées ; certes, avant 1929, le monde ne vivait pas sous le signe du libre échange ; mais, les relations commerciales tendaient à s'en rapprocher : les efforts de conciliation ayant atteint leur point culminant avec le traité franco-allemand de 1927.

Avec la crise, un régime des échanges extraordinairement complexe, est apparu : les pays non producteurs, dans lesquels l'importation du vin étranger ne risquait pas de concurrencer les agriculteurs nationaux, ont cependant rudement taxé ce produit. Chaque pays taxe, en effet, la marchandise que le voisin désire exporter pour obtenir par un espèce de troc, aux frontières de ce pays la diminution des droits sur les marchandises que l'on veut soi-même vendre.

Il en résulte la diminution de la consommation dans les pays sous-producteurs et non producteurs, dans lesquels on doit toujours trouver une demande, faible peut-être, en tout cas certaine, à condition que le prix du vin ne soit pas trop élevé. Cette cause, conjuguée avec les autres éléments de la sous-consommation, tandis que s'accroît de jour en jour la production des pays viticoles, a pour conséquence le maintien ou l'aggravation de la surproduction sur les marchés producteurs par la suite de la non-absorption de quantités normales par l'exportation.

Mais, cette élévation de barrières douanières, cette sous-consommation viticole ne font-elles pas partie d'une restriction générale du commerce international, d'une évolution irrésistible qui interdit tout espoir de voir finir par un développement mondial de la consommation du vin les crises de surproduction qui sévissent dans les nations viticoles.

§ III. — LA QUALITE MEDIOCRE. — LES FRAUDES DEFAVEUR DE CERTAINES FORMES DE CULTURE

L'on comprend sans peine les conséquences que peut avoir sur la quantité consommée la bonne ou la mauvaise qualité du vin ; toutes les fois qu'une crise a frappé les viticulteurs, le problème de la suppression des mauvais vins et de la répression des fraudes a été immédiatement soulevé. La crise viticole française de 1907 avait été causée par les divers procédés frauduleux qui avaient encombré le marché des vins médiocres. La fraude, telle que l'avait connue la France à cette époque, n'existe plus aujourd'hui sur notre territoire, du moins elle y est sans importance ; elle a été également réprimée dans les autres pays producteurs sur des bases analogues ; dans les pays importateurs, au contraire, la protection du vin est bien moins assurée. Dans les pays viticoles eux-mêmes, la législation existante s'est révélée aujourd'hui insuffisante en présence de l'évolution des faits et de l'apparition de certaines méthodes de culture, de vinification ou de commerce, inconnues autrefois. Enfin, l'absence d'entente internationale sur la définition du vin, sur les méthodes d'analyse, sur la valeur des appellations d'origine permettent la circulation sur le marché mondial de produits de deuxième ordre ainsi que les agissements de concurrents déloyaux.

LES VINS ARTIFICIELS

La Conférence de 1925, d'accord avec le Congrès international de Genève de 1909 sur la répression des fraudes en matières alimentaires, a admis que la dénomination

« vin » doit être exclusivement réservée à « la boisson obtenue par la fermentation du jus de raisin frais. »

Or, en utilisant soit le jus de fruits, soit le raisin sec, les pays non producteurs et même certains pays sous-producteurs fabriquent des boissons auxquelles, en dépit de l'accord international précité, on donne le nom de vin. Le fait que l'on ajoute au mot « vin » les indications « de fruit ou de raisin sec » n'est pas suffisant pour que le consommateur ne puisse confondre. Ces succédanés font au vin une concurrence déloyale et le discréditent auprès du consommateur.

LES VINS DE FRUITS

Un rapport de M. DOUARCHE à l'Office International du Vin, à la session de mars 1928, donnait quelques exemples du développement de cette fraude :

En *Esthonie*, on prépare des boissons alcooliques obtenues avec des baies et des fruits. En coupant les vins étrangers avec cette production, on obtient une boisson nouvelle vendue sous le nom de Porto ou de Madère, etc...

Au *Danemark* (1), cette fabrication représente un total de 9.850 hectos en 1925 et de 10.260 en 1926.

En *Pologne*, l'étiquette « Wino owocowe », soit vin de fruits, est la seule distinction qui le sépare de « Wino gronowe » ou vin de raisins. Naturellement, les prix de ces vins sont beaucoup plus bas, que ceux des vins naturels et, usurpant les dénominations renommées, ils font prime auprès du consommateur. M. IWANSKI, délégué de la Pologne à la Conférence de Paris, défendait pour ces produits la dénomination vin, au nom de questions linguistiques ; « non seulement en polonais, mais en russe et en ukrainien, le mot vin s'applique au jus de raisin, mais aussi au Wodka, bref à toutes les boissons fermentées qui ne

(1) Dans ce pays l'ordonnance du 22 janvier 1930 interdit dans son art. 10 « la mise en vente comme vins ou spiritueux des produits autres que celui défini dans l'article premier (fermentation du raisin frais) ».

sont pas la bière. » La Conférence votant sur un amendement de ce délégué, n'approuva pas l'argument.

En *Autriche*, aucune loi n'existe pour protéger le mot vin. Aussi vend-on d'assez grande quantité de vin de fruits sous le nom « d'apfelwein ».

En *Tchécoslovaquie*, les vins de fruits figuraient encore aux statistiques douanières de 1925 pour une exportation de 23.000 hectos. Les viticulteurs tchécoslovaques ont obtenu une certaine protection grâce à l'article 11 de la loi du 15 juillet 1927 sur la concurrence déloyale : « Pour juger le point de savoir si une indication est de nature à tromper, il faut aussi envisager les adjonctions de désignations comme « genre, type, façon, etc... », les abréviations, la présentation du produit et son habillage. En effet, des indications véridiques peuvent prêter néanmoins à une confusion quand elles sont présentées d'une certaine manière ».

En *Allemagne*, il existe au moins trente entreprises fabriquant industriellement du moût à l'aide de pommes : quelques-unes de ces entreprises sont en mesure de fabriquer jusqu'à 60.000 litres de moût ; de plus, l'Allemagne a importé, en 1926, plus de 21.000 quintaux de vin de fruits, notamment d'Italie et de Tchécoslovaquie. La loi sur les vins du 25 juillet 1930, après avoir déclaré : Art. premier : Que le vin est la boisson obtenue par la fermentation alcoolique du jus de raisin frais, et que les imitations de vin sont prohibées (art. 9), en arrive à permettre l'appellation « vin de fruits » dans son article 10.

En *Belgique*, la diminution des importations de vin et, en particulier, des vins en fûts, s'explique surtout par la concurrence des vins de fruits.

IMPORTATION DE VIN EN BELGIQUE

	Importation totale	Vins en fûts
1913	332,4	305
1926	635	
1929	447	406
1931	348	319
1932	278	263 (1)

(1) Statistiques O. I. V,

Or, en 1927, il existait 41 usines qui pouvaient fabriquer 60.000 hectolitres. « A une cadence pareille, c'est bientôt tout le marché belge qui sera perdu pour les véritables producteurs de vin » (1). Cette éventualité est d'autant plus à craindre en raison de la tendance mondiale vers l'économie fermée. En effet, la Belgique se trouve encore sous le régime de l'arrêté royal de 1899 qui se borne à interdire l'appellation vin sans qualificatif à toute boisson vineuse provenant de fruits autre que le raisin.

En Angleterre, la législation admet les qualifications de « Ginger Wine », « Elderberry Wine », « Cowslip wine », c'est-à-dire « vin de gingembre », « vin de sureau », « vin de primevère ».

Les avantages des produits en question sur les marchés non producteurs de vins naturels sont : un prix de vente moins élevé, la dénomination de vin dont ils bénéficient et qui trompe le consommateur, enfin, quelquefois, des faveurs fiscales.

LES VINS DE RAISINS SECS

La définition du vin telle qu'elle a été donnée par la Conférence de 1923, exclut également « la boisson obtenue par l'addition d'eau et de sucre à des raisins secs ou à des marcs de raisins ». Cette fabrication avait pris, en 1928, date de la première session de l'O. I. V., une certaine extension ; elle semble aujourd'hui en décroissance.

La Grande-Bretagne l'avait adoptée comme sa boisson nationale : d'après la loi de finances de 1927, le « british wine » était un liquide alcoolique provenant de la fermentation en Angleterre de moûts de raisin stérilisés ou de raisins secs importés.

La Suisse, également, absorbait une certaine quantité de vin de raisins secs.

Depuis, la législation suisse a distingué le véritable vin et a adopté la définition internationale.

(1) DOUARCHE. — Rapport à l'O. I. V. (1927).

B) CRITIQUE DE CERTAINES METHODES DE PRODUCTION ET DE VINIFICATION EN USAGE DANS LES PAYS PRODUCTEURS

LA PRODUCTION INTENSIVE

A côté du volume du vin (crise de surproduction), il y a en corrélation avec la production de quantité l'abaissement de la qualité du produit mis dans le commerce international. C'est ce que déclarait M. BARTHE à la Conférence de Paris : « En même temps que la culture de la vigne s'étendait partout, certains producteurs manifestaient de plus en plus leur désir de n'aller que vers la quantité. On a utilisé des hybrides — encore que quelques-uns très rares ne soient pas à rejeter systématiquement. Partout on a délaissé les coteaux ensoleillés, ceux qui donnaient, avec plus de mal, c'est vrai, du bon vin. La vigne est descendue vers les plaines, où, autrefois, l'on ne faisait que des céréales ou des primeurs, on a même forcé la nature par des pratiques culturales nouvelles. Par des tailles spéciales, par des essais d'engrais, voire des irrigations excessives, on a demandé à l'arbuste de produire plus qu'il ne devait normalement. »

» Des productions phénoménales ont été atteintes, qui ont dépassé quelquefois 250 hectos à l'hectare, cependant que sur le marché, ces nouveaux vins — appelés vins anormaux avec raison par les chimistes, parce qu'ils ne correspondaient pas, dans leurs caractères, aux vins de bonne qualité — jetaient le désordre et la perturbation. »

Or, l'historien de l'avenir considérera la décade passée comme la période de la production de masse.

En viticulture, la production intensive a entraîné d'une part, une certaine standardisation avec la fabrication des « vins types », qui sont le plus souvent en même temps des vins médiocres, d'autre part, un accroissement considérable des rendements. On a déjà discuté la question de savoir si l'augmentation de la quantité produite entraînait

forcément une diminution de la qualité ; sans qu'il en soit forcément toujours ainsi, il y a présomption que plus les éléments nourriciers du sol sont divisés par le nombre des unités produites, moins le produit contient de ces éléments.

Or, le travail du viticulteur est un travail d'artisan ; quelquefois, quand il s'agit des vins de cru, il fait vraiment œuvre d'artiste. Cet état d'esprit artisanal avait pu se maintenir dans notre domaine comme dans d'autres branches de la production tant que le marché était peu étendu, tant que les débouchés lointains étaient difficiles à atteindre. A mesure que le nombre des consommateurs s'accrut par suite du développement des transports, les paysans qui cherchaient jusque-là à faire du bon vin, riche en alcool, furent amenés à s'attacher au gros rendement.

« Aussi délaisse-t-on les coteaux pour les plaines mêmes humides... On sait que les meilleurs terroirs sont constitués par le tertiaire marin, parfois par le cailloutis pliocène ; et, cependant, le vignoble s'est surtout établi sur les alluvions modernes. D'autre part, la technique a beaucoup changé.

» Vers le début du XIX^e siècle, on répandit des cépages plus féconds, surtout l'aramon... Les vendanges furent avancées de plusieurs semaines parce qu'on chercha à obtenir non plus du raisin riche en alcool, mais du vin de table. Mais la transformation décisive vient des plants américains. Ils exigent beaucoup plus de travail et de capitaux que les vignes indigènes... Mais, par contre, soumis à une véritable culture industrielle ils produisent beaucoup plus... La recherche de la quantité a primé celle de la qualité depuis longtemps et de plus en plus » (1).

LES PROCÉDÉS DE VINIFICATION

Bien que les législations de tous les pays producteurs s'accordent à définir le vin : « le produit de la fermentation naturelle, du jus de raisin frais », certaines manipu-

(1) SION, — *La France Méditerranéenne*.

lations sont permises en vinification. Mais il n'y a pas d'unité entre les diverses nations viticoles au point de vue des permissions et des interdictions : en Allemagne, par exemple, l'emploi du sucre est autorisé, mais l'on proscriit l'emploi des acides tartriques ou autres. En France, l'autorisation d'utiliser le sucre n'est le privilège que de certaines régions.

D'ailleurs même si deux législations se trouvent d'accord pour prohiber une méthode, il faut encore se demander de quelle manière l'exécution des règlements est assurée sur le territoire de chacune : le mouillage et le sucrage se pratiquent beaucoup plus facilement au Maroc et en Algérie que dans la Métropole.

Certaines pratiques que l'on essaie de justifier par des nécessités illusoires de la vinification, constituent de véritables fraudes et contribuent de façon considérable à l'accroissement de la surproduction viticole.

Le mouillage

Il fut déjà l'une des causes essentielles de la crise viticole française de 1907 ; à l'heure actuelle, les vins à faible degré trouvent facilement preneur alors que les autres ont difficilement leur écoulement sur le marché. Il y a là une véritable prime au mouillage.

On objecte à l'interdiction généralisée du mouillage que dans certaines régions, par suite des hausses de température (siroco), il est difficile de traiter des moûts trop sucrés, cependant « la fermentation superquatre remplace efficacement l'addition d'eau par l'addition de vin froid (SEMI-CHON).

Le sucrage

Il est autorisé dans certains pays pour permettre le relèvement du degré alcoolique ; il pouvait se pratiquer sans inconvénient en des temps de sous-production ; mais aujourd'hui, crier partout qu'il y a trop de vin, en régler la production, la vente et la suppression, en en laissant subsister la fabrication, est une gageure.

D'ailleurs, disent les adversaires du sucrage, les médecins et les gourmets s'accordent à reconnaître que les vins de sucre ne valent les vins de raisins ni sur les tables des laboratoires, ni sur les tables des restaurateurs (1).

On sait la campagne menée en faveur des moûts concentrés ; ceux-ci paraissent indiqués pour remplacer en vinification les sucres extraits des betteraves (2).

Le vinage

Le relèvement du degré alcoolique par l'addition d'alcool est autorisé dans certains pays, interdits par d'autres. L'utilisation de l'alcool de vin de cette manière est tout à fait défendable ; ce serait un débouché normal pour le marché de l'alcool, surchargé lui-même par les distillations de vin qui deviennent, chaque année, plus abondantes (3).

Au contraire, lorsqu'il s'agit d'un vinage effectué avec de l'alcool industriel, l'opération aboutit à augmenter le volume de la production viticole : d'autant plus que le vinage peut être accompagné ou suivi d'une addition d'eau. De semblables faits, s'ils n'existent plus que rarement dans les pays viticoles, sont au contraire pratiqués dans les pays importateurs ; c'est là, en effet, un débouché possible pour certaines industries nationales.

Enfin, il faut citer la fréquence de cette pratique dans les ports francs ; l'Espagne protestait, il y a peu de temps, contre l'alcoolisation de ses vins faite dans le port de Hambourg, alors que l'opération ne pouvait être contrôlée ni par l'administration espagnole, ni par l'administration

(1) Conf. Les ouvrages du Docteur Eyraud sur le sucre de raisin. NOUGARET. Rapport sur le développement des industries utilisant le raisin.

(2) Cependant l'on verra que dans de nombreux cas, l'emploi des moûts concentrés est impossible, par suite de l'acidité de la vendange que leur utilisation ne ferait qu'aggraver. Dans ce cas le sucrage paraît plus indiqué du point de vue œnologique ; il n'en reste pas moins critiquable du point de vue économique en période de surproduction.

(3) C. f. Titre II, Ch. I, § III : *La distillation*.

du pays importateur, en l'espèce, le plus souvent, l'Allemagne.

Les coupages — Les vins standards

La possibilité pour les commerçants de couper entre eux les divers vins présente de sérieux inconvénients. Dans les pays non producteurs, il arrive que le vin naturel importé soit combiné avec des vins de sucre, de fruits, ou de raisins secs.

Dans les pays viticoles, ils entraînent une double conséquence défavorable à la qualité du vin vendu au consommateur : le commerçant peu scrupuleux peut être tenté d'introduire dans ses magasins une certaine quantité de vins impropres qu'il aura achetés à bas prix pour les remonter rapidement par des mélanges avec des vins à fort degré ; les vins anormaux et inférieurs peuvent ainsi trouver preneur ; par le fait, certains producteurs trouvent intérêt à les produire.

D'autre part, ce n'est plus la riche gamme des vins naturels que le consommateur peut acheter ; il ne lui est offert qu'un produit standardisé, ni bon, ni mauvais, plus ou moins manipulé et additionné d'ingrédients chimiques. Cette évolution est favorisée par la tendance à la production intensive et aux gros rendements.

Il faut bien dire, cependant, que cette mise en vente de produits standards a été commandée, dans une certaine mesure, par les désirs du consommateur qui, habitué à certaines caractéristiques, veut les retrouver, chaque année dans le vin qu'il achète ; il commence à être amené pour le vin comme pour les autres produits à standardiser ses offres ; c'est là un élément de la vie économique moderne ; mais c'est aussi une des causes de la crise actuelle, peut-être d'ailleurs inéluctable.

C) ABSENCE D'UNITE ENTRE LES DIVERSES LEGISLATIONS

Les divers pays qui jouent un rôle sur le marché du vin ne sont pas d'accord sur un certain nombre de problèmes, en particulier en ce qui concerne la protection du vin. On a vu comment les pays non producteurs admettaient la fabrication de boisson de fruits auxquelles on attribue cependant la dénomination vin. L'entente n'existe même pas entre tous les pays producteurs, qu'il s'agisse de la répression des fraudes, des méthodes d'analyse employées dans le commerce international, qu'il s'agisse de la protection des appellations d'origine.

LA RÉPRESSION DES FRAUDES

L'absence d'une répression internationale des fraudes à l'égard du vin est certainement l'une des principales causes de la chute du commerce international ; les boissons fabriquées et protégées par les faveurs gouvernementales éliminent le vin naturel des marchés non producteurs, d'autre part la destruction des vins naturels, la limitation de la production est sans effet sur le marché international, si, dans les pays consommateurs, d'autres breuvages prennent la place des excédents détruits. « A quoi bon envisager dans les pays producteurs, dit un rapport de la Commission d'exportation des vins de France, la restriction des plantations, la diminution des rendements, si des règlements absurdes et des tarifs de douane excessifs permettent la fabrication en grand de vins artificiels aux environs de Londres ? ».

Cette protection unifiée sur le plan international de telle sorte qu'elle englobe les pays consommateurs, doit être précédée par l'entente des nations viticoles ; toutes les fraudes plus ou moins accusées, tous les procédés de culture ou de vinification plus ou moins répréhensibles devraient

être interdits par l'ensemble des législations des pays producteurs (1).

LES MÉTHODES D'ANALYSE

Pour qu'une politique internationale de la qualité soit possible, il faut d'abord que les moyens de constater les qualités ou les défauts des vins soient les mêmes dans tous les pays ; en tout cas, il faudrait que l'interprétation des résultats de méthodes d'analyses différentes soit identique. Or, jusqu'à aujourd'hui, malgré plusieurs conventions et en dépit de nombreuses résolutions dans les congrès internationaux l'unification n'a pu être réalisée en fait (2).

LES APPELLATIONS D'ORIGINE

« L'appellation d'origine constitue une dénomination commerciale à laquelle doit être assurée une protection équivalente à celle que l'on accorde aux marques de commerce, d'où il résulte qu'une telle appellation ne peut être utilisée, même avec un correctif, pour servir à la désignation des produits autres que ceux qui ont réellement l'origine évoquée par cette appellation » (3).

Dans le domaine international, les appellations d'origine sont protégées par un texte fondamental : l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant la répression des fausses indications de provenance des marchandises. Mais ce traité en son article 4, permettait l'interprétation des juges : certains pays, l'Espagne jusqu'à ces derniers temps considérait qu'il était inapplicable lorsque l'appellation

(1) Conf. Le projet de convention internationale établi à la Conférence de Londres. Voir titre III, chap. II.

(2) La divergence des analyses de vin est nuisible, non seulement à une répression efficace des fraudes, mais encore au commerce international. (Incommodités et complications en douane), voir chapitre III, § IV : *Causes secondaires des difficultés commerciales*.

(3) Ch. LEROY. — La lutte contre les fraudes et la concurrence déloyale, protection des appellations d'origine. Rapport Conférence de Paris.

d'origine était accompagnée d'un correctif faisant connaître la provenance véritable du produit (Bourgogne d'Australie, par exemple) (1).

D'ailleurs l'arrangement de Madrid n'a reçu que peu à peu l'adhésion des divers pays. Les traités de paix ont été plus efficaces : la France a signé une série de conventions par lesquelles elle a obtenu, de nombreux pays, la protection effective de ses appellations d'origine. Une clause des traités de paix obligeait, en effet, les divers belligérants au respect des règles concernant les appellations d'origine des pays pour leurs produits respectifs.

Enfin, d'autres conventions ont été conclues pour les produits vinicoles entre de nombreux pays.

A l'heure actuelle, certaines nations viticoles ont adopté l'interprétation française, reconnue d'ailleurs orthodoxe par les congrès internationaux. L'Allemagne, l'Italie, l'Espagne ont établi des lois qui interdisent l'emploi de l'appellation même avec correctif.

Cependant, l'unanimité n'est pas encore faite sur la valeur des appellations des origines : « en Hongrie, une loi de 1929 permet d'attribuer à un coupage la désignation de la région viticole qui lui a fourni 65 % du mélange, si le coupage a gardé le caractère de la région ou du lieu de production. »

Mais l'insuffisance de la protection des appellations d'origine doit être surtout relevée dans ces unités économiques

(1) Cependant l'article 4 est assez expressif pour éviter de pareilles confusions au point de vue viticole : « Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations, qui, en raison de leur caractère générique... » sont tombées dans le domaine public. Mais l'article ajoutait : « Ne seront toutefois pas comprises dans les réserves stipulées par cet article, les appellations d'origine des produits vinicoles, qui ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et comme tombées dans le domaine public. »

immenses que sont l'Empire Britannique et les Etats-Unis d'Amérique. Immédiatement après l'abolition de la prohibition aux Etats-Unis, les marchands de vin de Californie mirent en vente leurs productions avec les dénominations les plus réputées des vignobles européens (1).

Mais la tendance générale à restreindre le droit d'usage des appellations d'origine a été surtout combattue à la Conférence d'Ottawa où « le Comité Impérial Britannique » a déclaré que les représentants des Dominions qui prendront part à des négociations internationales devront toujours faire accepter le point de vue, suivant lequel les appellations d'origine désignant les vins ont pris, par

(1) C'est ce que montre le prix-courant suivant paru dans un journal américain et réédité dans *Paris-Soir*:

EXTRA FANCY CALIFORNIA WINES

(Plus Taxe)

	Case 12 Bot.	Bottle
	dollars	
Dry white wine riesling	11.00	1.00
Sauterne	14.00	1.25
Moselle	15.00	1.35
Haut Sauterne	15.00	1.35
Château Yquem	16.00	1.45
Golden gate dry red wine		
Claret	11.00	1.00
Burgundy	12.00	1.10
Chambertin	15.00	1.35
Golden gate sweet wines		
Port	17.00	1.55
Sherry	17.00	1.55
Angelica	17.00	1.55
Muscatel	17.00	1.55
Tokay	17.00	1.55
Madeira	19.00	1.75
Marsala	19.00	1.75
Old vintage port	25.00	2.25
Old vintage sherry	25.00	2.25

l'usage, un sens générique. » Aussi peut-on employer les appellations géographiques désignant les vins moyennant l'adjonction de l'indication de l'origine. La résolution indiquait en faveur de cette thèse que l'habitude s'est établie pour quantités de produits, tels que les fromages, le bétail, etc...

M. CAPUS, rapporteur de la question à la séance du 16 décembre 1932 de l'Office International du Vin, démontrait, qu'au contraire l'appellation d'origine désigne le produit d'un lieu déterminée, le climat, le sol et l'encépagement jouant chacun un rôle essentiel quant à la nature du produit ; l'appellation d'origine est aussi un véritable droit de propriété, elle s'applique à un produit de sélection devenu supérieur grâce aux efforts de plusieurs générations ; enfin, la fausse désignation des produits viticoles constitue un acte de concurrence déloyale, l'acheteur éloigné ne pouvant faire la comparaison avec le véritable produit : il peut être abusé par la similitude du nom, et croire à une similitude de produit qui n'est pas réalisée.

Les résolutions d'Ottawa, destinées, en pratique, à favoriser les vins d'Australie et du Cap, le Bourgogne australien et le Bordeaux Sud-Africain, présentent, en réalité, la défense juridique de l'usurpation des marques industrielles, elles créent un double péril, quant au respect de la loyauté commerciale en général, et quant à la solution du problème viticole.

§ IV. — L'ELEVATION DES PRIX DE LA VENTE AU DETAIL

Le vin, depuis le moment où le cultivateur décide de planter son terrain en vignes jusqu'à celui où le produit est absorbé par le consommateur, passe à travers les divers stades : production, circulation et répartition, consommation. A chacune de ces phases le produit est grevé d'éléments de cherté, de frais plus ou moins incompressibles. La

fixation du prix de gros, si elle est inférieure au coût de production (rendu plus onéreux par suite de circonstances variables), entraîne la crise pour le producteur. Mais si des taxes, des droits de douanes, des frais de transports, une spéculation exagérée viennent grever le produit entre le moment où il quitte les chais du producteur et celui où il est acheté par le consommateur, cette inflation des prix de détail entraîne la diminution de la consommation ; si une baisse des prix se produit, alors elle portera sur les prix de détail et sur les prix de gros, et, finalement, c'est le producteur qui subira la plus grande partie des charges de la circulation.

A) ETUDE DU COUT DE PRODUCTION EN VITICULTURE

L'importance du coût de production dans la fixation des prix de détail est secondaire ; l'on verra, en effet, que l'inflation de ces prix vient surtout de causes postérieures à la sortie des vins de la cave du producteur. Néanmoins, il convient de considérer que, si le coût de production pouvait être diminué, le vigneron pourrait accepter des prix de gros plus réduits, sans subir de pertes. Or, il semble que certains éléments de ce coût sont encore fixés à un chiffre qui n'est pas adapté à la baisse des autres facteurs du marché du vin et même à l'ensemble de la situation économique présente.

LES PRIX DU VIN A LA PRODUCTION DANS LES PRINCIPAUX PAYS VITICOLES

Il est difficile d'établir de façon précise le coût de production d'un hectolitre de vin dans les divers pays ; le Comité de l'Office International du Vin a commencé une enquête sur les frais de production de la viticulture ainsi que sur les prix de vente au détail. « Chacun des gouverne-

ments était prié de réunir dans cette enquête les renseignements concernant son pays, prenant comme modèle une remarquable étude de ce genre établie par les soins du département fédéral de l'Economie Publique en Suisse en 1931.

» Cette enquête est en cours... Il sera évidemment difficile d'avoir des chiffres précis et définitifs, les prix de revient étant essentiellement variables d'année en année, différents suivant les régions d'un même pays viticole, et subissant aussi de nombreuses variations au cours d'une même campagne viticole » (1).

Toutefois, la crise sur le marché d'un produit ramenant le prix d'achat à la production aux alentours du prix de revient, il est possible de se faire une idée des coûts de production en considérant les prix de l'hectolitre de vin à l'achat au producteur :

Bulgarie	138
Espagne	105
Grèce	60
Hongrie	110
Italie (Chianti)	160
Portugal	75
France	80 (2)

Il s'agit là des pays viticoles européens, au standard de vie relativement élevé ; il est certain que dans les pays neufs, où la main-d'œuvre est beaucoup moins chère, où les impôts sont moins lourds, où la culture se fait dans de grandes exploitations industrialisées, le coût de production peut être ramené à des taux beaucoup plus bas. De plus,

(1) Memorandum de l'Office International du Vin pour la Conférence de Londres, paragraphe A.

(2) Extrait d'un « tableau des frais grevant le vin depuis le lieu de production jusqu'au magasin du négociant en gros » dans les principaux pays de destination de ce vin. Bulletin International du Vin, février 1932. Ce tableau a été établi en francs français stabilisés et d'après les indications fournies par les Chambres de Commerce et les syndicats de négociants en vins pour des envois effectués au cours de l'année 1931.

le prix d'achat des terrains est inférieur ; l'acquéreur de vignobles dans ces pays ayant investi un capital minime se trouve rémunéré de sa mise de fonds par une rente plus faible.

Les causes de cette élévation du coût de production dans les vieux pays viticoles sont dans la nature même de la propriété vigneronne : le morcellement considérable entre de nombreux petits propriétaires ne permettant pas l'industrialisation de la culture et, par ce moyen, la baisse des prix de revient ; d'autre part, la lourdeur des charges fiscales, enfin la cherté de la main-d'œuvre.

LA MAIN-D'ŒUVRE EN VITICULTURE

Le président de la Commission des boissons faisait remarquer, lors de la discussion du statut de la viticulture française, que les frais de main-d'œuvre entrent pour 60 % dans le coût de production du vin ; cette proportion est sensiblement la même dans les autres pays producteurs ; en Allemagne, par exemple, elle serait de 50 % (1).

Le régime de petites propriétés de la viticulture européenne ne permet pas les facilités culturales de la grande exploitation ; mais le travail viticole lui-même par sa nature ne se prête pas aux méthodes modernes : il ne peut être standardisé, ni taylorisé ; la vigne demande des soins amoureux que peut seule fournir une main-d'œuvre sélectionnée, spécialisée pour la taille par exemple (2).

Or, dans les vieilles nations viticoles, cette main-d'œuvre est chère : les régions viticoles n'ont pas été exemptes du mouvement de désertion des paysans vers les villes ; les petits propriétaires qui allaient autrefois à la journée dans les grands domaines se consacrent aujourd'hui à la culture de leurs propres vignes en y développant l'intensité de la production.

Un autre fléau s'y est développé plus tôt et plus violem-

(1) Bulletin O. I. V., mai 1933.

(2) Prosper GERVAIS. — Bulletin O. I. V., n° 24.

ment : la dépopulation en raison du faible taux de la natalité ; cela justifierait les théories de DUMONT et de LEROY-BEAULIEU : le bien-être matériel et le développement intellectuel, causes de faible natalité.

Il y a donc eu pénurie de main-d'œuvre : certes, les ouvriers agricoles affluent, venant de régions défavorisées, mais ils manquent de talent ; leur concurrence ne saurait nuire à l'ouvrier local qui, fort de l'hérédité terrienne, et doté de principes soigneux, est recherché par le propriétaire.

C'est pourquoi les salaires sont très élevés ; il y a 40 ans dans le Bas-Languedoc, la journée se payait de 2 fr. 25 à 2 fr. 50 ; en 1914, 4 fr. ou 4 fr. 50 ; aujourd'hui, le prix en est passé à 25 et 30 francs (35 francs même au moment des vendanges). L'on comprend que les frais à l'hectare qui, avant la guerre, s'élevaient à 1000 et 1200 francs, ont atteint aujourd'hui le chiffre de 6 à 8000 francs. On voit aussi que l'augmentation du prix du travail est plus que proportionnelle à la hausse de l'ensemble des frais de production.

Il en est ainsi dans tous les pays de vieille civilisation, où le standard de vie est élevé. Or, les nations latines qui sont aussi les principales nations viticoles, se classent dans cette catégorie. Au contraire, les viticulteurs des pays extra-européens disposent d'une main-d'œuvre à bas prix, aux besoins restreints ; c'est ainsi que la journée de l'ouvrier arabe en Algérie se paie entre 5 et 10 francs. Il y a là, pour les nations jeunes en matière viticole comme aux autres points de vue, une supériorité marquée sur le marché international (1).

(1) L'industrie anglaise est terriblement concurrencée sur son propre marché par les produits japonais offerts à très bas prix.

Au Japon, chaque année, la population ouvrière s'augmente de 500.000 unités ; la durée du travail est de 9 à 10 heures par jour ; le niveau des salaires est, en moyenne, de 2 yens pour les hommes, de 0.79 yens pour les femmes, soit de 10 à 14 francs pour les hommes et de 4 francs pour les femmes.

INCIDENCE SUR LA PRODUCTION D'IMPOTS DIVERS

L'influence des taxes inférieures sur le prix de vente au détail du vin et, par suite, sur la consommation, est considérable ; certaines, en vertu de la loi de l'offre et de la demande, entraînent la diminution du prix d'achat à la production ; destinées à frapper le négociant, le transporteur, le détaillant ou le consommateur, elles atteignent finalement le viticulteur. Celui-ci peut donc être frappé doublement par un même impôt.

Quant au coût de production, il peut se trouver élevé, soit par les impôts directement assis sur la production ; par l'incidence de ceux qui visent les produits nécessaires à la culture du sol ; par le jeu des lois sociales : assurances contre les accidents de travail, assurances sociales, allocations familiales ; enfin par les mesures mêmes qui sont établies en vue de protéger le vin : le blocage, la distillation, la nécessité d'atteindre un degré minimum entraînent incontestablement une augmentation du coût de production.

B) L'ECART ENTRE LES COUTS A LA PRODUCTION ET LES PRIX DE VENTE AU DETAIL

Le producteur est atteint par la crise et vend son vin à des taux dérisoires, aux environs du prix de revient, quelquefois même au-dessous ; l'on constate cependant que les prix payés par la consommation restent très élevés. Il y a donc une exagération des sommes perçues au cours de la circulation du vin ; c'est ce que M. DE BOISANGER déclarait dans un rapport au Conseil National Economique (1) : « Il y a crise des prix à la consommation dans la mesure où l'écart est trop grand entre le prix payé au producteur et celui du vin livré au consommateur. »

(1) Bulletin O. I. V., n° 44,

Cet écart se manifeste aussi bien à l'intérieur des pays viticoles que chez les nations importatrices.

LES PRIX AU DÉTAIL A L'INTÉRIEUR DES PAYS PRODUCTEURS

En France, l'on constate une cherté excessive du vin au détail : dans les régions viticoles même, le litre, dans les buffets des gares, se paie 5 à 6 francs ; dans les restaurants des grandes villes où le vin n'est pas compris dans le prix du repas, un petit carafon de vin ordinaire (1/4 de litre) se paie quelquefois 5 à 6 francs ce qui représente environ 2.000 francs l'hecto ; des vins de cru payés 200 à 250 francs l'hecto à la production, sont revendus 25 à 30 francs la bouteille, soit, au moins, dix fois plus. Le vin ordinaire vendu de 60 à 100 francs l'hectolitre chez le producteur, est payé de 1000 à 1500 francs chez le consommateur (1).

En Hongrie, en 1932, le viticulteur ne touchait que 25 francs pour un hectolitre de vin de bonne qualité à 12° ; cela ne représentait que 10 % du prix payé par le consommateur.

En Suisse, des abus semblables s'étaient produits, ce qui a provoqué la signature d'une convention entre la viticulture, le commerce et l'hôtellerie (2).

L'INFLUENCE DES TAXES INTÉRIEURES

On a vu l'influence des impôts sur la production ; mais ils élèvent considérablement le prix de la vente au détail et constituent ainsi une cause de sous-consommation : « La crise actuelle ne peut être due qu'à deux causes : ou bien le goût du vin se perd, ou bien le vin est trop cher... Le goût du vin est bien là, mais le vin est trop cher : le vin est trop cher parce qu'il est beaucoup trop taxé. »

Par une mauvaise conception du rendement de l'impôt, les Etats viticoles à court d'argent ont été amenés à élever

(1) NOUGARET. — Rapport à la Conférence de Paris,

(2) C., Titre III ; Ch. II ; § IV,

le pourcentage perçu afin de gonfler les évaluations budgétaires. Mais comme il résulte de l'exagération de ces taxes une diminution de la consommation, le rendement de l'impôt est également affaibli.

La sous-consommation hongroise a eu pour cause essentielle un impôt énorme qui pesait sur le vin ; lorsque cet impôt a été diminué de moitié, le prix du vin à la consommation a baissé et la consommation s'est accrue de 36 % (1)

L'Italie impose à ses vins indigènes une taxe de 1,50 % sur toutes les transactions et des droits municipaux de consommation qui varient en fonction du chiffre de la population, de 43 à 75 lires par hectos en fût et de 1 lire à 1,50 lire pour les mousseux (2).

En France, le vin est atteint par un droit de circulation de 15 francs par hecto, par une taxe unique de 5 fr. 50, enfin par le droit d'octroi dans quelques villes ; il faut ajouter la part du vin dans les patentes et dans les autres impositions générales. La loi viticole de 1934 a élevé le droit de circulation de 5 francs.

Il en est de même dans tous les autres pays producteurs, sauf en Suisse (3).

Le seul souci des Etats dans la fixation de leurs impôts est de ne pas faire disparaître la matière imposable ; dans la crise présente il devrait s'y ajouter un autre point de vue : aider par tous les moyens au développement de la consommation du vin.

LES BÉNÉFICES DES INTERMÉDIAIRES

Une enquête du comité technique de l'alimentation reproduite par M. DE BOISANGER dans son rapport au Conseil National Economique fournit un tableau montrant les frais qui grèvent un hectolitre de vin depuis son départ du chais du viticulteur jusqu'à son arrivée à Paris à la porte du détaillant : ils auraient atteint leur minimum en 1923

(1) Edouard BARTHE. — La viticulture hongroise. *Le Petit Méridional*, juin 1934.

(2) DOYARD. — Rapport à la Conférence de Paris,

(3) Bulletin O. I. V., octobre 1933.

avec 62 fr. 50, leur maximum en 1930, avec 108 fr. 40 ; ils seraient, en 1932, de 106 fr. 75. Voici le détail de ces frais :

Commission, charroi, entonnage, mise en gare et frais divers	9 00
Transport plein et vide	19 25
Location du wagon - réservoir	2 50
Creux de route	1 20
Charroi du fût vide en gare	1 00
Charroi du fût plein et location	3 00
Droit de circulation	15 00
Consume chez le négociant	1 40
Prêt de la barrique et usure, réparation	7 00
Livraison à domicile et reprise du fût vide	6 00
Frais généraux	29 90
Taxe unique remplaçant l'impôt sur le chiffre d'affaire	5 50
Commission au courtier de détail	6 00
Intérêt du capital et amortissements	Mémoire
Total	106 75
A ce chiffre, il convient d'ajouter :	
Bénéfice du marchand en gros	5 00
Frais généraux et bénéfice du détaillant	40 00
Total	151 75

Or, le prix du vin à la propriété évoluait, en 1932, entre 80 et 100 francs. Comment, après cela, le même vin était-il payé chez les restaurateurs, 4, 5 et 6 francs le litre ?

M. BRAULT critique sévèrement « cette spéculation érigée en principe... Jadis pour acquérir une modeste aisance, les commerçants passaient la moitié d'une vie ; aujourd'hui, en quatre ou cinq années il faut que les poches soient pleines. C'est le côté sombre de la lutte pour la vie. Que nous voilà loin des doctrines de Saint Thomas d'Aquin et des scolastiques sur le juste prix ; c'est la rançon du progrès, la conséquence de la perte de l'esprit d'honnêteté » (1). Il est probable que ce fait particulier se rattache à l'évolution générale, à la crise des esprits qui entraîne actuellement ce que Pierre LUCIUS appelait la faillite du capitalisme.

(1) BRAULT, — Le problème du vin.

Ne peut-on admettre que l'intérêt personnel, base du système libéral, est entré dans une phase d'hypertrophie ?

D'après Lucien ROMIER (1) la majoration des prix que paient le consommateur représente « non les bénéfices exagérés de tel ou tel commerçant, comme le pense l'opinion publique, mais les frais d'entretien d'un surnombre énorme de commerçants et l'amortissement du coût excessif des fonds de commerce qui en résulte. » La multiplicité des intermédiaires a d'ailleurs été nécessitée par les caractéristiques de la production de masse : « Le produit n'étant plus poussé par sa qualité ou son origine intrinsèque, a besoin d'être poussé par un agent extérieur. » La publicité a cessé d'être facultative : « elle ne fait pas toujours réussir la vente d'un produit, mais aucun produit, costume de bain ou roman d'aventures, ne peut être vendu sans publicité. »

Cette nécessité existe aussi pour le vin, depuis que la culture artisanale a disparu, depuis que le viticulteur vend son vin à un consommateur lointain et inconnu, depuis que les vins de pays ont cédé la place aux vins standards.

Néanmoins, les abus dénoncés en matière viticole et agricole dépassent de beaucoup ce que l'on peut constater pour la vente des produits industriels : les bénéfices exagérés des revendeurs sont bien souvent postérieurs à une période de prospérité ; une fois que le prix d'achat du vin a baissé le prix au détail reste le même et c'est alors que les profits des négociants deviennent monstrueux.

LES PRIX DE VENTE DANS LES PAYS IMPORTATEURS

Voici, d'après les indications fournies par les Chambres de Commerce et les syndicats des négociants en vins pour des envois effectués au cours de l'année 1931, quelques chiffres indiquant les frais qui grèvent le vin sur le marché international.

Pour aller de Grèce à Rotterdam, un hectolitre de vin

(1) Lucien ROMIER. — Si le capitalisme disparaissait...

blanc à 12°, de la vendange 1929, avait payé les sommes suivantes :

Prix de l'hectolitre de vin au départ	60
Valeur du fût (châtaignier neuf)	25
Fret Le Pirée-Rotterdam	20
Droit de douane	246
Frais divers, assurances et commission	7
	358

2° Du territoire hongrois jusqu'à Prague :

Prix d'un hectolitre de vin au départ	110
Transport par fer Budafok-Prague	25 75
Droits de douane	157 50
Frais accessoires et divers	28
	321 25

3° De l'Italie à Zurich :

Prix à la production d'un hecto de vin de Chianti à 12°, avec fût neuf	160
Transport	42 50
Droits de douane	118 60
Frais divers et accessoires	25
	346 10

4° D'Espagne à Londres :

Prix de l'hecto de vin au départ	105
Transport Villafranca-Tarragone	6 30
Fret maritime Tarragone-Londres	16 65
Droit de douane	408 70
Assurances et frais divers	5 50
	542 25

On remarque donc que le prix du vin à l'arrivée dans le pays importateur représente trois à quatre fois la somme qui a été payée au viticulteur (1). On voit ensuite que l'élément essentiel de cherté dans le commerce international

(1) Bulletin International du Vin, février 1932. Il convient de noter que ces chiffres sont fournis par des organisations commerciales et par conséquent plus ou moins favorables à la cause du commerce.

consiste dans les droits de douane : quand il s'agit de pays non producteurs et quelque peu abstentionnistes, ces droits peuvent devenir prohibitifs (1).

Par suite le consommateur qui paie le vin à des tarifs exagérés est amené à abandonner celui-ci au profit de contrefaçons à bas prix : vin de fruit par exemple, ou de boissons nationales : bière, thé, café.

(1) Conf, Titre I ; chapitre IV.

CHAPITRE IV

LES ENTRAVES AU COMMERCE INTERNATIONAL DU VIN

Certains auteurs considèrent le protectionnisme comme l'origine de la crise économique mondiale, d'autres pensent que la restriction du commerce international n'est que la conséquence d'une évolution fatale, où conduisait le libéralisme antérieur.

Le commerce international du vin a subi, dans les dernières années une chute considérable (1).

L'apparition de nouveaux vignobles fournissant la consommation de pays autrefois importateurs, devenant eux-mêmes exportateurs aux dépens des anciens fournisseurs, l'élévation des droits de douanes à l'entrée des pays sous-producteurs en vue de protéger le vignoble national ; les taxes inspirées par une pensée prohibitionniste ; enfin, le resserrement général des relations commerciales dont le commerce du vin a subi le contre-coup, toutes ces raisons ont élevé le prix de vente de notre produit et ont éloigné le consommateur.

(1) Conf. Titre I, chapitre I, paragraphe premier, statistique sur le commerce international du vin, fournie par le memorandum de l'O. I. V. à Londres.

IMPORTANCE DE LA RESTRICTION DU COMMERCE VITICOLE DANS LES DIVERS PAYS

Voici ce que constate M. Jean PRATS, dans le rapport qu'il présenta au troisième congrès international de la vigne et du vin à Rome, en octobre 1932 : « ...En ce qui concerne le vin, cette quasi-impossibilité où se trouve le commerce d'écouler à l'étranger même une faible partie de la récolte nationale, prend un caractère si inquiétant pour les régions de vignobles que la nécessité apparaît plus urgente de jour en jour d'une action commune et solidaire entre les peuples souffrant du même mal. »

Quelques chiffres attestent cette chute brutale des exportations :

En France, les exportations atteignaient, vers 1885, près de 4 millions d'hectos ; elles étaient de 1.700.000 hectos en 1913, mais elles n'étaient plus que de 1.375.000 hectos en 1928, 1.093.000 en 1930, pour tomber à 918.000 hectos en 1931, nouvelle diminution en 1932.

L'exportation des vins d'Italie a passé par des fortunes diverses, dues à certaines circonstances, comme l'entrée exceptionnelle en France de 821.000 hectos en 1931, mais les chiffres des premiers mois de 1932 semblent indiquer que l'exportation annuelle sera de l'ordre de celle de 1927 ou 1928, qui était environ de un million d'hectos, alors qu'avant la guerre, l'Italie exportait 1.500.000 hectos en moyenne.

L'Espagne a exporté plus de 5 millions d'hectos en 1927, en 1931 elle n'en exporta que 339.000 et le chiffre de 1932 est encore moindre.

La Grèce envoyait à l'étranger environ un million d'hectos de vin annuellement entre 1925 et 1929. En 1931, elle n'a exporté que 408.000 hectos.

Encore ne faut-il pas perdre de vue que les chiffres d'exportation vers la France de vins ordinaires d'Espagne, d'Italie ou de Grèce en 1931, ne doit pas être considéré comme un courant normal d'échange : c'est uniquement

par suite de circonstances fâcheuses et exceptionnelles des prix de revient élevés de la production vinicole française, l'année dernière, qu'une importation de vins ordinaires a été faite. Il est bien évident qu'en période normale, la France n'achète que des vins spéciaux à caractères particuliers et non, sauf exception, des vins ordinaires à l'extérieur.

Le Portugal, seul, a vu ses exportations de vins se maintenir à peu près à un chiffre de l'ordre de 800.000 hectos, marquant cependant une légère diminution d'année en année depuis 1928.

La restriction du commerce international peut être envisagée aussi du point de vue de la chute des importations dans les pays importateurs ; voici les chiffres donnés par la Revue Internationale d'Agriculture, en mars 1933 :

*Importations de vins dans les principaux pays importateurs
par campagne vinicole (milliers d'hectolitres)
(1^{er} octobre-30 septembre)*

	1931- 32	1930- 31	1929- 30	1928- 29	1927- 28	1926- 27
France:						
d'Algérie :						
et de Tunisie . . .	11.788	12.242	10.823	10.174	7.275	7.504
des pays étrangers	908	4.294	1.518	2.907	4.094	2.855
Suisse	1.160	1.171	1.129	1.258	1.220	1.252
Allemagne	648	652	783	1.093	1.215	1.191
Royaume-Uni:						
des pays britanniq.	148	144	129	123	111	106
des pays étrangers	396	497	517	529	505	704
Belgique	286	379	418	438	408	482
Autriche	215	314	411	415	518	362
Tchécoslovaquie . . .	117	190	274	291	318	250
Pays - Bas	106	124	141	148	144	150
Importat. européens secondaires (Suède, Danemark, Norvège, Pologne)	153	192	207	201	192	198
Maroc français . . .	187	177	249	209	181	251
Egypte	98	114	173	186	162	157

TOTAUX :

Non compris les im- portations en France	3.514	3.954	4.431	4.891	4.974	5.103
Y compris les importa- tions en France, mais non celles en provenan- ce d'Algérie et Tunisie	4.422	8.248	5.949	7.798	9.068	7.958

LES RESTRICTIONS AU COMMERCE DU VIN

Les entraves qui gênent le commerce international de notre produit sont de diverses sortes : en plus des droits de douane les techniciens du protectionnisme moderne ont imaginé le système des contingentements ; d'autre part, la crise de surproduction incite les exportateurs à la recherche de plus en plus active du consommateur : la concurrence déloyale, les primes à l'exportation ont leur part dans le désaxement du marché mondial ; enfin l'absence d'unité dans la nomenclature douanière et quant aux méthodes d'analyse en honneur dans les divers pays est une nouvelle source de difficultés et de conflits.

§ I. — LES DROITS DE DOUANE

LES TAXES INTERIEURES

Les charges fiscales qui frappent le vin répondent soit à un souci budgétaire, soit à un souci protectionniste, soit à un souci prohibitionniste (1). Elles peuvent affecter la forme de droits de douane qui atteignent le produit aux frontières des pays importateurs ou de taxes intérieures qui, frappant sa circulation à l'intérieur du pays, viennent quelquefois doubler le droit de douane.

A) TAXES A BUT FISCAL

Elles se rencontrent dans les Etats producteurs de vin ; dans ce cas, elles ne doivent pas être trop élevées, puisque

(1) C. f. Rapport DOYARD à la Conférence de Paris.

le but bien compris du gouvernement qui les organise est de ne pas trop taxer les marchandises visées pour que l'assiette de l'impôt soit plus large et les recettes plus abondantes. Cependant, les pays de l'Europe centrale, en raison de grandes difficultés financières avaient été amenés à exagérer ces taxes, méconnaissant ainsi leur propre intérêt : en Hongrie, en 1932, les frais de transports et les charges fiscales étaient telles que le viticulteur ne recevait que le 10 % du prix payé par le consommateur. Le gouvernement hongrois ayant diminué l'impôt de moitié, le prix du vin à la consommation a fortement baissé : la consommation s'est accrue de 36 %. Le prix du vin à la production est passé de 25 francs à 60 francs (1).

L'Italie impose à ses vins une taxe d'échange de 1,5 % ad valorem sur toutes les transactions, des droits municipaux qui vont de 43 à 75 lires par hectos.

La France fait payer un droit de circulation de 15 francs par hectos, mais, en plus, le vin participe aux autres impositions générales (patente, etc...).

Seule, la Suisse laisse circuler ses vins indigènes sans les imposer.

B) TAXES ET DROITS DE DOUANE ÉTABLIS EN FONCTION D'UNE PENSÉE PROHIBITIONNISTE

Dans ce but, les charges fiscales sont très élevées ; il s'agit de limiter ou d'empêcher la consommation du vin et des alcools.

Au Canada, les vins, tous frais compris, sont vendus six à dix fois ce qu'ils coûtent dans les pays producteurs.

En Suède et Norvège, les droits atteignent ou dépassent la valeur de la marchandise.

Au Danemark, où il n'y a pas de monopole, les droits perçus atteignent 161 % du prix coûtant sur les ventes au détail et 250 % pour les ventes dans les restaurants.

(1) Edouard BARTHE. — *Le Petit Méridional* : La Viticulture Hongroise.

En Turquie et en Perse, l'institution des monopoles s'abrite derrière le prétexte religieux (DOYARD).

En Turquie, le droit de douane, pourtant diminué conventionnellement, atteint près de 100 francs pour une bouteille de mousseux. Il existe, en outre, sur les boissons en général, une taxe de consommation de 6 % ad valorem et un droit de monopole qui atteint de 80 à 150 % piastres (10 à 18 fr. 75) la bouteille pour des vins non mousseux et 250 piastres (31 fr. 25) pour des vins de champagne.

En Perse, on vient de créer, en plus des tarifs de douane, les impôts municipaux qui représentent 10 francs pour une bouteille de Cognac, de Bordeaux, de Bourgogne, et 20 francs pour une bouteille de champagne. De sorte qu'une bouteille de cognac paie, en définitive, 90 francs de droits de toutes sortes : le Bordeaux et le Bourgne près de 50 francs et le Champagne de 125 à 135 francs (1).

C) LES DROITS DE DOUANE A MOTIF PROTECTIONNISTE

Tandis que la taxe intérieure peut être établie pour collaborer aux trois missions que nous venons de voir, il est rare, au contraire, que le droit de douane soit créé dans un but fiscal ; en général, on lui demande de protéger soit le vin national, soit d'autres boissons produites dans le pays, soit, enfin, l'unité économique toute entière.

Tantôt on demande aux droits de douane de protéger le vin produit à l'intérieur des frontières, soit en compensation d'un coût de production moins élevé à l'étranger, soit pour pallier à l'action de primes à l'exportation accordées par un gouvernement étranger, soit pour encourager la production locale trop jeune.

Dans les pays non producteurs, il s'emploie pour favoriser, en taxant le vin, la consommation de produits similaires (bière, café, thé).

(1) Rapport présenté par M. de MUN, président de la Commission des vins de France au Congrès de la Ligue Internationale des adversaires de la prohibition, Paris, juin 1931.

Enfin, surtout à l'heure actuelle, l'on se trouve souvent en présence de taxes destinées à défendre la balance des comptes, la monnaie, l'économie nationale entière, voire comme au temps du mercantilisme la balance commerciale : les vins sont considérés comme permettant des marchandages dans les accords commerciaux pour obtenir du pays viticole atteint par les taxes les tarifs préférentiels sur certains produits indigènes ; M. Albert SARRAUT disait tout dernièrement que la politique douanière actuelle pouvait se caractériser en modifiant un proverbe connu : « Prends-moi ma casse et je te prendrai ton séné ».

On comprend les difficultés que peut rencontrer le vin avec des politiques commerciales guidées par de semblables principes. C'est ainsi que si l'on prend les tarifs douaniers qui frappent un hectolitre de vin en fût à l'entrée dans les divers pays, on constate des différences considérables pour le tarif minimum (1).

(1) Chiffres communiqués par M. DOUARCHE, au 3^e Congrès International de la vigne et du vin, Rome 1932.

Allemagne: vin rouge	192
vin blanc	270
République Argentine	214
Autriche	153
Belgique	135
Brésil	192
Chine	248
Colombie	460
Cuba vin rouge	114 30
vin blanc	177 80
Danemark	150
Espagne	104
Esthonie	957
Grande - Bretagne	406 65
ramené à 271,25 pour les colonies, protectorats et domi-	
nions britanniques.	
Hongrie	213
Italie	146 30

§ II. — LES CONTINGENTEMENTS

Le système des contingentements est né sous la pression de nécessité de la période de transition actuelle. Il offre certaines facilités de défense économique nationale ; mais il comporte aussi de graves inconvénients ; il marque d'un côté le désir des unités économiques nationales de se protéger ; d'autre part, la volonté de conserver encore des relations commerciales internationales ; enfin, il rend plus facile les marchandages dans les accords commerciaux parce qu'il présente une clarté beaucoup plus grande que le droit de douane.

Cette pratique se combine avec la tendance qui se manifeste aujourd'hui « vers l'économie dirigée » : le gouvernement pouvant régler de façon très précise le commerce international, peut ainsi régir avec le maximum de connaissances les forces économiques, dont le contingentement supprime l'une des inconnues. Mais il faut aussi que les négociateurs des contingents avec l'étranger détiennent

Japon	100
Norvège	260
Pays - Bas	246
Roumanie	365 25
Suède	231
Suisse	118 60
Tchécoslovaquie	157 50
Turquie	272 15
Yougoslavie	225
Canada	80
France	84
Grèce	38 50
Pologne (plus droits intérieurs)	57 20
Australie	1770
Bulgarie (droit d'accise: 98 fr.)	1225
Lettonie	1250
Lithuanie	1960
Portugal	1100
U. R. S. S.	1426 30

chez eux la maîtrise des éléments de la vie économique. Les deux méthodes sont nécessaires l'une à l'autre :

C'est ainsi que le contingent accordé par la France aux vins italiens est fixé en principe selon l'importance de la récolte française ; il serait, en effet, anormal que les vins nationaux soient bloqués ou distillés pendant que rentre-raient en liberté les produits étrangers. Il est certain que cette fixation des quantités de transactions permises au commerce international, fixation faite en fonction de né-cessités intérieures, est une nouveauté de la politique com-merciale.

Ces pratiques sont d'ailleurs critiquées par certaines nations : à la Conférence de Paris, le délégué de l'Espagne, M. SANTACANA, déclarait : « La délégation espagnole consi-dère comme devant être abolies les mesures de contin-gentement qui limitent la liberté commerciale et rendent inutiles les accords commerciaux ; les mesures de blocage qui constituent un véritable impôt supplémentaire pour les vins importés ; bref, toutes les pratiques qui rendent ineffi-caces la conclusion des accords commerciaux. »

Cependant le contingentement présente, à cette époque de crise, des avantages incontestables : c'est ainsi que le vin pourrait se trouver arrêté à l'entrée de certaines fron-tières par des taxes à effet absolument prohibitif, qui, cependant, paraîtraient permettre des possibilités d'impor-tation.

A l'appui de cette politique douanière et de son utilité quant au rétablissement de la prospérité viticole, un négoc-iant sétois, M. Georges DOMERC (1) donne un exemple de la nocivité des droits de douane et, au contraire, des avanta-ges pour l'économie mondiale, aussi bien que pour les économies nationales de la méthode des contingents :

« La Grèce avait le droit d'importer en France 250.000 hectolitres en payant un droit de douane de 55 francs ; en mars 1932, ce droit a été porté à 84 francs et, en compen-sation, le contingent a été porté à 400.000 hectos par mois.

(1) Bul. O. I. V., octobre 1934.

Il aurait fallu, au contraire, dit M. DOMERC, réduire le contingent et diminuer le droit de douane, voire même le supprimer... Ce qui aurait présenté les avantages suivants :

» 1° La France, au lieu d'absorber 350.000 hectos n'aurait à incorporer à sa production que 250.000 hectos (à 55 francs en supposant qu'on ait conservé l'ancien contingent et l'ancien tarif (1).

» 2° La Grèce aurait bénéficié d'une recette égale parce qu'ayant à payer un droit de douane moins fort. Pour toucher la même somme, la Grèce a dû exporter en France 100.000 hectos de plus : il y a donc eu perte d'un certain revenu pour l'économie grecque.

» 3° Le cours mondial du vin, sous la seule influence de 250.000 hectos vendus plus cher, en aurait été mieux soutenu. (Toutefois, 100.000 hectos de plus seraient restés sur le marché grec et auraient pesé sur ce que M. DOMERC appelle le cours mondial. »

L'auteur de l'article préconise la formule suivante : « Echange de contingent réciproque à droit réduit, et même sans droit, afin de toujours permettre à une part quelconque de production étrangère de s'incorporer aux productions nationales. »

Mais, méthode d'économie dirigée, le contingentement, s'il en a les avantages, en a aussi les inconvénients : on se rappelle le désordre produit en 1931 sur le marché français par suite d'une mauvaise application du contingent aux vins italiens : cette année-là, l'importation italienne en France dépassa plus de 300.000 hectos (qui payèrent un droit de douane de 55 frs), alors que le contingent fixé était seulement de 250.000 hectos ; à cause de ce surplus introduit sans payer le droit prévu de 84 francs, les cours tombèrent de 18 à 10 francs le degré ; il s'agissait évidemment d'une réaction psychologique du marché : 50.000 hec-

(1) A ce point de vue, d'ailleurs, il convient de noter que l'Etat Français aurait subi une moins-value fiscale.

tos sont peu de chose auprès d'une consommation taxée de 50 millions d'hectolitres. Mais la dépression des prix fut durable ; il s'agit là d'un cas topique qui montre les maux que peuvent entraîner les mauvaises applications de l'économie dirigée en général et du contingentement en particulier.

En définitive, il semble que ce système soit plutôt néfaste ; les Etats-Unis n'auraient-ils pas absorbé une plus grande quantité de vins français, la France n'aurait-elle pas demandé plus de pommes américaines, sans le contingentement ?

§ III. — LA CONCURRENCE DELOYALE — LE DUMPING LES APPELLATIONS D'ORIGINE

La concurrence déloyale qui peut être faite sur le marché du vin peut affecter plusieurs formes. Les fraudes qui permettent de fabriquer de grandes quantités de notre produit aux dépens de sa qualité, les boissons d'origines diverses qui prennent le nom de vin, entraînent les deux conséquences déjà connues : aggravation des excédents, éloignement du consommateur.

C'est encore le fait que les appellations d'origine étant insuffisamment protégées dans les pays consommateurs et dans certains pays producteurs, des vins de deuxième ordre reçoivent le nom de crus renommés aux dépens de la réputation de ceux-ci.

Enfin, certains pays accordent aux vins exportés des avantages de formes diverses qui, s'ils sont exagérés, constituent de véritables cas de dumping.

CONCURRENCE DELOYALE RÉSULTANT DE FRAUDES SUR LA QUALITÉ

La fabrication dans les pays non producteurs ou sous-producteurs de boissons diverses qui prennent le nom de vin de fruits ou de vin de raisins secs, quelquefois même

se mêlent à des vins naturels importés grâce à des coupages inavouables, est la cause essentielle, sur certains de ces marchés, de la diminution récente des importations (1).

Certains pays producteurs qui bénéficient d'une législation encore incomplète, emploient certaines méthodes de production (irrigation) ou de vinification (mouillage, sucra-ge), qui sont interdites dans d'autres nations viticoles. Les vins produits de cette manière se caractérisent par une qualité inférieure et par un coût de production moins élevé. Ils peuvent être offerts au consommateur à des prix moins onéreux que ceux des pays où la protection de la qualité a atteint une plus grande perfection.

Jusque-là, on ne peut guère parler de concurrence déloyale, puisque la situation de fait qui résulte d'une absence de législation protectrice, n'est pas dirigée contre un concurrent précis. Au contraire, ainsi que le constatait M. COSTE, président de la Confédération générale des vignerons, « il est étrange que plusieurs pays autorisent pour les vins exportés des traitements qui ne sont pas autorisés pour les vins destinés à la consommation intérieure. C'est ainsi qu'on autorise dans plusieurs pays l'addition d'alcool, même d'alcool d'industrie, aux vins exportés ; que, dans d'autres, la loi se borne à exprimer que ces vins bénéficieront d'un régime spécial qui n'est pas publié, pour accommoder les vins aux exigences des marchés étrangers. » C'est ainsi qu'un règlement d'administration publique de 1933, en Yougoslavie, permet l'alcoolisation des vins d'hybrides pour les rendre « exportables ». De même, au Chili, la loi du 17 janvier 1929, en son article 98, prévoit comme procédé de vinification : « ...16 % d'addition d'alcool après autorisation donnée par la direction et seulement aux vins destinés à l'exportation et aux vins médicinaux. » De telles dispositions, dit M. COSTE, « sont fort dangereuses pour le consommateur étranger et, en même temps, font peser la suspicion sur les vins. »

(1) Conf. titre I, chap. III, La qualité, les fraudes, défaveur de certaines formes de culture.

L'USURPATION DES APPELLATIONS D'ORIGINE

Les boissons fabriquées de diverses manières et qui prennent le nom de vin, nuisent auprès du consommateur au bon vin naturel. De même, en usurpant les appellations d'origine des vins renommés, on nuit à la bonne réputation de ceux-ci. En vertu d'un raisonnement plus ou moins valable, certains pays, l'Espagne jusqu'à ce jour, l'Allemagne dans une certaine mesure, mais surtout aujourd'hui l'Angleterre avec ses « champagnes du Cap », les Etats-Unis avec leur « Bordeaux de Californie », estiment avoir respecté les règles de la loyauté commerciale lorsqu'ils ont ajouté l'indication de l'origine du vignoble à celle du cru renommé.

Il s'agit là d'une véritable concurrence déloyale : des cas semblables sont punis par toutes les législations à l'intérieur des Etats ; les effets de ce procédé sont extrêmement funestes au commerce des grands crus sur le marché mondial (1).

LES PRIMES A L'EXPORTATION ET LE DUMPING

Par suite du resserrement des échanges internationaux, les pays exportateurs se trouvent submergés par les excédents refoulés par les marchés autrefois importateurs ; pour soutenir les cours on préconise diverses solutions : blocage, distillation obligatoire, etc... ; mais ces procédés, s'ils arrivent dans une certaine mesure à leur but, supposent finalement la disparition d'une partie de la récolte à des prix non rémunérateurs.

Certaines nations ont été incitées à utiliser ces excédents pour la conquête des marchés intérieurs ; les gouvernements ont donc été amenés à prendre des mesures de faveur à l'égard des vins exportés.

(1) Confér., titre I, chapitre III, paragraphe III et titre III.

L'Etat intéressé peut développer la publicité faite à l'étranger pour ses vins nationaux ; il peut coordonner les efforts individuels des exportateurs par la constitution de comités ou de consortiums et par la création de caves d'exportation ; l'Etat peut encore exempter les vins exportés de certaines servitudes ou leur donner des facilités de transports ; enfin, l'exportateur peut être encouragé par l'attribution de primes en argent.

Organisation de l'exportation

Depuis quelques années déjà, les divers groupements avaient créé des organismes spécialisés pour la surveillance et la coordination du commerce d'exportation : ainsi, en France, l'Office National du commerce extérieur ; en Italie, l'Institut national d'exportation. Avec la tendance moderne vers les institutions corporatives, on a vu apparaître en Espagne, en Italie, au Portugal, des associations d'exportateurs de vin. Enfin, les Etats ont favorisé la constitution de caves d'exportation : au Chili, le gouvernement a décidé, en 1928, la création de 24 caves coopératives équipées de la façon la plus moderne, dont 4 d'une capacité de 50.000 hectolitres sont destinées à l'exportation ; elles sont situées dans les ports de Tomé, Constitucion, Valparaiso et San-Antonio (1).

En Hongrie, existent des caves d'Etat qui ont elles-mêmes organisé et subventionné en Europe « neuf restaurants où l'on trouve les vins hongrois aux meilleurs prix et avec toutes les garanties d'authenticité » (2).

En Italie, au Portugal, de très grosses sommes ont été dépensées pour la publicité à l'étranger en faveur des vins nationaux. Il en a été de même au Chili et en Espagne « où, cependant, l'initiative privée est plus active que celle gouvernementale » (2).

(1) Bulletin O. I. V., juin 1930: La viti-viniculture au Chili.

(2) Bulletin O. I. V., décembre 1929: Jean Prats: Les primes à l'exportation.

Les faveurs accordées aux exportateurs

La prime à l'exportation consiste en exonérations de droit ou en facilités de transport accordées aux exportateurs nationaux. Utilisée de façon modérée, elle est parfaitement louable ; son exagération constitue le dumping.

Elle existe en France de façon assez modeste : les vins exportés jouissent d'une réduction de 25 % sur les tarifs de transport ; les années où la récolte excédentaire donne lieu à blocage, ils sont automatiquement débloqués.

L'Italie accorde également certaines réductions modérées.

L'Allemagne, quand le marché américain s'est ouvert à l'exportation européenne a établi pour les vins destinés à des ports de mer, un tarif réduit de 2,5 r.p.f. la tonne kilométrique au départ des gares des régions du Rhin et du Mein. De Coblenz à Brème le transport de la tonne coûte 104 r.p.f. et de Coblenz à Hambourg 129 r.p.f.

Mais il arrive que l'Etat prenne à sa charge la totalité des frais de transport, non seulement sur le territoire national, mais encore une fois que le vin est entré dans le pays importateur : c'est ainsi que pour transporter un vin de Budafok (Hongrie) à Berlin, l'exportateur ne paie que 9 francs 20 par hecto ; pour y expédier un vin de Sicile, le prix est de 109 francs par hecto. C'est donc la preuve qu'il existe en Hongrie une prime qui s'étend même au réseau étranger. Cette question de la gratuité totale du transport, considérée comme un cas de dumping par certains Etats et comme un simple encouragement à l'exportation par d'autres, mérite cependant une certaine défaveur car « la prime faite aux vins hongrois en l'occurrence est formidable et il est difficile, pour le commerce des autres nations, de lutter efficacement dans de pareilles circonstances » (1).

(1) Déclaration de M. PRATS à la Conférence de Paris, 1932.

Les primes en argent

Elles affectent la forme, d'un tant par hectolitre de vin exporté. Le Chili, l'Australie, ont adopté ce procédé. L'Australie, jusqu'au 31 août 1927, versait aux exportateurs une prime de 4 shillings, soit 25 francs, par gallon (4 lit. 5) de vin exporté, soit environ 550 francs par hectolitre, ce qui est évidemment un chiffre formidable. Depuis la prime a été abaissée à 2 sh. 3 d.

Aussi l'exportation des vins australiens qui était de 102.000 hectolitres en 1927, tombait, en 1929, à 64.000 hectolitres ; en 1931, la nouvelle politique commerciale de la Grande-Bretagne favorisant les productions impériales faisait remonter le chiffre des exportations australiennes à 137.000 hectolitres (1).

Au Chili, l'accroissement des exportations qui se constate en 1927 (45.000 hectolitres) alors que l'année précédente le chiffre en était seulement de 5.000 hectolitres, est dû à la prime versée par le gouvernement chilien de 95 francs l'hectolitre. La loi du 17 janvier 1929 établit dans son titre 8 le fond destiné au paiement de ces primes grâce aux prélèvements sur divers impôts ; c'est ainsi que pour favoriser l'exportation du vin il sera prélevé 40 % de l'impôt sur la production viticole ; un décret postérieur applique le système des primes à l'exportation aux moûts exportés concentrés ou non ; enfin la loi du 18 décembre 1930 est intitulée : « ayant pour but de créer l'assemblée d'exportation agricole et les primes à l'exportation. »

Influence du dumping sur le marché mondial du vin

L'effet des primes chiliennes est considérable sur certains marchés européens ; la Suisse importait en 1930, 875 hectolitres, 2000 en 1931 et 9651 en 1932. En Allemagne, tandis que l'Algérie exportait, en 1913, 15.000 hectolitres, et le Chili rien, en 1930, le Chili envoyait 7.000 hectolitres et l'Algérie seulement 2.000 hectolitres.

(1) Annuaire International du Vin.

On a vu comment l'exportation des vins australiens avait baissé dès que la prime avait été diminuée.

L'U. R. S. S., avec une production infime pour son immense territoire (1.700.000 hectolitres), inférieure même à celle d'avant-guerre (3 millions d'hectolitres en 1913), exporte cependant une partie de ses vins : on peut trouver à Hambourg des vins russes offerts à bas prix.

Quant à l'exportation hongroise, probablement sous l'influence de la prime indirecte sur les tarifs de transport, elle suit la courbe suivante :

1925	25	milliers d'hectos
1926	84	»
1927	61	»
1928	122	»
1929	282	»
1930	280	»
1931	217	»

Les primes à l'exportation sont nuisibles aux autres pays producteurs qui ne peuvent lutter à armes égales avec des vins soutenus par une subvention exagérée ; de plus, elles sont antiéconomiques, « elles grèvent le budget national au profit de quelques-uns ; c'est finalement le consommateur et la masse qui paient cet avantage illusoire d'une exportation en progression. » (PRATS).

Les réactions des pays importateurs, du moins s'ils ont à défendre une production viticole nationale, se manifesteront par des droits de douane compensant le dumping étranger ; la prime, si elle est exagérée, peut donc être une cause de guerre douanière.

§ IV. — CAUSES SECONDAIRES DES DIFFICULTES COMMERCIALES

C'est l'absence d'unité qui existe dans la nomenclature douanière quant au commerce et dans les analyses des vins.

En ce qui concerne la nomenclature douanière, une décision du Comité économique de la Société des Nations, le 27 septembre 1932 et un projet de la S. D. N. établi en décembre de la même année, ont commencé le classement des diverses catégories de vin.

En ce qui concerne l'analyse des vins, la divergence, non seulement des méthodes mais encore, au point de vue de l'interprétation des résultats, est cause de nombreux conflits dans les échanges internationaux. « Nombre de contestations en douane, écrit M. FILAUDEAU, dans son rapport présenté à la Conférence de Londres au nom du Comité français d'œnologie, pourraient être évitées du fait de l'adoption d'une méthode d'analyse internationale officielle et de son application stricte par les chimistes œnologues des différents pays. »

En 1912 s'était réunie une conférence qui avait abouti à la convention internationale du 16 octobre 1912 ; en 1919, une nouvelle conférence suivie d'une nouvelle convention le 13 mai 1929 achevait de réaliser, du moins en théorie « l'Unification de la présentation des résultats d'analyses des matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux. » Mais certains Etats n'ont pas adhéré à la convention, d'autres avaient omis jusqu'à ce jour de notifier leur ratification officielle.

Il faut d'abord obtenir l'unité dans l'expression des résultats. « Peu importe, en effet, d'avoir des résultats concordants si ceux-ci ne sont pas exprimés dans le même langage scientifique et si l'on est obligé de se livrer à des calculs longs et fastidieux avant d'en tirer un enseignement » (1).

(1) Rapport FILAUDEAU. — L'auteur cite encore un exemple de ces divergences: « Dans la plupart des pays on exprime le titre alcoolique des vins par le degré centésimal (degré Gay-Lussac) qui représente le nombre de volumes d'alcool pur contenu dans 100 volumes de vin. Dans d'autres pays, on fait figurer sur le bulletin d'analyse le poids d'alcool pour 1 litre de vin; enfin quelques-uns (Allemagne) exigent sur les certificats présentés en douane le poids

Ensuite une méthode internationale d'analyse des vins permettra le contrôle des transactions commerciales, et l'examen des vins par les douanes des pays exportateurs sans qu'ils deviennent une source de conflit (1).

§ V. — LE VIN ET LA POLITIQUE COMMERCIALE MODERNE

L'un des aspects de la crise économique, c'est le resserrement des échanges internationaux, le repli des diverses nations sur leur économie intérieure, la tendance à l'économie fermée. Au lieu que, conformément aux principes libéraux, chaque production se soit concentrée dans le pays le mieux placé économiquement dans le monde à son égard, toutes les nations, au contraire, ont essayé de produire toutes choses. Par suite, au lieu d'un accroissement continu des débouchés, on en est arrivé à la restriction générale des échanges.

On a vu que le commerce du vin avait subi une chute considérable au cours de ces dernières années. En quoi la politique commerciale moderne a-t-elle contribué au développement de la crise viticole ?

ELÉVATION DU PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR

L'exagération des droits de douane, la pratique du contingentement, élèvent de façon quelquefois prohibitive, le prix du vin importé dans les pays consommateurs. Par là, ces pratiques sont cause de la diminution mondiale de la consommation.

d'alcool pour 100 grammes de vin. Donc trois modes d'expression différents obligeant pour interpréter les chiffres à des calculs ou à l'emploi de table de correspondance, d'où perte de temps et cause d'erreur ».

(1) On verra au titre III les résultats obtenus par la conférence d'experts qui s'est réunie à Rome en juin 1934.

LES REPRÉSAILLES. — LA GUERRE DOUANIÈRE

Les procédés de dumping entraînent de la part des autres pays une réaction défensive ; des droits de douane compensateurs s'élèvent proportionnellement à la prime d'exportation.

Au début de l'année 1934, la France (dont la balance commerciale présente cependant un déficit de 10 milliards) était en conflit avec l'Angleterre, l'Allemagne, le Portugal..., elle a failli entrer en lutte avec la Suisse, un de ses meilleurs clients et un grand acheteur de vin français. Qu'il soit donc le but du dumping ou qu'il subisse les conséquences de guerre douanière ouverte par d'autres produits, nous constatons donc que le vin est complètement mêlé — et ce n'est pas pour son plus grand bien — à la bagarre économique.

LE DÉPLACEMENT DES COURANTS COMMERCIAUX. — LA FORMATION D'UNITÉS ÉCONOMIQUES

La tendance vers l'autarchie nationale ne pouvant être réalisée, on a assisté à l'organisation délibérée d'une coopération économique régionale ou autre entre des pays plus ou moins liés entre eux (1).

Avant la dépression actuelle, on pouvait observer une tendance dans cette direction en ce qui concernait l'application de la clause de la nation la plus favorisée : clause de l'Empire britannique, dès avant la guerre, depuis, la clause nordique concernant les relations entre les pays scandinaves, la clause bulgare (Roumanie, Yougoslavie, Grèce et Turquie), la clause Ibérique (Espagne et Portugal), la clause osmanique (ancien territoire ture), la clause japonaise.

En juillet et août 1932, la conférence économique d'Ottawa a abouti à la conclusion de douze traités de commerce entre les diverses possessions de l'Empire Britanni-

(1) Revue internationale d'agriculture, janvier 1934: *L'Economie dirigée et l'Agriculture*, Georges PAVLOVSKY.

que : cette politique impériale comporte deux aspects : abaissement des droits de douane pour les pays de l'Empire : élévation de ces droits à l'égard des autres pays. Cette conférence suivie d'ententes contractuelles de l'Angleterre avec les pays nordiques constitue la seule réalisation positive d'une tendance générale ; des essais de rapprochements ont eu lieu entre la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie ; de même les rapports préférentiels entre la Russie et ses voisins immédiats, entre les Pays Scandinaves semblent indiquer cette direction.

Une semblable politique, grâce à des accords préférentiels entre divers pays a pour but de « placer les branches complémentaires, essentielles de leur commerce entre eux, dans une position plus avantageuse que celle qu'elles trouveraient sur un autre marché » (1).

L'accord d'Ottawa a entraîné, pour le commerce des vins, une transformation notable : on connaît l'augmentation des exportations australiennes et de l'Afrique du Sud correspondant à la diminution de la consommation sur le marché anglais des vins d'origine européenne. On peut concevoir un fait semblable sur le nouveau marché des Etats-Unis qui pourrait accorder la préférence aux vins venant de l'Amérique du Sud (2).

L'on voit le bouleversement que peut apporter cette nouvelle politique dans l'économie viticole mondiale.

La fermeture des marchés coïncidant avec l'augmentation des quantités de vins produites d'une part, avec l'apparition de plusieurs autres causes de sous-consommation, il y a sur le marché mondial du vin un déséquilibre entre la production et la consommation. Cette crise est d'autant plus difficile à résoudre qu'elle coïncide avec une crise économique générale, dont on peut se demander de quelle manière elle finira. Il est difficile de prévoir quand l'ordre sera rétabli de quelle nature il sera.

(1) Revue Internationale d'agriculture, janvier 1934 : L'Economie dirigée et l'Agriculture, Georges PAVLOVSKY.

(2) Cf., titre I, Chapitre II, paragraphe III. — Le développement de la viticulture extra-européenne.

TITRE II

**LA FAILLITE DU LIBERALISME
ET L'ORGANISATION CORPORATIVE**

LA CRISE ÉCONOMIQUE MODERNE ET LA FAILLITE DU LIBERALISME

La lutte entre les partisans de la liberté et ceux de l'intervention est de tous les temps, et de tous les domaines. Elle se ramène, au fond, au point de vue théorique, à la question de savoir si la destinée humaine est heureuse en elle-même ou si, au contraire, l'intervention de l'homme est nécessaire pour transformer sa condition naturelle qui est mauvaise. Au point de vue pratique, elle résulte des intérêts particuliers qu'ont les divers éléments de la Société, à laisser faire, laisser passer ou, au contraire, à réclamer la protection de l'Etat (parce que, dans certains cas, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit) et de la puissance de ces éléments dans la direction des politiques nationales.

Il en est ainsi pour le vin comme pour tout autre produit : les viticulteurs ont été libre-échangistes quand ils espéraient des débouchés nouveaux. Ils sont devenus protectionnistes et interventionnistes quand la prospérité a disparu.

Mais à notre époque, il y a de par le monde beaucoup plus de médecins tant pis que de médecins tant mieux. L'idée de progrès est contestée dans tous les domaines, sauf peut-être au point de vue scientifique, et encore pourrait-on longuement épiloguer sur la proportion de bonheur et de malheur que le développement des sciences a procuré à l'humanité. Elles lui ont donné le chauffage central, la radiophonie et le cinéma, mais elles ont permis aussi de

fabriquer des gaz et des explosifs. Si la machine à vapeur a permis à l'homme de se transporter beaucoup plus vite d'un point à un autre, des catastrophes comme celle de Lagny, pourraient lui faire regretter la sécurité de la vie sédentaire.

Quant au progrès économique, peut-on en parler en présence de la crise qui, d'une part, a obligé les producteurs à détruire des monceaux de richesse et, d'autre part, à jeter sur le pavé des millions de chômeurs dont les besoins sont loin d'être satisfaits.

La prospérité croissante du XIX^e siècle reposait sur un fait des débouchés immenses et que l'on espérait quasi-illimités ; d'où la doctrine libérale qui prônait la division internationale du travail la liberté des échanges et de la production. Or, l'économie est actuellement en plein désordre et si l'ordre revient un jour il sera peut-être tout différent de celui qui existait avant la guerre.

Economie fermée, économie dirigée ; telles sont les tendances actuelles. Le repli des nations sur elles-mêmes est imposé par les faits ; ils obligent aussi les gouvernements même les plus ennemis de l'intervention, à réglementer non seulement les échanges internationaux, mais encore la production.

CHAPITRE PREMIER

DU LIBRE ECHANGE A L'ÉCONOMIE FERMÉE

La surproduction viticole (de même que la surabondance des autres produits) a posé la question de savoir si le commerce international du vin pourrait retrouver son activité. Le développement de l'exportation pourrait faire disparaître les stocks qui encombrant les marchés des pays producteurs : « Le mal dont notre commerce souffre, dit un négociant belge, M. VAN PETEGHEM, c'est l'abandon par tous les pays européens de ce libre échange qui était la base de notre prospérité avant guerre. Tous les Etats se sont entourés de barrières douanières, tuniques de Nessus dans lesquelles nous étouffons. Le protectionnisme nous a fait plus de mal que la prohibition... ».

Il faut donc se demander quels sont les obstacles qui empêchent la reprise des relations commerciales, s'ils peuvent être supprimés, ou, enfin, s'ils imposent à la viticulture l'obligation de se soumettre à des disciplines nouvelles.

§ I. -- RETOUR AU LIBRE ECHANGE GENERALISE

Si le protectionnisme viticole est une des causes de la crise du vin, il est aussi conséquence de la crise générale :

la liberté, en ce qui concerne le commerce du vin, ne paraît donc possible que moyennant une liberté généralisée.

Si le protectionnisme avait provoqué le malaise mondial, ou s'il était la raison de l'aggravation d'une crise cyclique ordinaire, et si, d'autre part, il était possible de revenir en arrière, de remonter le courant, d'arrêter la révolution des faits, le retour au libre échange apparaîtrait comme la solution la plus favorable à une reprise sur le marché mondial du vin. On verrait réapparaître le système des traités de commerce bilatéraux dans le genre de ceux de 1860 ou analogues à la tentative (combien funeste à la France, parce qu'à ce moment-là déjà, semblable politique n'était plus de mise), de l'accord franco-allemand de 1927 ; on verrait reparaitre la clause de la nation la plus favorisée sans aucune restriction, ni exception. •

L'on peut désirer substituer à l'esprit de défiance et de rivalité un concours loyal et sans réserve au redressement. Mais il semble qu'il s'agisse là d'un « mythe » (au sens où l'entendait Platon, c'est-à-dire d'un but idéal, proposé aux hommes, destiné, en fait, à les faire progresser vers le bien, mais sans que l'on puisse espérer voir réaliser par eux cet idéal). Il faut aller plus loin ; il ne paraît pas bon de faire croire aux hommes que la prospérité et les facilités du XIX^e siècle réapparaîtront, de les entretenir dans des illusions qui ne reposent plus que sur des doctrines que les événements paraissent avoir tout à fait désavouées.

C'est qu'il y a impossibilité pour les pays de haute civilisation de ne pas aller vers l'économie fermée. M. E. BELIME dans son livre : « L'heure de la France », invite notre pays, et l'observation vaut pour la plus grande partie de l'Europe, « à axer de plus en plus énergiquement notre économie sur les échanges intérieurs ». La raison en est que, jamais, le coût de production ne pourra y descendre au même niveau que dans les pays à main-d'œuvre abondante et peu coûteuse.

Quant aux débouchés perdus, il ne faut pas espérer les retrouver. « Ce serait admettre que le Canada, l'Inde, l'Aus-

tralie, le Japon, la Chine, consentiront à détruire les industries mécaniques et textiles qu'ils ont établies chez eux. L'éventualité est d'autant plus invraisemblable que ces pays sont placés dans des conditions sociales qui leur permettent de produire à des prix plus bas que leurs anciens fournisseurs européens. » (F. BACCONIER).

§ II. — LA LIBERTE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DU VIN

En présence du déséquilibre général, de l'Etat de paralysie commerciale qui s'aggrave de jour en jour pour les autres productions, l'on peut se demander s'il ne serait pas désirable de dissocier « la chose viticole » d'avec les autres intérêts commerciaux ; si, dans un monde qui tend de plus en plus au protectionnisme, le vin ne devrait pas bénéficier d'une plus grande liberté, si son commerce ne devrait pas constituer un îlot libre-échangiste.

En effet, avec l'abaissement des barrières douanières, on peut espérer que la consommation mondiale du vin se développerait considérablement ; c'est ce que disait M. DE MUN (1) : « La crise viticole qui atteint en France et en Europe des milliers de producteurs et de maisons de commerce, a des motifs artificiels. »

On ne peut pas en dire autant, en revanche, de certaines autres productions (blé, caoutchouc), pour lesquelles les facilités commerciales ne termineraient pas la période de malaise : il s'agit là, en effet, d'un déséquilibre réel entre la production et la consommation mondiale.

Il y a une série d'arguments en faveur de la liberté du commerce international du vin. Les pays consommateurs ne pourraient être lésés parce qu'ils ne produisent qu'une

(1) DE MUN. — Rapport au Congrès de la Ligue Internationale des adversaires de la prohibition, Paris 1931.

faible quantité, sinon pas du tout de vin ; d'autre part, leurs droits de douane reposeraient sur une assiette élargie par suite de l'accroissement de la consommation : les recettes budgétaires ne seraient pas diminuées. On ajoute que notre produit mérite d'être distingué des autres marchandises parce qu'il est nécessaire à l'organisme humain ; son entrée facilitée chez les peuples qui ne le connaissent pas encore provoquerait la diminution de l'alcoolisme : ce serait un élément de santé et de force pour eux (1).

Un fait récent vient à l'appui de cette thèse : il y a quelques mois, le gouvernement des Etats-Unis a décidé que les vins étrangers pourraient entrer sur le marché américain en payant le droit de douane, mais sans aucun contingentement. Cependant la distinction entre le vin et les autres marchandises n'est pas admise par toutes les nations ; en dépit de tous les arguments théoriques qui peuvent militer en sa faveur, il est des réalités qui empêcheront les gouvernements de la mettre en œuvre : l'équilibre de la balance commerciale, la défense des monnaies, la politique de « clearing » nécessitée par la situation financière des Etats ne semblent pas permettre l'extension dans le monde entier de l'admission libérale du vin dans les pays consommateurs.

(1) Voir les documents sur la prohibition : en particulier Bulletin O. I. V.; rubrique: document sur la prohibition.

CHAPITRE II

DU LIBERALISME A L'ECONOMIE DIRIGÉE

Le rétablissement d'un courant normal des changes internationaux ne paraît plus possible ; la crise de surproduction menace de se stabiliser dans les nations productrices ; il est donc nécessaire que les Etats prennent une série de mesures pour coordonner la production et la consommation. On ne peut plus laisser agir les forces naturelles comme au XIX^e siècle ; l'action de l'homme sur l'économie se révèle nécessaire.

On constate d'ailleurs la tendance générale vers l'économie dirigée ; à la suite du désordre économique qui dure depuis quelques années, la mode de l'économie dirigée s'explique : l'individu impuissant à se défendre lui-même se place sous la protection de l'Etat.

Mais, pour que l'économie dirigée se justifie, il faut qu'elle soit productrice sinon de biens matériels, de marchandises, en tout cas de bien-être, et qui soit durable. Certains insistent sur cette idée que l'Etat doit avoir une politique productrice. Un gouvernement qui veut diriger l'économie doit savoir ce qu'il veut : « Savoir pour prévoir afin de pouvoir », selon le mot d'Auguste COMTE (1).

Enfin pour que la direction de l'économie soit commandée par la règle précédente, qui est celle de l'intérêt géné-

(1) RIBALTE dans *l'Eclair* de Montpellier.

ral, il faut réaliser certaines conditions politiques, poser des règles nouvelles de droit public en raison de la fonction nouvelle que l'on veut donner à l'Administration.

Il convient donc de constater la tendance vers l'économie dirigée, mais il faut montrer aussi les défauts d'un certain dirigisme vicié dans ses bases et funeste par ses effets ; il faut chercher ensuite quelles sont les conditions d'une saine politique économique, d'une efficace organisation de la production et du commerce des vins.

§ I. — L'EVOLUTION VERS L'ECONOMIE DIRIGEE

Il paraît difficile de classer ensemble les plans soviétiques, l'expérience Roosevelt, le corporatisme Mussolinien, les débuts hitlériens, les efforts de coordination anglais-français. Cependant, toutes ces entreprises se poursuivent à l'opposé des dogmes libéraux ; aucune ne croit à un réajustement spontané.

L'obligation d'intervenir dans l'économie est la conséquence du rétrécissement des échanges entre les nations ; de tout temps, évidemment, certaines catégories de producteurs ont réclamé la protection nationale contre la concurrence étrangère, aujourd'hui un pas de plus est fait : ils réclament cette protection contre eux-mêmes. On peut disserter longuement sur les inconvénients moraux et matériels de cette disparition de la responsabilité individuelle (1), mais l'organisation de la chose économique s'impose : il y a, en effet, partout, surproduction de quelque chose, soit par suite d'une exagération du côté de la production, soit en raison de la diminution des débouchés, soit pour ces deux causes conjuguées.

Il a fallu, pour sauver de la misère les divers producteurs, sous la pression des conséquences de la crise (chômage, troubles sociaux), organiser dans la nation la coordi-

(1) Lucien ROMIER. — Si le capitalisme disparaissait.

nation de la production et de la consommation. De même, pour la conservation des relations avec l'étranger, ont apparu les divers offices du commerce extérieur. Quatre pays, l'U. R. S. S., les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, sont les exemples les plus marquants de l'économie organisée.

Mais, pour certains produits, se sont créées des ententes internationales, ce qui est possible en raison du petit nombre des producteurs intéressés ; pour l'étain, pour le caoutchouc, des organismes internationaux ont pour but d'accommoder la production du monde entier à la consommation internationale.

Quant aux doctrines, elles évoluent dans le même sens ; ou, plutôt, les faits imposent l'abandon des principes antérieurement admis : l'abondance des ouvrages qui traitent de la crise indiquent actuellement qu'on essaie de les remplacer. S'il n'y a pas encore assez d'unité entre les divers auteurs pour que l'on puisse parler de nouvelles écoles, la tendance à admettre la direction de l'économie domine le mouvement des idées ; les théoriciens eux-mêmes en arrivent à prôner un ensemble des moyens empiriques qui doivent être mis en œuvre par des Etats forts.

Il semble que les hommes ont adopté, à l'adresse des maîtres de l'heure, les deux vers :

« Mon ami, tire-moi du danger, tu feras après ta harangue ».

Les tenants de l'Ecole libérale, s'ils n'ont pas abandonné leur idéal, reconnaissent au moins son inopportunité ; ils acceptent provisoirement, sous la pression des faits, l'intervention de l'homme dans l'économie.

L'INTERVENTION EN VITICULTURE

La nécessité de l'intervention étant démontrée pour l'économie en général, n'est pas, non plus, contestable en matière viticole. Nous pouvons écouter quelques voix autorisées, par exemple, M. Mario ROUSTAN, qui déclare : « Seize cent mille paysans français ne peuvent pas vivre éternelle-

ment au régime de la douche écossaise, ni réduits à escompter, pour tirer un parti convenable de leur labeur, l'intervention souhaitable d'un cataclysme s'abattant tantôt sur le centre, tantôt sur le midi, l'arrivée soudaine d'une grêle ou de fortes attaques de mildiou, seuls régulateurs de la production et seuls soutiens des prix sur lesquels ils aient à compter en cas d'abondance. »

A la réunion de la Fédération des caves coopératives du Roussillon, le 28 janvier 1934, M. BARTHE disait : « Nous sommes placés devant un dilemme : ou les vigneronns acceptent l'organisation et la discipline ou on assistera à la ruine généralisée de la viticulture française !... La liberté totale, la politique des bras croisés ne sont qu'un fatalisme basé sur la misère... ».

La législation viticole s'est enrichie depuis 1928 environ, d'une réglementation abondante et nouvelle. En France, les statuts de la viticulture du 4 juillet 1931, du 8 juillet 1933, de décembre 1934 ; au Portugal, le décret du 19 janvier 1931 sur l'organisation et la protection de la viti-viticulture portugaise ; en Espagne, le décret du 13 septembre 1932 relatif au statut du vin ; la loi hongroise du 4 mai 1929 sur la viticulture et sur les consortiums viticoles ; le décret royal du 20 novembre 1930 en Italie sur la défense des vins typiques, etc...

Les lois essentielles qu'il est impossible de citer toutes, ont été ensuite commentées, précisées et détaillées par des règlements, des décrets divers.

Enfin, les réunions internationales se sont faites de plus en plus nombreuses ; l'Office International du vin créé en 1924 a étendu son rôle à l'ensemble de la politique viticole ; il représente aujourd'hui 92 % de la viticulture mondiale.

Le régime de liberté a donc été reconnu néfaste en viticulture comme pour l'ensemble de l'économie et les interventions à l'intérieur des nations ou sur le plan international se sont faites de plus en plus nombreuses.

§ II. — L'INTERVENTION DIRECTE DE L'ETAT DANGER DE L'ETATISME. — LA POLITIQUE VITICOLE FRANÇAISE

Depuis le début de la crise économique actuelle, dans tous les pays viticoles, l'Etat est intervenu directement dans l'économie ; la crise viticole a nécessité une législation abondante. Il n'existait pas avant l'époque présente, d'organisation spécialement chargée de la direction des éléments économiques ; l'Etat gendarme a été obligé d'étendre son action en raison des nécessités présentes.

Mais tandis que la plupart des Etats ont organisé la viticulture (et l'économie nationale tout entière), dans le cadre corporatif, laissant ensuite aux institutions créées le soin d'appliquer et de surveiller la politique viticole, dans d'autres pays, principalement en France, le pouvoir central a réglé lui-même les détails du statut de la viticulture et s'est chargé de les faire appliquer.

La France paraît le type le plus caractéristique d'une économie dirigée par un Etat construit au XIX^e siècle pour remplir seulement les missions que l'on jugeait, au temps du libéralisme comme faisant partie de son rôle. Or, pour diriger l'économie, le pouvoir central tel qu'il est établi dans le régime parlementaire, est insuffisamment outillé. Si, au point de vue de la politique, la solution parlementaire est d'une efficacité contestable, au point de vue économique, ces interventions se révèlent obligatoirement néfastes.

Les faits montrent que l'économie dirigée nécessite un pouvoir fort ; qu'à défaut de cette condition, l'intervention est généralement nuisible. La politique viticole française est l'illustration topique de ces deux affirmations.

A) L'ÉCONOMIE DIRIGÉE SUPPOSE UN POUVOIR FORT. — DANGERS DE L'ÉTATISME

Adam SMITH confiait à l'Etat un rôle limité : assurer l'ordre à l'intérieur et sur les frontières ; organiser l'éducation

du peuple et les travaux publics. Depuis lors, les Etats ont pris des initiatives en bien d'autres domaines. Cet excès d'intervention, disent les libéraux, a été la cause de la crise; nous pensons au contraire que cette attitude des pouvoirs a été commandée par une évolution de plus en plus accélérée des événements, qui est devenue finalement ce que le *Times* appelait : « La Révolution des faits »,

Or, l'intervention qui s'explique, nous l'avons vu, par la nécessité, peut aussi être justifiée en théorie. Si, en effet, en période normale, et jusqu'à aujourd'hui, l'Etat paraissait devoir se confiner dans un rôle limité, en période de crise n'a-t-on pas toujours vu les pouvoirs publics étendre leur action à la plupart des actes de la vie : dans la Rome antique, en cas de guerre extérieure ou civile, les consuls étaient remplacés par un dictateur ; le comité de salut public aux heures graves de la Révolution française, le gouvernement pendant la grande guerre étaient les maîtres absolus du pays.

Ne s'agit-il pas aujourd'hui, non plus d'un assaut donné par l'étranger, ni d'une révolte interne des individus, mais d'un bouleversement des éléments économiques dont l'importance est plus grande que jamais.

Mais s'il y a là une justification de l'extension actuelle du rôle des pouvoirs publics, il y a aussi une leçon : c'est que le dictateur politique ou économique doit être fort ; plus l'Etat interviendra profondément dans la vie économique, plus son autorité devra être hors d'atteinte, car il lui faudra résister à une pression de plus en plus intense des intérêts particuliers.

Or, la puissance publique n'étant pas outillée pour diriger l'économie, la dirige mal, c'est-à-dire dans un sens le plus souvent conforme à certains intérêts particuliers, plutôt que déterminé par l'intérêt général.

B) L'ÉTATISME ET LA VITICULTURE. — LA POLITIQUE FRANÇAISE DU VIN

La crise viticole française fournit un exemple particulièrement frappant des conséquences dangereuses d'une

intervention désordonnée dans le domaine économique. La simple analyse des données du problème montre quelles mesures étaient susceptibles de le résoudre ; les solutions adoptées, au contraire, ont entraîné une aggravation de la situation de la viticulture nationale.

LES DONNÉES DU PROBLÈME FRANÇAIS DU VIN.

1° *Stabilité de la consommation du vin en France :*

La crise viticole française ne résulte pas de la sous-consommation, quoi qu'en ait pu dire, un jour, un ministre de l'Agriculture : « La consommation ne trouve plus aujourd'hui les amateurs solides, indéracinables dont elle aurait besoin. » M. Gustave COSTE (1) a répondu à cette assertion. Il est facile de constater, avec lui, que la consommation taxée, sur laquelle on peut fournir des statistiques solides, est restée sensiblement fixe depuis le début du siècle.

1900-06	42647000 hectolitres
1907-13	42881000 hectolitres,
1920-28	46500000 hectolitres
1929-30	49908000 hectolitres
1930-31	48266000 hectolitres
1931-32	48266000 hectolitres
1932-33	environ 47000000 hectolitres

Si l'on considère que l'année 1933 a été une période de crise industrielle suraiguë dans notre pays, l'on peut considérer que la diminution du pouvoir d'achat n'a pas entraîné pour le marché du vin les conséquences funestes que l'on aurait pu en attendre.

2° *Le vin français dans le commerce international :*

Les exportations françaises de vin n'ont jamais été importantes relativement à l'ordre de grandeur de la production nationale : « L'exportation, déclare M. Gustave COSTE dans la C. G. V., n'a jamais fourni un débouché très considérable à la production française. » Cependant, leur valeur actuelle est la plus faible que l'on puisse relever depuis

(1) Président de la C. G. V.

1827 ; en 1931, nous n'avons exporté que 818 milliers d'hectolitres ; en 1873, le chiffre s'en était élevé à 3.981 mille hectolitres. D'autre part, M. Gaston GÉRARD faisait remarquer, en 1929, à la Chambre des Députés que l'exportation de nos vins, il y a 60 ans, représentait 10 % environ dans le total des exportations françaises ; en 1928, cette proportion n'était plus, en revanche, que de 2,1 %. L'Espagne, sur une production qui avoisine 20 millions d'hectolitres, exporte 3 millions, soit plus de 15 % de sa récolte ; le Portugal, sur 5 millions d'hectolitres, en exporte un million et demi, soit 30 % ; la Grèce a consacré aux débouchés extérieurs jusqu'à 40 % de ses disponibilités. On voit comment la diminution de nos exportations contribue à accroître les excédents qui pèsent sur notre marché.

D'autre part, la France, qui est le plus grand producteur de vin du monde est aussi le premier importateur : avec 4.294.000 hectolitres en 1930 (31 %) ; depuis nous avons limité nos importations de vin aux environs d'un million d'hectolitres, mais ce chiffre est encore beaucoup trop élevé, alors que, chez nous, les procédés de malthusianisme les plus divers atteignent nos vins nationaux.

Ainsi, la France, le premier pays producteur du monde, n'exporte qu'une quantité infime de sa récolte ; bien mieux, en période de crise, elle importe près d'un million d'hectolitres. Certes, notre position dans la concurrence internationale n'est pas favorable à une augmentation de nos ventes à l'extérieur : le coût de la vie est très élevé, les impôts sont très lourds, la main-d'œuvre très chère et, en conséquence, le coût de production de l'hectolitre de vin est plus élevé en France que dans d'autres pays.

Mais cette situation vient surtout de ce que la France n'a eu, depuis la guerre, qu'une politique commerciale influencée par les intérêts particuliers les plus divers, mais rarement dirigée par l'intérêt général. M. GIGNOUX, dans une conférence à l'Ecole des Sciences Politiques déclarait que l'Etat, pour fixer sa politique commerciale, devrait se faire d'abord « une conception raisonnée de l'économie nationale, de ses besoins, de ses possibilités et négocierait

ensuite avec les pays étrangers en fonction de cette première vision... Or, les choses ne se passent pas rigoureusement ainsi...

Le ministre du Commerce donne son avis et établit son projet. Le ministre de l'Agriculture se déclare sacrifié et réclame un supplément de protection. Les Affaires Etrangères protestent au nom de liens politiques dont le maintien nécessite diverses concessions économiques. « Si le ministre des Finances a besoin d'argent, son intervention s'exerce dans le même sens à l'égard des pays auxquels il espère emprunter. » Finalement, personne n'arbitre ce concert et les intérêts les moins bien placés sont sacrifiés ; c'est pourquoi les traités de commerce passés par la France ont, à notre avis, le plus souvent sacrifié la viticulture et même l'agriculture, aux désirs des industriels.

3° *La surproduction viticole. — La question algérienne :*

La crise viticole française a pour cause immédiate et essentielle une surproduction aiguë ; les cours des vins ont baissé sur le marché français parce qu'il y a eu déséquilibre entre l'offre et la demande ; la demande n'ayant que peu diminué, c'est l'offre qui a augmenté. La production métropolitaine est à peu près la même que celle des années passées : mais, depuis 1900, le développement du vignoble algérien a créé une augmentation des disponibilités vinicoles sur le marché français qui peut se chiffrer aujourd'hui, selon l'année, entre 15 à 25 millions d'hectolitres.

Voici, d'ailleurs, l'évolution respective des vignobles français et algériens (1) :

[illegible]

(1) Annuaire international du vin.

En 1931, les associations viticoles de France et d'Algérie, à l'unanimité moins les voix algériennes, avaient adopté un article 7 du statut futur ainsi conçu : « Lorsque la déclaration de récolte fera apparaître (France et Algérie comprises) des ressources dépassant 65 millions d'hectolitres, il y aura lieu à blocage.

» La quantité excédentaire sera répartie entre la métropole d'une part et l'Algérie de l'autre, proportionnellement au dépassement de leurs récoltes respectives, du chiffre de 55 millions pour la métropole et de 10 millions pour l'Algérie. »

Ces deux mesures essentielles ont été rejetées par la Chambre des Députés : l'arrêt des plantations a été décidé, mais avec une exception : tout viticulteur qui ne possède pas, d'abord 10 hectares (1931), puis 3 hectares (1933), pourra planter en vignes cette surface de terrain. La loi contenait ainsi le moyen qui permettait de la tourner ; cette mesure a d'ailleurs provoqué une forte augmentation des plantations, les vigneronns qui voulaient user de l'autorisation indiquée ci-dessus, craignant le vote d'une mesure prescrivant l'arrêt total. Enfin, la loi de 1934 a ramené le chiffre des vignes possédées à un seul hectare.

Le projet de contingentement a suscité des querelles très vives entre algériens et méridionaux ; l'Algérie l'a finalement emporté et le contingentement a été remplacé par l'organisation du blocage et de la distillation obligatoire ; étant donné l'importance de la crise ces mesures sont manifestement insuffisantes. Le blocage d'une année de prospérité devrait être consommé au cours d'une campagne déficitaire ; mais, à l'heure actuelle, la perspective d'une récolte inférieure à la consommation nationale devient de plus en plus hypothétique et les menaces de surproduction se font de plus en plus certaines. Quant à la distillation obligatoire, elle entraîne, en raison de l'abondance de vin apporté à la chaudière une chute considérable des prix de l'alcool. « Enfin, demande M. Edouard BARTHE, à quoi peut servir d'alléger le marché par le sacrifice de deux

millions d'hectos si l'apport nouveau de notre colonie est, l'année suivante, de 3 millions ? ».

D'autres règles posées par les statuts (degré minimum, mesures contre les rendements) partent de principes justes; mais une politique de qualité, si elle est recommandable, ne peut suffire à résoudre une surproduction de plusieurs millions d'hectolitres.

L'insuffisance des mesures prises résulte du régime politique français : « Les représentants de toutes les régions où est cultivée la vigne, sont en minorité à la Chambre des Députés... et, en régime parlementaire, pour qu'une loi soit votée, il faut la majorité de l'Assemblée » (1). Ce sont donc les représentants des éleveurs de Normandie ou des métallurgistes de l'Etat qui votent les lois viticoles ; ils agissent naturellement dans le sens favorable aux intérêts qu'ils représentent, et le vin n'est plus qu'une monnaie d'échange.

Enfin, il est incontestable que l'absence d'une politique coloniale coordonnée a permis l'apparition de la crise viticole, et que l'organisation d'une politique impériale permettrait l'équilibre futur de l'économie française.

Notre territoire colonial compte 60 millions d'habitants et cependant la France n'exporte que 207 mille hectos (en 1931) ; pour développer la consommation du vin dans nos colonies, il faudrait fabriquer des vins spécialement constitués en fonction des besoins de l'indigène, du climat, et de manière à ce qu'ils puissent supporter les rigueurs du voyage.

Il faut ensuite que le vin français ne soit pas atteint de taxes douanières à l'entrée de nos territoires d'outre-mer et qu'au contraire ces taxes servent à le protéger contre la concurrence étrangère. Enfin, il faut accroître le pouvoir d'achat de l'indigène, et, pour cela, favoriser le développement des productions complémentaires de celles de la métropole ; cette organisation permettrait d'un autre côté d'éviter la concurrence des produits coloniaux. L'Algérie,

(1) Edouard BARTHE.

par exemple, serait aiguillée vers la production des agrumes et du coton.

Mais pour pouvoir établir avec constance et efficacité une politique économique, la nation doit être organisée selon ses cadres naturels : la profession et la région. Au contraire, les tentatives de lutte contre la crise viticole, telles qu'elles existent actuellement en France, sont extrêmement critiquables.

L'on remarque d'abord la carence de la répression à l'égard de certaines fraudes honnies par l'ensemble des vignerons. Quant aux mesures prises, ce sont, ou des procédés empiriques ne se rattachant à aucune ligne de conduite générale, ou bien des solutions de facilité immédiatement anesthésiantes, mais qui ne procure qu'une euphorie de durée très limitée, ou bien, enfin, des interventions socialisantes et démagogiques : par suite, les résultats obtenus se révèlent incomplets, injustes et inefficaces.

Carence à l'égard de certaines fraudes :: des minorités peuvent, par exemple, continuer à pratiquer le sucrage à raison de leur importance électorale (1).

Les mesures empiriques, en l'absence d'une politique dominée par des principes solides ne sont pas toujours les plus mauvaises. Toutefois, elles ne reposent pas sur des bases bien justifiées : certains vignobles de plaine donnent des vins fort bons. Les mesures de facilité sont, le plus souvent, des pratiques de malthusianisme économique : distillation du bon vin, stockage sans perspective de débouchés futurs. On les préfère à celles qui constitueraient vraiment des remèdes efficaces : arrêt des plantations, arrachage, aménagement du marché (dans le cas franco-algérien).

Enfin, la tendance démagogique, la mystique du « petit viticulteur » imprègne les lois viticoles : par exemple, elles établissent l'exonération de toutes charges au-dessous d'une certaine production.

(1) La loi de 1934 a maintenu la permission de sucrer pour certaines régions.

C'est pourquoi les lois votées en cette absence de principes sont injustes ; les présomptions sur lesquelles elles reposent sont fausses ; il n'est pas démontré que la moyenne propriété, que les plaines soient les causes et les seules causes du mal.

C'est pourquoi ces lois sont incomplètes : le stockage par l'Etat, s'il n'est pas réalisé en prévision et en fonction du débouché à venir entraîne les pires catastrophes : voir les expériences du Canada, des Etats-Unis, du Brésil ; l'euphorie procurée par de semblables procédés est temporaire ; la chute est ensuite beaucoup plus brutale ; de même la limitation des plantations a été, pendant deux ans, un stimulant de l'activité qu'elle voulait interdire : elle laissait une marge de 10 hectares aux non producteurs, d'autre part, elle faisait planer sur eux la menace de l'interdiction absolue.

Bien mieux, on le voit, ces mesures sont inefficaces : il en a été ainsi de la limitation des plantations, il en est ainsi du blocage et de la distillation ; il en est ainsi de l'arrachage tel que l'organise la loi de 1934 (art. 8-16) (1). Il en sera ainsi de toute tentative qui ne sera pas l'œuvre d'une organisation forte, compétente et qui ne s'intégrera pas dans une politique du vin générale dans l'espace, à longue portée dans le temps.

§ III. — L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE

Dans tous les pays du monde, la nécessité de l'intervention en matière économique s'est affirmée ; la plupart des Etats ont organisé leur économie nationale dans le cadre professionnel ; la viticulture s'est également constituée sur le mode corporatif en Italie, en Hongrie, au Portugal, en Espagne, etc... ; enfin, à côté ou dans le groupe professionnel, la coopération permet de compléter la politique corporative.

(1) Cf. T. III - Ch. I.

§ I. — LES PRINCIPES NATIONAUX CORPORATIFS

1° LA CORPORATION

On a constaté l'échec des tentatives étatistes d'organisation de la production. « Lorsque les membres d'un corps élu, disait, dans un rapport présenté à la Société des Agriculteurs de France, M. DE LESTAPIS, doivent tenir compte de l'opinion que se fera tel ou tel électeur de sa circonscription du texte adopté, le point de vue économique, l'intérêt général peu à peu s'obscurcit... D'autre part, une liberté exempte de tout frein n'est plus viable au stade présent de l'évolution de nos moyens de produire ; le nombre des agriculteurs, leur dispersion, la dissemblance de leurs conditions d'existence expliquent sans doute les médiations fréquentes de l'autorité politique, mais celles-ci ne sauraient nous faire perdre de vue que l'action professionnelle est plus féconde lorsqu'elle est suffisamment organisée pour imposer à ceux qui la constituent les disciplines nécessaires. »

Il faudrait, pour ramener l'ordre en économie et en viticulture ce que demandait, il y a une cinquantaine d'années
LA TOUR DU PIN :

« ...Une organisation de la société en corps professionnels, aussi bien dans l'ordre politique que dans l'ordre économique... Dans l'ordre économique, elle substitue à la liberté illimitée du travail et du capital, et à la concurrence sans frein qui en résulte, des règles variables dictées par les corps professionnels eux-mêmes dans l'intérêt de la sécurité et de la loyauté du métier. »

MUSSOLINI, de son côté, a défini la corporation : « L'instrument qui, sous l'égide de l'Etat, réalise la discipline intégrale organique et continue des forces productrices. »

En vertu de ces principes, ce sont les viticulteurs grâce aux moyens de sanctions économiques dont disposeraient leur union et aux moyens de sanctions juridiques par les-

quelles l'Etat les appuierait si c'était nécessaire, qui s'emploieraient à équilibrer production et consommation, qui prendraient les mesures nécessaires pour la protection de la qualité ; ce sont des inspecteurs de la corporation, par exemple, qui assureraient la surveillance des caves et des entrepôts ; on obtiendrait le remplacement d'un certain nombre de fonctionnaires par des surveillants probablement plus zélés parce que sous la coupe directe des viticulteurs eux-mêmes.

Les efforts de conciliation des producteurs de betteraves et des fabricants de sucre, autrement efficaces que les statuts de la viticulture, satisfont l'ensemble des intéressés.

Les objections au principe corporatif :

Certes, l'organisation professionnelle n'est pas admise partout : M. NOGARO ne l'admet que comme institution consultative : il montre le principal danger, à son avis, du professionnalisme qui est la main-mise sur l'Etat par des corps puissants, chacun assimilant son intérêt particulier et l'intérêt général.

C'est aussi ce que, dans *Le Mercure de France*, déclare M. le Professeur COURTIN : « Deux des principales tendances contemporaines : la décomposition progressive de l'Etat, le développement d'une économie dite dirigée et qui a pour seule fin de maintenir artificiellement les prix excessifs, trouvent, l'une et l'autre, leur origine dans la prise effective du pouvoir par les groupements professionnels... Les zéloteurs de la thèse professionnaliste avaient naïvement pensé que les producteurs sauraient mettre leur expérience et leur compétence au service de l'intérêt général : l'expérience prouve, au contraire, qu'ils ne se préoccupent que de leurs intérêts corporatifs confondus de bonne foi, par les meilleurs, avec l'intérêt général... ».

Cette démonstration comporte une grande part de vérité : il est certain que, de plus en plus, des groupements particuliers sont intervenus dans les affaires de la nation : mais c'est justement parce que ces syndicats, ces groupements, ces associations engendrés naturellement par l'at-

traction d'une cause commune, n'ont pas été reconnus officiellement par les régimes parlementaires ; que les plus forts de ceux-ci, par l'argent, le nombre ou par la situation qu'ils occupent dans la société ont conquis, sous la façade des étiquettes politiques, la totalité du pouvoir au détriment des autres. Tant que la partie d'autorité qui revient à chaque corporation (essentiellement son domaine professionnel) ne lui aura pas été confiée, c'est une véritable féodalité qui opprimerà le reste de la nation. Avec d'autant plus de facilité d'ailleurs, que le régime, en méconnaissant ces forces, ne fait reposer sur elle aucune responsabilité ; c'est pourquoi lorsque l'Etat actuel s'avise d'organiser la viticulture, les traités de commerce comme les lois viticoles sont l'œuvre des intérêts industriels exportateurs.

Les cadres corporatifs. — La région. — La nation

La corporation se constitue en partant d'une base pratique : la région. Dans ce cadre, le rôle de l'organisme professionnel se trouve défini par le but à poursuivre : la politique des vins de pays : cette identification du producteur et du produit, cette constitution d'un groupement responsable se révèle le moyen efficace de favoriser la qualité, ainsi de contribuer à la solution de la crise présente et surtout d'éviter les malaises futurs. La division régionale ou provinciale permet aussi de donner aux groupements de producteurs une autorité basée sur des réalités : les comités nationaux (et éventuellement un organisme international) représentent véritablement la production parce qu'ils sont composés en fonction de l'importance de chaque région dans les viticultures nationales.

Mais la corporation décentralisée au point de vue territorial (ce qui correspond à des différences tangibles dans les caractéristiques des vins), serait unifiée : c'est-à-dire que tous les syndicats régionaux seraient groupés en une même fédération ; d'autre part, les comités spéciaux, l'ensemble de tous les organismes qui s'occupent du vin s'y trouveraient rattachés.

« Il conviendrait, dit M. Louis ROGER (en parlant de la propagande, mais la chose est vraie pour l'ensemble de l'action viticole), de coordonner les efforts au moins pour l'œuvre à accomplir à l'étranger car il s'agit de remonter le courant... En Espagne, il n'y a qu'un institut national des vins. En Italie, tout a été concentré entre les mains du gouvernement et au Portugal dans les mains d'une seule corporation. En Allemagne, on a fusionné les comités de propagande. »

Enfin, l'adhésion des exploitants individuels serait obligatoire, la corporation devant représenter la totalité des intérêts producteurs nationaux : « Moins que jamais, disait M. le Professeur ROCHE-AGUSSOL, il serait admissible que l'un des membres d'une profession prétendit s'en assurer les avantages sans accepter la discipline reconnue nécessaire à l'existence de tous. »

Enfin, les délégués des corporations nationales collaboreront aux Congrès internationaux et à la recherche d'une ligne de conduite générale pour l'organisation de la production et du commerce ; ils pourraient même un jour constituer un organisme permanent chargé de l'adaptation de la production aux débouchés ainsi que de la protection de la qualité (1).

2° LA NATION

Sir JOHN SIMON déclarait à Glasgow le 28 février 1934 : « Pour peu que l'on observe d'un œil pénétrant tout ce qui se passe actuellement dans le monde, on constate que dans tous les grands pays qui se trouvent aux prises avec les difficultés économiques et sociales de l'après-guerre, il se produit, si l'on peut dire, un mouvement de concentration de l'autorité nationale et comme un effort pour satisfaire à ce qui est ou à ce qu'on croit être les grands besoins nationaux. »

(1) GERVASIO. — Projet de consortium international. *Bul. O. I. V.* décembre 1932.

Cette évolution vers la nation est, en effet, remarquable ; elle se réalise au point de vue politique comme au point de vue économique, mais il semble que c'est de cette origine qu'est venue l'ensemble du mouvement. L'on a cru, au XIX^e siècle, à la possibilité d'une liberté économique absolue, les lois naturelles devant suffire au maintien de l'ordre ; la nation devait disparaître du jeu économique et il apparaissait que, peu à peu, elle s'estomperait aussi sur le plan politique. Après le bouleversement de la Grande Guerre, dans le déséquilibre général qui n'a cessé de se manifester et de s'accroître dans tous les domaines, on a cherché à organiser : ce fut le règne des traités internationaux, la tentative de Société des Nations ; c'est à ce moment que l'on a fait appel à la coopération des peuples, pour unir les intérêts opposés, on a cherché à détruire les unités morales, politiques, économiques ; on s'est efforcé de niveler par le bas ; en émiettant les forces existantes on espérait construire à leur place un édifice plus large, plus grandiose et, disait-on, plus solide. Mais aujourd'hui, le retour aux groupements naturels s'est imposé soudainement et brutalement ; on avait voulu brûler les étapes ; l'internationale politique devait être précédée par l'internationale économique.

Mais plus forte que les tentatives, voire les plus généreuses, les événements n'ont laissé debout, en les fortifiant d'ailleurs, que les unités nationales.

La nation économique est devenue, d'ailleurs, une entité plus large qu'autrefois : elle englobe toutes les unités secondaires qui gravitent autour d'une force principale ; c'est le sens des mots « politique impériale » ; c'est ce que signifient les résolutions de la Conférence d'Ottawa.

Cette Conférence intéresse les viticulteurs, d'abord par la conception qu'elle a proclamé au sujet des appellations d'origine (1) et aussi par sa portée générale : « Libre-échan-

(1) Conf., titre I, chapitre IV, titre III, chapitre IV.

ge à l'intérieur de l'Empire, protection avec le reste du monde », déclarait M. AMERY, ancien ministre des Colonies. Or, si un Empire Britannique absolument fermé paraît pratiquement impossible, on peut toutefois resserrer l'ensemble des possessions de l'Empire par des avantages douaniers. C'est ainsi que les vins australiens et sud-africains ont trouvé sur le marché anglais un débouché qui s'agrandit de jour en jour, tandis que les vins d'origine européenne sont défavorisés par un accroissement de taxes. De même, les Portugais et les Italiens ont utilisé au maximum leurs possessions coloniales comme débouchés de leur vin. De nombreux économistes français demandent que notre pays utilise aussi, à cet égard, les millions de consommateurs éventuels qui existent aux colonies.

C'est dans la nation que les groupements de producteurs ou, à leur défaut, l'Etat, doivent s'employer à organiser la production, à équilibrer le marché. L'Economie dirigée suppose le nationalisme économique et le protectionnisme. On verra plus loin que des mesures comme la limitation des plantations ne peuvent être prises que sur le plan national.

La stabilité des économies intérieures est aussi la condition préliminaire à toute tentative d'action internationale. Il semble que l'organisation économique future doive reposer autant sur les nations que sur les intérêts professionnels ; il faut que l'accord des gouvernements viticoles vienne compléter l'action des individus unis. On aperçoit donc le double rôle de la nation : pour chaque pays viticole, organisation de la production intérieure, pour tous, coopération à une politique internationale du vin.

Il convient de se rappeler, pour justifier l'importance de la solution nationale de la crise un principe de sagesse un peu oublié au cours des dernières années : « Si tu veux faire de l'ordre dans le monde commence par faire de l'ordre dans ta propre maison. »

3° LA LIGUE VITICOLE INTERNATIONALE

Une politique mondiale est nécessaire pour la coordination des efforts nationaux. On verra plus loin les efforts

accomplis dans les divers Congrès internationaux et par les organismes permanents, en particulier l'Office International du Vin.

Au sommet d'une institution corporative généralisée dans les divers pays l'on a pu concevoir (1) la constitution d'un consortium chargé de faire disparaître les excédents de la production mondiale.

Il paraît difficile de réaliser immédiatement un projet semblable ; toutefois, une entente internationale des divers pays viticoles serait facilitée par la constitution à l'intérieur de chacun d'eux d'une organisation corporative. De toute façon et dès maintenant un effort commun de tous les pays viticoles est possible en certaines matières : celles qu'énumérait la Conférence de Londres ; unification des méthodes d'analyses, de la nomenclature douanière, de la législation sur les fraudes ; institution d'enquête sur les vins et les casiers viticoles.

B) LES REALISATIONS CORPORATIVES EN VITICULTURE

A côté des Etats qui, en présence de la crise viticole, ont recherché la solution du problème par des moyens empiriques, par l'intervention directe d'un Etat mal outillé, un certain nombre de pays se sont constitués sur des bases corporatives. L'on constate l'apparition d'institution semblable pour l'organisation de la viticulture en Italie, au Portugal, en Espagne, en Grèce et en Hongrie.

1° L'ITALIE

L'Italie est, à l'heure actuelle, le principal modèle de l'organisation corporative. « Si j'étais personnellement obligé de définir d'un trait l'aspect économique du fascisme, je vous dirai que c'est la prédominance de l'intérêt collectif sur l'intérêt particulier. Aux carrefours de Rome,

(1) GERVASIO. — Op. cit.

l'autobus a toujours le pas sur les voitures particulières : c'est un détail infime, mais c'est tout l'esprit fasciste » (1).

Comme le problème économique est celui qui intéresse essentiellement toute la masse des citoyens c'est à l'Etat seul de diriger l'économie nationale : « Ce qu'on appelle la crise ne peut être résolue que dans l'Etat et par l'Etat » (2).

C'est pourquoi l'Italie s'organise professionnellement dans l'Etat. L'organisation corporative italienne est né de la charte du travail du 21 avril 1927 ; dans une première phase de son évolution, l'organisation italienne comprenait des syndicats d'employeurs et d'employés fondus en six confédérations d'employeurs et six confédérations ouvrières (plus une treizième confédération pour les professions libérales).

Au sommet de cette organisation se place le conseil national des corporations, destiné à subsister définitivement et le ministère des corporations.

Le 5 février 1934, une loi nouvelle laisse prévoir pour un avenir prochain la constitution des corporations sous leurs formes définitives ; chaque corporation, comprenant deux groupements bien distincts, la confédération nationale des employeurs et des associations d'ouvriers, groupera toute une série de produits connexes comme les textiles, la métallurgie, la viticulture, et, au sein de chaque groupe tous les stades de transformation se trouveront représenter (1).

Les attributions des nouveaux organismes peuvent se ramener à trois catégories principales selon un ordre du jour du conseil des corporations :

« 1° Une tâche de conciliation s'exerçant sur les différents relatifs à la réglementation du travail et à l'interprétation des contrats collectifs ;

(1) ROUMILHAC. — Conf. à l'Ecole libre des Sciences Politiques, Paris 1934.

(2) MUSSOLINI. —

» 2° Un rôle de consultation, revêtant un caractère obligatoire à l'égard des problèmes économiques et sociaux les plus importants ;

» 3° Enfin, une mission réglementaire comportant le pouvoir d'édicter les lois régulatrices de l'activité économique » (1).

Sous le régime actuel, les commerçants exportateurs vini-
coles sont représentés dans la fédération nationale du com-
merce œnologique qui fait partie de la confédération natio-
nale fasciste des commerçants. Les agriculteurs cultivateurs
de vigne et les producteurs de vin sont réunis dans la
section nationale viti-vinicole de la confédération natio-
nale fasciste de l'Agriculture.

Organisation de la production :

En vertu du décret-loi du 20 novembre 1930 sur la défen-
se des « vins typiques », ceux qui produisent un vin typi-
que ou le vendent, peuvent se constituer en consortium. Le
but de ces consortiums est de veiller à la protection des
vins typiques contre les contrefaçons, favoriser la protec-
tion de ce vin au point de vue œnologie et au point de
vue culture ; organiser la propagande en sa faveur ; enfin,
lès consortiums ont le droit de se porter partie civile lors-
que l'intérêt du produit est en jeu.

Les consortiums peuvent s'unir dans la fédération natio-
nale des consortiums moyennant l'autorisation du ministre
de l'Agriculture et du ministre des corporations. La fédé-
ration poursuit les buts suivants :

1° Provoquer et faciliter la constitution des consortiums ;

2° Leur faciliter l'accomplissement des buts mentionnés
à l'article III du décret-loi du 11 janvier 1930 (énoncé ci-
dessus) ;

3° Surveiller le fonctionnement des consortiums.

La loi du 6 janvier 1931 établit des caves coopératives

(1) ROUMILHAC. — Conférence à l'Ecole libre des Sciences politi-
ques.

appelées « cantini sociali » pour l'utilisation rationnelle des sous-produits et des « œnopoli » (Offices du vin) pour l'organisation plus parfaite de la production et du placement du produit. Le décret royal du 2 septembre 1932 précise que ces Offices ont pour but l'unification des types caractéristiques de chaque zone.

Ainsi, dans la première phase de sa constitution, le fascisme s'est efforcé d'organiser les régions autour d'un certain nombre de vins typiques ; il semble que l'Italie se prépare à intervenir plus directement sur la production viticole : jusqu'à maintenant, il s'est agi surtout d'une politique de la qualité et des vins de pays ; la réponse du professeur DALMASSO à l'enquête de l'Office International du vin sur la limitation des plantations laisse prévoir que les corporations nouvelles vont essayer de limiter le vignoble dans les régions les moins propices, pour avantager dans ces contrées d'autres produits à la place du vin. « La corporation du vin saura fixer les lois régulatrices de la viticulture italienne ».

Organisation du commerce :

La fédération du commerce œnologique s'est efforcée de faciliter les relations commerciales intérieures en coordonnant les usages vinicoles, en étudiant un modèle de contrat type, en établissant des accords avec les laboratoires de chimie, en instituant des agents assermentés pour la surveillance des fraudes, en organisant la publicité sur des bases méthodiques.

Pour le commerce extérieur, la même fédération organise des rapports avec les attachés commerciaux et les consuls et avec les monopoles d'Etat des boissons vinicoles là où il en est institué ; elles préconisent la constitution de sociétés d'exportation, l'entente de celles-ci avec les groupes d'importateurs.

L'activité exercée par la fédération nationale fasciste du commerce œnologique était résumée par M. VALENTINO, au Congrès de Barcelone, dans les termes suivants :

a) Etude d'un modèle d'un contrat type pour l'achat et la vente des raisins et des moûts, des produits filtrés et des vins.

b) Instituer de nouvelles salles ou de nouveaux lieux de réunion pour les négociations viticoles dans les villes ayant une importance principale pour ce commerce.

L'Institut national d'exportation est chargée de coordonner la vente à l'étranger de l'ensemble de la production italienne.

Enfin, il existe en Italie une marque nationale destinée aux produits exportés que le décret-loi du 20 novembre 1930 a étendu au commerce des vins ; pour être admis à la marque nationale ceux-ci doivent réunir certaines conditions qui sont définies par le décret du 14 décembre 1933.

Mais les associations d'agriculteurs : pour le moment, la Confédération fasciste, plus tard les corporations qualifiées, ont aussi leur mot à dire en ce qui concerne le commerce extérieur de leur production ; c'est ainsi que la confédération générale fasciste des agriculteurs a émis des vœux pour la coordination de l'exportation des vins aux Etats-Unis (1).

Au point de vue viticole, comme pour l'ensemble de l'activité économique du pays « l'organisation nouvelle procurera à ce pays un avantage considérable en lui fournissant le moyen de régler la production selon les circonstances, de l'adapter rapidement aux besoins du moment, et de l'orienter dans le sens qui paraîtra le plus favorable » (2).

(1) Conf. Bulletin O. I. V., janvier 1933.

Voir titre III, chapitre II, paragraphe I. L'ouverture du marché américain.

(2) ROUMILHAC. — Conférence à l'école libre des Sciences politiques.

2° LE PORTUGAL

Le Portugal est l'un des pays où l'évolution corporative est la plus accentuée. L'organisation de la viti-viniculture portugaise a été réalisée par le décret du 19 janvier 1931 : « En rendant ce décret, le gouvernement a cherché à donner une orientation plus technique à la culture de la vigne. Il a voulu aussi créer des organismes spécialisés dans les questions viti-vinicoles » (1).

Le Portugal est divisé (article 13) en 9 zones viticoles, formées par la réunion « des parties de territoires produisant des vins à peu près semblables, et dont les producteurs ou le commerce ont des intérêts identiques, de façon à faciliter l'établissement et le fonctionnement des organismes régionaux de protection, de développement ou de contrôle viti-vinicole. »

Au sommet de la hiérarchie corporative se place un conseil supérieur de la viticulture qui comprend avec les présidents des assemblées régionales et des associations commerciales, les représentants du pouvoir central. Ce conseil résout, en dernier ressort, les problèmes qui concernent la viticulture portugaise ; il réunit et apprécie les travaux des stations viti-vinicoles ; il stimule, par tous les moyens, le commerce des vins ; il relie entre elles les diverses régions viticoles ; il propose les représentants du Portugal dans les organismes internationaux.

Dans chacune des régions, il existe une station viti-vinicole, une assemblée régionale de viticulture et une cave régionale.

La station viti-vinicole procède aux recherches scientifiques œnologiques et économiques ; elle contrôle les produits de la région, les pépinières de la zone et les plantations qui y sont faites.

Les assemblées régionales sont composées de viticulteurs élus ; elles ont pour mission de représenter dans la nation l'activité productrice régionale et de donner leur avis sur

(1) *Annuaire International du Vin.*

les questions intéressant la région. Elles jouissent de la personnalité juridique.

La cave régionale a pour but d'obtenir la production de vins types, elle pourra remplir le rôle d'organisme spécial de vente sur le marché et à l'exportation. Elle comprend tous les viticulteurs qui s'y seront fait inscrire comme associés.

Chaque région a droit à une marque dite régionale pour l'obtention de laquelle les stations viti-vinicoles délivrent aux vins types régionaux des certificats d'origine.

Dans chaque région existe aussi une association d'exportateurs qui s'occupe du commerce des vins régionaux, organise leur extension et leur défense, fixe les prix minimums pour l'exportation.

Les associations régionales de producteurs et d'exportateurs constituent une union vinicole régionale qui coordonne les efforts de la production et du commerce, défend le prestige des marques régionales, organise l'ensemble de l'exportation.

Des décrets-lois postérieurs ont été pris : celui du 19 novembre 1932 établissant les statuts de la fédération syndicale des viticulteurs de la « Casa Do Douro », celui du 17 novembre 1933 concernant la production et le commerce des vins de table de Bucelas, de Carcavelos et de Moscate de Setubal. Les origines de cette réglementation sont exposées dans le décret concernant la « Casa Do Douro » ; en présence de la crise, on a vu la nécessité de l'union des producteurs pour une défense commune de leurs intérêts ; il a fallu, d'une part, renforcer l'organisation du commerce d'exportation pour lui permettre d'unifier les types de vin, résister à la concurrence étrangère, réprimer sévèrement les fraudes. Quant à la syndicalisation de la production elle permettra aux producteurs d'attendre avec confiance le placement de ses vins sans que les difficultés du moment l'obligent à vendre à des prix de ruine ;

ainsi, on garantira des prix minimums et on perfectionnera la qualité (1).

Pour achever de caractériser l'organisation corporative portugaise, il faut remarquer que, dans chaque commune, l'adhésion des producteurs au syndicat est obligatoire s'ils veulent avoir le droit de faire des transactions commerciales sur leur vin ; l'organisation est de droit public ; elle peut, sous le contrôle de l'Etat, promulguer des règles disciplinaires et appliquer des sanctions.

3° L'ESPAGNE

Le chapitre 13 du décret du 13 septembre 1932 relatif aux statuts du vin, établit les grandes lignes de l'organisation corporative espagnoles : les intérêts de la production sont groupés par la confédération nationale des viticulteurs ; les commerçants en vin sont réunis dans l'Association nationale des viniculteurs et des industries dérivées du vin ; enfin, les commerçants exportateurs font partie de la fédération des fabricants et exportateurs de vins d'Espagne.

L'institut national du vin comprend les représentants des associations corporatives ainsi que des fonctionnaires. Il aura pour objet (article 84) :

a) D'étudier et de proposer des mesures destinées à encourager la consommation du vin, à nationaliser la production et à mettre en valeur le produit de la vigne et ses dérivés.

b) De proposer la coordination des divers intérêts affectés par le problème viti-vinicole et par celui de l'alcool.

d) D'organiser et de diriger les services de renseignements et de propagande générique du vin, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

d) De connaître des recours présentés contre les décisions des commissions viti-vinicoles provinciales au sujet

(1) *Bulletin O. I. V.*, février 1933 et janvier 1934.

des infractions aux prescriptions de la présente disposition.

e) De renseigner les Directions générales de l'Agriculture, du Commerce et de la Politique douanière sur l'adaptation des mesures tendant à assurer la pureté et l'hygiène de la production, du commerce, du traitement et de l'exportation des vins et produits alcooliques.

L'institut national du vin possède une personnalité juridique pleine et entière.

Les viticulteurs seront organisés dans quatorze régions, quant à la production et dans quatre régions quant à l'exportation.

Dans chaque province est constituée une commission viti-vinicole provinciale composée de représentant des syndicats de viticulteurs et de commerçants. Ces commissions seront qualifiées pour toutes les questions relatives à l'exécution de la législation viticole, pour infliger les sanctions ; enfin, elles s'occuperont de tout ce qui concerne l'amélioration des produits de la vigne (article 86) (1).

4° LA GRÈCE

Il ne s'agit pas, à proprement parler, de rencontrer dans ce pays des institutions corporatives analogues à celles qui existent en Italie et au Portugal. Cependant, le comptoir central du raisin de Corinthe créé par la loi du 28 juillet 1931, vise des buts semblables à ceux des organisations déjà étudiées.

Il s'agit (article 2) « d'une organisation économique autonome », qui jouit de la personnalité juridique. Les buts du comptoir central du raisin de Corinthe sont notamment :

a) L'équilibre de l'offre et de la demande, soit par rétention, soit par achat libre de l'excédent de la production ou de tous les deux, et l'emploi ainsi que la disposition du raisin revenant au comptoir conformément à l'article 12,

(1) *Annuaire International du Vin*.

b) La publicité et les soins en général pour l'extension de la consommation du raisin de Corinthe.

c) Les soins nécessaires pour l'amélioration de la qualité et des conditions de culture, ainsi que pour la diminution des frais de production, etc...

d) L'assurance de la production du raisin, contre les risques de grêle et des gelées selon les règlements spéciaux approuvés par décision des ministres compétents, paraissant au « Journal Officiel » (1) (article III).

L'article 4 prévoit qu'après avis du conseil d'administration du Comptoir, le ministre de l'Economie nationale peut proposer des décrets concernant la plantation, la culture, la vendange, le dessèchement, l'emballage, la protection de la qualité.

Les organes de l'administration du Comptoir central du raisin sont (article 13) :

1° L'assemblée générale composée de 45 membres au moins et de 60 au plus ; le chiffre et la répartition en sont fixés par le ministre de l'Agriculture ; les membres de l'Assemblée générale sont élus par les associations agricoles.

2° Le Conseil d'administration comprend 16 membres dont 7 représentants des producteurs, 2 des exportateurs et les délégués de l'administration.

3° Le Comité administratif comprend 5 membres issus du Conseil d'administration : il est chargé de l'exécution des décisions du Conseil.

5° LA HONGRIE

La loi du 4 mai 1929 a organisé, en Hongrie, des consortiums viticoles. Ils ont un rôle double : ils sont obligés d'abord de prendre certaines dispositions, à savoir :

a) La garde commune des vignes du territoire.

(1) *Annuaire International du Vin*,

b) L'exécution des décrets rendus par l'autorité administrative en ce qui concerne la lutte contre les maladies.

c) Ils doivent choisir, conformément à la loi, les espèces de plants à développer, pour protéger les caractéristiques du vin des différentes régions.

Ils doivent, de même, faire exécuter toutes les dispositions légales concernant la protection du vin.

Ils peuvent ensuite prendre des dispositions :

a) Pour faciliter la vente de la production viticole et fruitière du consortium.

b) Pour l'acquisition commune du matériel nécessaire à la culture.

c) Pour l'organisation commune de l'économie et de la fabrication du vin.

d) Pour prévoir une organisation de crédits agricoles.

La constitution des consortiums est obligatoire dans toutes les communes ayant sur leur territoire 150 arpents cadastraux de terres plantées en vignes ou en vergers.

Les organes du consortium sont :

L'assemblée générale, dans laquelle chaque propriétaire a droit à une voix à partir de 600 toises plus une voix supplémentaire pour chaque arpent cadastral détenu par lui. Les propriétaires qui n'ont pas 600 toises de terrain peuvent s'unir de façon à avoir ensemble une voix à l'Assemblée générale.

Cette assemblée élit un comité chargé de la préparation des assemblées et du contrôle de l'exécution de leurs décisions. Le président représente le consortium devant les autorités.

Le juge du consortium est chargé de l'exécution des mesures légales et des décisions du consortium.

Au deuxième degré, dans tous les comitats comptant 12 consortiums viticoles et une surface de 12.000 arpents cadastraux, un comité viticole du comitat est constitué : ce comité dirige et contrôle le fonctionnement des consortiums, il coordonne les dispositions des diverses assemblées,

C) LA COOPERATION VITICOLE

La coopération s'est affirmée comme un moyen efficace de résister à la crise agricole : le problème du blé a suscité la fondation de Silos coopératifs dans tous les pays du monde (1).

FORMES DE LA COOPÉRATION EN VITICULTURE

En viticulture, la coopération peut se manifester à plusieurs stades de l'activité : il existe, à l'heure actuelle, des caves coopératives de vinification, des distilleries coopératives, des caves coopératives pour l'exportation. Enfin, le Crédit agricole, en particulier le Crédit mutualiste constitue une autre forme de l'entr'aide des vignerons.

LES AVANTAGES DES COOPÉRATIVES DE VINIFICATION (2)

Elles présentent des avantages pour les adhérents, mais elles contribuent également à la moralisation du marché et à la production de qualité.

Avantages des coopératives de vinification pour leurs membres

Par suite de la grande quantité de produits traités, on arrive à un amortissement très rapide du matériel et à la réduction des frais généraux. D'autre part, le rendement peut être poussé au maximum, grâce à un outillage perfectionné et à une utilisation rationnelle des déchets. Ainsi, le prix de revient est moins élevé pour le producteur associé que pour le petit vigneron isolé.

D'autre part, la coopération permet la défense de la vente du vin ; il n'y a plus de « non logés » qui pèsent terri-

(1) LAMOR (Henry). — Le problème international du blé.

(2) Ce que nous disons ici des coopératives de vinification est également vrai des Distilleries Coopératives aussi bien que pour leurs membres que par leur action sur le marché de l'alcool.

blement sur les cours ; il est ensuite plus facile de défendre le prix d'une grosse quantité que de quelques hectos ; enfin, la possibilité de s'adresser à des coopératives détaillantes permet, dans une certaine mesure, la suppression des intermédiaires.

Avantages généraux des coopératives

Au point de vue social, elles permettent l'accession des ouvriers à la propriété en leur évitant l'achat de futailles et de matériels vinaires. Pour le consommateur, elles facilitent la déflation des prix et lui assurent une meilleure qualité du produit.

La coopération et la politique viticole

1° Contribution à une politique de la qualité.

Par une technique supérieure de la vinification et de la conservation des vins, en raison de la présence fréquente d'un chimiste œnologue, par la possibilité qu'elles ont de prescrire une date tardive pour les vendanges, enfin en refusant les apports inférieurs, les coopératives par leur seule nature garantissent déjà la bonne qualité de leur production.

Mais les coopératives peuvent aussi, plus facilement que le producteur isolé, appliquer les nouvelles règles de la vinification : réalisation du degré minimum, concentration des moûts. Elles peuvent aussi aiguiller leurs membres vers la plantation des cépages nobles, vers la production du raisin de table et du jus de raisin.

Elles collaborent efficacement à la production des vins de pays, à la constitution de « vins types ». En Italie, au Portugal et en Espagne, elles jouent un rôle essentiel dans la constitution des régions viticoles et dans la fixation des caractères du vin régional (1).

(1) Voir ci-dessus B.

2° Rôle de la coopérative quant à la régularisation du marché : (1)

Les coopératives suppriment la vente à vil prix des « non logés », elles peuvent maintenir les vins en cave jusqu'à la hausse. De plus, elles développent la cohésion entre viticulteurs et le sens de la discipline professionnelle. « Fondée sur l'organisme syndical, la coopération constitue, en retour, une incomparable force de discipline et de propagande mise à son service. Elle attire au syndicat ces bonnes volontés imparfaitement éveillées que doit stimuler la perspective d'un avantage direct ; elle prémunit en quelque sorte le syndicat contre le danger qui pourrait résulter pour lui du caractère éminemment impersonnel, généreux, de son action, également bienfaisante à ceux qui lui apportent son concours et à ceux qui, méconnaissant leur devoir, restent en dehors de son action. »

3° De plus les coopératives apparaissent comme le complément essentiel de la corporation ; leur développement est prévu par toutes les législations qui ont été citées plus haut.

LES COOPÉRATIVES D'EXPORTATION

Elles permettent l'uniformité des types de vin, la normalisation de la concurrence et des facilités pour la répression des fraudes. Le Chili a entrepris de construire 4 caves d'exportation qui peuvent contenir 50.000 hectolitres.

Ces caves coopératives apparaissent comme l'accessoire des associations d'exportateurs.

LE CRÉDIT AGRICOLE

Il évite, de même que la constitution de caves coopératives les ventes de vin à des prix dérisoires sous la pression de la nécessité ; il a été à l'ordre du jour de tous les congrès internationaux ; la conférence de Paris avait même projeté de créer un crédit agricole international.

(1) ROCHE-AGUSSOL. — Rapport au Congrès International d'Agriculture de 1926. *Bulletin O.I.V.*, n° 14.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION VITICOLE

La France possédait, en 1932, 503 caves coopératives pouvant emmagasiner 5 millions et demi d'hectos de vin ; 218 distilleries coopératives. L'Italie détenait une centaine de caves coopératives produisant un million d'hectolitres par an ; elles sont groupées dans la fédération des caves sociales. La Grèce possède 15 caves d'une contenance de près de 300.000 hectolitres, la Hongrie une dizaine d'une contenance de 50.000 hectolitres.

LA COOPÉRATION DANS LES CONGRÈS INTERNATIONAUX

La conférence internationale du vin de Paris avait consacré sa dixième recommandation à la coopération, elle avait marqué l'intérêt de cette solution pour éviter la vente du vin à des prix ruineux immédiatement après la récolte ; en ce qui concerne le crédit viticole, elle demandait qu'il fut réservé aux vignerons qui recherchent l'amélioration du vignoble à l'exclusion de ceux qui auraient en vue son extension.

Le Congrès de Budapest a demandé « que la coopération en matière viticole soit encouragée afin d'obtenir la production aux moindres frais d'un vin de meilleure qualité, de faciliter la vinification et la conservation du vin et d'utiliser tous les sous-produits de la vigne. »

CHAPITRE IV

LES EFFORTS INTERNATIONAUX

Une note adressée au Président de l'Office International du Vin par le secrétariat de la Conférence de Londres, indique bien l'utilité d'une coordination des efforts nationaux sur le plan international. Elle était ainsi conçue : « A plusieurs reprises, notamment en 1932, des réunions internationales, organisées surtout par l'Office International du Vin, ont traité de la surproduction et de la concurrence désordonnée qui sévit entre pays producteurs.

Il est à remarquer que certains pays grands producteurs et exportateurs de vin ont édicté des mesures rigoureuses pour la limitation de la production. L'application de ces mesures devient toutefois très difficile, lorsque les agriculteurs, qui doivent s'y soumettre, peuvent penser que les sacrifices qui leur sont imposés ne serviront peut-être qu'à donner un avantage à leurs concurrents sur le marché international, sans assurer un redressement des prix.

Il semblerait donc qu'une conversation utile pourrait s'engager sur la question de savoir si les principaux pays exportateurs de vin n'auraient pas intérêt à adopter une ligne de conduite commune en ce qui concerne une réglementation éventuelle de la production et peut-être de l'exportation. »

§ I. — ORIGINES DE L'ORGANISATION VITICOLE INTERNATIONALE

Au premier Congrès de l'Agriculture à Bucarest, le Président de VOGUË, au nom de la commission internationale de l'Agriculture, avait retracé la constitution progressive de l'organisation agricole internationale : d'abord, on a vu l'homme des champs isolé, ne dépendant que de la nature ; il n'y avait personne entre « le ciel et lui. Autour de lui, jusqu'aux confins du continent qui le portait, d'autres hommes vivaient d'une vie semblable, l'esprit libre, dans un horizon limité. »

Puis le rapide développement des moyens de communications, l'apparition de besoins nouveaux firent grouper les producteurs dans le cadre national pour la défense de leurs intérêts communs.

Enfin, « placés par la nature en face des mêmes problèmes, les agriculteurs, que séparent les frontières, ont cherché à se rapprocher les uns des autres, à se communiquer leurs soucis, à s'instruire mutuellement des conditions et des résultats de leurs expériences ; ainsi a pris naissance, par la force des choses, le mouvement international en agriculture. »

Ce mouvement se manifesta d'abord par les Congrès internationaux d'agriculture, le premier à Paris en 1889. Pour préparer la tâche des Congrès, pour enchaîner leurs efforts, apparut bientôt la commission internationale de l'Agriculture. Enfin, le 7 juin 1905, la Convention de Rome donna naissance à l'Institut international d'Agriculture.

Après la guerre, les problèmes agricoles furent admis également aux conseils économiques de la Société des Nations.

La viticulture avait eu aussi avant la guerre un embryon d'organisation internationale ; elle avait participé aux divers congrès internationaux d'agriculture ; il y avait eu

des conférences spéciales à la chose viticole. Enfin, la commission permanente internationale de la viticulture avait été fondée en 1900.

Après la guerre, l'arrangement du 29 novembre 1924 organisait l'office international du vin ; d'autre part, avec l'apparition de la crise viticole mondiale les réunions internationales se sont multipliées au cours des dernières années.

§ II. — L'ORGANISATION INTERNATIONALE ACTUELLE DE LA VITICULTURE

A) LA COMMISSION INTERNATIONALE PERMANENTE DE LA VITICULTURE

Elle a été fondée au Congrès de Paris de 1900. Elle fut définitivement constituée au Congrès international de Rome de 1903, sous la présidence de Jules MELINE. Elle a fonctionné jusqu'en 1914 à chacun des Congrès internationaux d'agriculture ; elle organisait, en outre, des congrès spéciaux pour la viticulture : Angers, Montpellier, Lyon. Le Congrès de Barcelone, en 1929, l'a reconstituée. Depuis, ses présidents ont été : M. Maurice SARRAUT, M. Mario ROUSTAN et, actuellement, le Baron ACERBO, ministre d'Agriculture d'Italie. En octobre 1932, sur une proposition de M. Prosper GERVAIS, il fut décidé que la présidence serait attribuée par roulement, tous les trois ans, aux trois grands pays viticoles : France, Italie, Espagne (1).

Le rôle de la Commission est essentiellement l'organisation des Congrès internationaux de la vigne et du vin. Le Baron ACERBO, à la réunion du 23 janvier 1934, disait de cette tâche « qu'elle peut être accomplie de deux manières : l'une formelle, l'autre substantielle.

» Formelle, lorsqu'elle se limite à la préparation des congrès, en effectuant un travail de liaison entre les différents

(1) Rapport Prosper GERVAIS. — Bul. O. I. V., février 1934.

pays viticoles, d'organisation des travaux et des manifestations...

» Substantielle, lorsqu'elle touche au vif des questions viticoles, c'est-à-dire, lorsqu'elle prédispose l'organisation du travail qui doit être réalisé par les différents comités nationaux dans le but de présenter des résolutions qui se démontrent plus adaptées (selon les recherches faites dans chaque pays) pour la convergence internationale des divers intérêts nationaux. »

Elle est chargée de veiller, en accord avec l'Office International du Vin, à la réalisation des résolutions adoptées dans les Congrès.

L'activité coordinatrice de la commission s'est faite sentir à la Conférence économique de Londres pour la préparation de laquelle elle avait préparé un exposé très complet qui venait étayer le memorandum de l'Office.

B) CONGRÈS DE LA VIGNE ET DU VIN. — CONFÉRENCES INTERNATIONALES

Le vin a été à l'ordre du jour dans bien des réunions internationales depuis le premier congrès d'agriculture de 1889. Après la guerre, en 1923 et en 1924, deux conférences ont prélué à la création de l'Office International du Vin ; il convient de se limiter ici aux réunions récentes qui ont eu pour objet l'étude et la solution de la crise viticole actuelle.

Dans cet ordre d'idées, on trouve les congrès internationaux de la vigne et du vin de Bordeaux, en 1929 ; de Barcelone en 1929 et de Rome en 1932 ; les travaux des sections viticoles aux Congrès internationaux d'agriculture à Bucarest en 1929, à Budapest en 1934 ; la Conférence internationale de Paris convoquée à l'instigation de l'Office International du Vin en 1932 ; la conférence économique et monétaire de Londres en 1933 ; enfin, la conférence internationale d'experts de Rome en 1934.

Les premiers Congrès viti-vinicoles

A la fin du XIX^e siècle, le vin avait eu sa place, mais

assez réduite dans les divers congrès d'agriculture. C'est en juin 1900 que se tint à Paris une première réunion internationale consacrée exclusivement au vin. M. Prosper GERVAIS y montra que les Congrès sont une source de documentation scientifique et pratique sur les améliorations à apporter tant à la culture de la vigne qu'à la vinification et à l'œnologie. En mai 1903, à Rome ; en juillet 1907, à Angers, furent réunis deux autres congrès viticoles.

Les vœux formulés demandaient déjà l'unification de la législation internationale sur les appellations d'origine, sur les fraudes et sur les méthodes d'analyse du vin.

Après la guerre, le premier Congrès de la vigne et du vin se tint à Bordeaux en juin 1928 : il s'occupa essentiellement des méthodes d'analyse et de la définition du vin. Enfin, au Congrès de Bucarest, en juin 1929, furent jetées les bases d'une entente générale des pays viticoles et d'une politique mondiale du vin.

C'est là que fut posée, pour la première fois, la question de la limitation des plantations.

Le deuxième Congrès international de la vigne et du vin

Il a tenu ses assises à Barcelone, du 22 au 30 octobre 1929. Seize pays viticoles y étaient représentés : Allemagne, Algérie, Argentine, Chili, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Maroc, Portugal, Roumanie, Russie, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie.

Le Congrès était réparti en trois sections : viticulture, œnologie, enfin, la section économique qui avait pour mission d'étudier la défense du vin, la lutte contre la prohibition, la poursuite des fraudes, le syndicalisme et la coopération viticole, le commerce international et la statistique en matière de vin ; la section de viticulture avait, dans son domaine, la reconstitution du vignoble ; la section d'œnologie, l'étude des méthodes d'analyses et de l'utilisation directe du raisin.

Déjà un rapport de M. VALENTINO dénonçait la surproduction mondiale et une résolution consécutive conseillait d'éviter de nouvelles extensions de terrain ; d'autres vœux

demandaient l'unification par tous les Etats viticoles des lois sur la répression des fraudes, la disparition des mesures de dumping, l'unification de la nomenclature douanière, la coordination du commerce international des vins

La conférence internationale du vin de Paris

Du 7 au 11 mars 1932, elle groupa les représentants de 35 gouvernements et de 6 institutions internationales : L'Institut d'agriculture de Rome, la Commission permanente de viticulture, la Commission internationale d'agriculture, le Bureau international du travail, la Chambre de Commerce internationale, la Société des Nations (section économique).

Au moment où se réunit la Conférence, la crise viticole est déjà entrée dans sa phase aiguë ; les données du problème : surproduction et sous-consommation se dégagent des faits ; la recherche d'une politique viticole s'impose. L'O. I. V. a convoqué la Conférence pour obtenir de celle-ci les moyens d'atténuer la crise sinon de la résoudre.

Les travaux aboutirent à 11 recommandations que le rapporteur général LABROUE appelait à la séance solennelle, « la Charte de la viticulture ». Il est certain que, dans ses résolutions, se trouvent inclus les principes essentiels de la politique viticole de l'avenir.

Les 11 recommandations ont trait à la prohibition, aux mesures prises dans les divers pays viticoles pour obtenir des pays non producteurs la réduction des droits de douanes et taxes intérieures sur le vin, au développement de la consommation des raisins de table et des industries utilisant le raisin, à la limitation des plantations et à la sélection des cépages, au problème des hybrides, au développement de la distillation du vin et à l'emploi des alcools de vin, à la lutte contre les fraudes et la concurrence déloyale, à l'établissement des casiers viticoles, à l'unification des méthodes d'analyse du vin, à l'organisation et au développement du crédit et de la coopération viticole, à la propagande en faveur du développement de la consommation du vin dans le monde.

Le troisième Congrès international de la vigne et du vin à Rome

Le Congrès, réuni en 1932, a confirmé les résolutions de la Conférence de Paris : de plus, il a créé un Comité de médecins amis du vin et a prévu la possibilité d'une journée mondiale du raisin.

La conférence monétaire et économique de Londres

Le 12 juin 1933 se réunissait, à Londres, la conférence économique et monétaire mondiale. Dès le mois de décembre 1932, le secrétariat de la Société des Nations avait demandé à l'Office International du Vin la préparation d'un memorandum, établissant le point de vue de l'Office quand à un programme de politique viticole internationale. Approuvé le 7 avril 1933 par l'Institut International d'agriculture de Rome, il était confirmé par l'exposé que dirigeait, de son côté, la Commission permanente de la viticulture.

La deuxième sous-commission économique de la Conférence chargée de l'étude de la coordination, de la production et de la vente, constituait, le 29 juin, un sous-comité du vin composé des représentants des pays suivants : deux pays consommateurs : Belgique et Royaume-Uni ; huit pays producteurs : Chili, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Portugal, Yougoslavie.

Le directeur de l'Office International du Vin assistait aux séances de ce sous-comité, en qualité d'expert.

Au cours des travaux du Comité, M. DOUARCHE distinguait : les recommandations sur lesquelles il n'est pas possible d'aboutir à un résultat pratique immédiat... Les questions sur lesquelles se fait l'accord des pays producteurs de vin... Celles, enfin, sur lesquelles se fait l'accord de tous les gouvernements.

Le projet de résolution établi par le Comité, adopté ensuite par la Conférence après avoir recommandé certaines mesures à l'initiative individuelle : propagande en faveur des vins et du raisin ; ou à l'initiative gouvernemen-

tale : arrêt des plantations, développement de la coopération viticole, amélioration de la qualité, indiquait quatre projets de convention internationale sur des questions susceptibles d'un résultat concret immédiat :

1° Unification de la présentation des résultats d'analyse des vins ;

2° Convention internationale pour la défense du vin ;

3° Convention internationale relative à l'institution des enquêtes annuelles sur la composition des vins et à la constitution des casiers vinicoles ;

4° Convention internationale pour la nomenclature douanière.

Grâce à cette limitation des objectifs visés, l'Office International du Vin a pu, dès l'année 1934, obtenir la réalisation de l'une des quatre résolutions précitées : l'unification des méthodes d'analyse ; le rapport général de la Conférence de Londres (Commission économique) constatait d'ailleurs que le travail accompli à la deuxième commission était beaucoup plus considérable que dans les deux autres (1).

La Conférence internationale d'experts pour l'étude de l'unification des méthodes d'analyse du vin

Cette conférence s'est tenue à Rome au siège de l'Institut International d'Agriculture en mai 1934. 11 pays participaient à la Conférence : Chili, Chypre, Espagne, États-Unis, France, Algérie, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne, Suisse ; quatre autres avaient décidé de s'en rapporter aux décisions prises par la Commission : Bulgarie, Roumanie, Yougoslavie et Portugal. Seuls, l'Allemagne, l'Argentine, le Cap, l'Afrique du Sud et l'U. R. S. S. n'avaient pas répondu à l'invitation.

Cette conférence avait été convoquée par l'Office International du Vin, selon l'un des vœux émis à la Conférence

(1) La Conférence de Londres réunissait 67 États.

de Londres qui demandait « la réunion d'une Commission Internationale où chacun des pays intéressés serait représenté par deux chimistes œnologues qualifiés qui étudieraient en commun le texte complet et définitif de notation et de détermination des méthodes destinées à révéler les qualités des vins ainsi que leur falsification. »

Conformément aux conclusions du rapport de M. FILAU-DEAU, expert français, la Conférence adopta une série de résolutions, sur lesquelles les experts aboutirent à une entente unanime (1).

Le Congrès international d'agriculture de Budapest

Il a réuni, au mois de juin 1934, seize cents délégués représentant trente pays ; l'une de ses six sections était consacrée au problème viticole.

M. DOUARCHE exposa dans son rapport la question de la limitation des plantations ; une enquête de l'Office International du Vin avait été menée dans les divers pays à ce sujet. A la deuxième séance, le rapport de M. DICENTY, délégué hongrois, eut pour sujet la rationalisation de la viticulture envisagée au point de vue des frais de production et de la qualité des produits.

La motion adoptée reprend de façon tout à fait complète l'ensemble de la politique viticole sous trois chefs principaux :

1° Elle conseille l'arrêt des plantations, la sélection des cépages et la production de qualité.

2° Au point de vue de la rationalisation de la viticulture, elle demande l'institution d'un degré minimum, le développement de la distillation, l'interdiction des procédés frauduleux, la disparition des hybrides producteurs directs.

3° Enfin, au point de vue du commerce international, elle souhaite la protection du produit de qualité, l'abaisse-

(1) Conf. titre III, chapitre III. Les résultats de cette conférence et le résumé des résolutions concernant l'unification des méthodes d'analyse.

ment des tarifs douaniers, un front unique des Etats viticoles pour la propagande, la fixation généralisée de la définition du vin.

Tout au long de ces réunions internationales, on a vu germer puis se développer, enfin quelquefois se réaliser l'idée de certaines mesures. Certes, les décisions des Congrès ne peuvent avoir force obligatoire sur le territoire des Etats ; elles ne peuvent empiéter sur les souverainetés nationales. C'est pourquoi les résolutions sont, la plupart du temps, seulement des conseils et non des règles impératives. Comme le disait M. ODOBESTIANO, délégué de la Roumanie : « Quand il s'agit d'un Congrès international du vin, cela ne veut pas dire que l'on va s'immiscer dans les affaires intérieures de chaque pays. »

Toutefois l'étude de certaines questions dans les réunions internationales a permis leur application par les gouvernements : l'unification des méthodes d'analyse est actuellement bien près d'être réalisée en pratique ; la limitation des plantations est admise par la plus grande partie des Etats viticoles.

C) L'OFFICE INTERNATIONAL DU VIN

Constitution de l'Office international du vin

Dès 1916 en Italie, en 1920 à Paris et en 1923 à la Conférence de Gênes, les Italiens et les Français avaient jeté les bases de cet organisme.

En 1923 et en 1924, deux conférences internationales aboutirent à l'arrangement du 29 novembre 1924, charte constitutive de l'Office.

C'est en décembre 1927, après ratification de l'arrangement par cinq des pays signataires (Espagne, France, Portugal, Hongrie), que l'Office fonctionna effectivement. Depuis lors, la plupart des pays viticoles ont adhéré à cet organisme : il représente 90 % de la production mondiale.

L'Office International du Vin est une institution dirigée par un Comité des délégués des Etats adhérents ; le nombre des membres délégués par chaque Etat est pro-

portionnel à l'importance du pays. Pour chaque délégué, l'Etat déléguant doit payer une cotisation annuelle de 3.000 francs or.

A l'heure actuelle, l'Office International du Vin a tenu 14 sessions (1).

Rôle de l'Office International du Vin

Les buts de l'Office International du Vin sont définis à l'article premier de l'arrangement international du 29 novembre 1924. Depuis sa fondation, l'Office s'est efforcé constamment d'atteindre ses divers objectifs.

Statistiques et documentation :

L'Office International du Vin doit rassembler, rechercher, publier tout ce qui, dans le monde, concerne la viticulture.

L'Office a poursuivi, auprès de divers pays, des enquêtes au sujet de l'unification des méthodes d'analyse, quant à l'ordre du jour des divers Congrès, enfin pour obtenir le point de vue des divers pays sur la question de la limitation des plantations.

Ces documents classés dans les bureaux de l'Office, servent à alimenter l'Annuaire international du vin et le Bulletin International du Vin.

Propagande pour le vin :

L'Office a entrepris dans le monde entier une propagande pour développer le goût du vin et pour permettre de le consommer. La lutte antiprohibitionniste à laquelle cet organisme a participé est aujourd'hui couronnée de succès : le régime sec a été aboli en Finlande et aux Etats-Unis. D'autre part, l'Office a publié un certain nombre de brochures pour démontrer la valeur alimentaire et hygiénique du vin.

(1) LÉON DOUARCHE. — L'Office International du Vin, *Bulletin O. I. V.*, novembre 1929.

RAILHAC. — L'Office International du Vin.

Protection internationale du vin :

Il a fallu d'abord défendre le vin contre la concurrence des vins de fruits et de raisins secs sur les marchés consommateurs, et même dans certains pays producteurs ; l'Office a obtenu la confirmation de la définition du vin par les législations hongroises, roumaines, yougoslaves, etc... Il a aussi pour but d'organiser la répression internationale des fraudes : en 1933, un projet de convention a été voté à la conférence de Londres.

Enfin, la défense des appellations d'origine a été soulevée dans plusieurs sessions du Comité : la Conférence d'Ottawa l'ayant replacée au premier plan de l'actualité viticole.

Orientation de la production viticole mondiale :

Ce problème ne se posait que depuis peu de temps aux économistes des pays viticoles ; les Congrès internationaux, en particulier le Congrès de Budapest, en ont fait le point essentiel de leur ordre du jour. L'Office International du Vin, dans la préparation des Congrès, a insisté sur l'importance de cette question et sur les moyens qui permettront de réduire la surproduction viticole tout en favorisant la fabrication du bon vin.

Ainsi, l'Office International du Vin rend de grands services à la viticulture mondiale : ses décisions sont à l'origine de la plupart des mesures qui ont été prises sur les divers territoires nationaux pour essayer d'enrayer la crise actuelle. Son action est coordonnée et constante parce qu'il est un organisme permanent, tandis que les Congrès sont périodiques et parce qu'il est doté de bureaux, avantage que n'a pas la Commission Permanente de la Viticulture.

§ III. — LES RESULTATS ET LES POSSIBILITES DE L'ACTION INTERNATIONALE

DIFFICULTÉS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Il y a quelques années, la coopération internationale était considérée comme le moyen le plus efficace de résoudre les problèmes politiques aussi bien que les questions économiques.

M. Maurice SARRAUT, à la Conférence de Paris, exprimait sa confiance dans une loyale coopération internationale. Il déclarait : « L'heure est passée et même définitivement révolue, où les nations croyaient pouvoir s'isoler du reste du monde... Les problèmes viticoles eux-mêmes ne sont plus limités aux frontières d'un pays, ils les débordent... Les solutions, ici comme ailleurs, ne dépendent plus d'un effort d'ordre particulier. »

Or, depuis cette époque, l'on peut vraiment affirmer que la coopération internationale a fait faillite dans tous les domaines : beaucoup d'illusions se sont envolées ; l'institution de Genève n'est plus la Société de toutes les Nations ; sa puissance pratique pour la solution des questions litigieuses est nulle ; en politique extérieure, les nations en sont revenues aux méthodes diplomatiques d'avant-guerre.

En matière économique, la Conférence de Londres, qui réunissait les représentants de tous les pays du globe et qui constituait la tentative la plus considérable de réunion économique internationale, n'a pu aboutir à aucun résultat, sauf, peut-être, aux points de vue du blé et du vin.

L'entente internationale est relativement facile en période de prospérité ; elle est à peu près impossible en période de crise : les événements présents ont obligé les nations à se replier sur elles-mêmes ; la tendance vers l'économie fermée s'affirme de jour en jour.

LES POSSIBILITÉS DE L'ORGANISATION VITICOLE INTERNATIONALE

Il ne faut pas s'exagérer les possibilités de l'organisation viticole internationale. Entre pays producteurs et consommateurs et entre les diverses nations viticoles mêmes, les points de friction sont nombreux ; d'autre part la généralité de la crise économique, la difficulté de placement des diverses productions nationales, la surproduction qui sévit dans tous les domaines ne facilitent pas la lubrification des échanges internationaux.

En ce qui concerne l'organisation de la production, le Comité du Vin à Londres a reconnu qu'elle dépend de l'initiative gouvernementale : la limitation des plantations par exemple ne peut être imposée à aucune nation.

Toutefois, il paraît possible d'obtenir un accord international sur certaines questions et de faire l'entente des pays producteurs sur certaines autres. Pour l'ensemble de la politique viticole, l'organisation internationale permet de coordonner les efforts nationaux et de prévoir, dans une certaine mesure, les événements futurs.

1° La Conférence de Londres a reconnu la possibilité d'établir des projets de conventions internationales sur certaines questions dans la solution desquelles aucun intérêt national ne risque d'être blessé (1).

D'autres mesures peuvent faire l'union des pays producteurs parce qu'elles tendent toutes à l'augmentation de la consommation du vin, augmentation qui doit bénéficier à tous les pays viticoles.

2° Dans la majorité des cas, cependant, et sur les problèmes essentiels, les organismes internationaux doivent se borner à des recommandations : les diverses motions votées dans les Congrès ne constituent pas des règles impératives s'imposant aux Etats, mais une ligne de conduite générale qui doit être mise en œuvre par les divers gouvernements.

(1) Conf. titre III, chapitre III.

L'organisation internationale et, en particulier, l'Office International du Vin, constituent une documentation complète sur la viticulture mondiale. Cela permet aux divers États l'établissement de mesures rationnelles en les éclairant sur la situation des autres vignobles nationaux et en leur donnant le moyen de contrôler le résultat des mesures prises dans les autres pays.

D'autre part, le point de vue international permet de suivre l'évolution des courbes de la production et de la consommation mondiale, de prévoir les grandes modifications de l'économie viticole et de réagir en conséquences. Ainsi, les Congrès depuis 1929, dénoncent à la suite de l'Office International du Vin l'accroissement exagéré des plantations et demande leur arrêt.

PROJET DE CONSORTIUM INTERNATIONAL

Les producteurs d'étain et de caoutchouc, en présence de la crise économique, ont constitué des consortiums internationaux chargés de coordonner la production et la consommation mondiale.

Le Professeur GERVASIO s'est demandé si les viticulteurs ne pourraient pas créer un organisme analogue : il s'agirait alors, sur le plan international, d'une véritable direction de la viticulture émettant des règles impératives.

Mais ce qui est possible pour des productions où le nombre des intéressés est limité, paraît difficilement réalisable en raison du nombre des viticulteurs. Il semble que l'action viticole internationale doive se limiter dans son rôle actuel : les résultats acquis sont d'ailleurs encourageants : disparition de la prohibition en Finlande et aux États-Unis, généralisation des législations qui limitent les plantations et qui favorisent la politique de la qualité, unification des méthodes d'analyse à peu près effectuée.

TITRE III

**LES SOLUTIONS DU PROBLEME
INTERNATIONAL DU VIN**

CHAPITRE PREMIER

MESURES TENDANT A LA RESTRICTION DE L'OFFRE

Des mesures de ce genre soulèvent immédiatement les critiques de ceux qui restent plus ou moins attachés aux doctrines libérales. BASTIAT avait bien dit « que l'économie politique devait être envisagée du point de vue du consommateur. » Or, si l'on diminue, par un procédé quelconque, la quantité de la marchandise, on tend à en augmenter la valeur et c'est le consommateur qui est atteint ; de plus la richesse générale se trouve diminuée. Au moins faudrait-il, pour justifier de semblables procédés en notre matière, démontrer l'existence d'une surproduction viticole mondiale ; or, ce déséquilibre n'existe pas ; il suffirait de développer la consommation pour rétablir la prospérité sur le marché du vin.

D'ailleurs, ajoute-t-on, les faits prouvent bien que l'intervention de l'homme est impuissante à réduire les quantités offertes : aux Etats-Unis, par exemple, l'Administration a racheté une certaine quantité de terres à coton en 1933 ; le succès du plan de réduction de l'acréage paraît assez compromis par les manœuvres des fermiers, qui s'arrangent pour intensifier leur culture afin de compenser les sacrifices que leur impose la politique du départe-

ment de l'Agriculture. Au point de vue viticole, on peut citer le cas typique de l'accroissement des plantations à la suite de la loi du 4 juillet 1931.

Cependant, en présence de ces arguments, on peut répondre que la nécessité d'agir immédiatement s'impose à la viticulture ; la surproduction, qui n'est pas générale, mais qui sévit dans les pays producteurs, prend une forme chronique : elle impose à ces pays une politique nationale de la restriction de l'offre. La critique du malthusianisme économique est aisée au point de vue théorique, les procédés qui en découlent présentent toujours un certain caractère d'injustice et d'arbitraire ; leurs succès sont souvent contestables. Mais la nécessité n'a pas de loi ; si l'on veut éviter une chute catastrophique des cours, il faut agir sur l'offre, soit par la restriction des disponibilités immédiates, soit par une politique à plus longue portée dirigée contre les plantations et contre les gros rendements.

Mais une telle politique est dangereuse parce qu'elle produit un effet anesthésiant ; il est à craindre que, dans une atmosphère temporairement et artificiellement assainie, le viticulteur ne se laisse aller à un sommeil au sortir duquel le réveil serait particulièrement pénible.

La restriction de l'offre ne doit être que le moyen en donnant du temps, de préparer l'économie de l'avenir ; le malthusianisme économique n'est pas la solution ; il est, et ne se justifie que de cette manière, le moyen de rendre moins pénible la période de transition.

§ I. — LA CONSERVATION DE STOCKS. — LE BLOCAGE

Dans la crise agricole du blé, les principaux Etats ont été amenés à acheter une partie de la récolte des fermiers ou bien à encourager la fondation de coopératives destinées à conserver les récoltes pendant une période plus ou moins longue. En viticulture, l'existence des locaux nécessaires pour la vinification a permis d'organiser le stockage

du vin d'une façon plus commode : il s'agit du blocage à la propriété.

Comme le stockage de n'importe quel produit, « le blocage du vin est une opération qui a pour but, dans les années de surproduction, d'empêcher une certaine quantité d'hectolitres de vin d'arriver sur le marché » (1). Il permet d'éviter des variations trop considérables des prix de vente par le producteur ; ceux-ci par leur trop grande élévation, comme en 1926, entraînent la hausse des prix de détail et la diminution de la consommation ; leur baisse exagérée ne provoque pas une diminution corrélative de la cherté du vin pour le consommateur : c'est alors que s'accroissent immodérément les bénéfices des intermédiaires et que la crise sévit à l'égard des producteurs. Le blocage veut donc régulariser les cours.

Ce but est atteint par une action sur la production, une limitation du droit de propriété du viticulteur, une restriction de sa possibilité de disposer de sa récolte : les années de grosse quantité, une partie du produit est stockée et permettra de combler le trou éventuel, la sous-production possible d'une année déficitaire. En apparence donc, il s'agit simplement d'un bénéfice retardé, d'une mesure bénigne destinée à rapporter aux viticulteurs bloqués plus d'avantages futurs que d'ennuis immédiats (1).

INCONVÉNIENTS DU STOCKAGE ET DU BLOCAGE

On a vanté les qualités de cette mesure, en disant qu'il ne s'agissait que d'une gêne provisoire, limitée à un pourcentage restreint de la récolte, que, d'ailleurs, cette gêne provisoire était compensée dès le blocage par le maintien des prix et enfin que, plus tard, lors du déblocage, le viticulteur se trouvait remboursé de ce sacrifice. Mais il semble que l'avantage le plus certain de ce procédé est qu'il présente une apparence bénigne, qu'il produit des résultats immédiats, en un mot, qu'il est placé sous le signe des politiques de facilité.

(1) Henry LABROUE. — Rapporteur de la loi du 4 juillet 1931, exposé devant la Chambre des Députés.

Certes, l'amputation de l'offre par le stockage d'une partie de la récolte arrive à freiner la dégringolade.

Mais une série d'expériences relatives au stockage d'autres produits (blé, coton, café) « pools » canadiens, américains, brésiliens, après avoir procuré aux producteurs une euphorie passagère, montrent que ces mesures ont été impuissantes à stabiliser les cours et la baisse a pris finalement une allure catastrophique. C'est pourquoi, disent les adversaires du blocage, celui-ci est un leurre et une utopie si l'on ne va pas jusqu'à la destruction des excédents bloqués. Que plusieurs bonnes années (ironie des formules passées en un siècle où toutes notions sont bouleversées) se suivent et ce sera la chute effrayante des prix, conduisant à la ruine de la viticulture, sous l'influence des stocks énormes accumulés par l'Etat ; ainsi, ces mesures, en voulant pallier la crise paraissent plutôt susceptibles de la développer : le stockage ne peut être efficace que s'il est établi en fonction d'un débouché futur.

D'ailleurs, le stockage nécessite, avec l'intervention de l'Etat, l'appui financier de celui-ci ; les trésoreries seront bientôt chargées d'une dette nouvelle que les budgets nationaux, actuellement en grande difficulté, ne paraissent pas capables de les supporter.

Quant au blocage, tel qu'il est établi dans la législation française, il découle d'une mauvaise économie dirigée à vue courte : il frappe seulement une catégorie de producteurs ; d'inspiration socialisante, il est injuste non seulement pour les gros, mais pour les moyens viticulteurs ; d'autre part, il repose sur une base trop étroite qui ne peut fournir un soutien efficace au marché (1).

C'est pourquoi nous voyons les libéraux, en pratique le commerce, déclarer l'intervention de l'Etat pour la régularisation des cours, inutile et novice : le commerce des vins est là pour jouer ce rôle de régulateur : « il est indépen-

(1) La critique reste également vraie pour la loi de 1934 qui a abaissé le chiffre de la quantité exonérée à 200 hectolitres, mais seulement pour la distillation obligatoire, la production atteinte par le blocage restant fixée à 400 hectolitres.

dant et dispose de stocks qui se contractent et se dilatent automatiquement suivant l'ambiance. Dans les périodes de bas prix pendant lesquelles le commerce a intérêt à s'approvisionner, il augmente, autant qu'il peut, la demande et freine, par conséquent, la baisse ; dans les années de prix élevés, mouvement inverse et non moins utile ; dans tous les cas, soumis à une impitoyable concurrence, il doit établir des prix d'après les moyennes qui lui sont imposées par ces stocks et qui, ayant des variations d'une moindre amplitude que les cours à la production, n'effarouchent pas le consommateur » (2).

M. Louis ROGER, secrétaire de la société des viticulteurs de France, envisage pour la régularisation des cours, la création d'un marché à terme des vins : « Les opérations à longue échéance permettent de donner aux cours une orientation générale nettement marquée et de les rendre moins sensibles à l'influence des circonstances passagères... Le marché des vins à terme fournissait des indications précises sur l'équilibre de la production et de la consommation. Il attirerait ainsi l'attention des viticulteurs sur les facultés d'absorption du marché. »

APPLICATIONS NATIONALES DU STOCKAGE VITICOLE

Au point de vue du commerce des vins, seule, la législation française paraît avoir organisé le stockage par le système du blocage à la propriété (Statuts de la viticulture de 1931 et de 1933).

Le blocage n'atteint que les viticulteurs récoltant plus de 400 hectos. De la vendange à la déclaration de récolte il y a lieu à blocage provisionnel d'un tiers. A la déclaration de récolte est établi le blocage définitif ; il peut être tenu compte pour sa fixation par exploitant de la quantité globale récoltée, du rendement à l'hectare et de l'augmentation des superficies plantées, depuis 1928.

En ce qui concerne la production du raisin, le comptoir central du raisin de Corinthe a pour l'un de ces buts :

(2) Bulletin O. I. V., juillet 1932, discours de M. CUSENIER.

« L'équilibre de l'offre et de la demande, soit par rétention, soit par achat libre de l'excédent de production, soit par ces deux moyens. » Chaque exportateur peut être imposé par une contribution pécuniaire qui est destinée à l'achat des excédents éventuels de la production. De toute façon, même s'il n'y a pas lieu à l'achat des excédents de raisins par le comptoir central, l'exportateur peut échanger sa contribution pécuniaire contre la mise en réserve de raisins frais (Bulletin de rétention). De plus, un décret peut obliger chaque producteur à une contribution de raisin en nature pour une proportion de 5 à 10 %.

LE BLOCAGE INTERNATIONAL

M. GERVASIO proposait au Congrès de Rome, en 1932 (1) la création d'un consortium international viti-vinicole qui, grâce à des renseignements émanant du monde entier, pourrait prévoir les excédents et les déficits possibles ; ce consortium bloquerait les excédents dans les différentes zones de production et constituerait des masses standards destinées à l'exportation dans les pays consommateurs.

Le commerce intérieur de chaque pays producteur ne disposerait que d'une quantité limitée de vin : les prix se stabiliseraient et la spéculation devrait forcément cesser.

Les excédents, bloqués et standardisés dans les dépôts consortiaux, serviraient d'abord pour l'exportation dans les pays consommateurs ; ces marchés seraient répartis entre les divers pays producteurs.

Les excédents supplémentaires seraient utilisés :

1° Pour la formation de stocks de réserve pour les années déficitaires ;

2° Pour conquérir de nouveaux marchés inexploités où il chercherait à s'introduire au moyen de prix très bas ;

3° Pour la distillation, en vendant ensuite l'alcool de vin au même prix que l'alcool industriel et en éliminant de cette façon le seul obstacle qui s'oppose à une nette distinction entre l'alcool boisson et alcool industriel.

(1) *Bulletin O.I.V.*, décembre 1932.

Cependant, le consortium poursuivrait une politique internationale de réglementation de la culture et de la qualité, de façon à éviter l'augmentation de la production et à faire diminuer les stocks disponibles.

M. GERVASIO déclarait : « Je suis persuadé que les viticulteurs du monde entier ressentiraient immédiatement les bénéfices et les avantages d'une puissante organisation internationale... » Cependant, essayer d'organiser un pareil système à notre époque de nationalisme économique paraîtrait inopportun. Toutefois, cette vue audacieuse d'avenir méritait d'être mentionnée.

LE ROLE NORMAL DU STOCKAGE

Si, en période de crise, le stockage est insuffisant et même dangereux, il pourrait, en période normale, éviter les variations des cours, les excédents réduits d'une bonne année comblant les petits déficits d'une mauvaise campagne ; mais il ne peut être utile que dans une période de stabilisation de la production et non pas en face d'une surproduction qui s'aggrave d'année en année. Il semble que, dans ce rôle plus humble, la gestion du blocage devrait d'ailleurs être confiée aux groupements professionnels, mais qu'elle n'est pas du ressort du pouvoir central.

§ II. — DEVELOPPEMENT DES AUTRES DEBOUCHES DU RAISIN NON CONCURRENTS DU VIN

Les industries qui n'ont pour leur produit qu'un débouché unique sont en danger permanent de surproduction ; au cas où l'offre dépasse la demande d'une façon exagérée, il ne reste plus, pour soutenir les cours, qu'à détruire une partie de la marchandise que l'on veut revaloriser : c'est ce qu'ont fait : le Canada en brûlant son blé, les Etats-Unis en enterrant leur coton à la charrue. Lorsqu'on a brûlé des quantités de café dans le foyer des locomotives

brésiliennes, l'emploi de ce produit comme force motrice entraînait incontestablement une perte de valeur énorme sur la richesse qu'il représentait normalement comme comestible.

C'est ce que constatait M. LABROUE, rapporteur général des résolutions à la Conférence de Paris : « D'autres grands produits agricoles, blé, café, caoutchouc, victimes eux aussi de l'anarchie et de l'intempérance de la production, se débattent dans de dures difficultés dont il est difficile de prévoir l'issue, parce qu'ils ne peuvent être consommés que sous forme de blé, de café, de caoutchouc. Le vin, au contraire, possède, entre bien d'autres privilèges, celui de pouvoir être consommé sous plusieurs formes différentes. »

La transformation du vin en alcool paraît la principale « soupape de sûreté » ; pour lui donner une importance mondiale, il faudrait qu'en tout lieu, gourmets et hygiénistes exigent, pour la consommation de bouche l'emploi de l'alcool de fruits, l'alcool industriel devant servir à d'autres usages : le développement de la consommation du raisin de table et du raisin sec (dont la production n'est possible que dans certaines conditions de climat), le procédé des moûts concentrés qui permet la fabrication du jus de raisin, l'emploi de la production viticole en confiserie enfin, dont le rôle en vinification est peut-être une solution de grand avenir, tous ces débouchés représentent la possibilité de diriger les excédents vers telle ou telle voie de décharge.

A) LA DISTILLATION

Au cours des crises passées, en 1907 par exemple, l'on avait déjà vu les vigneronns faire couler dans les rues de leur cité le vin dont on ne leur offrait qu'un prix dérisoire. La distillation permet la destruction des excédents moyennant seulement une perte partielle de valeur.

La distillation peut avoir deux buts différents : ou bien elle sert à décongestionner un marché encombré par des

stocks trop abondants, dans ce cas elle apparaît comme le complément du blocage, lorsque plusieurs bonnes années ont empêchés le jeu normal du report ; c'est avec des vues analogues, pour des causes semblables, que le Canada, les Etats-Unis, le Brésil, les Pays Scandinaves (1) ont été amené pour d'autres produits, à des destructions systématiques - ou bien la chaudière est comme le pilori des vins de qualité inférieure : elle vient alors à l'appui des lois protectrices de la qualité (comme le degré minimum). C'est en vue de cette deuxième fonction qu'elle est apparue vers la fin du 16^e siècle ; elle a provoqué, à cette époque, aussi bien qu'aujourd'hui, de sérieuses polémiques ; c'est là, semble-t-il, son rôle véritable.

Critique de la distillation en tant que pratique du malthusianisme économique

Quand elle vise la destruction des bons comme des mauvais vins, elle mérite de sévères critiques :

En tant que destruction, elle entraîne une diminution de la richesse générale, elle élève le coût de la production des hectolitres qui restent à la vente, et, de cette manière, contribue à aggraver la crise.

D'autre part, telle qu'elle est conçue en France par exemple, elle repose sur des bases trop étroites ; jusqu'à la loi de 1934, elle atteignait les viticulteurs dont la récolte excédait 400 hectolitres ; actuellement, elle frappe tout exploitant qui récolte plus de 200 hectolitres ; il n'en reste pas moins que le petit récoltant, c'est-à-dire la plus grosse quantité de la production nationale, étant exempté, l'effet de la mesure sur les cours est extrêmement limité : de plus, une injustice évidente est commise contre le vigneron qui, ayant produit 250 hectolitres de très bon vin, sera obligé d'en transformer une partie en alcool, alors que le

(1) A côté des exemples déjà cités du Brésil, des Etats-Unis, du Canada, il convient de noter que les pays scandinaves ont été obligés de transformer en colle plusieurs milliers de vaches laitières. La dénaturation des blés répond au même but, dans la législation française.

producteur de 150 hectolitres de vin médiocre pourra le livrer au commerce.

Enfin, cette transformation des excédents sans qu'aucune limite puisse lui être fixée, risque (les faits le montrent déjà), si toutefois elle arrive à pallier la crise viticole, de transporter la dépréciation sur le marché des alcools. En France, en 1934, l'hectolitre d'alcool à 100 % vaut seulement 240 francs ; en octobre 1934, il était descendu à 200 francs.

Même dans les pays où une distinction est faite entre les emplois respectifs des alcools naturels et industriels, il y a, par suite d'une mesure semblable, la menace d'un accroissement considérable et continu de la production des alcools de vin.

La distillation, élément d'une politique de la qualité

La distillation doit donc reposer essentiellement sur la politique de la qualité ; certes, il peut arriver que le caractère aigu de la crise viticole oblige à distiller même les bons vins ; il faudrait que ce soit un pis-aller, une mesure tout à fait exceptionnelle.

Comme le faisait remarquer M. TARIN, délégué de l'Espagne à la Conférence de Paris et M. CHARILAOS, délégué de la Grèce, il faut prévoir l'utilisation des résidus : marcs, lies, vins de surpressurage, etc... pour la fabrication des alcools viniques en période normale ; mais, pour résoudre la crise viticole, il faut aussi transformer en alcool les vins inférieurs, qu'ils soient produits par un gros ou par un petit viticulteur. Cette catégorie de vin définie soit par la tenue en alcool, soit par l'acidité volatile, soit par tout autre élément, ne pèsera plus sur le marché ; selon l'importance du but à atteindre, l'on peut élargir la classe des vins à distiller et ajouter aux vins foncièrement inférieurs, les produits douteux.

Ainsi, la perte financière subie par le viticulteur qui livre son vin à la distillerie n'est plus un malheur aveugle frappant tout le monde, mais, au contraire, une sanction con-

tre la production médiocre, sanction à la suite de laquelle on peut espérer le repentir.

C'est ainsi que la surproduction sera atténuée aussi bien sur le marché du vin que sur le marché de l'alcool, parce que le produit soumis à la distillation sera toujours en quantité limitée.

Le problème de l'alcool. — L'aménagement des marchés nationaux

La Conférence de Paris recommandait aux pays producteurs (6^e recommandation) d'élargir le marché de l'alcool vinique et de lui réserver la consommation de bouche, l'alcool industriel étant refoulé vers l'utilisation industrielle ; la Conférence de Londres a repris le même vœu, adopté encore au Congrès d'agriculture de Budapest en 1934.

La législation française, depuis le 30 juin 1916 (projet BARTHE) a établi cette séparation ; après la guerre a été créé l'Office de l'alcool qui achète l'alcool industriel pour le livrer aux emplois autres que la consommation de bouche, tandis que pour cette dernière, ne peuvent servir que les alcools de vins, cidre et poirés, marc, lies et fruits frais, désignés sous le vocable d'alcools naturels. L'accord de Béziers entre les planteurs de betterave et les viticulteurs a sanctionné le statut national de l'alcool.

C'est la législation française que les divers Congrès ont proposée en modèle aux législations des divers pays producteurs (1).

Pour utiliser l'alcool industriel, son emploi comme carburant s'est imposé peu à peu dans un grand nombre de pays. Cette utilisation présente un double avantage : satisfaction donnée à l'agriculture en période de surproduction et réduction des achats de pétrole à l'étranger.

(1) Conf. François BERGON. — La législation française de l'alcool, étude économique.

MAILLAC. — Développement de la distillation du vin et emploi des alcools de vin. Rapport conférence Paris.

Edouard BARTHE. — Le dérivé de l'alcool. *Bul. O.I.V.*, n° 16.

Il est indispensable que les gouvernements imposent l'incorporation du carburant à l'essence importée : En Allemagne, tout fabricant de carburant doit acheter à l'Etat une proportion d'alcool correspondant au dix pour cent de sa production ; la Hongrie impose vingt pour cent ; l'Italie quatre pour cent ; la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, vingt pour cent ; la République Argentine, trente pour cent. En Espagne, existe le monopole des essences, concédé à une Société, mais elle est tenue d'acheter une proportion d'alcool correspondant aux quatre pour cent de l'essence importée.

Cette utilisation se réalise donc très rapidement ; il y a là une soupape pour le marché de l'alcool devenu lui-même un débouché essentiel du marché du vin.

Le vinage

L'alcool de vin peut être aussi utilisé pour augmenter le degré alcoolique des vins ; mais, dans la plupart des législations viticoles, ce procédé est prohibé, sauf pour la fabrication des vins de liqueurs. L'institution d'un degré minimum pourrait justifier la réapparition de cette pratique pour relever la tenue en alcool des vins faibles, concurrentiellement avec l'emploi des moûts concentrés (1).

Tout le problème de l'alcool consiste donc à équilibrer le débit des diverses sources d'alcool. La résolution votée par le sous-comité du vin à la Conférence de Londres donne un excellent résumé de cette question de la distillation : « Quant à la distillation des vins anormaux ou insuffisants, c'est une excellente méthode pour débarrasser le marché d'un excédent de vins inférieurs, qui ne peuvent que surcharger ce marché déjà pléthorique et provoquer une baisse du prix des vins bons et sains. Là encore, le Comité du vin doit recommander à tous les pays viticoles l'adoption d'une législation interdisant la consommation de l'alcool industriel, et réservant aux seuls alcools de vins

(1) Conf. Titre III, chapitre II, paragraphe III: la Politique de la qualité. Le degré minimum.

ou de fruits le marché de la consommation des alcools de bouche. On facilitera ainsi, par l'envoi à la chaudière des vins insuffisants ou des vins médiocres, l'écoulement des vins de qualité, surtout dans les années de grosse récolte. »

Appendice. — La production du vinaigre

De la même manière, le seul alcool utilisé pour la fabrication du vinaigre doit être l'alcool de vin : c'est ce que demande la Conférence internationale de Paris « que les pays qui utilisent encore l'acide pyroligneux pour la fabrication du vinaigre en interdisent l'emploi et y substituent l'alcool vinique. » En Russie, en Roumanie et en Hongrie, les paysans consomment énormément de vinaigre avec leurs légumes ; mais celui-ci est extrait, la plupart du temps, du bois, du riz ou de la pomme de terre. (En Roumanie, les deux tiers du vinaigre consommé sont tirés de la pomme de terre) (1).

En France, le procédé BOULARD a permis de tirer le vinaigre de la sciure de bois (BARTHE). On comprend que, produit de cette façon, cette marchandise présente un prix de revient inférieur au vinaigre de vin.

Il convient d'appliquer à ces procédés industriels des surtaxes, afin de réserver au vin un débouché normal. Ceci a été fait en France et en Roumanie.

B) LE RAISIN DE TABLE

M. Maurice SARRAUT, dans la préface qu'il a écrite pour le livre de Maurice Peloux et Claude Chatelus : « Le raisin de table en France », s'écrie : « Mais pourquoi s'hypnotiser sur un seul débouché des produits de la vigne, sur le vin, alors qu'il en existe d'autres ? Pourquoi ne pas développer la consommation considérable et fructueuse du raisin ? ».

(1) Déclaration de M. TEODORESCO, délégué de la Roumanie à la Conférence de Paris.

HISTORIQUE. — LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE INTERNATIONAL DU RAISIN DE TABLE AU 19^e SIÈCLE (1)

Depuis toujours et dans toutes les régions viticoles, si la source de la richesse, si le gagne-pain normal a été la fabrication du vin, on a consommé aussi des raisins frais. Mais jusqu'à 1850 environ, on n'a connu ni une culture systématique, ni un commerce international du raisin de table : d'une part la médiocrité et la lenteur des moyens de transports, d'autre part la haute corruptibilité du produit, interdisaient la recherche de consommateurs éloignés. Toutefois, dans l'Europe septentrionale, on rencontrait des cultures en treilles (nord de la France et Hollande) ou en serres chaudes (Angleterre et Allemagne) ; le seul but de ces exploitations, on le comprend, fort onéreuses, était de produire un fruit destiné aux riches tables de leurs propriétaires : le vin étant importé des régions méridionales et le raisin produit en quantité insignifiante ne faisant pas l'objet d'un commerce.

Avec le perfectionnement et le développement des moyens de transports, le raisin de table paraît sur le marché international ; sa culture se concentre dans certaines régions prédestinées par leur climat : les régions septentrionales ne peuvent, à cause des fréquentes gelées tardives, cultiver que des variétés qui bourgeonnent tard ; leurs raisins ne développent, que dans les années fort ensoleillées, la teneur en sucre nécessaire à la consommation fraîche ; d'autre part, la pluie, pendant les vendanges, risque de crever le grain, rendant ainsi sa conservation impossible. Enfin, la beauté du fruit d'Almería, de Sicile ou de Grèce, est un élément impossible à rencontrer ailleurs. Ces régions sont donc devenues les fournisseurs attitrés des pays non viticoles ; la qualité de leur raisin (rendue supérieure par la culture « ad hoc » que permet la spécialisation) fait

(1) Production et commerce mondiaux des raisins de table (Docteur KURT RITTER et Docteur Martin GUTTFELD). Bulletin O.I.V., janvier 1933.

demander leur produit même dans les régions de viticulture.

Le tableau suivant constate le développement du commerce international des raisins de table au 19^e siècle :

Pays d'exportation	en cent quintaux	
	1881-83	1891-93
France	»	22
Italie	824	1728
Portugal	1614	2203
Total	2589	4053

Cependant, peu à peu, on va rencontrer des producteurs de raisins frais en France et dans l'Italie du Nord, combinant la culture du raisin à vin et du raisin de table.

La Californie, sous l'influence de la prohibition, est passée en tête des producteurs de raisins de table avec 30 % environ du total mondial ; notons qu'il existe encore en Belgique et au Pays-Bas, une culture en serres qui peut produire jusqu'à 200.000 quintaux de raisins.

Le marché mondial actuel du raisin de table

D'après trois tableaux recueillis dans l'étude de MM. RITTER et GUTTFELD, voici la production et le commerce international tels qu'ils se chiffrent à l'heure actuelle :

I. — Pays producteurs de raisins.

	en 1000 quintaux
Californie (1929)	2808
France (1929)	1112
Espagne (1929)	2000
Italie (1929)	775
Maroc et Tunisie (1929)	716
Grèce (1928)	350
Afrique du Sud (1926)	139
Australie (1928)	125

II. — <i>Pays d'exportation</i>	1901-03	1911-13	1927-29	1930
Belgique	39	77	277	279
Bulgarie	15	2	120	277
France	101	1158	3727	2213
Grèce	»	69	640	730
Italie	2544	2211	2473	4532
Pays - Bas	1	30	535	741
Portugal	374	680	437	388
Roumanie	»	»	526	384
Espagne	3752	4626	4793	3852
Hongrie	11	11	343	1764
Algérie	375	1560	1500	1802
Afrique du Sud	»	»	220	251
Chypre	»	»	172	148
Palestine	»	»	38	37
Argentine	»	»	330	542
Etats - Unis	»	»	2111	2225
Divers	»	29	90	94
Total	7201	10442	17348	19209
III. — <i>Pays d'importation</i>	1901-03	1911-13	1927-29	1930
Allemagne	1829	3644	6276	7009
Finlande	»	»	84	78
France	503	894	618	1671
Grande - Bretagne	2831	2671	3911	3886
Norvège	»	86	153	170
Autriche	»	101	796	1255
Pologne	»	»	150	704
Suède	»	36	143	185
Suisse	197	454	970	1287
Tchécoslovaquie	»	»	223	311
Egypte	»	777	1089	1027
Canada	48	247	1269	1426
Etats - Unis	»	»	1671	134
Divers	190	934	1200	554
Total	5598	11725	11016	19315

On voit donc l'importance de plus en plus grande prise par le commerce international du raisin de table. Il a fallu cependant compter, ces dernières années, avec la concurrence des fruits exotiques, bananes et oranges ; ce n'est pas seulement dans des pays qui, comme la Grande-Bretagne, sont dotés de territoires d'outre-mer producteurs de

fruits en question, mais aussi dans des régions viticoles que le développement de la consommation du raisin a été gêné : on a pu voir, même dans notre Midi, en période de vendanges, un écolier emporter pour son goûter, une banane... (1)

Enfin, un certain nombre de pays autrefois importateurs de raisin tendent à se fournir eux-mêmes ; c'est le cas de l'Allemagne (un de nos gros clients), où le Palatinat et la Hesse se peuplent de vignes de raisins de table. En 1932, l'Allemagne aurait produit 1.000.000 de quintaux ; il semble que, dans dix ans, elle suffira à ses besoins.

L'EFFORT POUR LE RAISIN DE TABLE DANS LES PAYS PRODUCTEURS

En présence de la crise de surproduction viticole, les pays producteurs se sont efforcés de développer chez eux la consommation du raisin ; d'autre part, avec plus ou moins de netteté, selon que la production y est plus ou moins organisée, chacun d'eux a essayé d'aiguiller vers la production du raisin de table une partie de la viticulture nationale.

Orientation de la production vers la culture des raisins de table

La Conférence internationale de Paris recommandait : « Que, 1°, dans tous les pays, les pouvoirs publics facilitent la production, la circulation et la vente du raisin en améliorant les méthodes culturales, en réduisant les droits de douanes, en améliorant les transports rapides avec des tarifs raisonnables, en perfectionnant les méthodes d'emballage et de conservation.

» ...3° Que les producteurs de raisins de table se groupent en syndicat par régions viticoles et se fédèrent ensuite en une fédération nationale, appuyée sur une Chambre Officielle de raisin sur le modèle de ce qui a été fait en Espagne, avec le concours du Gouvernement et des autorités locales.

» ...4° Que les raisins de table soient sélectionnés suivant

(1) Nougaret.

les régions, en recommandant la culture des meilleures qualités, aussi bien pour les primeurs que pour les raisins tardifs. »

La culture du raisin de table en Italie : organisation de la production et de l'exportation

L'organisation corporative italienne, si fertile en résultats considérables en d'autres domaines, mérite aussi d'être donnée comme modèle en ce qui concerne la production et l'exportation du raisin de table.

Une discipline volontairement consentie par le producteur permet un choix judicieux des variétés à cultiver ; une commission spéciale, après avoir étudié pendant trois ans la question dans différents vignobles, a conclu son travail en limitant leur nombre à dix. Dans les marais pontins, à la suite de travaux gigantesques d'assainissement, un vignoble plantureux est destiné à la culture du raisin de table. La culture et le triage sont extrêmement soignés. Des facilités de transports permettent un prix de vente alléchant. Par ailleurs, une propagande active développe le goût du raisin chez le consommateur. La journée nationale du raisin marque, chaque année, des progrès énormes.

Voici l'ensemble des méthodes prévues par le ministère de l'Agriculture et qui sont résumées dans la circulaire du 21 janvier 1931 :

a) Faire connaître les variétés de raisin les plus recommandables pour les diverses régions ;

b) Vulgariser les règles à suivre pour maintenir les prix de revient du raisin dans les limites permettant l'augmentation de la consommation et de l'exportation ;

c) Enseigner pratiquement les moyens d'obtenir des raisins de belle apparence.

L'Italie a obtenu les résultats suivants :

I. — Production du raisin de table :

En 1929	2555000 quintaux
En 1930	2678000 quintaux
En 1931	3876000 quintaux
En 1932	3835000 quintaux

II. — Développement de l'exportation :

	Quintaux	Valeur en liras
1926	247751	62038100
1927	227021	40363500
1928	228512	46396900
1929	283507	47036953
1930	453283	68778900

D'autre part, le développement de l'exportation du raisin fait partie d'un plan plus général qui tend à l'accroissement simultané de l'exportation de tous les produits agricoles nationaux (2).

	1926	1927	1928	1929	1930
Légumes frais . . .	1057745	1205094	1087006	1072917	1609855
Tomates	409023	361564	306080	415155	415879
Agrumes	3722637	4049756	3033053	3225670	4050310
Fruits frais	1658321	1234431	1258315	1498649	1867355
(raisin compris)					
Totaux.	6847726	6850845	5684454	6212391	7943399

Les efforts italiens peuvent être considérés comme des tentatives de concurrence à l'égard des autres nations ; c'est ainsi que la production française, mal organisée, a subi, sur les marchés étrangers, un échec assez net aux cours de ces dernières années. Chez les trois grands pays importateurs de nos raisins de table, les quantités ont été les suivantes :

En quintaux	1931	1932
Allemagne	165831	50877
Suisse	61593	20737
Belgique	10267	1509

La leçon de la comparaison des chiffres est que l'application par tous les pays producteurs d'un système coordonné et efficace, organisant la production et la consommation intérieure, standardisant les méthodes d'exportation de

(1) Extrait des publications de l'Office International du Vin.

(2) Extrait de l'Atude M. Georges RAY, chef de service de l'Institut International d'Agriculture (*Bul. O. I. V.*, janvier 1932).

notre produit, aurait pour conséquence que le consommateur mondial ne se verrait plus offrir qu'une marchandise excellente quelle que soit son origine.

L'organisation de la production du raisin de table dans d'autres pays

Certaines nations, depuis longtemps déjà spécialisées dans la culture du raisin de table, possèdent des organisations considérables : l'Espagne, à Almería ; le Comptoir national du raisin de Corinthe, en Grèce.

Cependant, d'autres pays, sous la pression de la crise viticole, et conformément aux recommandations des Congrès internationaux, essaient de transformer une partie de leur vignoble producteurs de raisins de tige, en producteurs de raisins de table.

C'est ce que veut faire le Luxembourg : « Avec quelques cépages comme le Riesling Sylvaner, le muscat Ottonel, l'Auxerrois, qui peuvent faire fonction de raisins de cuve et de table. Il faut choisir les plus belles grappes, enlever, le cas échéant, les particules de cuivre par traitement à l'acide acétique, suivi d'un lavage à l'eau courante, soigner l'emballage. Organiser des marchés aux raisins dans les centres viticoles, confier la partie commerciale à une organisation centrale » (1).

C'est ce que fait la Bulgarie, qui porte tous ses efforts vers la culture et l'exportation du raisin de table ; la station expérimentale de Pleven poursuit des recherches scientifiques en vue de la création de nouvelles variétés.

L'accroissement de la consommation nationale du raisin de table dans les pays producteurs

Pour les divers pays, la consommation par tête d'habitant s'élève aux chiffres suivants :

(1) Réponse de M. KIEFFER, directeur de la Station Viticole de Remich (Luxembourg) aux questions posées par l'ordre du jour du Congrès de Rome.

Bulgarie	20 kilos
Italie	10,5 kilos
Espagne	9,3 kilos
Portugal	8,9 kilos
Grèce	6,9 kilos
Argentine	5,2 kilos
Pays - Bas	3,8 kilos
Grande - Bretagne	3,6 kilos
France	2, kilos (1)

Il y a donc, dans certains pays producteurs une consommation très faible du raisin de table ; le développement de ce débouché permettrait de décongestionner, de façon sensible, les marchés nationaux du vin dans les pays producteurs.

M. MARESCALCHI déclarait : « Avant peu, la vente des raisins dégagera le marché des vins (en Italie), de 7 à 8 millions d'hectolitres. » Pour obtenir ce développement de la vente du raisin de table, il y a lieu de faire une propagande intensive destinée à faire connaître dans tous les pays les avantages de la cure de raisins ; il faut organiser des comptoirs de vente, des stations uvales, pour amener le produit à portée du consommateur ; il faut, enfin, conserver les raisins frais le plus longtemps possible après la vendange à l'état comestible et rechercher l'apparition des récoltes de primeurs le plus tôt possible.

Il y a donc lieu à une propagande internationale du raisin de table ; mais c'est d'abord dans les pays producteurs eux-mêmes qu'elle doit être menée ; en effet, le raisin avait été défavorisé auprès du consommateur par la propagande intensive des grandes firmes exportatrices de fruits exotiques.

En Italie, où des sacrifices très importants ont été consentis pour organiser méthodiquement la vente des raisins, la consommation par tête d'habitant est, aujourd'hui, de

(1) Tableau extrait d'une étude de M. A. NOUGARET, président de l'A. P. V. *L'Eclair* de Montpellier.

10 kilos par jour alors qu'elle n'atteint que 2 kilos en France (1).

Dans les pays viticoles, l'organisation en faveur du raisin de table consiste essentiellement dans la propagande médicale, la création de stations uvales, l'organisation de journées nationales du raisin, enfin, la constitution d'organismes commerciaux et de frigorifiques.

La propagande médicale

Le rapport NOUGARET à la Conférence de Paris, cite les opinions des médecins espagnols, italiens et français, sur la valeur thérapeutique du vin. Cette propagande doit être poursuivie par la création de Sociétés de médecins amis du vin ; il faut redonner au jus du raisin, aux yeux du public, une valeur alimentaire qu'il a toujours possédée de façon intrinsèque.

Les stations uvales

Il faut mettre le raisin à la portée du consommateur ; les divers pays producteurs ont créés des magasins de vente du raisin sur les places publiques, dans les villes principales : les fédérations nationales de stations uvales sont ensuite groupées dans une union internationale.

La France et l'Italie sont en tête de ce mouvement : la ville de Milan possède trois cent cinquante kiosques pour la vente du raisin ; en France, il en existe dans les grands centres urbains et dans les stations thermales. Au Portugal, dès le mois d'août 1931, à Lisbonne, un commissariat central pour la création de stations uvales, a été organisé et des stations ont été créées dans de nombreuses villes. L'Allemagne possède quelques stations de cure de raisins ; la mieux organisée est celle de Baden-Baden (2).

(1) NOUGARET. — Développement de la consommation des raisins de table et des industries utilisant le raisin.

(2) Déclaration de M. DOUARCHE à la session de l'O. I. V. de décembre 1931.

Les journées nationales du raisin

C'est l'Italie qui, la première, a organisé une journée nationale du raisin : en 1930, le 28 septembre, il a été consommé sur le territoire italien, 14 millions de kilos de raisins. En 1931, on a fait une semaine du raisin et la consommation s'est élevée à 52 millions de kilos. La France avait également projeté une journée nationale du raisin ; cette décision n'a pas eu de suite.

A Lisbonne, une semaine du raisin, organisée en 1931, renouvelée en 1932, avait obtenu le plus grand succès.

Organisation commerciale. — Construction de frigorifiques

On sait que la corruptibilité du raisin empêche qu'il soit consommé toute l'année. Il faut, d'une part, favoriser les recherches scientifiques qui permettront d'étendre la période de consommation par la culture de raisins hâtifs ; d'autre part, la construction de frigorifiques permettrait de conserver le raisin pendant une longue période (1).

LA PROPAGANDE INTERNATIONALE POUR LE RAISIN DE TABLE

Il convient de poursuivre sur le plan international la propagande en faveur de la valeur alimentaire et thérapeutique des raisins de table ; il faut développer dans les pays consommateurs des organisations commerciales, des succursales, des stations uvales.

A la session de l'Office International du Vin de décembre 1932, M. DOUARCHE avait proposé l'organisation d'une fête mondiale du raisin, qui devrait exister aussi dans les pays non viticoles. L'Office International du Vin se chargerait de l'organisation de cette journée. Elle serait précédée d'une période de propagande par le cinéma, la T. S. F. et les journaux. Jusqu'à maintenant, ce vœu n'a pas été réalisé.

(1) Par ailleurs, les frigorifiques sont nécessaires pour la défense nationale : conservation des viandes pendant les hostilités ; en liant ces deux questions on pourrait obtenir des gouvernements un appui pour la construction de ces institutions coûteuses.

Il convient de signaler la proposition faite au Comité du Vin de la conférence économique et monétaire de Londres (juillet 1933), par M. BALASSA, délégué de la Hongrie : « Pourquoi, déclare-t-il à l'O. I. V., les Etats faisant partie de l'Office n'organiseraient-ils pas — uniquement à titre de propagande et sans aucune arrière-pensée commerciale — un échange de raisins de table pendant un temps déterminé... chaque pays se ferait momentanément le représentant de son voisin... Cette idée a déjà été mise en pratique par les marchands de fleurs et par les philatélistes depuis une dizaine d'années. » Les échanges se feraient sur la base de la réciprocité, avec exemption de tout droit de douane, de toutes taxes directes ou indirectes, de toutes restrictions monétaires ou de transfert.

Mais certains viticulteurs, producteurs de vin ont craint en présence de la propagande pour le raisin de table d'être concurrencés par ce nouveau produit. « Il existe, dit le docteur EYLAUD, une guerre sournoise et l'on se demande si la consommation du raisin (également celle du jus non fermenté), ne peut pas compromettre la consommation du vin. » Ce danger est purement imaginatif : Dans les régions productrices, les habitants boivent du vin et mangent du raisin sans que la consommation de l'un puisse nuire à l'autre : le raisin est un dessert, le vin, une boisson. D'autre part, les peuples musulmans et bouddhistes, ceux qui, par goût, n'aiment pas le vin, consommeront du raisin de dessert alors qu'ils ne boiraient jamais de vin.

L'on doit, sans crainte, encourager la production et la consommation du raisin de table, débouché de la vigne non concurrent du vin.

APPENDICE. — LE RAISIN SEC

C'est là une forme de consommation courante du raisin de table. Son apparition dans le commerce international antérieure à celle du raisin frais (c'est, en effet, un produit plus commodément transportable et plus facile à conserver) ; mais sa vogue est aujourd'hui beaucoup moins grande,

Cependant, on évalue la production mondiale du raisin sec à 7.560.000 tonnes se répartissant comme suit :

Californie	250000 tonnes
Grèce	150000 tonnes
Perse	50000 tonnes
Asie mineure	45000 tonnes
Espagne	30000 tonnes
Australie	40000 tonnes
Afrique du Sud	6000 tonnes
Chypre	3000 tonnes
Chili	2000 tonnes

« Il ne semble pas, dit M. BRICHET, auquel nous empruntons le tableau ci-dessus (1), qu'il reste sur ce marché des places à prendre pour d'autres fournisseurs que ceux déjà outillés et accrédités » (2)

c) LES MOÛTS CONCENTRÉS

En présence de la crise de surproduction viticole, de nombreux économistes se sont demandés si l'on ne pourrait pas créer un débouché nouveau à la viticulture par la production industrielle de denrées alimentaires autres que le vin. La concentration des moûts de raisin frais a pris, en fait, une notable extension depuis quelques années (3).

Historique

Cette pratique était connue chez les latins pour la confection de leur « vinum decoctum ». Il s'agissait d'un chauffage du moût dans des bassines en cuivre ou en plomb. Dans de nombreux pays, on fait encore une abondante

(1) Bulletin O. I. V., octobre 1932.

(2) Notons cependant que la France est tributaire des pays étrangers, alors que l'Algérie possède les éléments nécessaires (sol, climats, main-d'œuvre) pour se classer parmi les producteurs de raisins secs. Il y aurait peut-être là pour atténuer la surproduction nationale une possibilité (sur l'étendue de laquelle d'ailleurs nous ne nous illusionnons pas) de quelques milliers de quintaux.

(3) Les moûts concentrés par MM. BENVIGNIN et CAPT, de la Station fédérale d'essais viticoles et arboricoles à Lausanne. Bul. O. I. V., novembre 1933.

consommation de moûts réduits à la chaleur ; on les emploie pour la fabrication des vins de Xérès, Madère, Marsala, Moscatel.

La concentration des moûts à l'heure actuelle, se fait par d'autres procédés, la cuisson laissant au produit un goût spécial. Lors du blocus continental, le prix des sucres étant monté en France à 6 francs la livre, l'on a cherché à préparer du sucre de raisin.

La crise de surproduction, en 1900, remit de nouveau le problème parmi les questions d'actualité. On comprend qu'aujourd'hui, la crise viticole a donné à la concentration des moûts un regain d'intérêt.

Procédés de concentration

Pour concentrer un moût, on peut utiliser soit l'action du froid, soit l'action de la chaleur, soit, enfin, l'action combinée de la chaleur et du vide (1).

Utilisations des moûts concentrés

Les moûts concentrés peuvent être employés en vue de fins variées. Plusieurs auteurs (VINCENS, ROUX, MATHIEU, PASQUET, NOUGARET) ont résolu de façons diverses ce problème. Ils peuvent servir pour la thérapeutique, pour l'alimentation, pour la vinification.

1° Produits thérapeutiques :

Ils peuvent être consommés dans la plupart des cas où la cure de raisins est indiquée : affections des reins, du foie, arthritisme et rhumatisme ; ils jouent, en particulier, le rôle de diurétiques, de cholagogues et de laxatifs légers ; ils peuvent entrer dans la confection de vins médicinaux et toniques.

(1) FABRE, professeur à l'Institut d'Alger, jus concentrés de raisin. Bul. O. I. V., février 1933.

(2) BENVENIN et CAPT. — Op. cit.

Le jus de raisin présente toutes les qualités d'un lait végétal, selon l'analyse du Professeur HERPIN (3).

	Jus de raisin	Lait
Eau	75-85 %	85 - 89 %
Sucre	12-22 %	4,4-7,5 %
Album.	1,2-1,5 %	0,7-3,7 %
Graisse		1,4-6,8 %
Sels minéraux	1,5-1,8 %	0,2-0,6 %

Enfin, l'on sait que le sucre de fruits est essentiellement supérieur au sucre industriel au point de vue alimentaire, parce qu'immédiatement assimilable.

2° Les moûts concentrés dans l'alimentation :

Les avantages du sucre de raisin sur les autres sucres indiquent donc la très grande valeur alimentaire des moûts concentrés. D'après les recherches d'éminents économistes, ils peuvent être employés pour la production d'un édulcorant d'usage journalier pour la confiserie, enfin pour la fabrication d'une boisson destinée aux populations qui, pour des raisons diverses, ne boivent pas de vin.

Le sucre de raisin

M. NOUGARET, rappelant l'existence de cette industrie en 1811, propose la fabrication d'un moût extrêmement concentré, qu'on avait proposé d'appeler miel de raisin et qui pourrait, dans bien des cas, se substituer aux sucres cristallisés. Le sucre de raisin devrait se vendre chez l'épicier comme le sucre cristallisé lui-même ; et, d'après l'auteur, ce débouché constituerait, pour la vigne, une soupape très importante : l'on pourrait faire disparaître, chaque année, 15 millions d'hectolitres de vin, en France seulement (1).

(3) Rap. CLASEN, délégué du Luxembourg à l'Office International du Vin.

(1) NOUGARET. — Rapport à la Conférence de Paris sur les industries utilisant le raisin.

La confiserie

L'on pourrait obtenir aussi, grâce aux moûts concentrés moyennant l'addition d'une petite quantité de gelée de pommes des gelées de raisins analogues aux gelées de framboises ou de groseilles.

Il existe, aux Etats-Unis, un bonbon de raisin constitué avec du moût solidifié (1).

Le jus de raisin

Enfin, les moûts concentrés moyennant une dilution appropriée permettent de reconstituer les jus primitifs dans toute leur saveur. Transformé en boisson normale, le moût concentré permettrait de continuer la cure de raisin tout au long de l'année.

C) LES MOUTS CONCENTRÉS ET LES JUS DE RAISINS NON FERMENTÉS

Il est incontestable que des efforts nombreux ont été réalisés dans les pays producteurs en faveur du raisin de table ; l'avenir de ce commerce peut donner de grandes espérances. Grâce à des espèces de maturité différente, grâce à la culture en serres chaudes, grâce à des installations pour conserver le raisin mûr, on arrive actuellement à pouvoir vendre du raisin à un prix abordable et en quantité appréciable de juillet à novembre ; l'on peut également prévoir une augmentation des quantités consommées comme primeurs et comme fruits tardifs. « Il n'en reste pas moins vrai, dit M. CLASEN, délégué du Luxembourg à l'O. I. V., que le raisin est une denrée fragile, d'une conservation limitée qui ne peut être livrée en quantité importante et à un prix abordable que pendant une partie de l'année. »

D'autre part, l'amateur de raisin de table désire des qualités autres que celles qui servent normalement à la fabrication du vin ; or, c'est là une des causes de la diffi-

(1) VINCENS. — *Revue de Viticulture*, septembre 1923, p. 189.

culté d'adaptation du producteur, celui-ci attendant, pour remplacer son aramon ou son carignan par du chasselas ou du muscat, que la partie de son vignoble qu'il désire modifier soit arrivée à l'époque normale d'arrachage, — ce qui, en moyenne, suppose une attente de trente années.

Or, le jus de raisin non fermenté présente toutes les qualités du raisin de table ; il offre, de plus, des avantages de commodité de transport et de conservation que n'a pas le raisin ; il peut être tiré de toutes les qualités et, pour le fabriquer, on peut utiliser tous les cépages, même ceux qui produiraient du vin normal.

On sait que les médecins ont reconnu la valeur alimentaire des éléments contenus dans le jus de raisin ; il faudrait obtenir du public non consommateur de vin qu'il fasse du jus de raisin sa boisson courante (ce qui constituerait un débouché autrement important que l'emploi de ce produit comme un remède) ; on peut, d'ailleurs, selon les préparations variées, obtenir des différences de goût, et satisfaire ainsi les diverses demandes.

Il sera possible d'arriver à ce résultat par un vigoureux effort de propagande, qui pourra être poussé jusqu'en des pays lointains non consommateurs de vin et non producteurs de raisin ; ceci nous amène à noter un dernier avantage des jus de raisin qui pourront être consommés là où ne pourrait arriver le raisin ; il s'agit de sa conservation quasi-illimitée et des facilités de transport qui l'autorise.

Nécessité de la propagande (1)

Si, à notre époque, la consommation de certains produits diminue considérablement (par exemple le charbon), il y

(1) Il y aurait là pour la France un effort à faire auprès des populations musulmanes de ses colonies ; certains pays ont déjà obtenus des résultats positifs ; en Afrique du Sud s'est constituée une coopérative qui a fabriqué en 1932, 200.000 litres de jus de raisin ; avec lesquels elle a obtenu un brillant succès puisqu'elle les a vendus en l'espace de quelques jours dans la région du Cap. Cette coopérative a décidé de fabriquer le produit sur une plus grande échelle : elle

à, en revanche, l'apparition de besoins nouveaux, suscités quelquefois par une publicité appropriée.

Le cinéma, ou, plus récemment, les sports d'hiver, ne jouissent-ils plus d'un engouement considérable, quoique de fraîche date ? Au point de vue alimentation, ne se fait-il pas une augmentation croissante de « grapp-fruit », qui était à peu près inconnu, il y a quelques années, quand ces fruits s'appelaient pamplemousse ? N'a-t-on pas créé aussi la nécessité alimentaire des bananes ? Ce peut être le cas du jus de raisin sous condition d'une propagande méthodique.

3° Les moûts concentrés en vinification :

Les moûts concentrés peuvent être employés en vinification :

1° Pour la préparation de vins de liqueurs et de mistelles. Il est normal que la concentration des moûts constituent la pratique régulière pour cette fabrication à l'exclusion du sucrage à l'aide de saccharose ou de glucose.

2° Edulcoration des vins blancs, en mélangeant aux moûts une forte teneur en anhydride sulfureux.

3° Chaptalisation des moûts, en vue de relever le degré alcoolique des vins ; bien que le sucre revienne moins cher que le moût concentré pour cette opération, il semble que la surproduction viticole incite les législations des pays intéressés à favoriser l'emploi du sucre de raisin à l'exclusion du sucre de betterave.

Toutefois, la chaptalisation au sucre est préférable pour les vins qui présentent une acidité excessive ; ce serait même le cas général. Dans ce cas-là, l'addition de moûts concentrés contenant les acides naturels du raisin, est souvent contre-indiquée.

a installé à Worcester une usine qui est certainement la mieux équipée et la plus importante de son espèce dans le monde; elle comprend 30 tanks verres, chacun une capacité de 500 hectos. Les frais de l'installation se sont élevés à 35.000 livres sterling.

4° Préparation intégrale de vin : les moûts concentrés permettent l'exportation sous un faible volume d'une partie de la récolte, leur transport est plus commode et le produit est garanti contre les cassures possibles en cours de route. Arrivés à destination, en ajoutant trois à quatre volumes d'eau et une semence de levure sélectionnée, on reconstitue un moût analogue au moût de raisin frais. Cette pratique, qui risquerait de provoquer la fraude sur le territoire même des pays viticoles, ne présente, en revanche, que des avantages quand il s'agit de l'exportation dans les pays lointains : aux colonies françaises par exemple.

Législation sur la chaptalisation par les moûts concentrés

De nombreux pays ont permis l'emploi des moûts concentrés pour relever le degré alcoolique des vins. L'Argentine, la Bulgarie, le Chili, l'Espagne, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Roumanie et la Yougoslavie. Restent adversaires de l'emploi des moûts concentrés, la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche.

La Suisse, à l'article 175 de l'ordonnance fédérale du 23 février 1926, interdit d'employer « des jus de fruits ou des jus de raisin concentrés sans alcool pour préparer des cidres ou des vins avec ou sans alcool. »

L'Allemagne qui, cependant, permet le sucrage « avec du sucre techniquement pur de betteraves, de cannes à sucre ou de fécule », ne mentionne pas les moûts concentrés comme licites en vinification. (Loi sur le vin du 25 juillet 1930).

Enfin, l'Autriche prohibe cette pratique aux articles 16 et 17 de la loi du 17 juin 1925 (1).

§ III.. — LA REDUCTION DES SUPERFICIES PLANTEES

Les mesures dirigées contre les plantations ne sont pas une nouveauté de l'époque présente : en l'an 92, l'Empire Romain connut une disette de blé qui concordait avec une

(1) BENVIGNIN et CAPT. — Op. cit. FABRE, op. cit.

surabondance de vin. Domitius édicta alors : « *ad summan quondam ubertatem vini, frumenti vero inopiam, existimans nimio vinearum studio negligi arva, edixi ne quis in talia novellaret, utque in provinciis vineta succiderentur relictæ, ubi plurium dimidia parte.* » Que personne ne planterait plus de nouvelle vigne en Italie, et que celles des provinces seraient arrachées en n'en laissant au maximum que la moitié. C'était donc la province (ou la colonie), qui avait été sacrifiée à la Métropole.

Le 5 juin 1731, le gouvernement royal dut intervenir pour défendre de nouvelles plantations de vignes dans tout le royaume : le cours des vins se releva de 7 livres à 15 livres (les 150 litres) en 1733. Mais il retombait à 7 ou 8 livres dans les années postérieures : cette chute des prix avait été causée par les tolérances de l'Administration.

A) NÉCESSITÉ DE LA LIMITATION DES PLANTATIONS

Alors qu'au XIX^e siècle, RICARDO avait prévu la hausse du prix des produits du sol et l'élévation continue de la rente, la crise actuelle de l'agriculture montre que le développement de la production agricole a été plus rapide que celui de la consommation. Cependant, les théories libérales n'excluaient pas l'existence de crises cycliques ; mais elles considéraient que le retour à la prospérité, le rétablissement de l'équilibre devait se faire automatiquement par l'élimination du producteur marginal.

Sous l'effet de la crise viticole présente, les plantations devraient s'arrêter d'elles-mêmes ; les vignobles dont la culture n'est plus rémunératrice devraient disparaître sans qu'il soit besoin d'aucune intervention légale.

Mais le fait que la crise viticole coïncide aujourd'hui avec une crise agricole généralisée et même avec une crise économique totale empêche le viticulteur d'abandonner sa culture traditionnelle pour aller vers une autre branche d'activité, puisque, de tous côtés, la crise sévit avec intensité. D'autre part, la concurrence entre les diverses nations sur le marché international a obligé chaque gouvernement (même parmi les plus attachés au maintien de la liberté

économique), à protéger ses ressortissants : or, l'interventionnisme est un engrenage : chaque immixtion dans la vie économique entraîne la nécessité d'une nouvelle intervention.

Or, la crise de surproduction mondiale du vin se manifeste aussi bien dans les pays qui tirèrent profit de l'exportation viticole parce qu'ils ont été concurrencés par des vignobles nouvellement constitués, que sur les marchés où la production nationale autrefois en équilibre avec la consommation du pays, a dépassé nettement celle-ci. Pour éviter l'accroissement de la crise de surproduction, l'arrêt ou au moins la limitation des plantations se révèle nécessaire.

B) LE PROBLÈME INTERNATIONAL DE LA LIMITATION DES PLANTATIONS

Dans tous les Congrès internationaux, depuis le premier Congrès international de la vigne et du vin de Bordeaux, en 1928 jusqu'au Congrès de Budapest de 1934, des résolutions ont été émises qui demandent aux divers pays viticoles de limiter leurs plantations de vignobles.

Le Congrès de Budapest a demandé que : « pour les pays où la surproduction prend un caractère dangereux pour l'économie nationale, les Gouvernements envisagent les mesures les plus strictes de limitation et même d'arrêt de plantation. »

On voit bien, d'après la formule employée que, sur le plan international, l'interdiction des plantations n'est pas possible ; il s'agit là de l'une de ces mesures que la Conférence de Londres demandait à l'initiative gouvernementale ; la Conférence économique mondiale avait adopté, en cette matière, les résolutions suivantes :

« Il appartient à chaque pays de mettre un terme à la frénésie des plantations qui se sont accrues dans le monde, amenant, depuis le début du siècle, une augmentation du vignoble mondial de 600.000 hectares et une production qui dépasse de 32 millions d'hectolitres celle de 1900.

» Chaque Gouvernement est invité à prendre, à l'intérieur de ses frontières, les mesures nécessaires, suivant l'intensité plus ou moins grande de l'exagération de ses plantations nationales de vignobles et tout en respectant les richesses déjà constituées dans les régions où la zone de la vigne n'a pas pris de proportions dangereuses. Les Gouvernements devraient, à cet effet, édicter dans leur législation des mesures tendant à l'établissement de statistiques officielles de l'aire des plantations en vignes, du résultat des récoltes annuelles en vin et en raisin, enfin de prescrire la déclaration officielle et obligatoire des récoltes par les producteurs. »

Ces résolutions semblent donc ne conseiller la limitation des plantations qu'aux pays sur le marché desquels existe la crise de surproduction. Or, pour qu'une mesure nationale de ce genre produise un résultat, il faut que les frontières du pays qui sacrifie ainsi une partie de ses vignobles soient complètement fermées aux vins étrangers.

« Il existe aujourd'hui une véritable tension entre les pays. Les uns favorisés par des conditions exceptionnelles, grâce aux conventions commerciales favorables, ou au système des primes et autres encouragements, peuvent, à l'abri de l'exportation, se permettre d'accroître les plantations.

» Les autres, privés de conditions aussi favorables, souffrent terriblement, cessent tout développement et laissent les premiers occuper du terrain selon les possibilités d'écoulement du surplus de récolte.

» De là, l'impossibilité d'obtenir cette parfaite stabilisation tant désirée et toujours recommandée dans toutes les réunions » (1).

Si la limitation nationale des plantations peut être utile lorsque la production nationale du vin et la consommation du pays sont sensiblement égales, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'une unité économique se suffisant à elle-même, il

(1) Enquête sur la limitation des plantations de l'O. I. V.

n'en est pas de même pour les pays exportateurs de vins ; si un vieux pays exportateur d'Europe diminuait sa production, la quantité qu'il ne fournirait plus serait immédiatement remplacée sur les marchés consommateurs, par un accroissement de la production dans les nouveaux vignobles extra-européens.

Le principe de la limitation des plantations et les divers pays

L'Office International du Vin, avant le Congrès de Budapest a fait une enquête dans tous les pays viticoles, demandant à des personnalités qualifiées d'exposer le point de vue de leur pays quant au problème de la limitation des plantations de vignobles dans le monde. Il semble qu'en fonction des diverses réponses, on peut classer les pays viticoles du monde en cinq catégories :

D'abord ceux qui n'ont pas envoyés de réponse à l'enquête de l'Office : ceux-ci indiquent par là qu'ils n'entendent en aucune manière envisager la restriction de leurs plantations ; il s'agit des pays nouveaux venus à la viticulture qui sont ceux ayant développé le plus leurs plantations dans les dernières années.

L'Australie, dont le marché d'exportation en Grande-Bretagne s'est accru considérablement dans ces dernières années, semble devoir accroître encore ses plantations dans l'avenir. La crise mondiale du blé dont l'Australie a subi les premiers contre-coups, incite au remplacement des emblavures par des plantations de vignobles.

Le Chili ne prévoit aucune mesure de limitation ; toutefois, le gouvernement chilien a prescrit des mesures de sélection de cépages les plus avantageux d'après les terrains et les climats.

On peut classer aussi, parmi les adversaires absolus de la limitation, l'U. R. S. S., dont le vignoble est passé d'une moyenne de 100.000 hectares au lendemain de la guerre, à 225.000 hectares pour 1931 et 256.000 hectares pour 1932, soit une augmentation, là encore, de près de 160.000 hectares en une dizaine d'années.

D'autres pays déclarent ne pouvoir arrêter le développement des plantations sur leur territoire par suite de raisons particulières ; ce sont, en général, des pays sous-producteurs.

L'Allemagne déclare qu'elle ne produit pas les vins suffisants à sa propre consommation. Elle importe, chaque année, environ 1 million d'hectolitres de vin. Son vignoble, qui comptait en 1900, 880.000 hectares, a été réduit à 71.000 hectares en 1932.

Le but de la viticulture allemande est de suffire aux besoins de la consommation du pays. Dans ces conditions, il ne saurait être question, pour le moment, d'apporter en Allemagne des dispositions restrictives en matière de plantations de vignobles (1).

La Tchécoslovaquie possédait, au moment du phylloxera, 42.000 hectares de vignes ; elle détient aujourd'hui, à peine 20.000 hectares.

Le Gouvernement tchécoslovaque, loin de prévoir la limitation des vignobles, envisage, au contraire, un programme de reconstruction permettant de donner au pays un vignoble de 25.000 hectares. Toutefois, on dirige la replantation de manière à ne planter que des plants de bonne qualité dans des terrains de bonne qualité (1).

L'Autriche se trouve dans la même situation : les lois fédérales du 11 février et du 28 juin 1930 encouragent le remplacement du vignoble atteint par le phylloxéra par la plantation de cépages améliorés permettant d'obtenir des vins de qualité supérieure (2).

Quant au vignoble suisse, qui avait atteint, vers 1850, une étendue de plus de 40.000 hectares, il ne compte plus actuellement que 13.000 hectares environ ; la vigne n'a subsisté que dans les régions où elle est restée la culture essentielle avec un rendement quantitatif et qualitatif intéressant.

(1) Réponse à l'enquête de l'Office International du Vin sur la limitation des plantations.

(2) Rapport DOUARCHE sur la limitation des plantations au Congrès de Budapest.

L'amélioration constante des méthodes de culture et de vinification permet d'entrevoir que le vignoble suisse se stabilisera à sa superficie actuelle (1).

L'on peut classer dans une troisième catégorie les nations viticoles qui, sans être partisans de l'interdiction généralisée de plantations, estiment que les Gouvernements doivent réglementer celles-ci en prohibant l'emploi de certaines qualités de cépages ou l'apparition du vignoble dans certaines régions. Ce sont les pays européens exportateurs, pour lesquels l'agrandissement du vignoble ne peut être considérée comme un mal, mais à la condition que le vin produit présente des qualités suffisantes sur le marché international.

Il sera dit plus loin (2) comment l'Espagne, le Portugal (3) et la Hongrie s'attachent particulièrement à éviter les plantations d'hybrides producteurs directs et la constitution de vignobles dans les terrains humides.

Enfin, une dernière catégorie de pays réclame non seulement la limitation des plantations, mais encore leur arrêt complet.

En Italie, un premier pas avait été fait avec une législation interdisant les plantations d'hybrides et organisant les consortiums pour la défense des vins typiques. La loi du 18 juin 1931 donne de nouveaux pouvoirs aux consortiums pour la viticulture. De plus, la corporation du vin se propose la réduction de la superficie du vignoble italien.

« Ces mesures devront se baser sur ce principe : encourager par tous les moyens la culture de la vigne là où cette plante peut donner des produits qualitativement meilleurs et où elle représente une nécessité économique et sociale

(1) FAES. — Réponse à l'enquête de l'O.I.V.

(2) Conf., paragraphe IV: Le combat contre les gros rendements.

(3) Toutefois le Portugal par la loi du 12 avril 1932 a interdit toutes nouvelles plantations sauf autorisation du ministre de l'Agriculture.

et l'entraver, par contre, par tous les moyens, là où ces conditions ne se présentent pas » (1).

En France, la loi du 8 juillet 1933 a établi que, pendant une période de cinq années à compter du 1^{er} août 1933, sont suspendues toutes les plantations autres que celles nécessaires pour assurer l'entretien du vignoble. On a cependant autorisé des plantations nouvelles jusqu'à concurrence de 3 hectares (un seul hectare dans la loi de 1934), pour toute personne qui ne possède pas cette surface de vigne. La législation française contient également une série de mesures destinées à éviter la course au gros rendement.

Les lois portugaises du 12 avril 1932 et roumaines du 22 avril 1932, interdisent toutes nouvelles plantations, sauf autorisation du ministre de l'Agriculture.

Enfin, la loi grecque du 14 juin 1928 interdit toutes nouvelles plantations de vignoble, sans autorisation du comptoir central du raisin de Corinthe, sous peine d'une taxe de 33.000 francs par hectare nouvellement planté.

Enfin, certaines législations ne s'en sont pas tenues à la limitation et même à l'arrêt des plantations, mais elles ont essayé d'obtenir l'arrachage d'une partie du vignoble national.

La Grèce a institué une prime d'arrachage variant suivant la valeur du vignoble, de 7.500 à 10.000 francs par hectare de vignes arrachées, afin de faciliter le changement de culture. Cette mesure a provoqué l'arrachage de 5.000 hectares de vignes, soit 7 à 8 % de la surface plantée en vigne du cépage de Corinthe (2).

Au Luxembourg, un arrêté grand ducal a instauré une prime de 5.000 francs pour favoriser l'arrachage des vignes ne donnant pas de vin de qualité.

L'arrachage est actuellement demandé en France comme

(1) Enquête sur la limitation des plantations. Déclarations de M. DALMASSO.

(2) Déclaration de M. SAMARAKIS à la Conférence de Paris.

la mesure salvatrice. Cette pratique peut affecter légalement plusieurs formes.

La Commission des boissons avait inséré dans le projet de loi de 1934, l'arrachage d'une quantité assez considérable de vignes, mais, après les discussions parlementaires, il n'est resté de ce projet que les articles 8 et 16 de la loi ; l'article 8 déclare que le remplacement des vignes arrachées pour d'autres raisons que l'invasion phylloxérique... n'est autorisé que partiellement pour les vignobles dont la superficie est supérieure à 30 hectares. L'article 16 admet l'exonération de certaines quantités à distiller proportionnellement à la quantité de vignes arrachées. Cependant, ces mesures ne paraissent pas présenter pour les exploitants un intérêt suffisant pour qu'elles soient susceptibles d'efficacité.

Il peut s'agir de l'arrachage obligatoire des mauvais plants : au 13^e siècle, une ordonnance du Duc de Bourgogne prescrivait l'extirpation des gammais et autres mauvais plants. En Europe centrale et en Italie, on a prévu le remplacement des hybrides producteurs directs par des plants nobles au bout de quelques années.

On ne peut organiser un arrachage obligatoire généralisé sans indemnité ; il semble qu'un pays qui voudrait réduire son vignoble devrait employer le système de la prime à l'arrachage qui a déjà fait ses preuves en Grèce. Mais, pour payer le montant des primes, il faut un trésor bien garni et un budget à l'équilibre.

De deux choses l'une : ou bien la prime est faible et sans effet, ou bien elle est assez élevée et alors représente une charge assez lourde pour l'Etat.

C) LA LIMITATION DES PLANTATIONS ÉLÉMENT DE LA CONSTITUTION DES NATIONS EN ÉCONOMIE COMPLEXE

La limitation des plantations, pour les pays qui la pratique, est une diminution de bien-être ; il ne faut donc pas qu'un concurrent étranger profite de cette mesure pour introduire sur le marché national une quantité nouvelle de vin. L'économie dirigée suppose inévitablement l'éco-

nomie fermée et le protectionnisme à outrance. On a vu précédemment que les partisans d'une restriction des plantations sont les pays dans lesquels le vignoble national suffit à pourvoir aux besoins de la consommation intérieure, ceux qui ne sont ni importateurs, ni exportateurs.

La solution de la crise pour beaucoup de vignobles nationaux en état de surproduction est l'aménagement du marché (Italie, France, Yougoslavie...) ; cet aménagement coïncide avec la nécessité d'une organisation nationale de toute l'économie du pays.

En 1567, Charles IX délimita la quantité de terres que chaque propriétaire pouvait « complanter » en vignes ; deux tiers au moins de la surface était réservée à d'autres cultures ; nous voyons aujourd'hui les mêmes préoccupations appliquées dans la sphère de la nation. Le siècle passé avait cru à une répartition automatique de la production sur le plan international ; que cette répartition puisse un jour se réaliser, c'est possible, mais croire qu'elle se fera sous l'impulsion des seules lois naturelles serait aujourd'hui pour le moins inopportun. Il semble donc que la tendance à l'économie nationale complexe et à l'aménagement des marchés intérieurs qui est imposée dans une certaine mesure par les événements doivent être favorisés par les efforts des gouvernements.

M. MUSSOLINI a livré, en Italie, la « bataille du blé », qui a fait pas mal de bruit. Le régime fasciste a eu de même pour but l'organisation de toutes les autres productions ; il s'agit de donner à l'Italie une économie se suffisant à elle-même sans surproduction ni sous-production ; n'est-ce pas la répartition que Charles IX ordonnait à chacun de ses sujets, étendue sur le plan national ?

Dans les pays surproducteurs de vin, il convient donc d'empêcher une augmentation des superficies dont la production ne serait plus absorbée à l'extérieur, par suite du resserrement des débouchés. En dehors des mesures directes, interdictions et réglementations de la culture de la vigne, il faut aussi favoriser par des facilités commerciales,

par des primes, les cultures susceptibles de remplacer la vigne : coton, agrume, olivier, culture maraîchère...

Cette action pourrait être continuée sur le plan international par une union des pays surproducteurs de vin, favorisant les productions en question. Il semble toutefois, comme le faisait remarquer la résolution du comité du vin à la Conférence de Londres, que ces mesures, qui ont pour but de mettre fin « à la frénésie des plantations », relèvent avant tout de l'initiative gouvernementale.

§ IV. — MESURES CONTRE LES GROS RENDEMENTS

Il s'agit là de mesures tendant simultanément à diminuer l'offre et à augmenter la demande ; il est, en effet, remarquable que, du moins en général, une trop grande productivité entraîne corrélativement la qualité inférieure de vin produit ; la production intensive contribue par là à la sous-consommation. Elle est aussi une cause de surproduction, en augmentant de façon considérable la quantité des vins offerts sur le marché.

Pour faire disparaître les rendements exagérés, les législations ont utilisé plusieurs méthodes différentes : l'on peut interdire certains modes de production qui sont des sources de vins inférieurs ; l'on peut aussi défavoriser les producteurs dont les rendements sont jugés exagérés, au moyen d'une taxe spéciale ; enfin, les mesures qui protègent la qualité comme le degré minimum, frappent indirectement la production intensive, lorsqu'elle est antiquualitative ; si le produit est marchand, peu importe les méthodes de production (1).

LA TAXE AU RENDEMENT

Cette mesure, comme son nom l'indique, taxe la pro-

(1) Confér. Titre III, chapitre II, paragraphe III. La politique de la qualité.

duction abondante proportionnellement à la quantité produite par unité de terrain.

En France, les lois des 4 juillet 1931 et 8 juillet 1933 ont pour but :

1° Améliorer la qualité en frappant les gros rendements, au-dessus de 100 hectolitres à l'hectare, d'une taxe progressive. Fixer un degré minimum par région suivant les usages au-dessous duquel le vin sera écarté de la consommation.

2° Frapper les grosses exploitations, à rendement important dont un certain nombre ont été constituées ou intensifiées pendant ces dernières années.

Etablir une super-taxe de 5 francs par hectolitre, sur le dépassement d'un rendement de 50 ou de 80 hectolitres à l'hectare selon l'importance de l'exploitation (1).

Or, ce système est inefficace, parce que n'atteignant qu'une faible minorité de viticulteurs (ceux qui produisent plus de 400 hectos), c'est, d'autre part, une mesure illogique, ainsi que le démontre la statistique suivante extraite d'un rapport fait en 1910 par M. BRÉMONT à la Société de Viticulture de France :

» Récolte 1892 : Production : 30 hectolitres à l'hectare ; vin normal au sens des présomptions de la loi nouvelle ; en réalité, mauvais.

» Récolte 1893 : production : 101 hectolitres à l'hectare ; vin anormal ; en réalité, bon (médaille d'argent au concours de vin de Paris).

» Récolte 1894 : Production : 120 hectolitres à l'hectare ; vin anormal, mais bon (médaille d'argent au concours de Paris).

» Récolte de 1895 : Production : 140 hectolitres à l'hectare : vin très anormal, en réalité excellent (médaille d'or) (2). »

Les faits démontrent l'illogisme de la présomption qui

(1) Réponse de M. GINESTET exposant le point de vue français en réponse à l'enquête de l'O. I. V. sur le problème de la limitation des plantations de vignoble dans le monde.

(2) MAUDET. — Statut de la Viticulture Française.

est à la base de cette taxe ; gros rendement égale mauvaise qualité. Mais la loi devient injuste si l'on considère que le vin produit par un vignoble qui donne un rendement supérieur à 100 hectolitres à l'hectare est atteint de la taxe ou non suivant que le propriétaire récolte plus ou moins de 400 hectolitres ; entre 50 et 100 hectolitres à l'hectare, la taxe est applicable ou non selon que le propriétaire est ou n'est pas un gros viticulteur.

Le projet de résolution, qui devait être soumis au Congrès de Budapest, demandait que, comme complément à la suspension des plantations pendant cinq ans, les gouvernements frappent de taxes spéciales les cépages à gros rendements, afin de discipliner la culture de la vigne dans le monde et de combattre la production du vin de qualité inférieure. La motion adoptée a éliminé cette précision et demande de façon plus vague la protection de la qualité.

Il est impossible d'établir une taxe au rendement reposant sur les mêmes bases pour tous les pays viticoles, la moyenne de la production étant essentiellement différente dans chaque pays.

D'autre part, comme le faisait remarquer le délégué hongrois M. L. FOLGAR : « Les pays dont la production à l'hectare est basse — à défaut d'une culture appropriée ou pour des raisons météorologiques — sacrifieraient leur capacité de faire la concurrence, s'ils voulaient diminuer la moyenne de leur production au lieu de l'augmenter. Notre opinion résulte de cette considération, opinion qu'a eue aussi l'Italie en désirant diminuer ses frais d'exploitation par l'augmentation de la moyenne de la production. »

Enfin, on a vu les défauts du système français ; il paraît d'ailleurs difficile d'établir une taxe au rendement juste et logique. Par définition même, c'est une mesure contre le progrès, frappant l'habileté et l'initiative, au profit de viticulteurs moins favorisés ou moins industriels.

LA DÉFAVEUR ET LA LIMITATION DES VIGNOBLES DANS CERTAINES RÉGIONS

Après le phylloxéra, la vigne s'est étendue dans des terrains dont, auparavant, personne n'avait rêvé de pouvoir les destiner à la culture de la vigne. « Il est certain qu'avant l'invasion des vignobles par le terrible aphidien, il était rare de trouver de la vigne plantée sur des terrains qui n'étaient pas, plus ou moins, pauvres et secs, ou sur des coteaux, d'accord avec le vieux et sain proverbe : *Bacchus amat colles* » (1).

Or, ces vignobles qui produisent du vin de mauvaise qualité pourraient servir à la culture maraîchère, à l'installation de vergers excellents, à la production de céréales et de fourrages artificiels ; « ils pourraient être même avantageusement transformés en producteurs d'excellents raisins de table, soit frais, soit secs » (1).

Ces constatations ont amené, sous la pression de la crise viticole, le vote d'une série de mesures contre les plantations dans les plaines, et surtout dans les terrains humides ou irrigués.

L'Espagne, par le décret du 13 septembre 1932 (67-68-69) déclare que :

« Il est défendu de faire de nouvelles plantations ayant comme but de fabriquer des vins, dans des terres qui n'étaient pas antérieurement destinées à cette culture, sauf dans le cas où ces terres ne seraient pas susceptibles d'une autre exploitation rémunératrice selon l'opinion préalable des Services agronomiques provinciaux correspondants » (art. 67).

« Il est expressément et irrévocablement défendu à l'avenir et sous aucune cause ni prétexte de planter de nouveaux vignobles dans des terrains irrigués de la Péninsule et des îles adjacentes » (art. 68).

Par conséquent, la législation en vigueur défend absolument la plantation dans les terrains irrigués de toute espèce

(1) Déclaration de M. Tavarès da Silva au nom du Portugal en réponse à l'enquête de l'O. I. V.

ce de vigne et la permettent dans des terrains secs aux conditions exprimées clairement dans l'article 67.

En Hongrie, l'article premier de la loi du 4 mai 1929 sur la viticulture et sur les consortiums viticoles établissait que l'autorisation (de planter) ne sera délivrée que pour les terrains... impropres à d'autres cultures ou bien aux sols situés sur des coteaux qui, avant l'invasion du phylloxéra, étaient déjà cultivés en vignes.

Les prescriptions de cette loi n'ont été suivies qu'en partie dans la pratique ; « ce fait peut être, expliqué non seulement par les difficultés du contrôle, mais aussi par l'absence d'une opinion publique bienveillante qui devait seconder la loi dans son application » (1).

La nouvelle loi contient trois mesures concernant la limitation des plantations de vignobles :

a) Il est permis d'établir de nouvelles plantations de vigne sur les coteaux plantés avant l'apparition du phylloxéra. Il est également permis de planter des cépages producteurs de raisins de table sur un terrain sablonneux de deux arpents cadastraux au maximum (1, 1/5 hectare), résistant au phylloxéra et impropre à d'autres cultures.

Sur d'autres terrains qui sont impropres à d'autres cultures rémunératrices, il est permis d'établir des vignes nouvelles avec l'autorisation du ministre de l'Agriculture.

b) Il est interdit, sur les terrains où de nouvelles plantations sont également interdites, de compléter de grandes surfaces dans les vignes déjà plantées ou de reconstituer de telles vignes. (Une dispense peut être donnée par le ministre de l'Agriculture au cas où le terrain serait impropre à d'autres cultures agricoles rémunératrices).

c) Les plantations d'hybrides producteurs directs sont interdites.

En Yougoslavie, la législation s'efforce, par certaines

(1) Déclaration de M. FOLGAR exposant le point de vue hongrois en réponse à l'enquête de l'O. I. V.

mesures indirectes d'éliminer la vigne dans les régions « peu viticoles » (2).

Dans ces régions, les profits provenant de la vigne sont, pour les propriétaires, d'une importance secondaire ; la crise viticole ne les réduira jamais à une situation aussi difficile que ceux des régions purement viticoles.

Aussi la loi sur la rénovation et le progrès de la viticulture (1921), ainsi que les lois sur le Progrès de l'Agriculture (1929) et sur les impôts directs (1929), prévoient l'annulation de l'impôt sur le revenu pour tous les vignobles plantés sur des terrains où les autres cultures rémunératrices ne peuvent avoir lieu. Cette faveur dure 5 à 15 années, selon que le climat et le terrain sont plus ou moins appropriés à la culture de la vigne. Les vignobles plantés sur des terrains où d'autres cultures peuvent avoir lieu (en particulier les vignobles de plaines), paient les impôts ordinaires et, en plus, des taxes spéciales qui sont souvent prohibitives.

D'autre part, la loi sur le vin de 1929 obligeant les producteurs à mentionner, lors de la vente de leur vin la nature de la production (région, cépage, année de fabrication...), les vins des régions peu viticoles ne peuvent atteindre que des prix relativement bas. Enfin, dans les régions viticoles, les producteurs peuvent obtenir des réductions sur les ventes de plants par les pépinières d'Etat et une aide financière, faveurs qui ne sont pas accordées aux autres viticulteurs.

Enfin, au nom du Portugal, le professeur TAVARES DA SILVA estime que : « 1^o Les plantations des vignes, destinées à la production du vin, doivent être limitées à des terrains plus ou moins pauvres, pas humides, de coteaux, si possible, exposés convenablement, selon le climat de la région ;

» 2^o Les vignobles plantés en terrains riches, profonds, humides et irrigables, doivent être supprimés ou, au moins,

(1) Réponse de M. l'Inspecteur Général RANKOVIC à l'enquête de PO. I. V.

être sujets à un impôt progressif, de façon à ce que le prix de revient du vin soit identique à celui des terrains pauvres et pour empêcher une concurrence nuisible qui rend précaire la production de la qualité ;

» 3° Ces vignes doivent être transformées en producteurs de raisins de dessert ou de vergers, etc..., lorsque le propriétaire le désire et si cette transformation est techniquement et économiquement recommandable dans les terrains en question. »

DÉFENSE DU VIGNOBLE DE PLAINE. — DIFFICULTÉS DES MESURES ATTEIGNANT SEULEMENT CERTAINS TÈNEMENTS

Pour justifier la défaveur que manifestent certaines législations à l'égard des vignobles plantés dans les terrains riches, on déclare que les plaines sont susceptibles d'être utilisées pour d'autres cultures ; or, les céréales, les fruits sont également atteints par la crise ; comment développer à la place de la vigne la culture maraîchère, les agrumes, l'olivier, si l'on n'assure pas aux agriculteurs que l'on veut attirer vers ces productions, des débouchés aussi intéressants que le débouché viticole ; peut-on les faire retomber de Charybde en Scylla ?

Il n'est pas d'ailleurs certain que les vins de coteaux soient toujours supérieurs aux vins de plaine ; l'on peut trouver des produits de vignes irriguées présentant d'excellentes qualités. Le 15 octobre 1639, les Consuls de Montpellier avaient interdit la fumure de la vigne, afin de ne compromettre, ni la réputation, ni l'exportation des vins du cru ; ils déclaraient que l'excès d'engrais développait la quantité aux dépens de la qualité. La loi du 8 juillet 1933 a interdit l'irrigation des vignes du 15 juillet de chaque année jusqu'aux vendanges ; si l'on entre dans cette voie, ne doit-on pas aussi interdire la fumure ainsi que tous les procédés qui accroissent la quantité produite, parce que la qualité doit s'en trouver diminuée ; or, les pays où l'on amène artificiellement de l'eau dans les vignes

sont, au cours de l'été, atteints par la sécheresse beaucoup plus que d'autres régions viticoles (1).

Ainsi l'eau qui vient de la pluie pendant la même période n'est pas un mouillage, tandis que l'arrosage, parce qu'il est fait par la main de l'homme, doit être condamné. Lors de la discussion à la Chambre, MM. BARTHE et GERMAIN MARTIN avaient démontré que, loin de nuire à la qualité du vin, l'irrigation était susceptible de l'améliorer. M. BARTHE fit remarquer : « Toute plante a besoin d'humidité et, en cas de sécheresse... il y a déséquilibre entre les produits que, normalement, doit contenir le raisin et la vinification se fait mal. On obtient du vin aigre-doux... » Quant à M. GERMAIN MARTIN, il parle de certaines terres où l'arrosage permet d'obtenir « non pas des vins à bas degrés, mais des vins de 9 à 11 degrés » (2).

LES HYBRIDES PRODUCTEURS DIRECTS

On sait l'importance prise par les vignobles constitués avec des plants hybridés, particulièrement en Europe centrale ; ces cépages permettent l'augmentation du rendement, concurremment avec une diminution du coût de la culture.

La question des hybrides producteurs directs a été à l'ordre du jour de tous les Congrès internationaux qui se sont succédés depuis le début de la crise viticole actuelle. Les problèmes des plants producteurs de vins inférieurs ne datent d'ailleurs pas d'aujourd'hui ; déjà, en 1395, une ordonnance du Duc de Bourgogne, Philippe le Hardi, prévoit l'arrachage des « gamais et autres mauvais raisins ». Le 23 janvier 1471, l'autorité procéda à « une extirpation publique » et symbolique qui ne fut pas sans provoquer quelques troubles.

A l'heure actuelle, de nombreuses législations ont prohibé la plantation d'hybrides producteurs directs, et ont même préconisé leur arrachage.

(1) MAUDET. — Statut de la Viticulture française.

(2) Cf. Titre I, ch. III, S. 3.

En Italie, par la loi du 23 mars 1931, « la culture des cépages de vignes hybrides producteurs directs, est interdite, sauf dans les instituts d'expérimentation et dans les régions où les organismes corporatifs en reconnaîtront l'utilité (article I).

Avant le 31 décembre 1935, les cultures actuelles d'hybrides producteurs directs seront transformés au moyen de greffage de plants européens (art. II).

La vente des vins provenant d'hybrides producteurs directs est permise jusqu'au 31 décembre 1936, à la condition que, sur les récipients et les documents qui accompagnent la vente et le transport figure la dénomination de vins de cépages d'hybrides producteurs directs. La même disposition concerne les coupages ou les mélanges de vins provenant de cépages d'hybrides producteurs directs avec des vins de vignes européennes (art. III).

Au Portugal, la loi du 10 décembre 1928, qui réglementent la « production des vins verts », interdit dans cette région productrice la culture des hybrides producteurs directs et défend que la production des vins d'hybrides puisse se mélanger avec celle des autres vins d'origine.

A la Conférence de Paris, les délégués portugais constataient, en effet, que « les hybrides avaient transmis au vin toutes leurs qualités mauvaises, sans apporter, par contre, l'économie des traitements anticryptogamiques... Au sud du pays, les vins d'hybrides manquent d'acidité... Les prix, au nord du pays, dans la province du Minho, sont curieux à connaître, parce que, le prix des vins de la contrée étant compris entre 500 francs et 600 francs le fût de 5 hectos, les vins d'hybrides ne sont cotés qu'à 140 et 150 francs. »

Mais c'est surtout en Europe centrale, où l'invasion des hybrides avaient été particulièrement caractéristique, que des mesures sévères ont été prises contre eux.

En Autriche, la loi du 13 juillet 1929, en son article 23, prescrit que les vins « provenant de producteurs directs doivent porter la mention apparente : vins hybridés ou vins provenant de producteurs directs. »

La loi hongroise n° 9, de 1934, ordonne que le vin provenant de raisins dits « directement producteurs », ou les vins coupés avec les précédents ne pouvaient être mis dans le commerce que sous la désignation du raisin directement producteur (par exemple: vin Othello ou vin mélangé avec du vin Delaware).

La loi du 4 mai 1929 (art. III), interdit de planter et de mettre en circulation « les espèces américaines d'hybrides producteurs directs, qui, par leur cru différent de celui des vins typiques hongrois répandus et universellement connus, mettent en péril la bonne renommée du vin hongrois et l'importance économique générale de la viticulture du pays.

Enfin la loi de 1934 interdit d'établir des vignes nouvelles en plantant des variétés américaines ou hybrides producteurs directs, de reconstituer, compléter ou replanter de telles vignes, sans égard à la qualité du sol. Les vignes plantées avec ces variétés doivent être remplacées ou bien doivent être arrachées avant la fin de 1939. Le ministre de l'Agriculture peut donner exemption par décret au sujet de certaines variétés d'hybrides producteurs directs.

La Roumanie se préoccupait déjà de la question au Congrès International d'Agriculture de Bucarest (1) ; par la loi du 26 juin 1930, modifiée par la loi du 24 octobre 1932, il a été établi que : « l'importation, la multiplication, la plantation ainsi que le remplacement des plants manquant par les hybrides sont interdites. » Ils sont de même prohibés comme porte-greffes.

Par la loi du 22 avril 1932, « les vignobles actuels d'hybrides producteurs directs ou les plantations dans lesquelles entrent plus de 40 % d'hybrides producteurs directs, sont soumis à une taxe de 1.000 lei par hectares... »

Cependant, à l'automne de 1932, on a laissé aux paysans la liberté de planter des hybrides sur une surface de 1250

(1) TEODORESCO. — Rapport sur les mesures proposées en Roumanie pour prévenir la crise de surproduction.

mètres carrés au plus, près des villages et pour les besoins strictement personnels.

En Yougoslavie, l'article 12 de la loi du 9 décembre 1929 obligeait à indiquer lors de leur vente, qu'il s'agissait de vins d'hybrides. Cette autorisation de vente n'était donnée que jusqu'en 1932.

Pour la loi sur la rénovation au progrès de la viticulture, leur multiplication et leur plantation ont été interdites.

Enfin, les règlements administratifs des « banovines » (1) frappent ces vignobles d'une taxe de 0,05 à 0,25 dinar par souche (2).

Par suite, les surfaces plantées en producteurs directs diminuent rapidement. Cette transformation du vignoble yougoslave est facilitée par la loi du 9 octobre 1932 qui attribue à chaque paysan, contre chaque plant direct arraché un cep de vigne généreux.

Ainsi l'on constate l'opposition presque générale de la viticulture officielle à l'égard des hybrides; les mesures les plus sévères ont été prises surtout par les nations chez lesquelles avaient eu lieu une culture désordonnée et non réglementée de ces plants.

Dans les Congrès internationaux, la France s'est montrée la principale avocate des producteurs directs; M. Prosper GERVAIS, dans son rapport à la Conférence de Paris, déclarait: « Il n'est pas douteux aujourd'hui que, sans le secours de l'hybridation, l'œuvre de la reconstitution fut demeurée infiniment plus laborieuse, et encore peut-être incomplète et inachevée. Elle eut été arrêtée sur quelques points par des difficultés que, seule, pour ainsi dire, l'hybridation lui a permis de surmonter. Pour ne parler que de terrains crayeux et calcaires, comment, sans l'hybridation, leur replantation eut-elle pu être tentée facilement, pratiquement et économiquement? ». D'autre part, les vins d'hybrides ne sont pas aussi mauvais que l'on veut

(1) La Yougoslavie est divisée en 9 provinces administratives, portant le nom de « banovines ».

(2) Un dinar vaut à peu près un tiers de franc français.

souvent le dire (1). Enfin, leur résistance aux maladies semble, dans la plupart des cas, appréciable : « Résistance au phylloxéra le plus souvent douteuse ou incertaine, mais résistance pratique cependant dans certains sols ou sous certains climats ; résistance aux maladies cryptogamiques presque absolue chez quelques-uns, largement suffisante chez un grand nombre pour assurer juste au prix d'un ou deux traitements, la régularité et la sécurité de la récolte » (2).

Cependant, dans la loi de 1934, la France abandonne sa position antérieure et à l'article 6, affirme le principe de la prohibition de certains plants : « Il est interdit de vendre, de planter des cépages dont la liste déterminée par régions viticoles sera donnée par des décrets pris en Conseil des ministres... » et après avis d'une commission. »

M. FAEES, délégué de la Suisse à la Conférence de Paris, reconnaissait aussi : « que l'hybridation a donné des résultats brillants en agriculture, arboriculture fruitière, horticulture, plantes de grande culture... Il faut donc continuer l'étude des producteurs directs..., éliminer délibérément les non valeurs... Il n'est pas admissible d'édicter, au point de vue international, la suppression générale des hybrides. »

Seule, dans les Congrès, l'Espagne semblait s'abstenir sur ce problème ; le délégué espagnol déclarait à la Conférence de Paris, qu'en Espagne, il y avait peu d'hybrides et que les résultats n'avaient pas été favorables.

LES SOLUTIONS AU PROBLÈME INTERNATIONAL DES HYBRIDES

L'unanimité des nations s'est faite à un point de vue : il convient d'interdire les plantations d'hybrides dans les régions de grand cru et de vins à appellation. L'importance du cépage régional quant à la qualité du vin à appellation

(1) On a constaté maintes fois la bonne qualité des vins d'hybrides ; voir titre III, chapitre III : La politique de la qualité.

(2) Prosper GERVAIS. — Le problème des hybrides, rapport à la Conférence de Paris.

est prépondérante ; il convient donc de conserver à ces grands vins leur nature entière.

Quant au problème général des hybrides, il comporte quatre solutions possibles :

- « 1° La liberté complète d'exploitation ;
- » 2° L'interdiction complète de multiplication ;
- » 3° La multiplication des seuls numéros reconnus comme donnant des vins acceptables par l'Administration ;
- » 4° L'interdiction des numéros vraiment reconnus comme donnant des vins inférieurs, mais la liberté d'étude et de multiplication pour les nouveautés » (1).

Ainsi qu'on l'a vu, l'opinion de la plupart des pays viticoles semblait demander l'interdiction complète des plantations de producteurs directs : la représentation française penchait vers la troisième ou la quatrième solution.

La liberté complète en cette matière paraît impossible parce que les ignorants doivent quelquefois être défendus contre eux-mêmes.

L'interdiction complète, si elle peut s'admettre comme une mesure provisoire, nécessitée en période de crise ou comme une mesure locale imposée par la diffusion exagérée des plants visés (par exemple en Europe centrale), ne peut s'envisager comme une solution définitive s'étendant à tout le monde viticole.

Aussi les discussions internationales ont abouti, en leur dernier état, à la résolution du Congrès de Budapest qui émet le vœu : « Que, pour les hybrides, leur plantation soit réglementée dans les législations de tous les pays, afin que : a) les hybrides soient strictement interdits pour la production du vin pourvu d'une appellation d'origine ou ayant les caractères d'un « vin typique » ; b) Que soient poussées les études scientifiques tendant à établir les seules variétés d'hybrides qui pourront être utilisées, les variétés admises étant seulement celles qui peuvent donner des vins ou des raisins de qualité.

(1) ROUART. — Le problème des hybrides; rapport à la Conférence de Paris.

LA POLITIQUE DE LA QUALITÉ EN TANT QU'ELLE PEUT CONTRIBUER
A RÉDUIRE L'INTENSITÉ DE LA PRODUCTION

A côté de ces mesures, qu'il s'agisse de la redevance dirigée directement contre le rendement lui-même, qu'il s'agisse de la défaveur créée à l'égard de certains tènements ou à l'égard de certains plants jugés gros producteurs, qu'il s'agisse de l'interdiction de certains procédés de culture, il est d'autres manières d'atteindre la production intensive, du moins lorsqu'elle est une cause de mauvaise qualité : on peut atteindre, en particulier, les vins médiocres par la fixation d'un degré minimum où de certaines conditions jugées nécessaires pour que le vin produit puisse être mis dans le commerce. Toutes les autres mesures, qui peuvent constituer une politique internationale de la qualité permettraient aussi d'atteindre la production exagérée.

Les mesures étudiées ci-dessus reposent sur des présomptions contestables dans un grand nombre de cas elles risquent d'être injustes ; néanmoins, le caractère aigu de la crise viticole actuelle les justifie, tout au moins provisoirement.

Cependant, on relève dans la motion du Congrès de Budapest, un vœu qui rattache la diminution de la quantité, à la qualité du vin produit ; le Congrès demande en effet que : « par des mesures réglementaires soient encouragés et défendus les vignerons qui se refusent à sacrifier la qualité à la quantité ; que, notamment, soit enrayée la culture intensive de la vigne lorsque cette dernière aboutit à une production de vin de moindre qualité pesant sur le marché et ayant une fâcheuse répercussion sur les mercuriales. »

CHAPITRE II

LE DEVELOPPEMENT DE LA CONSOMMATION

Le problème du vin dans les pays importateurs est un problème de consommation, les efforts des pays viticoles devant tendre à l'accroissement de celle-ci. Dans certains pays producteurs, l'origine de la crise de surproduction nationale est la faiblesse de la consommation (Europe Centrale) : « Si l'on pouvait, dit M. L. FOLGAR (réponse de la Hongrie à l'enquête de l'Office International du Vin sur la limitation des plantations de vignobles dans le monde), faire monter la consommation par tête d'habitant à 40 ou 45 litres, la production ne suffirait pas, en général, à la consommation intérieure. » Enfin des pays exportateurs, comme l'Espagne, estiment que « plutôt que de prohiber la vigne, il faut exciter à la consommation de ce qu'elle produit..., l'union des pays viticoles servant à assurer partout la consommation des bons vins, devrait présenter une efficacité que les solutions fondées sur la prohibition de planter de nouvelles vignes ne pourraient avoir, et cela encore moins pour la situation du vignoble espagnol. » (M. N. GARCIA DE LOS SALMONES, Réponse à l'enquête de l'O.I.V.).

Il semble bien qu'en dépit de l'atténuation que pourrait

apporter à la crise un certain développement de la consommation, sur certains marchés producteurs et sur le plan mondial, cette amélioration serait trop lente pour apporter une solution décisive au problème du vin.

C'est par la combinaison des limitations de la production déjà envisagées, et d'une politique favorable à la consommation, que la crise doit être résolue. Les mesures contre la surproduction sont l'opération chirurgicale qui arrête de façon rapide les progrès du mal. Le développement de la consommation, c'est la préparation d'un avenir favorable à la viticulture, collaborant au progrès de la convalescence et au maintien futur de la bonne santé pour l'économie viticole.

§ I. — LA DISPARITION DU REGIME SEC

Au milieu du grand enthousiasme des Etats-Unis, le 18^e amendement a été aboli ; cet événement a marqué dans le monde la fin de la prohibition, du moins ouvertement déclarée, les pays scandinaves ayant précédé dans cette voie la grande république américaine. La politique des abstinentes, ainsi que le disait à Londres le président de la Ligue des adversaires de la prohibition, se cache derrière des soucis d'apparences fiscales ou protectionnistes et se manifeste par l'établissement de taxes douanières ou d'impôts intérieurs excessivement élevés ; la crise économique est un heureux prétexte à cette institution d'un « régime sec », que l'on n'ose plus créer ouvertement, mais que l'on maintient d'une façon détournée (1).

Quels peuvent être les effets sur le marché du vin de la défaite des prohibitionnistes ? Les pays qui subirent la vague du « régime sec », n'ont jamais été de grands consommateurs de vin : le Danemark, la Norvège et la Suède n'ont importé, en 1931, que 150.000 hectolitres environ (2) ;

(1) Cf. t. I, chap. III, S. V. Commerce international.

(2) Cf. t. I, chap. II, S. I. La prohibition.

quant au marché finlandais, il n'a absorbé, en 1932, que 10.139 hectolitres. Certes, l'avenir verra peut-être l'accroissement des importations viticoles dans ces régions, ces peuples apprendront, peu à peu, à connaître le vin. Mais, dans les circonstances présentes, il convient de négliger ces débouchés dont l'importance reste secondaire.

Il en est autrement des Etats-Unis qui, en raison de leur grande population, sont susceptibles (même si chaque Américain n'est qu'un consommateur modéré de vin), de constituer dans l'ensemble un débouché appréciable.

IMPORTANCE DU MARCHÉ AMÉRICAIN

Il semble toutefois que l'on avait conçu, il y a quelques mois, des espoirs exagérés : l'on avait cru, dans certains milieux, que les millions de gosiers « yankees » qui venaient de rejeter la loi Volstead, allaient devenir la soupe providentielle qui décongestionnerait le marché international. Or, des raisons nombreuses empêchent de penser que les Etats-Unis puissent être cet élément régénérateur.

D'abord, les statistiques d'importation de vin aux Etats-Unis avant la guerre, citées par M. DOUARCHE, à la Session de l'Office International du Vin de décembre 1932, donnent les chiffres suivants :

En milliers de gallons: le gallon = 4 litres 5.

	1900	1910	1913
PRODUITS			
Champagne	827	1051	749
Vins en fûts	2534	7101	4427
Vins en bouteilles	316	822	678
Total	3667	8974	5854

Principaux pays de provenance:

	1900	1910	1913
Italie	335	3806	2152
France	1324	1632	1115
Espagne	663	1760	1027
Allemagne	1017	967	647
Portugal	82	278	152

« Il est facile, dit M. DOUARCHE, de constater que l'année 1910, qui a été la plus importante au point de vue des quantités de vins étrangers importés aux Etats-Unis, n'a pas atteint le chiffre de 9 millions de gallons soit moins de 400.000 hectolitres. Par contre, 1.800.000 hectolitres de vins, produits presque exclusivement par la Californie, ont été consommés, cette même année 1910, aux Etats-Unis. »

LE VIGNOBLE CALIFORNIEN

La production californienne, qui s'était aiguillée vers le raisin de table est en mesure de se développer et de fournir en vin, d'ici quelques années, tout le marché américain ; certes, l'intérêt des Américains pour le vin est nettement plus marqué qu'ils ne le supposaient ; les contingents importés de l'étranger pendant les premières semaines du nouveau régime, ont été immédiatement absorbés ; arrivera-t-on, comme le pensait M. FEIS, conseiller économique du département d'Etat, à une importation de 57 millions d'hectolitres de vin ? Il est, en tout cas, certain que la consommation des Etats-Unis, supérieure à celle d'avant guerre, peut s'augmenter encore dans l'avenir.

Les caves de Californie s'étaient remplies au cours des dernières années en prévision de l'abolition du régime sec.

La majeure partie de la récolte de 1933 servit à la fabrication de 166 millions de gallons de vin, soit 7.500.000 hectolitres.

Le vin de Californie bénéficie, à l'encontre des vins d'importation, d'avantages certains : les droits de douane et les contingentements permettent aux produits nationaux de se vendre moins chers que les étrangers, et leur vente laisse au producteur un bénéfice substantiel, ce qui encouragera de nouvelles plantations. M. GARREAU-DOMBASLE, attaché commercial de France aux Etats-Unis, expliquait dans une étude récente, la question des prix de gros : « Le prix d'achat en francs appréciés de 40 % par rapport aux dollars, joint aux droits d'entrée et taxes de consommation, place nos vins hors d'atteinte de la masse du public amé-

ricain. Les conditions draconiennes imposées par nos exportateurs en matière de paiement, les lourdes patentes imposées par certains Etats ne contribuent certes pas à permettre les abaissements du prix de gros. » Quant aux prix de détail des vins étrangers, en particulier des vins de cru, ils sont toujours plus élevés que ceux des contrefaçons californiennes : un mousseux américain se vend 4 dollards alors qu'un champagne en vaut 8 ; un claret californien est marqué 1 dollar 50, tandis que le moindre bordeaux se paie 3 à 4 dollars (GARREAU-DOMBASLE (1)). La Californie adopte, d'ailleurs, sans le moindre scrupule, les vieilles appellations d'origine du continent ; la dernière supériorité des vins importés disparaît.

LE VIN DANS LA CONSOMMATION AMÉRICAINE

Avant la guerre, chaque individu n'était qu'un petit buveur de vin, les Anglo-Saxons étant portés à consommer plutôt de la bière : en 1914, les Etats-Unis ont bu 90 millions d'hectolitres de bière contre un peu moins de 2 millions d'hectolitres de vin. La consommation, par tête d'habitant et par an, était de 2 litres à peine pour le vin et de 70 litres pour la bière entre 1900 et 1915 (DOUARCHE).

L'autre boisson nationale, le thé, devrait conserver aussi son importance traditionnelle.

D'un autre côté, la décade prohibitionniste qui vient de se terminer, a dû, dans une certaine mesure, déformer le goût de la masse américaine : que l'on se rappelle toutes les mixtures qui ont été vendues et absorbées pendant cette période. La fraude va trouver un magnifique terrain de l'autre côté de l'océan, d'une part, en raison de cette déséducation du consommateur, d'autre part, à cause de l'absence d'une législation protectrice.

Cependant, à d'autres points de vue, le public est beaucoup plus intéressé au vin qu'avant la prohibition : la publicité donnée à la question pendant la campagne élec-

(1) *Le Petit Méridional*.

torale, les diffusions par radio, la publication de livres et de brochures, l'influence des touristes et des soldats américains venus en Europe, ont créé un préjugé tout à fait favorable et la possibilité d'une vaste clientèle. « La preuve en est fournie par la demande inattendue de petits vins de pays du Calvados, d'Armagnac, dont les Américains ignoraient à peu près complètement l'existence avant la guerre et dont ils ont gardé un souvenir durable.

» On peut donc dire sans crainte de se tromper, que la consommation du vin aux Etats-Unis est appelée à se développer rapidement si une publicité intelligente maintient l'intérêt du public et favorise le courant de snobisme du moment. » (GARREAU-DOMBASLE).

CONDITIONS DU DÉVELOPPEMENT DE L'EXPORTATION EUROPÉENNE VERS LES ETATS-UNIS

Les pays exportateurs du globe peuvent donc espérer voir la consommation du vin aux Etats-Unis s'accroître plus que la production nationale. Deux conditions paraissent nécessaires : ce sont celles qui sont aussi à la base du développement de la consommation en général : protection de la qualité, bas prix.

La carence de la législation américaine au sortir de la période prohibitionniste, est une chose normale ; mais l'on peut espérer d'un gouvernement qui a pris toutes sortes de réglementations, qui a codifié toutes les méthodes de production, qu'il procurera au vin au moins un minimum de protection : M. DESCOS, président de la Chambre syndicale des vins de Bordeaux, déclare : « Contrairement à ce que certains pensent, il est probable que nous pourrions obtenir aux Etats-Unis une protection au moins égale à celle qu'il est actuellement possible d'obtenir sur les autres marchés étrangers. »

La baisse du prix des vins importés ne peut se réaliser que moyennant la diminution des droits de douane et l'augmentation des quantités introduites sur le marché. Or, il semble que dans son plan de reconstruction économique, le gouvernement Roosevelt cherchera à développer le vigno-

ble national, ce qui permettra de décongestionner certains autres produits en état de surproduction ; les douanes américaines ne seront franchement ouvertes aux vins étrangers que lorsque la viticulture nationale sera assez forte pour occuper à elle seule la quasi-totalité du marché. Enfin, les vignobles d'Amérique du Sud, du Chili par exemple, mieux placés géographiquement et économiquement que le viticulteur européen, pourraient avoir la préférence de la clientèle des Etats-Unis.

Les pays d'Europe, à condition d'obtenir la protection de la qualité, la garantie des appellations d'origine, doivent s'efforcer de n'envoyer aux Etats-Unis que du très bon vin ; ils doivent organiser la propagande et suivre de très près l'évolution de la situation viticole. La Confédération nationale fasciste des agriculteurs demandait, en décembre 1932 : « ...Que l'institut national de l'exportation entreprenne une propagande en faveur des vins italiens ; qu'il envoie en Amérique des experts chargés d'étudier sur place les possibilités de créer et d'augmenter l'exportation italienne, la création d'une commission chargée de coordonner l'action à entreprendre. » La France doit, de son côté, défendre ses Bordeaux et ses Champagnes : en 1913, sur 280.000 caisses de champagne importées aux Etats-Unis, 246.000 étaient d'origine françaises.

L'union Girondine du 5 juin 1934, demandait que la France, et particulièrement la région de Bordeaux, « réalise au plus tôt le front commun de tous les pays intéressés à l'exportation de leur vin vers les Etats-Unis, pour organiser là-bas une vaste campagne en faveur de la consommation du vin... par voies d'affiches, insertions, pancartes, réclames de toutes sortes de deux mots « Drink Wine » (buvez du vin). »

§ II. — LA PROPAGANDE EN FAVEUR DE LA CONSOMMATION DU VIN, DU RAISIN ET DES INDUSTRIES UTILISANT LE RAISIN

La crise ayant atteint le pouvoir d'achat du consommateur mondial, celui-ci a été amené à diminuer ou à sup-

primer la quantité de vin qui lui servait de boisson, pour pouvoir satisfaire d'autres besoins : par nécessité, la nourriture ou par préférence le cinéma, les sports.

Certains théoriciens bien intentionnés proposent d'augmenter ce pouvoir d'achat par des procédés plus ou moins artificiels : en Angleterre, aux Etats-Unis, on est passé de la théorie à la pratique, l'on a eu recours à l'inflation ; les socialistes, et même certains économistes autrefois classiques (M. KEYNES) envisagent l'organisation de grands travaux publics. Mais des procédés de ce genre détruisent une partie de la richesse acquise pour augmenter le revenu annuel ; certains, et peut-être les viticulteurs en premier lieu, seraient favorisés en apparence ou provisoirement, par des systèmes de ce genre ; tout le monde en ressentirait les conséquences fâcheuses et définitives.

LA PROPAGANDE POUR LE VIN

L'accroissement du pouvoir d'achat apparaissant donc comme une chimère dangereuse, ce sont les désirs du consommateur qu'il faudrait aiguiller dans le sens qui nous intéresse ; il faut que, de préférence à d'autres dépenses, il achète et il boive du vin ; le diriger dans cette voie est affaire de propagande.

Dans la plupart des Etats, les gouvernements, les groupements ou les particuliers se sont efforcés de propager l'usage du vin. En France, un comité national de propagande pour le vin a été créé par un décret de décembre 1931 ; il dispose de fonds fournis par les crédits de l'outillage national et par les taxes sur les grands rendements. L'Association de propagande pour le vin, dont le siège est à Béziers, a su utiliser les circonstances les plus favorables, comme le Tour de France cycliste, et les méthodes les plus directement efficaces : obtenir des restaurateurs que le vin soit compris dans le prix du repas, par exemple. Enfin, la Société des médecins amis du vin s'applique à une tâche du plus grand intérêt : donner à la consommation de notre produit la valeur non plus seulement d'un aliment, mais encore d'un remède.

Au Portugal, le gouvernement a rendu le vin obligatoire dans tous les repas à prix fixe. La quantité à fournir est fixée à 35 centilitres (1).

En Espagne, aux termes de l'article II du décret du 5 décembre 1931, lorsque le prix du repas n'excède pas 10 pésetas par tête, il sera obligatoirement compris dans ce prix un quart de litre de vin d'un des types courants dans la contrée où se trouve ouvert le restaurant (2).

Les formes de la propagande pour le vin sont multiples : campagnes de presse, d'affiches, de films, de T. S. F., encourager la consommation du vin à l'armée, dans les hôpitaux et les collèges, garantir la production de qualité. (Résolutions de la Conférence de Paris). Il y a encore l'obligation qui devrait être étendue non seulement aux ouvriers de la viticulture mais encore à la main-d'œuvre de toutes les branches de l'activité dans les pays viticoles : payer une partie du salaire en vin.

Ainsi, la propagande doit commencer par les pays où elle est la boisson nationale, mais il faut essayer aussi de conquérir une clientèle dans les pays où le vin n'est pas, ou est peu connu. Pour cela, d'un côté, les efforts des associations nationales de propagande agissant chacune en faveur des produits de leur pays, d'autre part, la création d'un comité de coordination comprenant les représentants des pays exportateurs (Résolutions Conférence de Paris), permettrait d'atteindre de nouveaux consommateurs. Mais l'élément essentiel de la propagande, le nerf de la guerre,

(1) CINCINATO DA COSTA. — Déclaration à la Conférence de Paris.

(2) ROYO. — Déc. Conf. Paris.

Un effort individuel particulièrement original est celui d'un coiffeur de Puigcerda (Espagne) qui comprend dans le prix d'une indéfrisable un verre de Madère.

A Trikkala, en Thessalie, les aubergistes ont trouvé un ingénieux moyen de combattre la mévente des vins en le servant à discrétion et en n'imposant à leurs clients qu'une taxe horaire (5 drachmes l'heure). Ils ont calculé que les facultés d'absorption s'équilibraient et que les petits buveurs fervents de la salle du café pour y bavarder compensaient les gros consommateurs.

reste à trouver sinon pour les organisations nationales, en tout cas pour la création de la propagande internationale. Il faut citer, à ce sujet, le projet de M. GERVASIO, qui voudrait employer une partie des excédents de production, groupés dans un consortium international, pour conquérir de nouveaux marchés inexploités où ils chercheraient à s'introduire au moyen de prix très bas (1).

§ III. — LA POLITIQUE DE LA QUALITE

A) RÉNOVATION DE LA QUALITÉ DANS LES CRISES PRÉSENTES

La qualité et la crise économique générale

La nouvelle forme que tend à prendre « l'économie mondiale », la faillite de la mystique de la quantité marque l'entrée du monde dans une ère nouvelle qui sera probablement placée sous le signe de la qualité : en effet, les nations n'achèteront plus à l'étranger que les produits qu'elles ne peuvent se procurer par leurs propres moyens.

Cette position est, d'ailleurs, celle qu'ont intérêt à rechercher les pays à haut salaire, à prix de revient élevé, c'est-à-dire les nations européennes : dans la course aux bas prix, les peuples vieux seront toujours dominés par leurs jeunes concurrents; seule, la qualité, qui est la cristallisation d'une expérience plusieurs fois séculaire, peut leur donner l'avantage sur leurs rivaux. Cette nécessité de rechercher la qualité corrobore ce qui a été dit en faveur de l'organisation corporative, nationale et internationale de la production.

La politique du bon vin contre la surproduction viticole

Sur le plan viticole, il faut aussi se tourner résolument vers la même direction. Si l'on fait du vin meilleur, il y en aura probablement moins sur le marché, d'où atténua-

(1) La propagande pour le raisin et le jus de raisin doit marcher de pair avec la propagande par le vin. C., t. III, ch. I,

tion de la surproduction ; ce sera surtout un bon moyen de développer la consommation. A ce sujet, M. SALMANN, vice-président de l'Association des viticulteurs d'Alsace, a signalé, à un Congrès récent de la Fédération nationale des producteurs de raisin de table, qu'avant la guerre, la viticulture alsacienne avait été poussée pendant de longues années à la production de quantité et que cela ne lui a valu que des déboires. Depuis la guerre, la préoccupation des dirigeants s'est concentrée sur les plantations de qualité et la sélection des cépages. Le résultat a été que « la demande de nos vins est telle que nous manquons de vin à appellation. »

Les mesures qui fixent des qualités minima pour le vin mis dans le commerce, permettent l'élimination des vins inférieurs et, par conséquent, l'atténuation de la surproduction. Certaines opérations chirurgicales, atteignant directement la quantité, comme la limitation des plantations ou la distillation obligatoire sont actuellement nécessaires ; mais, par ses deux effets déjà analysés (augmentation de la consommation, diminution des quantités mises en circulation), la recherche de la qualité est un sérieux appoint pour le rétablissement de l'équilibre sur les marchés en état de surproduction.

La politique de la qualité et l'exportation

D'ailleurs, cette recherche est rigoureusement indispensable à une politique d'exportation : ce n'est que par un contrôle sévère de la marchandise expédiée aux clients étrangers que l'on arrivera à les conserver. Sous le régime actuel des échanges internationaux, c'est, en grande partie, grâce à la qualité de son vin et de ses raisins que l'Italie a éliminé les produits français de certains marchés.

Aux Etats-Unis, seuls, les très bons vins étrangers pourront être préférés par le consommateur américain aux vins californiens à bas prix ; ne permettre en direction des Etats-Unis que l'envoi de vins excellents, tel est le sens

de la décision de la confédération fasciste des agriculteurs déjà citée (1).

La crise présente a, d'ailleurs, amené les diverses nations exportatrices à coordonner et à contrôler leur commerce extérieur : par la création des instituts nationaux d'exportation et de marques nationales, ces Etats veulent garantir aux clients étrangers la qualité des produits nationaux.

Au point de vue viticole, les associations régionales d'exportateurs (Portugal, Espagne), les consortiums d'Italie et de Hongrie ont, parmi leurs attributions, cette garantie de la qualité du vin envoyé à l'étranger.

B) INTERDICTION DE CERTAINES MÉTHODES DE PRODUCTION ET DE VINIFICATION

Pour éviter la production et la mise en circulation de vins inférieurs, deux méthodes sont possibles, qui peuvent être appliquées, d'ailleurs, concurremment : l'une consiste à prohiber certains procédés de production et de vinification, l'autre à préciser la limite qui sépare le bon vin du mauvais et, en fonction de cette définition, à écarter du commerce certains produits défectueux. L'on peut, d'ailleurs, prohiber certaines méthodes jugées productrices de mauvais vins.

REGLEMENTATION DE LA CULTURE

De façon indirecte, la production intensive peut être atteinte par la fixation des qualités minimum que le vin doit présenter pour entrer dans le commerce.

Quant aux formes de la lutte directe contre les gros rendements, taxes au rendement, défaveur des régions humides, interdiction des plantations d'hybrides producteurs directs et de plants médiocres, elles ont déjà été étudiées (2)

(1) Conf., paragraphe I de ce chapitre.

(2) Conf., titre III, chapitre I. — La lutte contre les gros rendements.

REGLEMENTATION DE LA VINIFICATION

Il est impossible de citer les articles de toutes les législations qui concernent les méthodes permises ou prohibées en vinification. On sait que des divergences existent entre les pays producteurs : elles tiennent quelquefois à la nature de la production : plus ou moins acide, plus ou moins alcoolisée.

La crise présente pose surtout un problème de surproduction ; il convient d'obtenir l'interdiction généralisée des méthodes qui contribuent, en diminuant la qualité, à augmenter la quantité.

Interdiction du mouillage

Le mouillage est répudié par tous les producteurs honnêtes ; toutes les législations l'ont sévèrement interdit (1).

Il faut surtout que la surveillance soit rendue plus efficace, car, dans de nombreux pays, l'Administration est insuffisamment armée pour empêcher pratiquement le mouillage. Il faut éviter aussi que, sous le couvert de certaines prétentions œnologiques qui se réclament du progrès scientifique, le mouillage ne puisse être à nouveau favorisé : certains traités ayant rapport à la vinification dans les pays chauds, ne disent-ils pas en toutes lettres : « Qu'il est tout indiqué, lorsque les raisins ont été plus ou moins flétris par le siroco ». M. SEMICHON signalait à la Conférence de Paris le procédé de fermentation « superquatre » (addition de vins froids) qui remplace avantageusement le mouillage. D'autre part, il faut obtenir l'interdiction des piquettes même pour la consommation familiale, car elles risquent d'inciter le vigneron à les utiliser également pour la vente.

Surveillance du sucrage

A ce sujet, le Congrès de Budapest déclare que : « En

(1) Confér. Autriche: loi du 17 juin 1925, art. 15. Chili: décret, n° 2336, article 99. — Espagne: Décret du 13 septembre 1932, article 9. — Hongrie: loi n° IX de 1924, article 7.

ce qui concerne le sucrage par saccharose, il ne doit être autorisé réglementairement que dans les régions où il est une nécessité due aux conditions climatiques et, qu'en aucun cas, le sucrage ne puisse être utilisé pour augmenter la quantité du vin produit. »

En effet, le sucrage entraîne l'augmentation de la production, d'autant plus facilement qu'il est à peu près toujours complété par une addition d'eau. En Allemagne, l'un des rares pays producteurs (1) qui ait maintenu encore l'autorisation de sucrer, l'article III de la loi sur les vins du 25 juillet 1930, nous apprend que, pour suppléer au défaut naturel du sucre ou d'alcool pour corriger un accès d'acidité..., la masse de la vendange pourra être additionnée de sucre même dissous dans de l'eau pure pourvu que l'addition d'eau sucrée n'entre pas pour plus d'un quart dans la composition du produit. Ainsi, alors que l'on détruit des excédents de bons vins cette fabrication artificielle est inadmissible.

Le vin produit de cette manière ne correspond d'ailleurs plus à la définition « fermentation de jus de raisin frais. » en alimentation, il est reconnu que, même s'il est identique au sucre de raisin au point de vue chimique, il ne l'est certainement pas à celui des produits organiques et des vitamines.

Organisation du vinage

Le vinage, lorsqu'il est pratiqué avec des alcools industriels, doit être formellement réprouvé : il constitue alors une mesure analogue à la chaptalisation par la saccharose ; il contribue à l'aggravation de la surproduction.

Le vinage strictement limité aux alcools de vin, rencontre aussi de nombreuses objections de la part des pro-

(1) Le sucrage reste autorisé dans certaines régions de la France, il est régi par la loi du 28 janvier 1903 : « La quantité de sucre ajoutée ne pourra être supérieure à 10 kilogrammes par 3 hectolitres de vendange. » En Suisse « il est permis d'ajouter à un vin de pays du sucre pur sans addition d'eau pour atteindre le degré alcoolique de la région ». (Ordonnance du 23 février 1926).

ducteurs de vins de coteaux qui craignent la concurrence des vins de plaine. Cependant, cette pratique constituerait un soulagement du marché de l'alcool particulièrement en France et dans les pays où se pratique la distillation obligatoire.

Il faudrait donc un vinage contrôlé, pour que les vigneurs emploient uniquement de l'alcool de vin et non de l'alcool de marc, de l'alcool de fruits ou de l'alcool industriel (1).

Il pourrait être employé à la place du sucrage dans les cas où l'utilisation des moûts concentrés n'est pas possible. Il vaut mieux organiser la vinification, de façon à ce qu'elle contribue à soutenir le marché même du vin ; pour le relèvement des vins faibles, il vaut mieux employer les moûts concentrés ou l'alcool de vin, plutôt que d'utiliser pour cet office des jus de betteraves. C'est ce que disait, dans une de ses recommandations, la conférence de Paris résumant les questions du mouillage du sucrage et du vinage : « Que soit considéré comme illicite, entre autres pratiques, l'addition d'eau dans les moûts de vin, et que l'addition de sucre ou d'alcool ne puisse se faire qu'avec les matières provenant du raisin ou de la distillation du vin. »

c) EXCLUSION DES VINS ANORMAUX A LEUR ENTRÉE DANS LE COMMERCE

Il convient, certes, de réprimer les fraudes et de tarir les sources de mauvais vins ; mais il faut considérer aussi que l'existence de semblables procédés se justifie seulement parce que les produits de qualité inférieure ont la possibilité de se vendre, et quelquefois même sont plus recherchés que les bons vins. Il faut donc frapper surtout la mise en circulation du produit.

La définition du vin

L'on a essayé de définir le bon vin, le seul qui ait le

(1) RIBALTE. -- *Eclair* de Montpellier. Edouard BARTHE, *Le Petit Méridional*.

droit d'entrer dans le commerce. La définition du vin admise en théorie par tous les producteurs, mais qui n'a pas toujours été appliquée intégralement, est la suivante : « Le vin est produit par la fermentation naturelle du jus de raisins frais. » Ce principe est loin d'être admis encore, on l'a vu, dans les pays consommateurs où se fabriquent en quantité les vins de fruits et vins de raisins secs.

Toutes les législations des pays viticoles contiennent depuis longtemps déjà la classification des méthodes de vinification permises ou prohibées ; c'est en ce sens que la législation française constituait, il y a quelques années encore, le modèle le plus complet de l'organisation de la production viticole (1).

Mais aujourd'hui, une nouvelle conception du rôle de l'Etat dans l'appréciation du vin et de sa fabrication s'est révélée ; c'est ce que disait un ministre de l'Agriculture à la discussion des statuts devant la Chambre des Députés : « La tendance s'affirme qu'il ne suffit plus que le vin n'ait fait l'objet d'aucune fraude ou falsification ; certes, cette condition doit, avant tout, être remplie, mais il faut, en outre, que le vin présente au point de vue de la composition certains caractères essentiels. »

Le degré minimum

Plusieurs législations ont adopté comme critérium une teneur minimum en alcool.

Cette mesure est demandée par tous les Congrès internationaux, depuis la Conférence de Paris, et le Congrès de Budapest, le dernier en date, demande : « qu'un degré minimum de 9° soit institué dans tous les pays en ce qui concerne les vins de coupage et les vins de consommation courante et qu'on exige, en même temps pour ces vins, des conditions précises, une composition naturelle et normale » (2).

(1) Loi du 14 août 1889, du 1^{er} août 1905, règlement du 3 septembre 1907, du 19 août 1921.

(2) La loi française de 1934 le porte à 9°5 (art. 12).

Le degré minimum soulève une série de critiques : d'abord, il constitue une hérésie gastronomique ; les vins à degrés élevés ne sont pas forcément et ne sont pas seuls des bons vins ; il en est de légers et qui satisfont parfaitement le goût.

D'autre part, certaines régions ne peuvent pas produire de degrés élevés : « Exiger l'élévation du degré minimum des vins me paraît dangereux, sinon impossible, dans un grand nombre de cas. Au Portugal, nous avons des vins qui titrent 14 à 15 degrés, mais nous en avons qui titrent 6 et demi. C'est dire les difficultés que l'on rencontrerait pour la mise en pratique d'une telle disposition » (1).

On comprend que la loi doive différencier les diverses contrées productrices, car la même teneur en alcool peut affirmer la loyauté du vin produit dans certains tènements, tandis qu'elle laisserait présumer la fraude en d'autres lieux.

Le degré minimum doit aussi varier selon les années, car d'une récolte à l'autre la moyenne de la teneur en alcool est très différente.

C'est pourquoi la fixation du degré, selon l'avis de nombreux économistes qualifiés doit être faite chaque année et par régions. Au Portugal, la loi du 28 janvier autorise le ministre de l'Agriculture à fixer chaque année, le degré minimum des vins.

Fixation de certains caractères minima

Etant donné que la fixation d'un degré minimum unique est impossible dans la plupart des régions viticoles, l'on a demandé aux divers Etats d'établir les proportions que doit avoir le vin, non seulement quant à la teneur en alcool, mais encore à d'autres points de vue : acidité fixe, acidité volatile, etc... De plus, ces proportions varient selon la région productrice et selon la moyenne de la récolte de l'année. C'est ce que demande la résolution du Congrès

(1) Déclaration de M. DA COSTA, délégué du Portugal à la Conférence de Paris.

de Budapest : « Que soient généralisées dans les divers pays les mesures déjà appliquées dans plusieurs nations, en fixant, compte tenu des conditions climatiques, les caractères minima que doivent remplir les vins pour être admis à circuler librement sur le marché vinicole. »

A la base de ces caractéristiques minima reste toujours la fixation d'un degré minimum ; en effet, cette mesure oblige le viticulteur à laisser mûrir le raisin : le produit est, par suite, moins abondant et la qualité supérieure. Elle interdit le mouillage beaucoup plus efficacement qu'une prohibition directe ; enfin, elle est la forme la plus juste de la lutte contre les gros rendements, elle impose une nouvelle orientation de la viticulture, quant aux choix des cépages, quant à l'emploi de l'irrigation et de la fumure.

La fixation des caractères minima des vins existe en France et en Italie. Déjà, le décret-loi italien du 15 octobre 1925 établissait en son article 13, que : « La production en vue de la vente, le commerce et la vente des vins non naturels, sont interdits. Cette défense est étendue aux vins d'un degré alcoolique inférieur à 9 % en volume, s'il s'agit de vins rouges ; 8 % en volume, s'il s'agit de vins blancs. Mais la vente de ces vins est autorisée lorsque leur provenance est indiquée et établie, pourvu que leur composition corresponde à celle des vins de la même localité et de l'année indiquée. »

L'article 3 de la loi du 8 juillet 1933, en son premier alinéa (reprenant l'article premier de la loi du 1^{er} janvier 1930) établit que : « Il est interdit d'importer, de vendre, de mettre en vente, sauf pour la distillation ou la vinaigrerie, des vins de coupage renfermant moins de 9 degrés d'alcool réel, ainsi qu'une acidité fixe suffisante, telle qu'en ajoutant le chiffre de l'acidité au degré d'alcool, la somme de ces deux chiffres soit inférieur à 12,5 ». »

Difficultés de l'élimination des vins anormaux

La détermination des caractères nécessaires à un vin pour qu'il soit marchand, constitue la base d'une politique de la qualité.

Mais il ne faut pas que les vins inférieurs puissent entrer quand même sur le marché. Or, l'exemple de la campagne 1933-34 montre qu'il est vain de promulguer des décrets, si les vins frappés peuvent impunément « se dissimuler et s'écouler dans les coupages ». Les vins médiocres achetés à un prix intermédiaire entre le prix normal et celui de la distillerie, prennent une valeur marchande : ils sont même recherchés aux dépens des bons vins, parce qu'ils constituent un élément de bon marché ; ils rentrent dans les coupages, en y noyant leurs défauts et en abaissant le prix de revient.

Comment empêcher qu'à l'avenir les mauvais vins trouvent des acquéreurs ? On ne peut le demander au viticulteur : pris individuellement, son intérêt le pousse sans qu'on puisse trouver rien à lui redire, à céder ses vins douteux à un prix supérieur à celui que lui offrirait la vinaigrerie ou la distillerie ; de même le négociant, grâce à des achats au-dessous du prix normal, peut réaliser des bénéfices importants ; quant à l'Etat, pour faire respecter la réglementation nouvelle il lui faudrait accroître encore l'armée des fonctionnaires.

C'est pourquoi l'un des rôles des corporations viticoles dans le cadre régional est d'assurer la production de la qualité.

Les vins de pays — Les vins types

Il faut pour conduire le viticulteur vers une production de qualité, organiser les groupements naturels. Il faut supprimer le vin standard, rendre aux vins régionaux leur personnalité, faire reposer sur chaque contrée la responsabilité de sa production. Pour cela, il faudrait constituer « des régions suffisamment étendues pour englober une catégorie de crus susceptibles de constituer l'ensemble d'une espèce les différenciant des crus voisins. »

L'époque actuelle doit voir le règne nouveau de l'artisanat : la vieille sollicitude du vigneron pour sa terre et pour son vin doit être retrouvée. Certes, sous la couverture de l'idée de progrès, la production et le commerce viticole se

dirigeaient de plus en plus vers la « confection industrielle de vins standards qui n'ont de naturels que le nom » ; c'est vers la direction opposée qu'il faut aujourd'hui se tourner, et aussi dans les autres branches de l'activité économique. Les vieux pays européens qui voudraient concurrencer par la production de série les peuples jeunes et au coût de vie très bas iraient inévitablement à la défaite.

Au point de vue de la production, il semble que le pays (du mot latin *pagus*), l'arrondissement français devrait devenir l'unité corporative élémentaire. Dans ce cadre restreint s'organiserait la production du vin de pays ; des coupages entre les divers vins de la région seraient pratiqués dans des caves coopératives sous le contrôle de la corporation ; la région s'efforcerait de garantir aux consommateurs un excellent produit.

Les producteurs se trouveraient d'autant plus intéressés à s'aider et à se surveiller les uns les autres, que, grâce aux casiers et à l'identification des produits dans le commerce, il y aurait aussi une certaine émulation entre les diverses régions ; les pays producteurs de mauvais vins seraient bien vite décriés sur le marché. Au contraire, certains noms deviendraient les garants d'une qualité stable.

La constitution des régions viticoles dans divers pays

L'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Hongrie ont entrepris l'organisation de la viticulture nationale sur la base régionale. L'Italie, par le décret-loi du 11 janvier 1930, commenté par le décret royal du 20 novembre 1930, a distingué dans la production nationale du vin.

1° Les vins types, catégorie composée non seulement des grands crus à appellation, mais encore des bons vins non coupés ; ils se subdivisent en vins spéciaux, vins supérieurs et vins fins.

2° Les vins de coupage présentant une teneur en alcool de 9° pour les vins rouges et de 10° pour les vins blancs.

3° Les produits de qualité inférieure servent à la confection de la « *Bibita nazionale* ».

Déjà, les caractéristiques de cinq régions étaient établies à la fin de 1933: Marsala, Altatevino, Moscato d'Asti, Orvieto, Soave.

Dans chaque région de production est constitué un consortium chargé de la défense et de la protection du vin régional. Les consortiums sont formés par cinq producteurs au moins ; leurs statuts doivent indiquer le nom et les caractéristiques du vin typique qu'ils doivent protéger, les conditions de la production dans leur domaine.

Auprès de chaque consortium, se trouve placé un technicien œnographe, chargé de vérifier les caractéristiques typiques des vins au moyen d'un examen chimique et organique et d'un examen de documents prouvant que les achats ont bien été effectués dans la zone de production délimitée par le statut. Moyennant quoi, le vin examiné a droit à la marque du consortium (1).

L'organisation des consortiums pour la défense des vins typiques permet aussi la continuation de la politique économique italienne qui a pour but de favoriser la culture de la vigne seulement dans les régions proprement viticoles : il s'agit évidemment des régions de vins typiques. « Il faut, dit le Professeur DALMASSO, encourager par tous les moyens, directs ou indirects, la culture de la vigne là où cette plante peut donner les produits qualitativement meilleurs, et où elle représente une nécessité économique et sociale, et l'entraver, par contre, par tous les moyens, là où ces conditions ne se présentent pas » (2).

La Hongrie, par la loi du 4 mai 1929, a également organisé des consortiums viticoles dont le but principal est de « protéger les espèces de vins caractéristiques des régions viticoles » (article 37). L'assemblée du Comitatus groupe une série de consortiums viticoles, elle doit défendre les intérêts de sa région.

Ces consortiums surveillent la sélection des plants, la

(1) *Annuaire International du Vin*. — Conf. titre II, chapitre II. In fine: la Corporation.

(2) Réponse du Professeur DALMASSO à l'enquête de l'O. I. V. sur la limitation des plantations.

lutte contre les maladies, fixent la date des vendanges, protègent, sur le marché, la dénomination régionale.

L'Espagne a créé (article 86 du statut du vin, 13 septembre 1932), quatorze régions, dans chacune desquelles une commission viticole provinciale s'occupe de tout ce qui concerne l'amélioration et la pureté des produits de la vigne (article 89).

Le Portugal s'organise peu à peu dans le cadre régional ; le décret du 19 janvier 1931 a établi neuf zones viticoles : ce sont « des parties de territoires produisant des vins à peu près semblables et dont les producteurs ou le commerce ont des intérêts identiques » (chapitre II du décret). Dans chaque région est créée une station viti-vinicole, une assemblée régionale, une cave régionale. Les décrets particuliers à chaque région établissent à côté de l'Association de producteurs, une association d'exportateurs ; ces deux associations sont groupées dans une union vinicole régionale (1).

Aux termes de l'article 26, tous les vins produits dans les régions viticoles délimitées et qui ont les caractéristiques des vins types régionaux, ont le droit de porter la marque régionale.

Les stations viti-vinicoles sont chargées de délivrer des certificats d'origine aux vins types régionaux.

Le commerce est étroitement surveillé pour éviter le coupage des vins types avec d'autres vins de qualité inférieure.

Les principes qui dominent l'organisation de la viticulture portugaise au point de vue régional se trouvent résumés par le professeur TAVARES DA SILVA, lorsqu'il déclare : « Le respect pour la marque des vins régionaux doit être absolu... » L'organisation de la viticulture doit comprendre des syndicats, des caves sociales, pour rendre la culture et la vinification plus parfaite et pour produire des types de vins régionaux authentiques. Il faut revenir aux marques traditionnelles de chaque région afin d'ob-

(1) Conf. titre II: chapitre II: la Corporation.

tenir la réapparition des qualités particulières à chaque contrée productrice qui ont disparu par suite du désir de produire beaucoup et de lutter sur les marchés à des prix bas.

L'on voit que les nations qui ont adopté de façon effective la politique des vins de pays, l'ont fait par le moyen de l'organisation corporative ; il doit en résulter, avec un contrôle de la production et de la vinification assurée de très près, l'élimination de tous les vins médiocres.

L'identification des vins par les casiers viticoles

En 1908, le service français de la répression des fraudes avait demandé à divers syndicats de faire prélever des échantillons de moûts » afin d'avoir des données aussi précises que possibles sur la composition des vins de l'année issue de ces moûts après fermentation » (1).

C'est également la constitution de casiers viticoles que beaucoup de résolutions ont réclamé dans la crise présente. Le casier viticole, constitué sous la surveillance de l'Administration permet de protéger les producteurs de vins naturels, mais de composition anormale quand l'ensemble de la récolte régionale présente les mêmes caractéristiques. En raison de cette sécurité d'appréciation, les services de la répression des fraudes peuvent frapper à coup sûr sur les vins qui ne réunissent pas les caractéristiques des types de vin authentiques de la commune ou du canton.

Cependant M. DICENTY faisait remarquer que le défaut principal de cette méthode est que la matière servant à déterminer le type est singulièrement meilleure que celle qui correspondrait à la qualité moyenne.

Il existe déjà, en France et en Espagne, des enquêtes annuelles sur la composition des vins ; en Italie, la délimitation des régions de vins types facilite la formation des casiers viticoles.

(1) Elie BERNARD: Etablissement des casiers viticoles: rapport à la Conférence de Paris.

On comprend que la constitution de casiers viticoles s'intègre parfaitement dans une politique de vins régionaux et que l'ensemble est un grand pas de fait vers l'organisation corporative.

L'utilité des casiers viticoles a été reconnue à la Conférence de Londres qui a établi un projet de convention internationale relatif à l'institution d'enquêtes annuelles sur la composition de vins et à l'institution de casiers vinicoles.

Le sort des vins anormaux. — La concentration des moûts (1)

Parmi les divers emplois des moûts concentrés, leur utilisation pour la chaptalisation des vendanges constitue l'une des pierres angulaires de la nouvelle législation française : on a vu que, dans la plupart des pays, cette pratique était admise et que, seules, l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche la prohibaient.

On reproche à cette méthode de relèvement du degré alcoolique des vins le fait qu'elle est inutilisable quand la vendange est trop acide ; d'autre part, elle permet de rendre marchand des vins qui ne le seraient pas, et auxquels l'adjonction d'un surplus alcoolique n'enlève pas tous leurs défauts, de tourner certaines lois (par exemple le blocage français) par une combinaison savante, du mouillage et de la concentration (2), c'est une faveur accordée aux gros rendements et aux producteurs médiocres, qui leur donne des possibilités de persister dans leur ligne de conduite ; ce procédé peut enfin se placer parmi les pratiques qui tendent à industrialiser la vinification, et dont les inconvé-

(1) Conf. Chapitre I, paragraphe II: les moûts concentrés. Législation sur l'emploi des moûts concentrés en vinification.

(2) Lorsque la concentration d'une certaine quantité de moûts entraîne un déblocage correspondant, il peut y avoir un certain intérêt pour le gros viticulteur à mouiller sa vendange et à concentrer ensuite: au fond il se débloque en payant les frais de concentration.

nients se sont montrés bien plus considérables que leurs avantages.

La « Bibita nazionale »

En Italie, le vin rejeté hors de la circulation normale par suite d'insuffisance alcoolique ou pour tout autre cause, est employé pour la fabrication d'une boisson populaire, la « Bibite nazionale ».

Cette institution d'une boisson inférieure à base de vin n'est pas sans présenter de dangers ; si elle est vendue à prix très inférieur au bon vin, elle risque de diminuer la consommation de ce dernier sur le marché national semblant ainsi le réserver pour une espèce de dumping d'exportation. D'autre part, quelle sera la réglementation de cette fabrication et dans quelles mesures des éléments de fruits pourront-ils s'ajouter à la base vinaire prévue par la loi ? Cette augmentation de la quantité offerte peut accroître le déséquilibre entre la production et la consommation.

La distillerie. — La vinaigrerie

Le mauvais vin doit aller à la distillerie ou à la vinaigrerie. Il ne doit y avoir de distillation obligatoire que pour lui ; dans ce cas, l'obligation pour les vigneron de céder leur vin à un prix inférieur, constitue une véritable sanction. C'est ce que demande, dans sa résolution, le Congrès de Budapest, en rattachant à la question de la distillation son complément indispensable : la nécessité de l'aménagement du marché de l'alcool dans les divers pays.

Le Congrès demande : « Que la distillation soit développée pour faire disparaître du marché ces mêmes vins anormaux et que, dans tous les pays, la consommation de bouche de l'alcool ainsi que la fabrication de vinaigre soient réservés aux alcools provenant du vin, du raisin, des lies, du moût de raisin ou d'autres fruits et aux vinaigres provenant uniquement du vin. »

D'ailleurs, une partie de l'alcool extrait des vins anormaux pourrait ensuite revenir sur le marché du vin, en servant à relever la teneur en alcool des autres vins faibles.

D) LES POLITIQUES NATIONALES DE LA QUALITÉ (1)

L'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Hongrie ont basé leur politique de la qualité sur la sélection des régions et la production des vins typiques. Il convient de voir ce qui a été fait dans d'autres pays.

En Allemagne, les Instituts viticoles de « Geisenheim et de Berncastel travaillent à la sélection des cépages et au perfectionnement de la vinification. A Trèves, s'étudie la lutte contre les maladies et les méthodes culturales.

En Autriche, une politique de vin de pays et la réglementation stricte des plantations d'hybrides constituent les mesures principales. L'Institut de Klosterneuburg est organisé pour la classification des cépages.

En Bulgarie, les décrets du 5 mars 1931, la loi du 6 juin 1932 et en Yougoslavie, la loi du 9 décembre 1929 s'efforcent de favoriser la qualité pour réduire la quantité.

Dans des pays exportateurs comme le Chili, la Grèce, l'Espagne, les efforts pour la production de qualité sont considérables : organisation de coopératives, instituts d'expérimentation, caves modèles, ont été créés par l'Etat ou avec son appui.

L'Europe centrale s'est efforcée surtout de faire disparaître les vins d'hybrides.

Ainsi, au point de vue viticole, on constate en même temps qu'un effort pour diminuer les quantités produites, des tentatives de formes diverses pour produire du vin meilleur. Ce retour à la qualité se constate également dans le domaine industriel ; pour l'ensemble de l'économie mondiale, la crise actuelle a marqué la fin de la supériorité des productions de masse standardisées.

(1) DOUARCHE. — Le vin et la politique de la qualité. *Bulletin O. I. V.*, mai 1934.

E) LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA QUALITÉ

Surveillance de l'exportation au départ de chaque pays producteur

La bonne qualité du vin est nécessaire pour permettre l'organisation de son commerce international. Il faut que, dans chaque pays, le producteur de bon vin soit favorisé pour que se maintienne et se développe la consommation intérieure ; mais il faut que le vin envoyé sur les marchés non producteurs soit irréprochable : il pourra être ainsi préféré aux fabrications variées offertes à bas prix et baptisées du nom de vin.

A l'heure actuelle, au contraire, certaines nations productrices utilisent pour l'exportation des vins inférieurs, essayant de soutenir la lutte commerciale par des prix aussi réduits que possible ; mais, d'une part, le vin naturel importé est toujours plus cher que les boissons de fruits, de raisins secs, ou que les coupages pratiqués dans le pays importateur ; d'autre part, la qualité inférieure du vin détourne le consommateur vers les boissons nationales : bière, thé, café.

C'est pourquoi de nombreuses nations viticoles ne se sont pas contentées d'orienter la viticulture nationale vers la production de qualité et de surveiller le commerce intérieur ; elles ont aussi institué un contrôle sévère des vins exportés ; l'ouverture du marché des Etats-Unis a posé le problème de façon aiguë.

L'Allemagne a créé des commissions dont l'avis favorable est nécessaire pour l'admission du vin dans le commerce international.

L'Italie et l'Espagne ont institué une marque nationale. L'authenticité et les qualités du vin sont garanties par cette marque au consommateur mondial. En Italie, ce sont des lois de 1930 qui ont admis les vins à la marque nationale et ont défini les conditions de cette admission. En Espagne, la marque nationale de garantie a été créée par le décret du 12 juin 1929 qui déclare (article 3) : elle sera concédée sur la demande des producteurs et exporta-

teurs ; le Comité permanent de surveillance de l'exportation examinera la demande en tenant compte des qualités du produit, des garanties commerciales offertes par les intéressés et de l'intérêt général. Ce Comité pourra rendre la marque obligatoire dans certains cas.

D'autre part, la Fédération nationale fasciste du commerce œnologique et les associations espagnoles d'exportateurs ont, dans leur rôle, la surveillance de leurs membres.

Au Portugal, dans les régions délimitées, les unions vinicoles régionales ont, dans leurs attributions avec l'organisation qualitative de la production : « de défendre sur tous les marchés le prestige des marques régionales, de faire leur propagande et d'organiser leur extension..., de fournir les marques de garantie et d'établir des certificats d'origine et des bulletins d'analyse aux effets d'exportation. »

Ainsi, il faut que les pays producteurs n'expédient que du bon vin à l'étranger s'ils veulent pouvoir répudier les produits inférieurs et médiocres qui se vendent sous le nom de vin dans les pays consommateurs.

La protection de la qualité dans le commerce international

La protection du vin dans les pays non producteurs doit être le principal souci des viticulteurs exportateurs. Il faut obtenir que, dans le monde entier, le nom de « vin » ne puisse s'appliquer qu'au liquide « produit par la fermentation naturelle du jus de raisins frais ». Il faut que les noms de grands crus soient considérés comme constituant de véritables droits de propriétés et non comme des dénominations génériques. Par l'unification des méthodes d'analyses, il faut faciliter le contrôle international.

Ces buts doivent donc être visés en premier lieu dans l'organisation du commerce international du vin. Ils seront obtenus par des conventions internationales toutes les fois que cela sera possible ; sinon l'entente des pays producteurs devra s'efforcer de faire admettre la nécessité de

cès mesures par les autres nations ; enfin, dans les négociations commerciales bilatérales, les nations viticoles devront demander tout d'abord l'institution dans les pays consommateurs de cette législation destinée à protéger la qualité du vin.

§ IV. — LA DEFLATION DES PRIX : COUTS DE PRODUCTION ET PRIX DE VENTE AU DETAIL

Tandis que le prix d'achat à la production baissait considérablement au cours des dernières années, les coûts de production et les prix de vente au consommateur restaient aussi élevés. Ainsi, une action dans ces deux domaines est nécessaire : il faut diminuer les coûts de production (et cette politique fait d'ailleurs partie de la rationalisation de la viticulture telle qu'elle a été étudiée au Congrès de Budapest) ; d'autre part, il faut obtenir la déflation des prix de détail pour permettre le développement de la consommation.

A) RÉDUCTION DU PRIX DE REVIENT EN VITICULTURE

Depuis quelques années déjà, l'Office International du Vin s'est occupé de la réduction des prix de revient en viticulture. En effet, la solution d'une crise peut être trouvée dans l'accroissement des prix de vente ou dans la diminution des frais de production ; il peut être bon aussi de conjuguer les deux méthodes.

Le Congrès de Rome avait conseillé les moyens suivants pour réduire le coût de production : culture de la vigne dans les terrains et sous les climats les plus propices, motorisation de la culture, choix de cépages résistant aux maladies, création de coopératives de vinification.

Dans quelle mesure ces procédés peuvent-ils soulager la viticulture ?

La main-d'œuvre en viticulture

On a vu l'importance de la main-d'œuvre dans les frais de production des vins ; d'autre part, les salaires des ouvriers vigneron ont augmenté plus que proportionnellement à la hausse des prix du produit depuis la guerre.

La réduction des salaires paraît impossible : le standard de vie des ouvriers dans les pays de haute civilisation ne permet pas une forte compression ; la loi d'inertie des salaires joue complètement en raison de la force des syndicats ouvriers ; d'ailleurs, le coût de la vie ne baisse partout que très lentement.

Il faut donc chercher à diminuer la quantité de travail employé par unité de terrain, et c'est à ce but que tendent les recommandations du Congrès de Rome et les rapports du Congrès de Budapest.

Le choix des terrains, des méthodes culturales, des cépages

Certaines régions, certaines méthodes de culture et certains plants donnent, moyennant le même prix de revient, une récolte plus abondante ou, malgré une diminution des frais de production, une récolte constante. Mais les vins produits en terrain humide, par la plupart des hybrides producteurs directs ou grâce à la culture sur fil de fer, par exemple, présentent, en général, des qualités médiocres ; l'accroissement de la récolte mise sur le marché aggrave la surproduction et, par suite, la baisse des prix de vente.

Aussi, la réduction des coûts de production de cette manière ne paraît pas susceptible d'atténuer la crise ; il faut, au contraire, cultiver la vigne dans les régions sèches sur des plants nobles et par des méthodes traditionnelles, pour obtenir un relèvement de la qualité, un abaissement de la quantité et la hausse des prix de vente. Mais les frais de production ne seront pas diminués pour cela, au contraire.

Il y a donc impossibilité de diminuer les frais de production par une réduction des salaires ou par une augmentation de la quantité produite ; au contraire, la

politique de la qualité devrait entraîner dans le choix des cépages ou des terrains une aggravation des prix de revient de l'hectolitre.

Il semble qu'une certaine atténuation de la cherté de la production pourrait résulter de l'application des procédés mécaniques à la viticulture, d'autre part, de son organisation rationnelle. Enfin, il faudrait réduire le plus possible les impôts qui atteignent le vigneron et supprimer certaines mesures économiques qui constituent pour lui de lourdes charges.

L'industrialisation de la culture

L'emploi des procédés mécaniques permettrait de supprimer une partie de la main-d'œuvre humaine.

Les principales difficultés résultent au point de vue de la culture proprement dite de ce que certains travaux doivent être faits obligatoirement par la main de l'homme et, par ailleurs, de la division du vignoble en très petites exploitations paysannes.

Aussi s'est-on efforcé de réunir les petites propriétés pour leur permettre les facilités de la grande culture : des faveurs fiscales sont accordées par la législation française aux échanges de parcelles terriennes ; mais c'est surtout la Suisse qui a entrepris, selon un plan méthodique, le remaniement parcellaire des vignobles ; le problème se posait dans ce pays d'une façon particulièrement aiguë puisque, dans le canton de Zurich, par exemple, « la surface moyenne des terres en vignes ne représente que 17 ares par exploitations » (1).

Le plan suisse a pour buts : « une répartition nouvelle de la superficie cultivée en vignes, la construction de meilleures voies d'accès, l'écoulement bien compris des eaux superficielles, l'adduction de l'eau en vue des opérations de sulfatage. »

Cette reconstitution une fois réalisée, le travail pourra

(1) Docteur SHELLENBERG. — Congrès de Budapest.

s'effectuer à l'aide de machines grâce à la traction animale ou motorisée.

Au point de vue de la vinification, la même concentration peut être réalisée grâce à l'institution de caves coopératives qui permettent, avec la réduction des frais généraux, avec une défense meilleure à la vente, la production d'un vin de qualité supérieure et l'utilisation perfectionnée des sous-produits.

Organisation rationnelle de la culture

Il importe que, par les soins des groupements professionnels ou de l'Etat, les viticulteurs soient instruits à l'avance des maladies qui menacent le vignoble : on traite trop souvent la vigne contre les ennemis qui n'apparaissent jamais ; la radiophonie permettra d'indiquer aux vignerons le moment où ces traitements seront utiles. D'autre part, il est possible d'abaisser les frais de production par une fumure rationnelle des vignes, chaque engrais étant utilisé seulement sur le terrain auquel il convient le mieux. Enfin, des réductions pourraient être obtenues sur le prix des produits industriels nécessaires à la culture grâce à une entente des viticulteurs pour l'achat en commun (1).

Suppression des charges imposées par l'Etat à la viticulture

Les divers impôts fonciers et sur les bénéfices agricoles ne devraient plus être perçus en période de crise.

L'on a remarqué aussi que certaines mesures destinées à maintenir les cours (dans la législation française, le blocage, la distillation obligatoire), aboutissent à une aggravation du coût de production par hectolitre mis à la vente par suite des prix dérisoires payés par les distilleries ou les vinaigriers. L'élévation de ces prix ou la modification de la législation sont, actuellement, nécessaires à la viti-

(1) ZAPLETAL et COSTAL. — Le point de vue de la Tchécoslovaquie au Congrès de Budapest.

culture française, la seule qui subisse un régime aussi draconien.

B) RÉDUCTION DE L'ÉCART ENTRE LES PRIX D'ACHAT À LA PRODUCTION ET LES PRIX DE VENTE AU DÉTAIL

Les prix et la qualité de la marchandise offerte sont les deux éléments qui en conditionnent la consommation. Le vin, qui se paie de moins en moins cher aux producteurs, reste encore à un taux très élevé lorsqu'il est vendu au consommateur (1).

Cependant, la capacité d'achat de ce dernier n'a pas augmenté et des besoins nouveaux se sont créés : alors

(1) Cette exagération des prix de détail au cours de la crise actuelle est constatée pour d'autres produits que le vin: « Quant au détail, la baisse est telle qu'ayant besoin de deux gigots pour le dîner de communion de sa fille, un éleveur du Sud de la Manche fut tout surpris d'avoir à déboursier, à peu de chose près, ce qu'il avait encaissé pour la vente de l'agneau tout entier. » « Un de mes amis des Côtes-du-Nord, habitant à proximité du bourg avait et a conservé l'habitude de payer au boucher qui lui fournit de la viande de veau avec des animaux vivants. Avant la guerre, 15 veaux payaient son boucher. Aujourd'hui il lui faut 22 veaux et on nourrit chez lui deux personnes de moins qu'en 1914 ».

« En 1914, le blé valait 27 francs le quintal et le pain 35 centimes le kilog. En conservant le même écart et en tenant compte du cours légal, le pain ne devrait pas dépasser 1,70 francs le kilog. En tenant compte des cours réels le pain devrait descendre à 1 fr. 50. On en est évidemment très loin ». (Déclaration de M. DORGERES).

« Un fait est frappant; c'est que le pourcentage prélevé par le détail augmente au fur et à mesure que la marchandise baisse. Tout se passe, en somme, comme si le détaillant prélevait cette somme fixe, par exemple, 1 à 2 francs par kilog sur la marchandise vendue quel que soit le prix. Le résultat est désastreux au moment où la production donne en plein tandis que ce retard de la baisse du détail arrête la consommation et, partant, bloque le marché. Tandis que si le détaillant se bornait à prélever 50 %, nous pourrions vendre les pêches 100 francs les 100 kilos, ce qui est rémunérateur et le consommateur ne paierait que 150 francs ce qui augmenterait la consommation ». (*Le dimanche financier*, 8 juillet 1934).

qu'il aurait fallu, pour que la consommation se maintienne, une baisse des prix de vente permettant d'atteindre de nouvelles couches de consommateurs, il y a eu, au contraire, une inflation des prix de détail.

LA DEFLATION DES PRIX DE VENTE AU DETAIL DANS LES PAYS PRODUCTEURS

Deux mesures doivent être prises dans les pays producteurs : la suppression ou, du moins, la diminution des taxes intérieures sur le vin, le contrôle du bénéfice des intermédiaires.

Suppression ou diminution des taxes intérieures

Les Etats producteurs réunis dans les Conférences internationales conseillent aux autres nations d'abaisser leurs impôts sur les vins ; il conviendrait que l'exemple fut donné par les pays producteurs eux-mêmes dans lesquels les impôts sur le vin sont le plus souvent exagérés. Dans la crise présente, l'amélioration de leur économie et le rendement de l'impôt lui-même sont conditionnés par une réduction du taux de la taxe qui frappe l'une des productions nationales essentielles.

C'est pourquoi le Congrès de Budapest recommande : « Que de la part des Etats producteurs de vin soient abolies les dispositions qui, directement ou indirectement, entravent la consommation du vin, en considérant les vins et les moûts de raisins comme des produits alimentaires de première nécessité ayant également une valeur thérapeutique et non pas comme des boissons purement alcooliques... Que les impôts et taxes d'Etat de province et de commune soient supprimés ou réduits au minimum... ».

Malheureusement, un Etat viticole au premier chef comme la France, a inséré dans la loi de 1934 une augmentation de 5 francs du droit de circulation sur les vins (art. 3). Cette aggravation du fardeau fiscal est, en principe, destinée à créditer la politique du vin ; en fait, elle constitue d'abord et surtout une mesure contraire aux recom-

mandations des Congrès et au bon sens qui conseille, avant tout, d'alléger des charges fiscales la marchandise dépréciée que l'on veut aider à renaître.

Normalisation du bénéfice des intermédiaires

Les intermédiaires ont maintenu les prix de vente qui se pratiquaient à l'époque où le vin se payait cher à la production ; pour éviter que les profits exagérés des revendeurs n'élèvent les prix de la marchandise aux dépens de la consommation et des producteurs, plusieurs solutions se présentent : soit supprimer l'instrument qui assure actuellement la circulation et le remplacer par un monopole d'Etat ou par une institution corporative ; soit empêcher la cause des abus du commerce, les variations des prix à la production ; soit laisser le commerce libre dans son rôle mais contrôler son action.

Suppression des intermédiaires

On pourrait remplacer le commerce par un monopole : mais il suffit de considérer la gestion des monopoles existant, de comparer leur résultat avec ceux des industries privées pour rejeter l'idée d'en créer de nouveaux.

Une autre solution consisterait à confier aux groupements professionnels, soit par la création de consortiums obligatoires, soit en assurant le développement de la coopération, la mission d'offrir le vin aux consommateurs dans des comptoirs de vente, ou dans des coopératives de consommation. En Hongrie, l'impôt de consommation a été diminué de moitié ; la même loi a exempté de tout impôt sur le revenu et d'autres contributions, le producteur qui assure lui-même la vente au détail (1).

Cependant, les défenseurs du commerce libre déclarent que l'Etat ne doit, ni ne peut se faire industriel ou commerçant ; quant aux groupements professionnels, ils ne gagneraient pas à se charger d'un rôle qui est celui du

(1) DIGENTY. — Rapport au Congrès de Budapest.

commerce ; M. CUSENIER cite à ce sujet le proverbe : « On ne peut être à la fois au four et au moulin », et il le traduit en ce qui concerne le vin en disant : « On ne peut être, en même temps, au pressoir et à la mise en bouteille » (1).

Le groupement professionnel doit exercer un contrôle sur le commerce et non le remplacer ; de même que les corporations surveillent le producteur isolé, mais ne doivent pas supprimer sa responsabilité individuelle.

Contrôle des bénéfices des intermédiaires

Ce contrôle peut être exercé par l'Etat ou par les groupements professionnels.

L'Etat peut intervenir en fixant un prix maximum à la vente de certaines denrées ; ce système n'a jamais apporté que des résultats décevants : en l'an 301 de notre ère, c'est-à-dire à une époque où l'Empire Romain était la proie d'un grand désarroi économique. Dioclétien publia un édit de taxation, qui lui était imposé par l'opinion publique ; il ne se faisait d'ailleurs aucune illusion, paraît-il, sur les résultats à en attendre ; ce fut un échec complet (2). Il en fut de même sous la Révolution française quand fut prise une mesure analogue.

De façon indirecte, on trouve un autre exemple de l'intervention de l'Etat pour obtenir la cession du vin aux consommateurs à un prix modéré. En Espagne, l'article 43 du statut établit que, dans les restaurants au couvert ou à la carte, lorsque le prix du repas ne dépasse pas la somme de 10 pesetas, le client a droit à un quart de litre de vin d'une qualité courante dans la contrée où se trouve installé l'établissement ; il en est de même dans les wagons-restaurants et dans les buffets des gares.

Au Portugal, le vin doit être fourni obligatoirement dans les repas à prix fixe. L'on évite ainsi des abus semblables à ceux qui se constatent en France, où il faut quelquefois

(1) Bulletin O.I.V., juillet 1932.

BLANCHARD (Marcel). — Travail et production à travers les âges.

ajouter à un repas de 12 francs, un litre de vin que l'on paie 6 ou 7 francs.

Enfin, soit par détermination de l'Etat, soit par entente entre les producteurs et le commerce, l'on pourrait fixer à un pourcentage maximum du prix d'achat à la production le bénéfice des intermédiaires : « Il conviendrait, dit M. de BOISANGER, au conseil national économique qu'une entente intervint entre les groupements de la propriété du négoce et de l'hôtellerie, ainsi que cela vient d'être institué en Suisse, afin de limiter les bénéfices à un pourcentage adapté aux frais du vigneron, du marchand en gros, du détaillant et du restaurateur, afin d'abaisser ainsi et de normaliser le prix du vin ».

En vertu de cet accord, les prix de détail pratiqués dans les restaurants, buffets, débits et auberges, doivent s'adapter raisonnablement à leur prix de revient.

L'aubergiste devrait se contenter, pour son indemnisation, d'une marge de 100 % du prix de revient. Toutefois, le bénéfice brut minimum devrait atteindre 1,20 en ville et 1 franc dans les campagnes, par suite de la diversité des frais de vente.

Les vins de pays et les vins suisses devront être favorisés par une propagande dans les hôtels.

« L'exemple de la Suisse devrait être suivie, dit M. NOUGARET, par toutes les nations viticoles. »

La stabilité des prix à la production

Pour assurer le juste prix du vin au détail, il faut d'abord maintenir stable sa valeur à la production : si celle-ci ne décrit pas des sinusoides dans le genre de celle que les dernières années ont connues, il sera difficile aux intermédiaires d'enfler ouvertement leurs bénéfices au-delà d'un certain pourcentage.

La stabilité des prix à côté de ce premier avantage, procurerait ensuite, vraisemblablement, un accroissement marqué de la consommation, en raison des réactions psychologiques de l'acheteur ; enfin, elle assurerait un profit régulier aux producteurs.

Les libéraux considèrent que toutes les tentatives d'intervention directe ou indirecte sur les prix sont vouées à l'échec ; au lieu de stabiliser les cours, elles aboutissent, au contraire, à un désaxement encore plus fâcheux du marché. Il suffit de laisser jouer le commerce libre : l'élasticité des stocks qui s'accroissent en période de baisse des prix et qui se fondent en période de hausse, réalise cette stabilité. La création d'un marché à terme compléterait par des tractations à longues portées, le jeu des achats et des ventes au comptant.

A l'opposé de ce point de vue, les interventionnistes demandent la fixation autoritaire des prix par l'Etat. La France a établi, depuis deux ans un prix minimum pour le blé : on pourrait l'étendre au vin ; mais les résultats de cette méthode sur le marché français du blé ne sont pas encourageants : une mesure de ce genre entraîne immédiatement une « guérilla » sournoise de la part du négociant ; elle provoque la recherche du produit de qualité inférieure que son défaut permet de payer moins cher. C'est ainsi que des blés dénaturés ont été achetés par des minotiers. L'action directe de la puissance publique sur les prix est sans efficacité. Elle est même nuisible.

Enfin, par le stockage ou le blocage, l'Etat ou les groupements professionnels peuvent prendre en main la direction du marché : on restreint la quantité disponible quand la récolte menace d'être trop forte et d'entraîner la dépréciation des cours. On ouvre, au contraire, le réservoir quand la demande dépasse l'offre.

Les inconvénients du blocage ont été analysés plus haut : le stockage sans perspective d'un débouché futur, risque, un beau jour, de provoquer la débâcle ; or, la crise du vin est une crise de surproduction susceptible de s'aggraver chaque année. Deux solutions seulement sont possibles : la restriction de la quantité produite ou le développement de la consommation. Le stockage ne pourrait être utile que dans une période normale où la production décrit une courbe dont les variations sont de faible amplitude.

En ce qui concerne la déflation des prix de détail dans

les pays producteurs, c'est par la réduction des impôts et par des ententes entre groupements professionnels que l'on peut espérer la réaliser.

LA DIMINUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION
DANS LES PAYS NON PRODUCTEURS

La principale cause de la cherté du vin dans les nations non viticoles réside dans l'élévation exagérée des barrières douanières et des taxes intérieures sur le vin. Il convient d'obtenir la diminution de ces impôts. Ce résultat pourra être obtenu grâce à l'entente des pays producteurs et à leur action coordonnée dans ce sens ; il est facile de montrer que ces dégrèvements sont de l'intérêt même des pays consommateurs.

La diminution des droits de douane entraînerait la baisse des prix, donc une consommation plus forte et, par suite, l'élargissement de l'assiette des droits. M. Albert SARRAUT déclarait au Comité du Vin de la Conférence de Londres : « Loin de moi l'impertinence du juger les régimes fiscaux d'un pays qui n'est pas le mien ; mais, s'il m'était accordé d'associer à cet égard ma pensée à celle qui s'est traduite dans le discours de votre président, je formulerais la suggestion que les dégrèvements et les abattements d'impôts sont bien souvent, pour les gouvernements, une excellente affaire fiscale, car, en favorisant largement la consommation et la circulation du produit détaxé, ils permettent au trésor public de réaliser, en fin de compte, un bénéfice très supérieur aux sacrifices d'abord consentis. Ce n'est pas une imagination. C'est une vérité d'expérience. Nous en avons fait l'épreuve chez nous, lorsque, en 1920, M. CAILLAUX, ministre des Finances, accomplit la grande réforme des boissons qui allégeait le vin des taxes trop lourdes dont il était chargé. Le fisc trouva bien vite, dans l'accroissement général de la consommation, la contre-partie fructueuse de son libéralisme. »

Ainsi, la déflation du prix du vin dans les nations non viticoles doit résulter essentiellement d'une organisation complète du commerce international.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION DU COMMERCE INTERNATIONAL DU VIN

M. ODOBESTIANO, exposant le point de vue de la Roumanie au sujet du commerce international du vin au Congrès de Budapest, indiquait qu'avant toute tentative proprement internationale, il convenait que chaque pays viticole établisse un ordre parfait dans sa viticulture.

Une fois ce résultat acquis dans les pays exportateurs, l'on pourra obtenir, des nations non viticoles, certaines améliorations dans les relations commerciales, soit par convention internationale, soit grâce à une action commune des viticulteurs.

§ I. — CONDITION PRELIMINAIRE. — ORGANISATION DE LA PRODUCTION ET DE L'EXPORTATION DANS LES ETATS VITICOLES

Les vins destinés à l'exportation doivent être d'excellente qualité et offerts à un prix relativement bas ; de plus, pour retenir le consommateur étranger, la qualité, aussi bien que le prix, doivent présenter une certaine stabilité.

LA QUALITÉ DES VINS DESTINÉS A L'EXPORTATION

Les vins destinés à l'exportation doivent être sélectionnés selon le goût et le caprice du consommateur ; d'autre part, le vin qu'il a l'habitude de consommer, doit conserver les mêmes caractéristiques.

Les pays exportateurs ont donc organisé leur production en fonction de cette règle : les consortiums italiens et hongrois, les associations de producteurs espagnols et portugais ont pour mission de sélectionner les plants, de standardiser les variétés de raisins et de vins, de déterminer les éléments normaux du produit, en fixant les caractéristiques des vins types. Si la production viticole, dans son ensemble, doit se diriger dans un sens qualitatif, cette politique s'impose avec encore plus de force aux vignobles dont la récolte est destinée au commerce international.

D'autre part, le contrôle de l'exportation est assuré par les groupements professionnels (fédération italienne du commerce œnologique, associations d'exportateurs espagnols et portugais, commissions viti-vinicoles allemandes) par l'Etat lui-même grâce à la Constitution d'Instituts nationaux d'exportation. Bien mieux, la standardisation des types de vins peut être parachevée dans des coopératives d'exportation comme au Chili. Enfin, les marques nationales viennent garantir de façon complète la bonne qualité du produit.

Cette certitude quant à la bonne qualité des vins importés, est nécessaire pour que les pays consommateurs se décident à réprimer chez eux les fraudes, à interdire les vins artificiels et à protéger les appellations d'origine.

LES PRIX DES VINS EXPORTÉS

Certes, la réduction des droits de douane est la condition essentielle de la diminution des prix du vin dans le commerce international. Il faut cependant que les pays producteurs mettent tout en œuvre pour contribuer, de leur côté, à cette déflation, en réduisant les dépenses de

production, les impôts et les tarifs de transport, les bénéfices des commerçants sur leur territoire même.

Pour assurer la stabilité des prix dans le commerce international, il faut d'abord que cette stabilité existe pour les vins d'un même pays. Il faut supprimer la concurrence entre exportateurs de même origine sur le marché étranger ; c'est un des buts auxquels vise l'organisation portugaise.

Une autre méthode pour stabiliser les prix sur le marché mondial a été proposée par M. MAURIN : « Au cas de cherté du vin dans un pays producteur, il faudrait procéder dans des entrepôts ou dans des ports francs à des coupages de ce vin cher avec un produit moins coûteux ». Mais ce mélange des vins suppose déjà un certain accord des viticulteurs de tous pays ; car, sous le régime de concurrence entre nations que nous connaissons aujourd'hui, il est probable que le producteur à coût de production bas préférerait envoyer son produit directement sur le marché consommateur pour éliminer le vin voisin. Par ailleurs et surtout, le coupage enlève au vin cette personnalité qui devrait être, dorénavant, la plus sûre garantie de sa qualité.

Ainsi, l'effort international doit être précédé de l'organisation des productions nationales et de l'exportation, dans chaque pays viticoles.

§ II. — ETABLISSEMENT DE CONVENTIONS INTERNATIONALES

Une convention internationale, pour produire des résultats pratiques, doit faire l'union de tous les pays auxquels elle est applicable : il faut donc que les mesures qu'elle établit soient conformes à l'intérêt des pays producteurs aussi bien que des pays consommateurs.

Il semble qu'on pourrait obtenir dans un délai assez rapide la mise en application de conventions internationales concernant l'unification des méthodes d'analyse, l'unification de la nomenclature douanière, l'unification

de la législation sur la répression des fraudes (1). Il faudrait établir aussi une convention internationale concernant la protection des appellations d'origine, mais ce projet paraît susceptible d'opposition de la part de certains pays viticoles.

L'UNIFICATION DES MÉTHODES D'ANALYSES

Le commerce des vins, plus encore que tout autre négocié, est atteint par des difficultés considérables aux douanes frontières : « Même accompagné de certificats d'origine, de bulletins d'analyse officiels... il arrive que les vins sont refusés à la douane du pays importateur : chaque Etat se réserve, dans les conventions diplomatiques, d'apprécier comme il lui convient, la nature ou la qualité de la marchandise importée ; chaque pays a ses méthodes d'analyses fréquemment discordantes et sa manière d'interpréter les résultats analytiques. » (2)

L'unification des méthodes d'analyses a été demandé par tous les Congrès internationaux depuis 1900 ; à la suite des Conférences internationales réunies à Paris en 1910 et en 1912, un système unique de notation fut établi. En 1912, fut créé à Paris un bureau international de chimie analytique (3). Enfin, en 1929, la convention du 16 octobre 1912 fut complétée et précisée.

La Conférence internationale de Paris avait recomman-

(1) Un quatrième projet de convention du Comité du vin de la Conférence de Londres, concernait la constitution de casiers viti-coles et d'enquêtes annuelles sur la composition des vins des diverses régions productrices. Il n'intéressait donc que les pays producteurs.

(2) SEMICHON.

(3) Organisé effectivement le 15 juin 1923 par le Comité des délégués des nations ayant adhéré aux conventions internationales du 16 octobre 1913 le Bureau International de Chimie analytique a pour but : « De comparer entre elles les méthodes officielles, utilisées dans chaque pays pour l'analyse des substances destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux et établir des tables de concordance permettant d'interpréter les résultats auxquels elles conduisent ».

dé l'accompagnement du vin par son bulletin d'analyse, l'adoption d'un vocabulaire international, enfin, l'unification des méthodes et, pour cela, la réunion d'une commission d'experts.

Cette commission d'experts s'est réunie à Rome au mois d'avril 1934 (1). Il y a eu, sur tous les points, entente unanime entre les experts des divers pays : « On a mis en présence, dit M. SEMICHON (2), les techniciens et non les administrations. » Le rapport général décide que sur tous les bulletins d'analyse de vin, concernant les échanges internationaux, les résultats seront obligatoirement exprimés en conformité des règles fixées par la convention internationale de Paris ; d'ailleurs les résultats pourront figurer également et conjointement sur les bulletins, conformément aux usages des pays où ces bulletins auraient été établis.

Comme la méthode d'analyse projetée est destinée aux laboratoires des douanes qui doivent fournir leurs résultats dans le minimum de temps, la commission a adopté :

a) Une méthode sommaire permettant aux laboratoires de contrôle de faire une première sélection ;

b) Une méthode rigoureuse d'analyse complète pour trancher les contestations dans des cas limités et douteux (3).

La résolution de la Commission a complètement bouleversé les méthodes de dosage de l'alcool, de l'extrait sec et des acidités, principale base de la recherche des fraudes. Quant à ces dosages pour lesquels la Commission a indiqué des méthodes nouvelles, il s'agit de simples recommandations.

Les experts, après les avoir expérimentés dans leurs pays respectifs, se réuniront à nouveau pour retenir définitivement le procédé qui constituera la méthode internationale.

La Commission espérait aussi que ces méthodes seraient

(1) Conf., titre II, chapitre III.

(2) *Le Petit Méridional*.

(3) Rapport FILAUDEAU.

adoptées à l'intérieur des Etats au point de vue fiscal et réglementaire.

Cependant, certaines critiques ont été adressées aux méthodes choisies : ce sont des procédés très délicats et très onéreux ; or, en France, le tarif officiel d'une expertise n'est que de 60 francs. On peut craindre qu'en raison de ces difficultés d'appli'cation, plusieurs des prescriptions de Rome ne restent lettre morte. A cela, les protagonistes du projet répondent que : « Des relations commerciales sûres ne peuvent être établies que sur des méthodes d'analyses exactes... Il faut rejeter les méthodes insuffisantes qui sacrifient l'exactitude à la commodité » (1)

Toutefois, la Conférence de Rome, même si elle n'aboutit pas immédiatement à des résultats pratiques, a marqué un grand pas dans la voie de l'entente internationale au sujet de l'analyse des vins en ouvrant la possibilité de réunions de techniciens.

L'UNIFICATION DE LA NOMENCLATURE DOUANIÈRE

La Société des Nations avait mis en train un projet de nomenclature douanière internationale : « En ce qui concerne les vins, comme pour bien d'autres articles, sa réalisation faciliterait des comparaisons instructives entre les tarifs en usages dans les divers pays et permettrait de faire ressortir certains droits abusifs, de mieux lutter contre eux » (2). D'autre part, l'établissement d'une nomenclature douanière permettrait la fixation des droits de douane proportionnellement au volume du vin introduit, le verre ou les emballages étant taxé à part.

Dès avant la guerre, les Congrès internationaux avaient demandé l'unification de la nomenclature douanière. La Conférence de Paris, dans sa deuxième recommandation, le réclamait aussi. La Conférence de Londres, dans sa

(1) SEMICHON.

(2) Bertrand DE MUN. — Rapport au Congrès de Budapest sur le commerce du vin dans les relations internationales. *Bulletin O. I. V.*, septembre 1934.

résolution, demandait aux divers Etats « qui ont été saisis du projet d'unification de la nomenclature douanière élaboré par un comité d'experts désigné par le Comité économique de la Société des Nations, de hâter l'examen des articles de cette nomenclature concernant le vin. »

UNIFICATION DES LÉGISLATIONS NATIONALES CONCERNANT LA RÉPRESSION DES FRAUDES

Une convention internationale concernant la répression des fraudes aurait d'abord pour but : « Que ne puisse être vendu sous le nom de vin aucun produit contraire à la définition admise dans les pays producteurs, notamment les boissons provenant de raisins secs ou de la fermentation de fruits ou de légumes ; c'est ce qu'affirme la Conférence de Paris, et le Congrès de Budapest réclame à nouveau : « Que la dénomination vin dans la législation de tous les Etats soit réservée exclusivement aux produits de la fermentation du raisin frais ou du moût de raisin. »

Une partie de la Convention viserait spécialement la production ; elle affirmerait l'interdiction du mouillage du vin, la réglementation du sucrage, la déclaration obligatoire des récoltes, le contrôle de la circulation du vin, la fixation de caractéristiques déterminés par la loi (1).

Enfin, l'établissement de casiers vinicoles permettrait aux pays importateurs de se rendre compte si le vin importé est naturel ou non et de lutter avec succès contre les fraudes.

LA PROTECTION DES APPELLATIONS D'ORIGINE

Une des causes de la crise économique et de la crise viticole, c'est la tendance du producteur à augmenter la quantité aux dépens de la qualité. La protection des appellations d'origine est une réaction nécessaire contre cette évolution.

(1) Conférence de Londres.

C'est pourquoi le Portugal demandait au Congrès de Budapest l'établissement d'une convention internationale ayant pour but la garantie des appellations d'origine dans le monde entier.

Cette convention aurait deux buts : établir les règles pour créer une appellation d'origine et les moyens de la défendre. Cette convention présente un intérêt tout à fait actuel par suite de la constitution des régions de vins types dans de nombreux pays.

Cependant, l'accord de Madrid constituait déjà une base sérieuse pour la protection internationale des appellations d'origine des vins ; on a vu que ces prescriptions étaient méconnues dans les pays où elles sont gênantes ; les Etats-Unis, l'Empire Britannique. L'on peut se demander si une nouvelle convention apporterait une amélioration quelconque.

Sur un certain nombre de questions, par conséquent, une Convention internationale pourrait présenter quelques avantages : au moins celui de poser les principes essentiels en la matière. Mais, dans la plupart des problèmes internationaux, les difficultés que l'on veut résoudre résultent d'intérêts divergents. La grosse erreur de la politique internationale de l'après-guerre a été de vouloir accorder ces aspirations contraires dans des conventions plurilatérales, essayant de satisfaire les intérêts les plus divergents. L'on arrivait toujours à une entente sur le papier, mais, par la suite, le traité, le pacte ou la convention ne recevait aucune application dans la pratique. C'est pourquoi dans la plupart des questions que pose l'organisation internationale du commerce du vin, en particulier celle des droits de douane, il y a lieu d'employer d'autres procédés qu'une convention internationale.

§ III. — EFFORTS COMMUNS DES PAYS PRODUCTEURS

Les viticulteurs ne peuvent pas espérer de la seule bonne volonté des pays consommateurs, l'ouverture de

leur marché à la production viticole. Mais il y a justement un point sur lequel l'entente des pays producteurs est facilement réalisable, parce que chacun y trouverait son avantage : il s'agit du développement de la consommation mondiale.

L'accord des nations viticoles se trouve facilité par le fait que les vins produits dans les divers pays présentent des caractéristiques différentes. « Chaque vin, dit M. PRATS (1), a ses qualités propres et il en est une infinité. Si la France s'enorgueillit d'avoir la gamme la plus complète, l'Italie, l'Espagne, la Grèce, le Portugal produisent aussi des types de vins parfaits qu'on ne trouve que chez eux. ». Au contraire, le blé dont la production est uniforme fait l'objet dans le commerce international d'une concurrence beaucoup plus âpre.

C'est ce qu'expriment les vers de MONSELET :

- » Quel bel exemple nous donnent
- » Ces vins dans leur rare fierté,
- » Qui s'acceptent et se pardonnent
- » Leur triomphante égalité. »

OBJETS DE L'ENTENTE DES PAYS VITICOLES

1° *La propagande*

Il n'est aucun produit, si parfait soit-il, pour lequel la propagande ne soit nécessaire : « Le faire savoir importe plus encore que le savoir et le savoir-faire. Dieu lui-même a besoin des cloches pour entretenir sa publicité » (2).

La population mondiale compte 1.800.000.000 d'habitants : 460 millions de bouddhistes et 217 millions d'indous ne connaissant pas le vin ; 86 millions de musulmans n'ont pas le droit, par suite de l'interdiction du Coran, de consommer des boissons alcooliques ; enfin, d'autres ont été éloignés du vin par les campagnes prohibitionnistes. Il convient de faire connaître à ces ignorants la valeur alimentaire et thérapeutique de ce produit.

(1) Rapport au Congrès International de Rome.

(2) LABROUE. — Rapport général de la Conférence de Paris.

Le Congrès de Budapest demande que les Etats viticoles constituent un front unique en vue de la propagande dans les pays non producteurs, spécialement dans ceux où le vin n'est pas en usage, afin d'augmenter la consommation des produits vinicoles.

Cette propagande devra être organisée tant sur le terrain national qu'international, en se basant avant tout sur les travaux scientifiques et médicaux relatifs à la valeur alimentaire et thérapeutique, hygiénique du vin et des produits de la vigne. Tous les Etats sont invités à organiser, chaque année, une fête nationale du vin et du raisin.

2° *L'abaissement des barrières douanières*

Leur élévation est la principale cause de la sous-consommation dans les pays non producteurs; le vin a été trop souvent considéré comme monnaie d'échange dans les traités de commerce. C'est pourquoi certains auteurs pensent qu'une action commune des nations viticoles permettrait d'obtenir pour le vin, à l'entrée des nations consommatrices, un traitement de faveur.

Dans cette action pour l'abaissement des droits de douane, « il faut, disait à Londres M. SARRAUT, faire une discrimination entre les pays où les tarifs douaniers ont un caractère de protection de la production nationale et ceux où ils n'ont qu'un caractère fiscal. » Il faut ajouter à ce second cas, l'hypothèse où les droits de douane sont l'instrument d'une politique mercantile.

Il y a lieu de respecter le droit de chaque nation à protéger les éléments essentiels de son économie ; mais lorsqu'il s'agit de pays non producteurs, la ligue des nations viticoles devrait s'efforcer d'obtenir la diminution des taxes, par la persuasion si possible, par la force si c'est nécessaire. Il faut faire admettre, par les pays consommateurs, que le rendement de l'impôt ne sera pas diminué, que le pays entier trouvera, dans la consommation du vin, joie et santé, que le vin n'est pas un objet de luxe mais un article de consommation courante. Au besoin, selon l'opinion des auteurs qui réclament une action éner-

gique, l'union viticole boycotterait les produits de la nation qui se refuserait à abaisser les droits sur le vin.

Cependant, il y aurait difficulté à obtenir un régime libéral pour le vin, alors que l'époque actuelle consacre le triomphe du protectionnisme ; il semble qu'il y ait un peu d'illusion dans cette confiance quant aux possibilités d'une ligue viticole.

3° *La répression des fraudes*

La meilleure solution pour la protection du vin consiste dans l'établissement d'une législation mondiale mise en œuvre par la voie d'une convention internationale ; mais il se peut qu'une action commune des nations viticoles soit nécessaire pour obtenir de chaque pays consommateur la ratification de cette convention.

En cas de fraudes commises dans les pays consommateurs, la ligue des nations viticoles pourrait aussi intervenir pour sanctionner la faute, concurremment avec la législation nationale intéressée. Déjà, M. RAILHAC, en 1928, déclarait « que l'on devrait accorder aux exportateurs pour rechercher et pour suivre dans les pays acheteurs, la concurrence déloyale, l'usurpation des marques, les falsifications et les fraudes, et donner des garanties aux Etats acheteurs et à leurs nationaux, pour actionner en justice dans les pays expéditeurs, les propriétaires ou marchands coupables des mêmes délits » (1). La ligue viticole pourrait nommer des inspecteurs chargés de la surveillance des vins dans le commerce international aussi bien à la production que dans les pays non viticoles. Cette mission serait facilitée par l'organisation des casiers viticoles.

4° *Disparition du dumping*

L'union des pays producteurs mettrait à l'index la nation qui se rendrait coupable de concurrence déloyale par le moyen de primes à l'exportation ou de toute autre manière.

(1) RAILHAC, — L'Office International du Vin.

re. Des représailles seraient exercées contre les vins de ce pays sous la direction du front commun viticole.

Une autre façon de faire disparaître le dumping serait de répartir les marchés consommateurs entre les diverses nations exportatrices.

5° Répartition des marchés consommateurs

Plusieurs économistes estiment que le meilleur moyen d'obtenir la disparition du dumping, l'abaissement de droits de douane, la rigidité dans la répression des fraudes, consisterait dans un partage des marchés consommateurs. On éviterait ainsi, dit M. PRATS, la concurrence entre les pays producteurs, qui nuit actuellement à la consommation et à eux-mêmes. « Lutte de prix, lutte de qualité, lutte personnelle des individualités, pendant ce temps, la bière, les eaux minérales, mieux armées parce que produits industriels à production constante, parce que leur fabrication est concentrée en quelques mains, voient leur consommation augmenter sur ces mêmes marchés au détriment du vin. » Ce partage devrait être limité aux vins courants, les vins de crus en raison de leurs qualités différentes ne se faisant pas concurrence.

M. GERVASIO, dans son projet de consortium viti-vinicole international, prévoit également la répartition des marchés consommateurs ; au Congrès de Budapest, la Roumanie, la Tchécoslovaquie s'en montraient encore partisans.

On obtiendrait, par ce moyen, une certaine baisse des droits de douane, car les viticulteurs ne se présenteraient pas trop nombreux devant une porte rendue à dessein étroite ; une fois ce partage réalisé, le dumping et les primes d'exportation seraient sans raison ; ce serait la disparition de frais souvent onéreux pour celui qui envahit le marché et de perte considérable pour celui qui en a été éliminé. Enfin, chaque nation productrice fournirait du vin aux pays consommateurs les plus voisins ; on pourrait obtenir une diminution des frais de transport, organiser les communications vers des directions définies ;

c'est ainsi que si la France était assurée d'une exportation vers des directions stabilisées, elle pourrait penser sérieusement à la construction du Transsaharien ou à l'aménagement du Rhône.

§ IV. -- LA FORMATION D'UNITES ECONOMIQUES

Il se peut que la répartition des marchés consommateurs se fasse automatiquement sans qu'il soit besoin d'intervention humaine. WERNER SOMMARD (1), déclarait : « Les formes sous lesquelles les relations économiques internationales futures seront conçues, ne seront ni le libre échange ni la clause de la nation la plus favorisée, mais bien des traités de commerce, des unions douanières, des préférences, des contingents d'importations, et ainsi de suite. »

Il semble que la tendance générale des politiques commerciales aille vers une action nationale ; comme la production d'un seul pays ne peut quelquefois satisfaire à tous les besoins de ses habitants, l'évolution se continue vers l'organisation d'unions douanières découlant soit de la proximité géographique des Etats intéressés, soit de liens politiques.

On connaît les modifications apportées par la pratique commerciale à la clause de la nation la plus favorisée et l'apparition des clauses, limitées à certains pays : la clause nordique entre les pays scandinaves, la clause ibérique s'appliquant aux échanges entre l'Espagne, le Portugal et les pays de l'Amérique du Sud, la clause des pays Baltiques, la clause russe, la clause japonaise (2).

Des efforts sont faits par les pays de l'Europe centrale, depuis les débuts de leur coopération économique en 1930 en passant par la Conférence de Stresa en 1932 jusqu'aux propositions récentes de coordination entre la Tchécoslo-

(1) Die Zukunft der Kapitalismus: *Revue Internationale d'Agriculture*, janvier 1934.

(2) *Revue Internationale d'Agriculture*, janvier 1934.

vaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, vers une entente régionale des unités économiques centrales.

La Conférence d'Ottawa, qui a abouti à la conclusion de douze traités de commerce intéressant les diverses possessions britanniques, exprimait la pensée maîtresse qui dominait ses accords, dans la résolution suivante : « Les nations du Commonwealth britannique ayant stipulé entre elles certains accords pour l'extension des échanges mutuels, au moyen de tarifs préférentiels réciproques, la Conférence prend acte de ces accords et exprime sa conviction :

» Que, par l'abaissement ou la suppression des barrières existant entre elles, abaissement prévu par ces accords, le courant des échanges entre les différents pays de l'Empire sera facilitée et que, par l'augmentation qui en résultera pour le pouvoir d'achat de leurs peuples, le commerce du monde sera également stimulé et augmenté ;

» En outre, que cette Conférence considère la conclusion de ces accords comme un pas en avant, qui, à l'avenir, devrait conduire à d'autres progrès dans la même direction et qui utilisera les droits protecteurs pour assurer que les ressources et les industries de l'Empire seront développées selon les principes d'une saine économie. » On sait comment la Conférence d'Ottawa a favorisé les viticultures australiennes et sud-africaines aux dépens des exportateurs étrangers, dans le Commonwealth britannique.

Au point de vue viticole et particulièrement, en ce qui concerne la France, la politique impériale permettrait, d'une part, d'éviter l'apparition d'une concurrence funeste résultant de la constitution de vignobles nouveaux, analogues aux effets actuels de la surproduction algérienne ; d'autre part, d'acquérir un développement considérable de la consommation. Firmin BACCONIER déclare : « Le marché colonial pourrait offrir à nos viticulteurs des débouchés insoupçonnés. Mais ce marché est mal organisé et il est d'ailleurs mal défendu contre l'importation des infâmes alcools et vins de traite expédiés par l'étranger. Nos Bor-

deaux, Bourgogne, Champagne et nos vins de la Loire sont très appréciés dans nos colonies africaines et en Indochine, mais il faudrait que nos possessions fussent mises en situation de vendre leurs produits, sans quoi elles sont incapables d'acheter. D'autre part, comme l'a observé le directeur de l'Office International du Vin, M. DOUARCHE, l'éducation des indigènes est encore à faire. »

Il semble donc que le partage des marchés consommateurs soit déjà fait en fonction de raisons géographiques ou politiques ; il suffit aux pays viticoles de développer la consommation dans leurs colonies ou dans les pays voisins ; en particulier, la consommation est ridiculement faible dans les colonies françaises ; elle pourrait être aussi intensifiée dans les possessions espagnoles, portugaises ou italiennes. Voici, à l'heure actuelle, l'importance de ces divers marchés (1) :

	Population	Vin exporté	Consommation par tête d'habitant (litres)
Espagne	880000	65000	7,4
Portugal	8600000	180000	2,1
Italie	1900000	52000	2,7
France	60000000	267500	0,45

L'évolution vers l'économie fermée se double donc d'ententes économiques à l'intérieur desquelles les nations viticoles devront rechercher le développement de la consommation du vin.

(1) *Annuaire International du Vin.*



CONCLUSION

§ I. — LA RATIONALISATION DE LA VITICULTURE

La rationalisation de la viticulture a fait l'objet d'une série de rapports au Congrès de Budapest (1).

M. DICENTY définissait la rationalisation comme l'adaptation de la production aux conditions du marché : « La direction de la production doit se conformer aux circonstances de l'utilisation des produits. »

Le problème du vin s'est posé parce que la baisse des prix sur les divers marchés ne permet pas de réaliser des bénéfices dans l'état actuel des coûts de production et en fonction des quantités produites. Ainsi, la solution de la crise pourrait être trouvée, soit dans une hausse des prix, soit dans une diminution des frais de production, les autres éléments restant constants (2).

(1) Bulletin O. I. V., août 1934, juillet 1934.

(2) On peut obtenir ainsi l'équation du problème du vin:

$$(P \times Q) - C = R$$

P — Prix de vente d'un hectolitre de vin;

Q — Quantité d'hectolitre produite par un hectare de terrain;

C — Coût de production de 1 hectare de terrain;

R — Revenu du vigneron;

R est à l'heure actuelle négatif parce que c'est la crise; cela veut dire que le vigneron ne vend pas son vin au prix coûtant; il s'agit de rendre R positif; pour cela on peut agir sur P, sur Q ou sur C.

Il est évident qu'en augmentant P ou Q les autres éléments res-

La hausse des prix ne pourrait résulter que du dépassement de l'offre par la demande : les efforts pour le développement de la consommation ne paraissent pas susceptibles d'une efficacité immédiate, ni en ce qui concerne l'abaissement des droits de douane, ni par la propagande ou la politique de qualité donc l'action sur les désirs du consommateur ne peut être que lente.

Pour réaliser la réduction de l'offre, il faudrait détruire une partie de la récolte annuelle; les possibilités de ce procédé sont limitées par la capacité d'absorption des marchés de l'alcool et du vinaigre ; d'ailleurs, la distillation d'une certaine quantité de vin payée à des prix inférieurs, élève le coût de production des hectolitres restant à la vente sur le marché libre : il s'agit d'un cercle vicieux, le bénéfice qui résulterait de l'accroissement des quantités étant annihilé par la hausse du coût de production. La baisse du coût de production à l'hectolitre peut être réalisée grâce à l'augmentation des quantités produites ; celle-ci peut être obtenue, le coût de production à l'hectare restant constant, par l'emploi de certains cépages (1) ou

tant constants on augmente aussi R; de même, en diminuant C, P et Q restant constants, on augmente R. Mais l'action directe sur les prix de vente est impossible; quant à l'augmentation des quantités produites, elle aggraverait la crise de surproduction.

En diminuant le coût de production on diminue aussi la quantité produite, mais P augmente, par suite de la réduction de l'offre; avec une action initiale sur C on obtient:

$$(P + p \times Q - q) - (C - c) = R + r$$

p — Hausse des prix résultant de la réduction de l'offre;

q — Diminution des quantités produites par suite de la réduction des frais de culture;

c — Diminution des frais de production;

r — Accroissement probable du revenu du viticulteur.

Il est vraisemblable que la hausse des prix et la diminution du prix de revient compenserait largement la perte résultant de la baisse des quantités produites: r serait donc positif. Si $c + p > q$, r serait positif; $R + r$ donnerait une somme également positive et la crise serait finie.

(1) C'est là l'intérêt principal que présentent les hybrides producteurs directs.

sur certains tènements ; mais l'aggravation de la surproduction entraînerait la baisse du prix de l'hectolitre : ici encore la situation du viticulteur ne serait pas améliorée ; par surcroît, ces procédés donnent un vin de qualité inférieure, ce qui nuit au développement de la consommation.

On peut enfin agir sur le troisième facteur, les frais de production ; c'est là, probablement, le vrai remède car, si la diminution des soins culturaux peut entraîner une baisse du rendement, en revanche, la hausse des prix résultant de la réduction de l'offre annulerait cette conséquence défavorable. Le bénéfice serait donc constitué d'une part par la réduction des frais de production ; d'autre part, grâce à la hausse des prix, celle-ci pouvant être facilitée par une politique de la qualité peu onéreuse : degré minimum, vin de pays.

§ II. — DIVERGENCE DES SOLUTIONS NATIONALES

Mais la rationalisation de la viticulture ne peut être réalisée par une méthode uniforme dans les divers pays viticoles du monde ; on a dit, au début de cette étude, que la crise ne présentait pas, dans les pays exportateurs, les mêmes caractéristiques que dans les nations sous-productrices ou que, dans les pays à l'intérieur desquels la production évolue autour de la consommation nationale.

Les solutions pour sortir du malaise sont variables selon la nature de la viticulture nationale et selon l'aspect particulier de la crise dans le pays.

Il est certain que, pour la France, l'abaissement des droits de douane à l'entrée des pays importateurs, est d'une importance secondaire : le coût de production est plus élevé chez nous que dans les pays où la main-d'œuvre est à bas prix ; la solution de la crise française est donc surtout dans l'adaptation de la production nationale à la seule consommation intérieure.

Au contraire, le développement du commerce extérieur est d'une importance primordiale pour les vignobles qui

exportent une quantité relativement forte de leur récolte.

La question des hybrides mérite une attention particulière en Europe centrale ; la production du jus de raisin doit être surtout poussée dans les régions où domine la religion islamique.

Ainsi, le problème international du vin sera, en grande partie résolu quand les nations viticoles auront sauvé de la crise leur viticulture grâce à des remèdes établis en fonction des circonstances particulières à chaque pays.

§ III. — LA RENAISSANCE VITICOLE PAR LA CORPORATION

MUSSOLINI déclarait un jour « qu'il ne fallait plus produire de tout n'importe comment » ; l'erreur du libéralisme était de croire que l'intérêt personnel suffisait à assurer la stabilité économique : en réalité, la crise actuelle du capitalisme dans toutes les branches de l'activité économique est venue de son amoralité. « La fortune ou la ruine du monde, déclare Lucien ROMIER, résulte de la somme anonyme des reflexes individuels... Il n'y a pas de responsabilité pas plus qu'il n'y a de conscience universelle... Nous sommes loin de cette loi ou de cette morale universelle en politique, ou, simplement, en droit des gens ; à plus forte raison en économie. Que ferait la loi, et d'après quels principes de morale ? Quelle conscience interdirait aux vigneron de l'Australie de produire du vin et de le vendre, alors que le vigneron de Pézenas le ferait avec la conscience tranquille ?... Il n'est question dans les écoles, les journaux et les clubs, que de corriger le capitalisme ; il faudrait d'abord le situer en un cadre défini et le personnifier en des groupes responsables » (1).

L'Italie, le Portugal, d'autres pays encore, ont organisé corporativement leur viticulture ; la crise a fait apparaître

(1) Si le capitalisme disparaissait.

en cette matière, comme pour les autres productions, la nécessité impérieuse de l'intervention ; mais, pour assurer la garantie des intérêts individuels, de même que pour constituer l'ossature des vignobles régionaux, la corporation doit prendre le pas sur une politique étatiste que ces conséquences désastreuses condamnent irrémédiablement.

La corporation, dans les siècles passés, avait obtenu dans les productions les plus diverses, le respect de la qualité ; grâce à la politique des vins de pays, grâce à l'identification des exploitations individuelles, en plaçant la production et le commerce sous un ensemble de règles rationnellement établies, elle permettrait aujourd'hui encore la fabrication d'un vin de qualité supérieure.

Il semble donc que la solution du problème du vin réside dans la rationalisation et la moralisation de la viticulture, dans le cadre des unités nationales comme sur le plan international, et, surtout, par l'action des groupements professionnels.

BIBLIOGRAPHIE

1° Périodiques:

Collection de l'*Eclair* de Montpellier.
Collection du *Petit Méridional* de Montpellier.
Extraits de la *Dépêche* de Toulouse.
Extraits de la *Journée Industrielle*.
Extraits de la *Revue Universelle*.
Extraits du *Mercure de France*.
Extraits de la *Revue des Deux-Mondes*.
Extraits de la *Revue politique et parlementaire*.
Collection de la C. G. V.
Collection de la *Revue Internationale d'Agriculture*.

2° Publications de l'Office International du Vin.

Annuaire International du Vin (1933).
Collection du *Bulletin International du Vin*.
Actes de la *Conférence Internationale du Vin de Paris* (1932).
La question du vin à la *Conférence monétaire et économique de Londres* (1933).
Le problème de la limitation des plantations de vignobles dans le monde (1934).

3° Ouvrages divers.

BACCONNIER (Firmin). — Le régime corporatif, *Paris* 1933. *L'agriculture est-elle défendue?* 1934.
BERGON (François). — La législation française de l'alcool, étude économique, *Thèse Montpellier* 1922.
BLANCHARD (Marcel). — Travail et production à travers les âges, *Montpellier* 1929.
BRAULT (Pierre). — Le problème du vin. *Thèse Paris* 1932.
CAUPERT (Maurice). — Essai sur la C. G. V. *Montpellier* 1921.
CAFFORT. — Projet de loi déposé en 1929 sur le Bureau de la Chambre des Députés.
DEGRULLY (Paul). — Essai historique et économique sur la production et le marché des vins en France. *Thèse Montpellier* 1910.

- DOUARCHE (L.). — La crise viticole mondiale, *Paris* 1930. La question du vin, *Paris* 1930.
- LAMOR (Henry). — Problème national et international du blé. *Paris* 1933.
- LUCIUS (Pierre). — Faillite du capitalisme, *Paris* 1932. Rénovation du capitalisme, *Paris* 1933.
- MAUDET (Félicien). — Le statut de la viticulture française. *Thèse Paris* 1934.
- POHER et MAHOUX. — Publication des mémoires et comptes rendus du premier Congrès commercial du raisin de table. *Paris* 1925.
- RAILHAC (Pierre). — L'Office International du Vin. *Thèse Paris* 1928.
- ROCHE-AGUSSOL (Maurice). — La Coopération en viticulture. Rapport au 8^e Congrès International d'agriculture (1926). Le rôle économique des associations agricoles.
- ROMIER (Lucien). — Si le capitalisme disparaissait... *Paris* 1934.
- SABADIE (Jean). — Le nouveau statut de la viticulture. *Thèse Paris* 1932.
- SION (Jules). — La France Méditerranéenne, *Paris* 1934.
- LA TOUR DU PIN. — Aphorismes de politique sociale. Vers un ordre social chrétien.
- TUDEZ. — Développement de la vigne dans la région de Montpellier. *Thèse Montpellier* 1934.
- VALERY (Jean). — Le régime de la prohibition nationale des boissons fermentées aux Etats-Unis. *Paris* 1922.

Lu et approuvé:

Montpellier, le 17 décembre 1934,

Le Professeur,

René COURTIN.

Montpellier, le 21 janvier 1935,

Vu,

Le Doyen,

G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer,
Montpellier le 21 janvier 1935.

Le Recteur,

TAILLIART.

Nous prions M. PONS, secrétaire du Syndicat de la C. G. V. Béziers-Saint-Pons, de recevoir ici nos remerciements pour l'amabilité avec laquelle il a facilité nos recherches.

Nous voulons également exprimer notre reconnaissance à l'Office International du Vin, à son Président M. BARTHE et au secrétaire M. CABANOUS, qui nous ont procuré des documents essentiels.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
§ I. — La crise économique mondiale	7
§ II. — La crise viticole	9
§ III. — La crise viticole et la loi de Riccardo	12
§ IV. — Existe-t-il un problème international du vin. Complexité du sujet	13
TITRE I	
Les causes de la crise viticole	15
Chapitre premier. — <i>La crise viticole. La position des divers pays</i>	17
§ I. — Aspect international de la crise viticole	17
§ II. — La position des divers pays	21
Chapitre II. — <i>La surproduction</i>	25
§ I. — L'extension du vignoble mondial	26
§ II. — Augmentation de la production mondiale	28
§ III. — Le développement de la viticulture extra- européenne	35
Chapitre III. — <i>La sous-consommation</i>	41
§ I. — La prohibition	43
§ II. — La crise économique	48
§ III. — La qualité médiocre	51
§ IV. — L'élévation des prix de revient et des prix de vente au détail	64
Chapitre IV. — <i>Les entraves au commerce international du vin</i>	77
§ I. — Les droits de douane. Les taxes intérieures	80
§ II. — Les contingentements	84
§ III. — La concurrence déloyale. — Le dumping. — Les appellations d'origine	87
§ IV. — Causes secondaires des difficultés commer- ciales	93
§ V. — Le vin et la politique commerciale moderne	95
TITRE II	
<i>La faillite du libéralisme et l'organisation corporative</i>	100
Chapitre premier. — Du libre échange à l'économie fermée	103
§ I. — Retour au libre échange généralisé	103
§ II. — La liberté pour le commerce international du vin	105

Chapitre II. — <i>Du libéralisme à l'économie dirigée</i>	108
§ I. — L'évolution vers l'économie dirigée	108
§ II. — L'intervention directe de l'Etat. Danger de l'Etatisme. — La politique viticole française	111
Chapitre III. — <i>L'organisation professionnelle</i>	120
§ I. — Les principes nationaux corporatifs	121
§ III. — Les réalisations corporatives en viticulture	127
§ II. — La coopération viticole	138
Chapitre IV. — <i>Les efforts internationaux</i>	143
§ I. — Origine de l'organisation viticole interna- tionale	144
§ II. — L'organisation actuelle de la viticulture inter- nationale	145
§ III. — Les résultats et les possibilités de l'action in- ternationale	155
TITRE III	
<i>Les solutions du problème international du vin</i>	159
Chapitre I. — <i>Mesures tendant à la restriction de l'offre</i>	161
§ I. — La conservation des stocks. Le blocage	162
§ III. — Développement des autres débouchés du raisin non concurrents d'un vin	167
§ III. — La réduction des superficies plantées	191
§ IV. — Mesures contre les gros rendements	201
Chapitre II. — <i>Le développement de la consommation</i>	215
§ I. — La disparition du régime sec	216
§ II. — La propagande en faveur de la consumma- tion du vin, du raisin et des industries utilisant le raisin	221
§ III. — La politique de la qualité	224
§ IV. — La déflation des prix: coût de production et prix de vente au détail	243
Chapitre III. — <i>L'organisation du commerce international du vin</i>	255
§ I. — Condition préliminaire. — Organisation de la production et de l'exportation dans les Etats viticoles	255
§ II. — Etablissement de conventions internationales	257
§ III. — Efforts communs des pays producteurs	262
§ IV. — La formation d'unités économiques	267
CONCLUSION	271
§ I. — La rationalisation de la viticulture	271
§ II. — Divergence des solutions nationales	273
§ III. — La renaissance viticole par la corporation	274
BIBLIOGRAPHIE	276

